

A decorative border with symmetrical floral and scrollwork patterns in a dark gray color, framing the central text.

Le Maréchal Jourdan

Frédéric Hulot

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

FRÉDÉRIC HULOT

Le Maréchal JOURDAN



Pygmalion

FRÉDÉRIC HULOT

Le Maréchal JOURDAN



Pygmalion

LE MARÉCHAL

JOURDAN

FRÉDÉRIC HULOT

LE MARÉCHAL
JOURDAN

Pygmalion

Sur simple demande adressée à
Pygmalion, 87 quai Panhard et Levassor 75647 Paris Cedex 13,
vous recevrez gratuitement notre catalogue
qui vous tiendra au courant de nos dernières publications.

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5 (2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

FRÉDÉRIC HULOT

LE MARÉCHAL
JOURDAN

Pygmalion
Flammarion

Pygmalion Histoire

Sur simple demande adressée à
Pygmalion, 87 quai Panhard et Levassor 75647 Paris Cedex 13,
vous recevrez gratuitement notre catalogue
qui vous tiendra au courant de nos dernières publications.

© 2010, Pygmalion, département de Flammarion
juin 2010

ISBN numérique : 978-2-7564-0455-4
N° d'édition numérique : N.01EUCN000171.N001

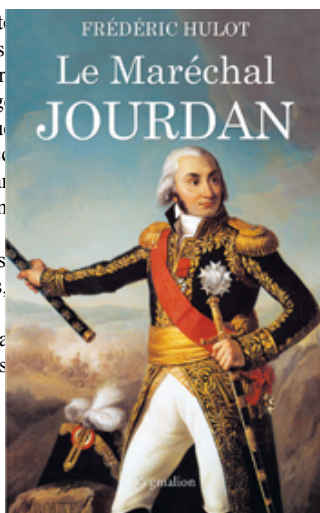
Le livre a été imprimé sous les références :
ISBN : 978-2-7564-0299-4
N° d'édition : L.01EUCN000310.N001

77 469 mots

Ouvrage composé et converti par PCA (44400 Rezé)

Fils d'un chirurgien, Jean-Baptiste Jourdan. À la Révolution, embrassant les armes, il se distingua dans l'armée où ses capacités lui valurent, en moins de deux ans, il fut promu général. Il conquiert pour la France la rive gauche du Rhin. Ses idées jacobines étant mal acceptées, il ne put voter la loi d'organisation de l'armée. Considéré comme le sauveur de la patrie mais qui n'était pas un d'Empire.

Après la Restauration, il fut nommé Louis XVIII, huit ans gouverneur des Invalides. Il fut une consécration à sa carrière. Scrupuleusement honnête, Jourdan prenait ses décisions qu'après les avoir consultés. Un patriotisme.



Il perdit très jeune ses parents. Il entra dans un club et, en 1791, rejoignit l'armée. Il eut alors une brillante carrière : en 1793, il fut à la bataille de Wattignies, de Fleurus, et de la Marée.

Il se consacra en politique. Élu député, il fit partie d'un groupe qui jalousait son titre de général. Il ne put pas obtenir le bâton de maréchal.

Après la chute de Napoléon, il fut oublié. En le nommant à soixante-trois ans, Louis-Philippe apporta une déception.

Il fut un homme. D'un caractère réservé, ne s'exprimant que par l'excellent chef, animé d'un ardent patriotisme.

Création Studio Flammarion

Portrait du maréchal Jourdan, Eugène Louis Charpentier, XIXe siècle, musée du Château de Versailles © Photo Josse / Leemage.

Frédéric Hulot est l'auteur de brillantes biographies : Le Maréchal de Saxe, Suffren, Duquesne, Murat, Le Maréchal Ney, Le Général Moreau, Le Maréchal Davout, Le Maréchal Soult, Le Maréchal Masséna, Le Maréchal Berthier, Le Maréchal Suchet, Les Frères de Napoléon, et de romans historiques hauts en couleur : L'Homme au cheval gris, La Rançon de la gloire, La Louve de l'Atlantique et Les Pagès (tous parus chez Pygmalion).

*À mes deux grands-pères et à mon père
qui m'ont donné le goût de l'histoire ;
au professeur Igonin qui m'a enseigné comment
l'apprendre,
je dédie ce livre.*

*... Il en est d'autres : Jourdan qui était mercier...
Moreau étudiant en droit, Kléber architecte.
On pourrait remplir de leurs noms des pages et des
pages.
Ils feront tous honneur à nos armes,
la plupart à la République...
Alexandre Sanguinetti (Histoire du soldat)*

Sommaire

Couverture

Identité

Copyright

Couverture

Dédicace

Exergue

PROLOGUE

Chapitre I - UNE ENFANCE SANS JOIE

Chapitre II - COMMENT DE SOLDAT ON DEVIENT MERCIER

Chapitre III - UNE CARRIÈRE FOUDROYANTE

Chapitre IV - LES ANNÉES DE GLOIRE

Chapitre V - DÉBUTS EN POLITIQUE

Chapitre VI - UNE ANNÉE CRUCIALE

Chapitre VII - MIS À L'ÉCART

Chapitre VIII - NAPLES, UNE EXPÉRIENCE

Chapitre IX - PREMIERS SÉJOURS EN ESPAGNE

Chapitre X - RETOUR EN ESPAGNE

Chapitre XI - DE L'EMPEREUR AU ROI

Chapitre XII - UNE SEMI-RETRAITE

Chapitre XIII - LA CONSÉCRATION

CONCLUSION

ANNEXES

LA CARRIÈRE DE JOURDAN

ARTICULATION ET DÉPLOIEMENT DES ARMÉES ADVERSES EN FÉVRIER 1799

LES FORCES EN PRÉSENCE À LA BATAILLE DE STOCKACH

BIBLIOGRAPHIE

PROLOGUE

DE MEYRARGUES À LIMOGES

(1688-1771)

On ignore encore aujourd'hui d'où la famille du futur maréchal Jourdan est exactement originaire. Certainement de la Provence, car leur patronyme est fort commun dans cette province. De nos jours même, un certain nombre de Jourdan se vantent d'une parenté avec l'illustre personnage alors que ce n'est nullement le cas.

On a pu relever des documents concernant la famille Jourdan qui nous titéresse à partir de 1688, dans la petite ville de Meyrargues. Elle se situe en bordure de la Durance, à environ vingt kilomètres au nord d'Aix-en-Provence. D'où venait ce premier Jourdan ? On l'ignore. On n'a jamais trouvé aucun acte qui aurait permis de situer la bourgade d'où il était parti et ses descendants se sont toujours montrés discrets sur ce potit. Peut-être, au bout de deux générations, l'avaient-ils oublié eux-mêmes. Mais ce premier Jourdan était un homme ayant reçu une excellente instruction, car d'emblée il occupa dans la ville les fonctions de viguier. Ce magistrat, pouvant être plus ou moins assimilé de nos jours à un juge de paix avec, en supplément, certains pouvoirs de police, était amené parfois à faire régner l'ordre et à sanctionner les délinquants. Il dépendait en même temps du bailli et de l'intendent de province.

Si cette fonction était relativement importante, les appotitements, par contre, paraissaient plutôt minces, ce qui obligeait l'itéressé, surtout s'il avait charge de famille, à exercer en même temps une autre profession. Mais sa position sociale relativement élevée le forçait à choisir celle-ci avec discernement. Il est vrai que, bénéficiant d'appuis officiels et de renseignements parfois confidentiels, il était en position de réaliser quelques fructueuses opérations commerciales. Quoi qu'il en soit, si la famille Jourdan ne connut pas vraiment la fortune, elle vécut toujours dans une certaine aisance, tenant sans difficulté son rang parmi les magistrats de la cité.

On sait assez peu de chose sur le premier membre de la famille Jourdan, prénommé Joseph. Marié, il fut reçu et fréquenta de manière courante les magistrats de la ville, puisque l'un d'entre eux, conseiller du

roi, accepta d'être le parrain d'une de ses filles. Cet arrière-grand-père du maréchal eut à Meyrargues deux autres enfants, des garçons. Ce fut le plus jeune, né en 1692, alors que ses parents étaient installés dans le bourg depuis quatre ans, qui deviendra le grand-père du maréchal.

Quoique la fonction de viguier que le titulaire entendait transmettre à un de ses enfants, car sous l'Ancien Régime une telle charge devenait facilement héréditaire, fût par principe destinée au fils aîné, ce fut précisément Jean-François, le plus jeune, qui allait l'exercer. Il s'en montra très fier car il ne manqua jamais, lorsqu'il apposait sa signature en bas d'un acte de la faire suivre du qualificatif : « viguier ». Ce fils, contrairement à la coutume qui voulait que dans la bourgeoisie on se mariât jeune, attendit d'avoir vingt-cinq ans avant de convoler, c'est-à-dire qu'il tenait d'abord à asseoir de manière solide sa situation. Au xviii^e siècle, vingt-cinq ans passaient pour un âge déjà avancé et donnaient facilement des allures de vieux garçon. Il se maria en 1717 avec la fille d'un magistrat, Élisabeth Gauthier. Dès lors, leur destin était tracé. Ils demeureraient à Meyrargues. La période des guerres incessantes de Louis XIV était close et, sous le gouvernement de l'aimable Régent, une longue ère de paix semblait se dessiner.

Sa femme lui donna beaucoup d'enfants. Le nombre exact ne nous est pas parvenu mais ils furent neuf ou dix. La première fille naquit moins d'un an après le mariage, en 1718. Quatre autres, deux garçons et deux filles, suivirent rapidement mais, à une époque où la mortalité infantile faisait de terribles ravages, les Jourdan ne furent pas épargnés et les cinq disparurent, sans doute assez jeunes, car ils n'ont laissé aucune trace. La dernière des cinq était née en 1728. Moins d'un an plus tard, Élisabeth Jourdan donnait le jour à un nouveau garçon qui ouvrait une série de quatre.

Par chance, ou en raison de soins appropriés, ils allaient tous franchir sans difficulté le cap de la petite enfance. Ce furent dans l'ordre : Jean-François (on donnait facilement à un garçon le même prénom que son père), le 27 octobre 1729 ; Joseph, le 8 février 1731 ; Laurent, le 6 avril 1732 et enfin Roch, dernier-né, au demeurant beaucoup plus tard que ses frères, le 17 août 1738. Il est à supposer qu'Élisabeth Jourdan, fatiguée par des couches trop rapprochées, avait demandé à son mari de faire preuve de modération. D'ailleurs, Roch semble avoir été le dernier de ses enfants.

Jean-François Jourdan, bien décidé à ce que l'un de ses quatre fils lui succédât dans sa charge, leur fit donner, sans doute sur place, une solide instruction. Toutefois, le destin, les événements et, en un sens, le goût des garçons, allaient en décider autrement, d'autant qu'avec la Révolution la fonction de viguier disparut comme bien d'autres.

L'aîné, Jean-François, ayant montré des dispositions pour le commerce, partit assez jeune pour Lyon et y réussit dans des conditions

qui nous sont inconnues. Assez vite, il se retrouva (peut-être par son mariage) à la tête d'un magasin de soieries assez prospère. Le second, Joseph, quitta lui aussi Meyrargues et alla se fixer à Marseille. Il semblerait, pour autant que l'on puisse en juger, qu'il rompit rapidement tous liens avec sa famille. Peut-être s'embarqua-t-il pour aller chercher fortune au Proche-Orient, mais c'est assez peu probable, car on a trouvé trace de son mariage, et il eut même un fils qui fit carrière dans l'armée. Le troisième, Laurent, attiré par la vocation religieuse, entra dans les ordres. Son père ne semble pas avoir manifesté un enthousiasme excessif en constatant l'orientation de ce fils. Les goûts de Laurent étaient modestes. Grâce aux relations paternelles, il aurait pu briguer une charge de chanoine à l'archevêché d'Aix. Mais il n'en demandait pas tant. La petite cure du village de Beaurecueil, au pied de la montagne de la Satite-Victoire, convenait parfaitement à ses goûts. Ses proches crurent alors qu'il allait s'y enterrer et qu'on n'entendrait plus parler de lui. Aussi grande fut la stupéfaction de la famille lorsqu'elle apprit assez rapidement qu'outre la vocation de prêtre, il avait le goût de l'enseignement, qu'il avait ouvert une école où il recevait des élèves de toutes conditions sociales. D'ailleurs, il avait tendance à orienter ceux-ci vers la prêtrise. Soutenu par ses supérieurs, excellent professeur lui-même, l'abbé Jourdan et son école allaient rapidement connaître une renommée qui dépasserait le cadre de la province.

Curieusement, Jean-François Jourdan orienta le plus jeune de ses fils vers une profession radicalement différente de celle de ses trois aînés. Il décida de lui faire faire sa médecine. Mais, outre les études qui étaient longues et les frais de scolarité élevés, il fallait graisser la paume des membres du jury à chaque examen. Cette coutume portait le nom charmant de « massepain ». D'ailleurs, là, comme le népotisme jouait à plein, les fils de médecins étaient sérieusement avantagés par rapport à leurs camarades. Aussi, toute réflexion faite, Jean-François Jourdan aiguilla-t-il son fils vers la chirurgie. Celle-ci était alors considérée comme une branche mineure de la médecine. À l'origine, la profession était commune avec celle de barbier, et il était admis au ^{xviii}^e siècle que les chirurgiens qui n'y réussissaient pas, retournaient exercer ce métier primitif. Cette espèce de symbiose allait durer longtemps, jusqu'à nos jours, où il en reste quelques traces. Les enseignes des coiffeurs, un cylindre sur lequel courent des bandes bleues et rouges, rappellent l'époque où les barbiers-chirurgiens faisaient sécher, en les enroulant, les linges tachés de sang utilisés pour éponger celui-ci lors des opérations.

Les études de chirurgien duraient tout de même six ans. Roch Jourdan suivit les siennes à Aix-en-Provence. Il n'en subsiste aucune trace, les registres de la faculté de médecine de l'époque ayant disparu. Sans doute fut-il un bon étudiant. En tous les cas, aussitôt après la fin de ses études, il acquit rapidement une certaine notoriété qui lui permit

d'obtenir le grade supérieur de maître chirurgien, ce qui le mettait en vedette dans sa profession.

La chirurgie utilisait encore des méthodes de travail primitives : l'anesthésie, aussi bien que l'asepsie, étaient inconnues. Une opération était forcément terriblement douloureuse et les risques d'infection généralisée postopératoire très fréquents. Pourtant, ces hommes de l'art réussissaient à sauver un certain nombre de leurs patients.

Tout laissait à penser que le jeune Jourdan s'installerait soit à Aix, soit à Meyrargues, et lui-même, semble-t-il, l'envisagea. Mais il tenait à demeurer son propre maître. L'idée de débiter dans sa carrière comme assistant d'un confrère, chez qui il aurait pu parfaire son instruction, ne lui souriait guère, et il n'était pas évident de se créer une clientèle à partir de rien. Aussi, assez rapidement, quitta-t-il sa Provence natale pour s'installer en Limousin.

Le choix de cette province n'est pas entièrement dû au hasard. La mère du jeune homme, Élisabeth, était elle-même originaire de la banlieue de Limoges. On ignore comment elle avait été amenée à épouser un viguier provençal. Sans doute avait-elle conservé quelques relations avec sa lotitaine famille. Or, il advint qu'un chirurgien fort coté de Limoges, nommé Fureau-Fransquisquet, mourut subitement, laissant une importante clientèle.

Sa veuve lui chercha un successeur qui éviterait la dispersion de son cabinet et pourrait, en le rachetant, continuer à aider pécuniairement la famille. Bien qu'à cette époque les communications aient été fort précaires, les nouvelles se propageaient avec une certaine rapidité. Mis au courant, Roch Jourdan comprit tout l'intérêt de la situation. Au lieu d'avoir à se constituer de toutes pièces une clientèle, il avait la possibilité d'en acquérir une fort importante dans des conditions intéressantes.

Il posa donc sa candidature et, malgré sa jeunesse, fut accepté en raison de sa renommée naissante. Pour mieux verrouiller la situation, la veuve du chirurgien ne tarda pas à donner en mariage sa propre fille au remplaçant de son mari. Et là les choses ne traînèrent pas. Les épousailles se déroulèrent le 3 juin 1761.

Quoiqu'il continuât à entretenir des relations avec sa famille, Roch Jourdan ne retourna jamais en Provence. Pourtant, pour lui, le changement de mode de vie n'était pas mince. Habitué à vivre dans un climat doux, méditerranéen, avec seulement deux saisons, il allait devoir s'adapter aux hivers rudes et aux étés secs et chauds du Limousin où le printemps et l'automne jouaient leur rôle. Le dépaysement était total : mœurs, habitudes alimentaires, vêtements et même la langue, car on parlait davantage le patois que le français. Mais Roch Jourdan était bien décidé à réussir à se créer une situation stable à Limoges et il allait y parvenir.

Grâce à son talent de chirurgien, son sens des relations, il sut

rapidement se créer de solides amitiés dans le milieu médical. D'ailleurs, ayant repris en main la clientèle prospère de son beau-père, il fut d'emblée délivré du souci d'avoir à s'en créer une. Le fait qu'il fût un « étranger » ne semble pas avoir constitué un handicap. Installé dans un quartier proche de la cathédrale, dans une maison simple mais confortable, ce couple, créé par le fait de circonstances indépendantes de sa volonté, sut trouver très vite un équilibre et mena une vie heureuse. La modicité des locaux où ils habitaient et la simplicité du quartier leur valurent la considération du milieu médical, d'autant qu'un diplôme de la faculté d'Aix, dont pouvait se glorifier Roch Jourdan, conférait une certaine aura. Et puis, il acquit rapidement la réputation d'être un excellent chirurgien.

Dans une ville de près de vingt mille habitants, ce que comptait Limoges à la fin du xviii^e siècle, cela voulait dire l'acquisition d'une certaine aisance et la certitude de mener une existence calme et sans aléas. Il allait, hélas, en être autrement. À ce moment, la ville de Limoges était traversée par des courants d'idées fort à la mode, diffusés par les encyclopédistes et autres philosophes. Il était de bon ton, dans la bourgeoisie, de professer des opinions avancées et de brasser des projets politiques d'autant plus théoriques et violents qu'il n'était pas question de les mettre en pratique. Quelle part Roch Jourdan prit-il dans ces discussions ? Probablement aucune ! Il était bien trop occupé entre sa famille et son métier pour avoir du temps à perdre en s'intéressant à ce genre d'abstractions, et trop avisé pour courir le risque de ternir sa réputation.

Si ce fut le cas, et c'est peu probable, il n'en est demeuré aucune trace, ce qui ne les empêcha pas, lui et sa femme, de fréquenter des collègues ou d'apparaître dans les salons des hôtels particuliers de certains médecins.

Moins d'un an après le mariage, naquit leur premier et unique fils, Jean-Baptiste, venu au monde le 29 avril 1762, peu de temps avant que ne prenne fin la guerre de Sept Ans. Son parrain était un haut magistrat de Limoges et sa marraine, sa grand-mère maternelle.

Un an plus tard, Jeanne Jourdan accoucha d'une fille qui fut prénommée Catherine Élisabeth, et un an après, d'une seconde fille, Marie. Ce fut alors que le malheur s'abattit sur la famille. Madame Jourdan avait mal supporté les fatigues de trois grossesses aussi rapprochées et mourut quelques jours plus tard. Sa plus jeune fille ne lui survécut pas. On peut s'étonner qu'un homme aussi averti qu'un maître chirurgien n'ait pas prévu chez sa femme ce genre d'accident et pris des précautions en conséquence.

Immédiatement se posa pour le père, le problème de l'éducation de ses deux enfants. Dans son entourage, on l'encouragea à se remarier pour leur donner une marâtre, mais il y répugna. Il avait aimé sa première

femme et l'idée de donner une mère de substitution à son fils et à sa fille ne lui souriait guère. Certes, il engagea une gouvernante, tout en sachant que ce n'était là qu'une solution provisoire.

Lui-même était trop absorbé par sa profession pour avoir beaucoup de temps à consacrer à ses enfants. D'ailleurs, le problème fut (partiellement) rapidement résolu, car sa fille aînée ne survécut qu'un peu plus d'un an à sa mère. Restait le fils, Jean-Baptiste, qui, lorsque madame Jourdan disparut, n'était âgé que de deux ans et demi. Son père aurait pu l'envoyer comme pensionnaire dans une institution, mais il était encore beaucoup trop jeune. Déjà frustré de l'amour maternel, même si à l'époque on ne lui accordait que peu d'importance, comment aurait-il pu supporter d'être séparé de son père ? Roch Jourdan remit donc à plus tard sa décision. Sur cette période, qui s'étend environ sur quatre années, nous ne savons pratiquement rien. Dans ses écrits, en particulier la partie de ses mémoires qui n'est pas purement militaire, Jean-Baptiste Jourdan n'y a jamais fait allusion. Tout porte à croire que, laissé entre les mains de domestiques, il fut tout de même quelque peu materné par sa grand-mère. Mais si ce fut le cas, la vieille dame ne lui laissa pas des souvenirs marquants et durables.

Quoi qu'il en soit, cet état de fait où le bambin se trouvait un peu livré à lui-même et nouait des amitiés avec les enfants des voisins, pas toujours des plus fréquentables, ne pouvait se prolonger.

Très judicieusement, Roch Jourdan pensa que, tant qu'à mettre son fils en pension malgré son jeune âge, autant vaudrait-il mieux le confier à son frère, l'abbé Laurent, puisque celui-ci avait ouvert un établissement scolaire. Peut-être aussi, dans cette décision, une certaine nostalgie de sa Provence natale avait-elle joué un rôle. Et puis, sous la garde de son oncle qu'il ne connaissait d'ailleurs pas, l'enfant aurait moins l'impression d'être délaissé par sa famille. La grand-mère maternelle ne semble pas s'être opposée à cette décision. L'eût-elle fait que vraisemblablement Roch Jourdan serait passé outre. Mis au courant par son frère, l'abbé Laurent accepta sans hésiter de prendre en charge son neveu et d'assumer la responsabilité de son éducation. C'était tout à fait dans le cadre de son activité.

On ignore à quel âge exactement Jean-Baptiste Jourdan partit de Limoges. En tout état de cause, il était encore bien jeune et ne devait pas avoir plus de six ans, ce qui situe la séparation du père et du fils en 1768, année où la France acheta la Corse à la République de Gênes, un an avant la naissance de Napoléon Bonaparte. Il était hors de question que pour un garçon aussi jeune le déplacement se fit à pied. Son père n'avait pas l'intention de lui offrir le luxe d'une chaise de poste. Ce fut donc dans une voiture publique, un coche, que le jeune Jourdan, sans doute sous la férule d'un domestique, fit le voyage.

Le chirurgien comptait vraisemblablement reprendre avec lui son

seul héritier après la fin de ses études ou lorsqu'elles seraient assez avancées, et il imaginait qu'il lui succéderait. En attendant, désireux de s'éloigner de sa belle-famille qui continuait à vivre à ses crochets, il déménagea.

Soit accident, soit maladie, on ne sait exactement, Roch Jourdan mourut jeune, en octobre 1771, âgé seulement de trente-trois ans. Il laissait un fils unique dans une situation précaire qui allait poser problème à son oncle devenu son tuteur.

I

UNE ENFANCE SANS JOIE

(1768-1778)

Le village de Beaurecueil, situé, nous l'avons vu, en Provence, au pied de la montagne de la Satite-Victoire, était, à la fin du xviii^e siècle, une toute petite localité puisqu'il comptait à peine deux cent cinquante habitants. Mais son château fort, propriété à cette époque du marquis de Galliffet, lui conférait une certaine importance. L'église, bien modeste, n'avait été pourvue d'un curé permanent qu'à partir de 1754, à la requête du châtelain. L'abbé Jourdan était le troisième en titre mais, sous son impulsion et en raison de la création de son école, elle allait prendre rapidement une certaine importance.

Il avait articulé, dès sa fondation, ses élèves en trois divisions caractérisées, non pas par le niveau des études, mais par le moyen dont les familles finançaient la scolarité. La première, la plus basse, concernait les enfants admis à titre gracieux, en majorité fils de paysans, parce que trop pauvres, et à qui on se contentait d'apprendre à lire, à écrire et à compter, sauf exceptions. Dans la seconde, on trouvait ceux dont les parents versaient une contribution variable selon leurs moyens. Enfin, la troisième, la moins importante, comptait les fils de famille qui payaient entièrement leurs études. On ne possède aucun renseignement sur l'organisation titerne de l'école ni sur le nombre de professeurs. Il est hors de doute que, quelles qu'aient été les capacités de Laurent Jourdan, et elles étaient grandes tant en lettres qu'en sciences, il n'était pas le seul enseignant de son institution. La majorité des élèves poussant assez loin leurs études étaient, on l'a vu, destinés au séminaire. Un d'entre eux, au moins, devint assez célèbre. Il devait être nommé évêque de Dijon par le roi Louis-Philippe. Il est probable qu'il y en aurait eu d'autres sans la

Révolution qui vit la fermeture de l'école.

L'abbé Jourdan inscrivit d'office son neveu dans la troisième division, estimant que son frère avait largement les moyens de payer les études de son fils. D'ailleurs, Roch Jourdan ne fit aucune difficulté pour régler la pension ainsi que la scolarité de l'enfant. Son oncle le logea auprès de lui au presbytère, adoucissant un peu de la sorte ses conditions de vie, ce dont Jean-Baptiste lui fut toujours reconnaissant. D'emblée, il apparut comme un élève attentif, titelligent, studieux, faisant preuve, bien qu'encore très jeune, de méticulosité dans son travail, bref, le modèle dont rêvent les professeurs. Avec cela, calme, discipliné et sans aucune propension au chahut, son oncle n'eut qu'à se louer de lui. Toutefois, avec son sens de la psychologie enfantine, il constata assez vite que Jean-Baptiste ne montrait aucune disposition pour la vocation religieuse, tout au contraire ; et il comprit que ce serait peine perdue que de le faire entrer au séminaire à la fin de sa formation classique. Il faudrait l'orienter vers des études supérieures laïques pour lesquelles il semblait avoir des dispositions.

La mort de Roch Jourdan mit un terme à tous ces projets. À ce moment, son fils n'était âgé que de neuf ans. La rudesse de la vie de pension avait été atténuée par la sollicitude et l'affection de l'oncle Laurent. Tout de même, la vie de cet enfant privé d'une « ambiance » véritablement familiale dut lui paraître terriblement monotone et dénuée d'intérêt : peu ou pas de jeux en dehors des récréations, pas de véritables vacances et, du seul fait qu'il était le neveu du directeur, aucune profonde amitié. Ses condisciples prenaient pension dans le village alors que lui était isolé au presbytère. Moins que cela suffirait à engendrer un caractère mélancolique ou, à tout le moins, peu expansif et réservé, même dans un milieu typiquement méridional.

La disparition prématurée de Roch Jourdan ne contribua pas à arranger les choses. Du jour au lendemain, la situation pécuniaire du fils Jourdan devint un objet de préoccupation majeure. Son père, s'il n'avait pas de dettes, ne laissait pas non plus d'actif quelconque. Le soutien de la belle-famille s'était révélé trop lourd. Ce fut tout à l'honneur de l'abbé Jourdan d'avoir résolu avec élégance ce problème majeur. Il savait qu'il était hors de question de faire appel à la famille, aussi bien du côté maternel que paternel, pour le résoudre. Sa qualité de prêtre et son sens de la solidarité y furent certainement pour quelque chose. Il décida donc que son neveu poursuivrait ses études dans son école, sans le rétrograder de division, quoiqu'il fût désormais entièrement à sa charge. Tout au plus lui demanda-t-il, en dehors de son travail scolaire, de lui rendre de menus services comme de lui servir de messenger lorsqu'il fallait porter un pli à l'archevêché d'Aix ou de l'aider à tenir les registres de la paroisse.

Cet état de fait dura plusieurs années. Les résultats du jeune Jean-Baptiste justifiaient en quelque sorte le sacrifice auquel son oncle

consentait en sa faveur. Mais, en 1777, alors que l'adolescent atteignait ses quinze ans, la question de son orientation se posa de nouveau. Il achevait son cycle secondaire, dans la mesure où une comparaison avec le système scolaire actuel est possible, atteignant le niveau de la première partie du baccalauréat. L'école de l'oncle Laurent arrêta là la formation.

À partir de ce moment, quatre possibilités s'offraient à lui. Il pouvait poursuivre ses études en entrant au séminaire, et l'abbé Jourdan était suffisamment en bons termes avec sa hiérarchie pour obtenir de celle-ci que le jeune homme soit entièrement pris en charge par l'Église ; mais le curé de Beaurecueil était moralement trop droit pour retenir une telle solution. Outre le fait que son neveu n'avait pas la vocation, sa foi, dès ce moment, paraissait des plus tièdes. Au mieux, il n'aurait donné qu'un mauvais prêtre.

Jean-Baptiste avait, à n'en pas douter, la capacité pour poursuivre des études à la faculté d'Aix ; classiques, médicales ou même scientifiques. Mais c'était financièrement irréalisable. L'oncle Laurent aurait pu tenter de le présenter au concours d'une école militaire car, dans les armes savantes, étaient admis quelques enfants de la bourgeoisie comme boursiers du roi. Mais, soit par ignorance, soit par répugnance, il ne s'arrêta pas à cette possibilité.

Restait l'apprentissage d'un métier, ce qui pour un sujet ayant bénéficié de l'éducation de Jean-Baptiste représentait une manière de déchéance. Consulté par son frère, l'aîné de la famille, Jean-François, qui était marchand de soieries à Lyon, se déclara prêt à prendre son neveu dans son magasin. Il avait justement besoin d'un commis et pourrait enseigner le commerce au garçon. Dès lors, la question était réglée ! Dans le courant de 1777, Jean-Baptiste fut envoyé à Lyon, chez son oncle qui acceptait de le prendre entièrement en charge.

Après toutes ces années, ce ne fut sans doute pas sans regrets que le prêtre se sépara de son neveu qui était devenu un peu comme son fils. Il ne devait plus le revoir et il ne connut pas ses succès. Il demeura à Beaurecueil où son école continua à prospérer au point qu'il fut contraint d'agrandir son presbytère pour y loger des classes. La Révolution lui porta un coup fatal et, plus encore, la Constitution civile du clergé votée par l'Assemblée constituante en juillet 1790. Lorsque, en novembre 1791, les prêtres furent contraints de prêter serment à cette constitution, l'abbé Jourdan, respectant les décisions du pape, s'y refusa. Devenu prêtre réfractaire, contraint de quitter sa cure, il partit pour l'Italie où l'on perd sa trace.

*

Si l'existence de Jean-Baptiste Jourdan avait présenté en Provence un caractère plutôt morose et parfois un peu triste, la vie qui l'attendait à Lyon, dans le magasin de Jean-François, se serait plutôt apparentée à une

forme subtile d'esclavage. Il était logé, nourri de manière frugale, blanchi et accessoirement habillé. Mais là s'arrêtaient les largesses de son oncle qui estimait que sa besogne était ainsi correctement rémunérée et qui ne lui donnait pas un centime. En contrepartie, il devait travailler entre huit et dix heures par jour, un peu moins sans doute le dimanche. Son labeur était sans titérêt. Chargé d'assurer la propreté des locaux, il devait, en outre, porter à longueur de journée de lourdes pièces de drap ou de soie, mesurer les tissus, faire les paquets, en bref assurer toutes les fonctions subalternes, son oncle se réservant la partie la plus titéressante du commerce : la négociation avec la clientèle. Employait-il d'autres commis ? C'est possible mais non pas certain et, dans l'affirmative, ceux-ci se seraient montrés enchantés de décharger leur mauvaise humeur sur le grouillot. De son oncle, l'adolescent n'avait aucune tendresse à attendre. Rude, parfois brutal, il distribuait plus facilement des paires de claques que des compliments. Pourtant, Jean-Baptiste s'efforçait de bien faire et travaillait avec sa conscience et son application habituelles. Dans un univers aussi sombre, aussi fermé, quel pouvait être son avenir ? Avec lucidité, il n'en voyait aucun. Analysant froidement la situation, il envisagea de s'enfuir de chez son oncle, mais pour aller où ? Et comment gagnerait-il son pain ? Sans compter que Jean-François le ferait sûrement rechercher par la police et, comme il était mineur, il serait ramené et corrigé d'importance, encore si son oncle ne lui faisait pas tâter de la prison.

À force de tourner et retourner le sujet dans sa tête, Jean-Baptiste finit par conclure que le seul moyen d'échapper à cet enfer était de s'engager dans l'armée du roi. Une fois qu'il aurait signé, son oncle n'aurait plus la possibilité de lui mettre la main dessus. Le moment était on ne peut plus favorable. Désireux de venger le désastreux traité de Paris qui, en 1763, avait mis fin, dans les conditions les plus défavorables, à la guerre de Sept Ans, le gouvernement de Louis XVI, après l'avoir fait avec discrétion, soutenait à présent ouvertement les insurgés américains contre la Grande-Bretagne. Déjà, ceux-ci, en 1776, avaient fait connaître au monde leur Déclaration d'indépendance. Ce n'étaient donc plus des rebelles mais une jeune nation avec qui la France signait un traité d'alliance qu'elle allait matérialiser en envoyant un corps expéditionnaire renforcer les troupes de Washington. L'armée française recrutait donc ouvertement des hommes et ne se montrait pas trop potitilleuse pour connaître leur origine ou vérifier l'âge qu'ils annonçaient.

Jean-Baptiste présentait les qualités requises : de taille moyenne, bien proportionné, assez solide, il avait, semblait-il, la résistance physique que l'on demandait aux troupiers. En outre, instruit d'un niveau très supérieur à la moyenne, débrouillard et ne rechignant pas à la besogne, il y avait incontestablement en lui l'étoffe d'un sous-officier et

même peut-être, avec un peu de chance, d'un officier subalterne.

Certes, la vie des soldats en garnison n'avait rien de très attirant. Les punitions corporelles étaient appliquées au moindre écart, la nourriture frugale et la solde maigre ; mais au moins les hommes étaient assurés d'un logement et de faire deux repas par jour. C'était l'existence en temps de paix. La guerre ayant été déclarée en octobre 1777, avec elle s'ouvrait une période d'aventures où, si l'on courait quelques risques, ceux-ci étaient compensés par de menus profits et des distractions... Et puis cela valait mieux que la boutique de l'oncle Jean-François !

Profitant d'une des rares occasions où il pouvait délaissier son travail, le jeune Jourdan courut au premier bureau de recrutement situé à proximité. Après quoi, ayant signé, il se hâta de retourner chez son oncle pour assembler ses quelques hardes et annoncer son changement d'état et, surtout, son départ. Jean-François Jourdan, qui s'était imaginé s'être procuré un commis qu'il exploitait honteusement mais qui allait demeurer dans sa dépendance pendant un nombre incalculable d'années, entra dans une colère d'autant plus violente qu'il avait compris qu'il était totalement impuissant pour contrecarrer la décision de son neveu. Le chargeant de tous les défauts, l'ingratitude n'étant pas le moindre, il le mit à la porte et ne devait jamais le lui pardonner.

II

COMMENT DE SOLDAT ON DEVIENT MERCIER

(1778-1791)

Un système assez original voulait, sous l'Ancien Régime, que les recrues soient envoyées dans un camp d'entraînement pour s'y voir inculquer les rudiments du métier de soldat avant d'être affectées à un régiment. Ce fut le cas du jeune Jourdan qui fut dépêché à celui de l'île de Ré, où il fut incorporé le 2 avril 1778. Pour le rejoindre, il avait dû traverser depuis Lyon, et vraisemblablement à pied, la France dans toute sa largeur. À Ré, il suivit d'abord l'école du soldat sans armes, puis fut initié au maniement de celles-ci : le tir, l'exercice à la baïonnette ; et il apprit les rudiments de la tactique comme l'art de se former en carré ou en colonnes profondes, d'effectuer une mission d'éclairage ; et il fit connaissance avec la discipline militaire qui voulait qu'un supérieur eût toujours raison.

L'entraînement fut sévère pour un garçon de dix-sept ans, surtout lorsqu'il fallait porter le lourd fusil de munition réglementaire et un sac pesant plus de vingt kilos. Mais Jourdan parvint à surmonter cette épreuve. Son instruction dura un peu plus de huit mois, jusqu'en décembre, où il fut enfin désigné pour le régiment d'infanterie d'Auxerrois. Cette unité était de formation récente puisque sa création remontait seulement à 1776, en même temps que ceux de Neustrie, Forez, Royal Auvergne, Viennois, Provence, Armagnac et Austrasie. En 1789, il deviendra le 12^e de ligne.

L'uniforme était fort seyant. L'habit blanc porté par toute l'infanterie française se singularisait par des parements et des revers

noirs, un collet cramoisi et des boutons en argent. Les hommes portant la perruque (enlevée en campagne) étaient coiffés d'un petit tricorne noir à retroussis frappé de la cocarde blanche.

Le régiment s'était embarqué à Bordeaux en août 1777 et avait pris assez rapidement part à des opérations, en particulier au siège et à la prise de la Dominique. Mais Jourdan ne le rejoignit qu'au début de 1779, lorsqu'il reçut un renfort de France dont le jeune homme faisait partie. En juillet, il participa au siège de Grenade. Les nouveaux venus avaient encore beaucoup à apprendre et, selon toute vraisemblance, au cours de cet investissement, pour ne pas trop les exposer, ils eurent davantage l'occasion de manier la pelle et la pioche que de tirer des coups de fusil. Mais ils s'aguerrirent vite. La place tomba rapidement et, moins de deux mois plus tard, le régiment prit part au siège de Savannah.

Ce port situé au nord de la Géorgie, à la limite de la Caroline du Sud dont il n'était séparé que par la rivière Savannah, présentait un titêrêt à la fois stratégique et économique considérable. Bien outillé, possédant des installations modernes pour l'époque, il pouvait servir de potit d'appui à une escadre. De plus, c'était là qu'était embarquée une grande partie de la production de coton destinée aux manufactures européennes. Conscient de cette importance, le haut commandement britannique y avait concentré, dès 1778, une importante garnison dotée d'une artillerie puissante et bien servie.

Dès le 11 septembre 1779, un corps de siège français fut débarqué dans une des nombreuses baies qui constituaient cette côte très découpée. La mise à terre des hommes et du matériel s'opéra sans difficulté. Ils furent aussitôt renforcés par d'importants contingents américains. Malheureusement, ceux-ci ignoraient tout de cette forme particulière de guerre qu'est un siège et, en dehors d'occupation de terrain et de quelques terrassements, ils se révélèrent de peu d'utilité malgré toute la bonne volonté qu'ils y mirent. De plus, ils étaient particulièrement pauvres en artillerie

Malgré ce handicap, les Français décidèrent de poursuivre l'opération. La tranchée fut ouverte assez facilement dès la deuxième quinzaine de septembre, dans un sol plutôt meuble, et les batteries d'approche ayant été édifiées, le bombardement commença. Mais l'artillerie anglaise supérieure en nombre riposta avec succès, réussissant à démonter plusieurs pièces françaises. Dès lors, il devenait évident que la poursuite du siège était sans espoir. Les travaux furent suspendus, l'artillerie française ramenée aux plages de débarquement et réembarquée dès la première quinzaine d'octobre. Toutes les troupes prirent ensuite la même direction, les Américains se retirant vers l'intérieur du pays, assez mécontents, semble-t-il. Curieusement, les Anglais, malgré leur supériorité numérique, ne tentèrent rien pour s'opposer à cette retraite. Le corps français regagna la Martinique. Ce

n'en était pas moins un échec.

Dans les années suivantes, le régiment d'Auxerrois fut surtout employé dans les Antilles. La France et la Grande-Bretagne, profitant de la guerre américaine, cherchaient à s'enlever leurs possessions respectives. C'est ainsi que le régiment de Jourdan participa avec succès à la défense de l'île Satit-Vincent puis à la conquête de Tabago, où il réussit à capturer environ mille adversaires avec tout leur matériel (1781).

Le séjour dans les eaux américaines de Jourdan dura donc un peu plus de trois ans. S'il ne prit pas part au siège de Yorktown, il n'en eut pas moins l'occasion de participer à plusieurs combats importants. Au début de 1782, il tomba sérieusement malade, au point que le service de santé du régiment décida de le rapatrier pour le soigner. D'ailleurs, les opérations militaires tiraient à leur fin.

À son arrivée en France, en juillet 1782, il fut déclaré en suffisamment bon état pour bénéficier d'un congé de convalescence qu'il passa on ne sait où... peut-être à proximité du dépôt de son régiment. On ignore même s'il profita de celui-ci pour gagner un peu d'argent en exerçant une profession, ce qui, étant donné qu'il était toujours militaire, semble assez improbable. On ne sait pratiquement rien sur ces quelques mois car, même dans ses mémoires, il s'est gardé d'en parler. Il réitéra son départ, le 12 novembre de la même année. Or l'unité toujours outre-Atlantique ne rentra en France que le 21 juillet 1783 et il est difficile d'imaginer que les autorités militaires aient renvoyé Jourdan en Amérique pour une aussi brève période. L'Auxerrois débarqua à Lorient où il est à supposer que Jourdan le rejoignit. De là, il fut dirigé sur Verdun. À la vie de campagne se substituait celle de garnison, forcément plus monotone. Certes, Jourdan, après trois années de guerre, n'était plus considéré comme un simple engagé. Il pouvait coudre des brisques sur sa manche et avait presque la situation d'un vétéran. Mais quelle était exactement sa position ? Toutes les autorités limousines ont été et sont encore persuadées qu'il gagna, au cours de ses campagnes ses galons de sous-officier. C'est assez probable si l'on garde en mémoire qu'il eut, dans les affaires auxquelles il participa, plusieurs occasions de se distinguer. De plus, son éducation assez poussée le désignait pour bénéficier d'un tel avancement. Sergent, sûrement et peut-être même fourrier, ce qui impliquait un certain nombre de petits travaux et des responsabilités administratives.

D'un autre côté, dans les archives existant encore, concernant ses états de service, il n'en existe nulle part de traces. Mais les documents en question, quel que soit leur nombre, présentent d'importantes lacunes qui permettent de fournir une explication logique à ces omissions.

Un autre argument milite en faveur du fait qu'il ait reçu certains grades. Lorsque, quelques années plus tard, sous la Révolution, il

rejoignit l'armée, il bénéficia de promotions rapides dues, en partie, à l'étendue de ses connaissances en matière militaire qui dépassaient de beaucoup celles d'un simple soldat.

La fin des hostilités amena le gouvernement français, toujours en butte à des difficultés financières, à faire des économies. Une des premières concerna la réduction des effectifs et, tant qu'à faire, le ministère de la Guerre licencia un nombre important de sous-officiers dont la solde était plus élevée que celle des simples soldats. Les régiments de création récente furent les premiers touchés et les plus réduits. Le 26 juin 1784, un an après avoir rejoint son unité, Jourdan se trouvait de nouveau sans gagne-pain. Les militaires rendus à la vie civile se voyaient accorder un pécule qui leur permettait de « voir venir ». Il semble bien que Jourdan ne se hâta pas de se trouver une situation. Il se rendit d'abord en Alsace, où on lui avait signalé que des entrepreneurs embauchaient. Mais le climat ne lui convint pas, de même que la langue, assez hermétique et différente du français. Il s'y attarda tout de même un peu, car il avait retrouvé à Sélestat un camarade qui y était en garnison, et il s'y fit remarquer par l'état de délabrement de ses vêtements. De là, il gagna Lyon et se présenta chez son oncle, espérant un peu naïvement que ce dernier accepterait de le réembaucher. Mais la rancune de Jean-François n'était pas éteinte et il pensait probablement qu'à présent il lui serait plus difficile d'exploiter son neveu. Sans même l'écouter, il le mit proprement à la porte.

Jean-Baptiste aurait pu aller à Beaurecueil où il aurait reçu le meilleur des accueils. Mais l'abbé Laurent était toujours dans l'incapacité d'aider son neveu à trouver une situation. C'était une voie sans issue. Alors, curieusement, il songea à Limoges. Il en était parti depuis si longtemps qu'il n'y connaissait plus personne. Mais il savait où demeurait sa grand-mère. Elle représentait son dernier espoir. Si elle le rejetait, il deviendrait un vagabond comme il en existait beaucoup, promis tôt ou tard à finir en gibier de potence.

Contrairement à ce qu'il aurait pu craindre, la vieille dame le reçut plutôt bien quoiqu'elle ne l'ait plus vu depuis plus de quinze ans. Mais n'était-il pas le seul descendant de sa fille Jeanne et probablement son unique petit-fils ? Madame Foreau-Francisquet n'avait ni les moyens ni les éléments qui lui auraient permis de venir personnellement en aide à Jean-Baptiste. Par contre, elle cultivait encore d'anciennes relations dans le milieu médical. Elle envoya donc le revenant prendre contact avec deux médecins de ses amis qui avaient entretenu des rapports plus que cordiaux avec Roch Jourdan. Les docteurs Périgord et La Boulinière réservèrent un accueil chaleureux au fils de leur ancien ami. N'était-il pas un héros qui s'était illustré sur les champs de bataille ? Ils ne pouvaient évidemment l'employer directement ; mais ils le recommandèrent à un de leur patient et ami, un certain Avanturier, négociant en tissus. Après

tout, il avait une certaine expérience de cette profession (c'était bien la seule).

Pour Jourdan, c'était en quelque sorte un retour à la case départ. Pourtant, entre lui et cet homme franc, droit, titelligent, l'entente fut immédiate. Il reconnut toutes les qualités de son nouvel employé là où l'oncle Jean-François n'avait trouvé que des défauts. Mais peut-être avait-il mûri au cours des années passées à l'armée. En tous les cas, Michel Avanturier l'encouragea, lui donna quelques responsabilités et en fit rapidement son homme de confiance, allant jusqu'à lui faire miroiter qu'un jour peut-être il pourrait se trouver à la tête de son propre commerce, ce qui semblait un peu utopique car Jourdan, même correctement payé, était toujours sans moyens financiers.

Poussant plus loin leurs rapports, son patron le reçut régulièrement chez lui dans sa famille et fut à même de constater sa bonne éducation. C'est alors qu'il donna corps à un nouveau projet. Sa femme était issue d'une famille bourgeoise assez riche de Limoges. Or, elle avait une soeur prénommée Jeanne, âgée de vingt-quatre ans et toujours célibataire. Sous l'Ancien Régime, une femme ayant atteint cet âge sans avoir convolé avait de sérieuses prédispositions à devenir vieille fille, ce qui désolait les siens. Difficile dans ses choix, elle avait, semble-t-il, refusé plusieurs prétendants. Michel Avanturier eut donc l'idée de marier sa belle-soeur avec son employé modèle. *A priori*, cela pouvait paraître totalement irréaliste. Tout les séparait, le milieu social, d'un côté bourgeoisie bien assise, de l'autre un homme du peuple ; la fortune assez importante chez la demoiselle, nulle chez Jourdan. Pourtant, à y regarder de plus près, l'union avait des chances de se matérialiser. Après tout, le père de Jourdan avait exercé une profession libérale et sa grand-mère était honorablement connue à Limoges. Il était parfaitement éduqué et savait tenir sa place dans un cercle familial. Enfin, fait déterminant, mis en présence l'un de l'autre, ils se plurent et ne tardèrent pas à se découvrir des goûts communs.

Leurs ambitions étaient modestes : s'établir à leur propre compte et s'appliquer à y prospérer. Toutefois, conscient de tout ce qui les séparait et bien que sollicité par son patron, il semble que Jourdan hésita longtemps avant de demander officiellement l'autorisation de faire sa cour à Jeanne Nicolas. Sa future belle-famille se montra plus empressée que lui. On avait enfin l'occasion de marier l'« immariable » Jeanne. Et puis toutes les qualités de Jourdan plaidaient en sa faveur. Mais ce ne fut qu'au bout de trois ans, en 1787, que Jean-Baptiste se décida à sauter le pas. Son futur beau-père l'agréa immédiatement et il fut convenu que le mariage se déroulerait rapidement.

Il allait toutefois être retardé sans que les fiancés, à présent tous deux impatients, y soient pour quelque chose. La grand-mère de Jourdan mourut le 29 décembre, peu de jours avant la cérémonie. Mais les jeunes

gens estimaient avoir assez attendu et, le 22 janvier 1788, Jean-Baptiste Jourdan épousa Jeanne Nicolas en l'église Satit-Michel. Michel Avanturier, qui était le véritable promoteur de cette union, servit de témoin au marié. Il avait d'autant plus de mérite que dans cette affaire il perdait son meilleur collaborateur.

Grâce à la dot de sa femme, Jourdan fut à même de créer sa propre entreprise. Après avoir envisagé de monter un commerce de drap qui aurait été le concurrent de celui d'Avanturier, il se tourna vers la mercerie, encore qu'au départ il n'y connut rien. Mais cette activité aux facettes très variées et multiples pouvait se révéler d'un excellent profit. Ce fut rapidement le cas et le magasin, situé rue des Taules à Limoges, dans un quartier qui de nos jours n'existe plus, connut une expansion immédiate. Jourdan, à son habitude, ne ménageait pas sa peine et se trouvait bien secondé par sa femme. Assez rapidement il fut contrait d'embaucher plusieurs employés. Le ménage menait une vie simple et heureuse. Dès l'année suivant leur mariage, Jeanne mit au monde une première fille, suivie en 1791 par une seconde. Le couple allait ainsi avoir cinq filles et un garçon qui malheureusement mourut en bas âge

Leur avenir semblait tout tracé et leur convenait parfaitement, d'autant que leur affaire donnait satisfaction et qu'ils avaient été adoptés sans difficulté par la moyenne bourgeoisie commerçante de Limoges. Sans qu'ils y aient été pour quoi que ce soit, leur destin allait basculer.

*

Les événements politiques qui agitèrent Paris et même la France, en 1789, furent perçus avec un certain recul à Limoges et leur retentissement y parvint quelque peu atténué. Bien sûr, la prise de la Bastille, la transformation des États Généraux en Assemblée constituante et les journées d'octobre créèrent quelques surprises, d'autant que la ville et même la province restaient calmes. Les Limougeauds étaient plus réformateurs en paroles qu'en actes. D'ailleurs, les députés que la généralité avait envoyés aux États généraux étaient des personnalités assez ternes et même effacées, ce qui peut paraître curieux quand on se souvient à quel point la noblesse et la bourgeoisie de Limoges s'étaient passionnées pour les idées nouvelles. Un représentant de la noblesse, le vicomte de Mirabeau, cousin du futur tribun et individu assez falot, était surtout connu pour son embonpoint qui lui avait valu le surnom de « Mirabeau tonneau ».

Jourdan, pour sa part, ne joua aucun rôle dans l'agitation politique. Bien que considéré comme un bon bourgeois, il était assez avisé pour ne pas se mettre en avant, en raison de sa trop récente promotion sociale et du fait que, pour l'heure, seuls les plus riches tenaient le haut du pavé et les leviers de commande de l'administration. Mais, était-il capable de prendre la parole en public ? Il n'en savait rien. Et puis son négoce

absorbait trop de son temps pour qu'il en eût à consacrer à la vie publique. Même dans les réunions de famille, où les événements étaient abondamment commentés, sa prudence, sa timidité, son sens des nuances l'incitaient à garder le silence et à écouter.

Toutefois, il fut amené à réviser sa manière de voir les choses au fur et à mesure que les événements se précipitaient. À la Grande Peur qui avait agité la province à l'été 1789, avait succédé une mini-crise économique dont le commerce, petit ou grand, avait pâti. Jourdan eut donc davantage de temps à consacrer à d'autres activités, mais avec sa prudence naturelle ; ce ne fut que peu à peu qu'il s'y adonna.

Le 20 juin 1790, un bourgeois de Limoges, nommé Nicaud, fonda la première société populaire de la ville qui prit le nom de « Société des amis de la constitution ». Cette association était, tant en paroles qu'en actes, nettement plus hardie que les notables de Limoges qui affichaient des idées progressistes. Pourtant, à l'origine, elle se voulut sincèrement royaliste, allant jusqu'à faire dire des messes pour le rétablissement du roi lorsqu'il tomba malade. Il est vrai que ce loyalisme-là ne dura pas longtemps. La Société des amis de la constitution ne tarda pas à se rapprocher du club parisien des Jacobins et à adopter les idées de celui-ci, devenant son correspondant officiel pour Limoges et les départements voisins. Son influence grandissant au fur et à mesure de l'accélération de la Révolution, son président réussit à mettre la main, dans des conditions discutables, sur la mairie de Limoges, à la fin de 1790. Orientée de plus en plus vers la Montagne, elle changea de nom en septembre 1792 et, afin que nul n'en ignorât, devint « la Société des amis de la liberté, de l'égalité et de la République ». C'était peu de jours avant que la Convention n'abolît la royauté (21 septembre).

Ce club, il faut bien l'appeler par ce nom, ne fut pas le seul créé à Limoges. Deux autres, rivaux, concurrents, virent le jour à peu près en même temps que lui. Ce furent « la Société patriotique et littéraire » et « les Amis de la paix ». La première, qui n'eut jamais qu'un nombre réduit d'adhérents recrutés dans leur jeunesse, n'eut qu'une influence limitée, se consacrant surtout à des études théoriques. Elle finit par fusionner avec les Amis de la constitution, en janvier 1791.

En revanche, les Amis de la paix se posèrent en rivaux de ceux de la constitution. De tendance beaucoup plus modérée, ils recrutèrent surtout parmi les notables, membres des professions libérales et hauts fonctionnaires. Leurs membres étaient assez nombreux, près de trois cents à sa création, et elle inquiéta beaucoup sa rivale qui finit par la faire dissoudre en décembre 1793, ce qui ne l'empêcha pas de basculer dans la clandestinité et de continuer à lutter contre les amis de Robespierre. La Société des amis de la liberté, de l'égalité et de la République, malgré sa victoire, ne lui survécut pas très longtemps. La chute de Robespierre lui porta un coup fatal ainsi qu'au club des Jacobins. Son activité prit fin en

avril 1795.

Jourdan, ami de Nicaud, fut un des premiers militants de la Société des amis de la constitution. Pourtant, dès le début, son fondateur se montra sévère dans le recrutement de ses membres, excluant les couches les plus basses et les plus pauvres de la société : ouvriers, simples employés, paysans, domestiques. Mais Jourdan était devenu un bourgeois établi et fut accepté sans difficulté. Bien entendu, les adhérents criaient bien haut qu'ils étaient d'indéfectibles partisans de la liberté et de l'égalité pour tous. Le mercier de la rue des Taules fit immédiatement siennes les convictions des membres de la société. Tout permet de penser qu'il était sincère. Il avait suffisamment souffert de discriminations dans sa jeunesse pour se montrer convaincu. Et, d'ailleurs, il continuera, au cours des années à venir, tant sous la Révolution que sous l'Empire et même un peu sous la Restauration, à ne pas renier ses convictions jacobines, ce qui devait prodigieusement agacer Napoléon et faire sourire Louis XVIII.

Prudent à son habitude, s'il ne cacha pas qu'il partageait les opinions des autres membres de la société, il évita de se mettre en avant. Il connaissait ses limites et ses faiblesses et voulait par-dessus tout éviter de donner lieu à des critiques voire à des railleries de la part des autres adhérents. Il eut tout de même à de nombreuses reprises l'occasion de s'exprimer et l'orthodoxie de sa pensée le fit cataloguer parmi les plus convaincus, ce qui allait se révéler fort utile pour lui dans les années suivantes.

*

L'occasion de se mettre en vedette allait bientôt lui être donnée dans un domaine tout à fait différent. En 1790, devant l'insécurité grandissante tant dans les villes que dans les campagnes, le gouvernement décida de créer une milice bourgeoise nommée « garde nationale », composée de citoyens payant impôts et destinée à renforcer la gendarmerie. En fait, les missions qui lui furent assignées étaient multiples. Dotée de pouvoirs de police, elle était appelée à maintenir l'ordre et réprimer les émeutes en n'importe quel point de plusieurs départements, ce qui ne faisait nullement l'affaire de la majorité des gardes nationaux, bourgeois rassis, peu enclins à s'éloigner de leur famille et de leur domicile. Ainsi, l'assemblée présenta le fait d'être « garde national » comme un honneur, alors que la plupart des titulaires le prirent comme une corvée. Par la suite, surtout au moment des revers de l'Empire, Napoléon fit appel à elle, la considérant comme une armée de réserve. Mais si elle accomplit à peu près correctement le service des places, elle devait se montrer en dessous du médiocre sur les champs de bataille, la plupart des gardes s'enfuyant comme des lapins au premier coup de canon.

En 1790, on n'en était pas là ! Il fallait constituer ces unités dans un

cadre militaire à partir de zéro. À Limoges, elle eut tout de suite un chef compétent, Faulte de Vanteaux, gentilhomme qui avait fait carrière dans l'armée. Parfaitement conscient des difficultés qui l'attendaient, il chercha à s'entourer de cadres ayant au moins une vague idée de ce qui les attendait.

La garde comprenait plusieurs compagnies : une de grenadiers caractérisée par son bonnet à poil qui se recruta dans les familles les plus aisées et deux ou trois de chasseurs où furent incorporés des hommes issus des classes moyennes. Le commandant de la garde joua un rôle prépondérant dans le choix de ses officiers. Jourdan, affecté aux chasseurs, fort de ses cinq années de campagnes et de ses galons de sous-officier, avait des connaissances très supérieures à celles de ses camarades, et ce fut donc presque normalement qu'il fut promu capitaine de sa compagnie. Sa tâche n'était pas mince. Il devait, à partir de rien, en faire quelque chose de cohérent, la vêtir, l'armer et lui inculquer les rudiments de la discipline militaire, alors que précisément les gardes nationaux auraient eu tendance à vouloir discuter de tout et faire connaître leur opinion, souvent contradictoire, sur ce qui leur était commandé. Avec cela, le loyalisme de la garde nationale vis-à-vis du roi était total. Les opinions politiques les plus avancées, encore toutes neuves, de Jourdan ne jouèrent donc aucun rôle dans la manière dont il commanda sa compagnie. Très vite apparut son sens de l'organisation et du commandement, au potit qu'il fut donné en exemple. Mais cette occupation qui prenait une partie non négligeable de son temps ne l'empêchait pas de se consacrer, pour le reste, à la gestion de sa mercerie.

La garde nationale de Limoges, surtout employée à des parades, ce qui convenait parfaitement à ses membres, se fit davantage remarquer par sa manière de défiler et de présenter les armes dans les cérémonies religieuses encore très nombreuses, que par l'efficacité de ses interventions sur le terrain, au demeurant fort limitées. Mais, malgré ce caractère purement représentatif, ses officiers, jusqu'alors peu connus, commencèrent à émerger de la masse. Ce fut bien entendu le cas de Jourdan. Il acquit une manière de considération. Mais si son passage dans la garde nationale ne lui permit pas de se faire particulièrement remarquer par des actions d'éclat, il allait lui servir de tremplin pour le démarrage d'une nouvelle carrière militaire, cette fois à plein-temps.

*

En 1789, l'armée française avait, à juste titre, la réputation d'être la meilleure d'Europe. Ses régiments étaient composés soit d'engagés volontaires pour de longues périodes, soit de mercenaires étrangers et leur fidélité absolue allait à la seule personne du roi. Ils étaient tous parfaitement entraînés. La cavalerie, superbement montée, connaissait à fond son double rôle d'éclairage et de force de frappe. L'artillerie,

récemment refondue et renouvelée par Gribeauval, était supérieure à toutes les autres. Le corps des officiers, contrairement à une légende qui en a fait des courtisans écervelés, était très instruit et passait une grande partie de son temps à se perfectionner. L'état-major faisait l'admiration et l'envie de tous les commandements européens.

Deux ans plus tard, en 1791, il ne restait à peu près rien de tout cela. Les deux tiers des dix mille officiers avaient émigré ou démissionné et ceux qui demeuraient en place se sentaient souvent plus attachés au roi qu'à l'assemblée. Les régiments étrangers avaient été dissous et les hommes renvoyés dans leur pays d'origine. Seuls demeuraient sur place les Suisses de la garde royale. Le corps des sous-officiers avait été noyauté par la Franc-maçonnerie, très habile à exploiter son mécontentement devant un avancement barré et une contestation permanente.

Au début de 1791, l'Assemblée constituante, consciente de cet état de fait, quoiqu'elle ne manifestât aucune titention belliqueuse, décida d'y remédier dans toute la mesure du possible. Par un décret du 28 janvier 1791, elle décida de recruter cent mille volontaires qui devraient contracter un engagement de trois ans et qui seraient utilisés, le cas échéant, comme troupes de seconde ligne, des réservistes en quelque sorte. Ils demeuraient pour le principe dans leurs foyers et n'étaient contratits au service permanent qu'en cas de nécessité. Pour le reste, ils devaient se réunir à titervalles réguliers pour des séances d'entraînement. Pleine d'illusions, l'assemblée fit appel à leur patriotisme, sentiment entièrement nouveau, mais elle doucha leur enthousiasme en décrétant que chaque volontaire devrait s'équiper à ses frais, ce qui représentait une charge assez importante. En effet, l'ensemble comprenait les vêtements, le linge, les chaussures et en plus tout l'armement individuel. Ce fut donc un fiasco. Le nombre des volontaires se révéla ridiculement faible dans l'ensemble du pays.

Aussi, après la fuite du roi arrêté à Varennes en juin 1791, sans supprimer pour autant les volontaires auxiliaires, l'assemblée institua des bataillons de volontaires nationaux. Chaque département se vit dans l'obligation de constituer un certain nombre de ces bataillons. Mais si les engagés devaient continuer à s'équiper à leurs frais, il fut décidé qu'un prêt remboursable dans un avenir fort incertain serait accordé à tous ceux qui en feraient la demande pour payer cet ensemble.

Dans un premier temps, le département de la Haute-Vienne se vit imposer le recrutement de trois mille hommes, ce qui, pour un district qui, toutes personnes confondues, comptait à peine deux cent vingt mille habitants, était considérable. Les autorités locales ayant protesté, le ministère de la Guerre réduisit ses prétentions et se contenta de fixer le contingent à fournir, pour le moment, deux bataillons composés chacun de neuf compagnies soit cinq cent soixante-quinze hommes par bataillon,

en tout mille cent cinquante soldats, officiers et auxiliaires.

Le Directoire de la Haute-Vienne, nouvel organe du pouvoir exécutif, était composé de civils qui s'estimèrent incompétents pour la mise sur pied de ces deux bataillons, d'autant que le travail devait être effectué à partir de rien. Il nomma donc trois commissaires qui furent chargés de matérialiser le projet : un civil : le citoyen Longeau-Desbrégères, lui-même membre du Directoire, et deux officiers de la garde nationale : les capitaines Jourdan et Dalesme, également anciens sous-officiers de l'armée royale. Ce Dalesme, originaire de Limoges, était d'un an plus jeune que Jourdan. Après avoir quitté l'armée, il était devenu lui aussi commerçant à Limoges en 1788 et s'était lié d'amitié avec Jourdan. Les deux hommes s'entendaient bien et leur collaboration fut toujours fructueuse. Il allait systématiquement servir de second à son ami jusqu'au jour où il le remplacerait. Sa carrière militaire fut assez ordinaire. Général de brigade en 1793, il l'était toujours en 1814, lorsqu'il était gouverneur de l'île d'Elbe. Mais il ne s'entendit pas avec Napoléon, qui l'avait laissé de côté sous l'Empire, et il rentra rapidement en France. Aussi, Louis XVIII le promut-il lieutenant général. Il eut la sagesse de se matitener à l'écart pendant les Cent-Jours et, rappelé par Jourdan lorsque celui-ci devint gouverneur des Invalides en 1830, il y demeura jusqu'en 1832 où il mourut du choléra.

Pour Jourdan, c'était un précieux auxiliaire. Néanmoins, le mercier allait être confronté à un problème fort épineux. Accepter de participer à la mise sur pied des deux bataillons, ce qui devait être accompli assez rapidement, impliquait un emploi à plein-temps. Il lui fallait donc abandonner son comptoir. Pour combien de temps, il n'aurait su le dire. Certes, il pouvait se faire remplacer par sa femme, sachant que cette dernière, le cas échéant, pourrait solliciter aide et conseils dans sa famille. Ce n'en était pas moins faire un saut dans l'inconnu, sans compter que s'il échouait dans sa mission, il en porterait la responsabilité. Il possédait néanmoins un certain nombre d'atouts dans son jeu.

D'abord, il avait une bonne connaissance des bases de la formation du soldat et, depuis un an qu'il était officier, s'était un peu perfectionné. Et puis, il était soutenu et même mis en avant par ses amis politiques, les Jacobins. Dans une période où chacun était facilement soupçonné de tiédeur voire de royalisme, ses idées franchement progressistes le classaient « politiquement correct », et s'il commettait quelque erreur, on fermerait les yeux. Lui qui, d'ordinaire, réfléchissait avant de prendre une décision ne dut pas méditer longtemps. Il avait gardé un bon souvenir de son passage dans l'armée, et c'était une occasion inespérée de rompre avec la monotonie de sa vie présente quels qu'en fussent les avantages.

La tâche qui attendait les trois commissaires était immense : le

recrutement d'abord. Cette fois il n'était pas question de sélectionner les engagés en fonction de leur rang social. Tout volontaire était accepté, l'importance des effectifs primant sur toute autre considération. Un chômage endémique, conséquence de la crise économique du moment, facilita cette partie de leur travail. Néanmoins, malgré tous leurs efforts, ils ne parvinrent à réunir à la fin d'octobre que mille cent vingt-cinq engagés au lieu des mille cent cinquante prévus. L'année suivante, le volontariat se révéla insuffisant et deux ans plus tard, nécessité faisant loi, la Convention devait décréter la levée en masse qui n'était ni plus ni moins que le service militaire obligatoire. Ce sera Jourdan qui en assurera, en 1798, la codification.

Très rapidement, les trois commissaires se rendirent compte qu'il leur serait impossible, faute de moyens matériels, d'assurer l'habillement de leurs hommes, et ceux-ci continuèrent longtemps à servir dans leurs habits civils. Ce problème des uniformes sera un mal endémique des armées de la Révolution et de l'Empire, et les soldats, à quelques exceptions près, seront souvent vêtus de tenues prises dans les magasins de l'ennemi. On ne trouvera des troupiers habillés de façon identique que dans les régiments de soldats de plomb ! Par contre, les commissaires réussirent à se procurer un armement à peu près complet et chaque volontaire put recevoir un fusil, une baïonnette, un sabre-briquet, une giberne et des cartouches. Cela leur permit d'apprendre le maniement et de procéder à quelques écoles à feu.

Pour le reste, les deux bataillons ressemblaient davantage à une cohue qu'à des unités régulières et, quoiqu'ils aient été rapidement aidés par des officiers qui étaient assez compétents, ayant souvent servi dans l'ancienne armée à des postes subalternes, les commissaires eurent beaucoup de mal à faire comprendre aux volontaires que le temps des palabres et des discussions était terminé. Ils lui substituèrent une discipline assez stricte.

Jourdan s'était réservé le commandement d'une des neuf compagnies du second bataillon, s'étant plus particulièrement attaché à la formation de celui-ci, et il avait insisté auprès du Directoire pour conserver son grade de capitaine. Cette assemblée, constatant l'énergie et le zèle qu'il consacrait à créer cette unité, l'avait admis sans difficulté. De même, il obtint une position identique pour son ami Dalesme. Comme il était prévu que les officiers seraient élus par leurs hommes, ces nominations firent l'objet d'un scrutin de satisfaction de pure forme. Au demeurant, celui-ci était quelque peu télécommandé, les nouveaux engagés ne se connaissant pas et les membres du Directoire leur soufflant les noms de ceux qu'ils jugeaient les plus aptes à exercer des responsabilités.

Il fallut ensuite procéder au choix du commandant du bataillon et de son adjoint. Jourdan possédait toutes les qualifications nécessaires pour

remplir ce poste, mais pour éviter tout impair, la Société des amis de la constitution se démena furieusement en sa faveur. Depuis la fin de 1790, on sait qu'elle s'était emparée de la mairie de Limoges et de plus avait la majorité au sein du Directoire. Là encore, le scrutin fut de pure forme. Il s'exerçait à main levée. Jourdan fut élu lieutenant-colonel à une écrasante majorité et s'empessa de faire désigner Dalesme comme lieutenant-colonel en second. Il agissait ainsi autant par amitié que parce qu'il connaissait la valeur de son camarade. Il ne leur restait qu'à se constituer un petit état-major et à donner une forme au bataillon.

Les élections au premier bataillon avaient eu lieu dans la même forme et son chef était un capitaine de l'ancienne armée royale, nommé Arbonneau, qui avait donné des gages à la Révolution.

Les deux unités n'allaient pas demeurer longtemps à Limoges où, cantonnés non loin de leur domicile, les volontaires n'avaient que trop tendance à y retourner sous les prétextes les plus futiles. Elles étaient destinées à assurer le service des places fortes car, non sans raison, le ministère avait des doutes sur leur capacité à combattre en rase campagne, du moins à l'origine. Avant de prendre la route, les deux bataillons furent passés en revue par le général de La Morlière, commandant la 21^e région militaire. Il félicita les deux lieutenants-colonels pour le travail qu'ils avaient accompli. Ils convinrent d'eux-mêmes que le résultat n'était pas fameux et demandèrent en vain qu'on leur accorde encore un peu de temps pour inculquer à ces civils les rudiments de l'esprit militaire. Successivement, ils quittèrent Limoges, le 25 octobre, puis le 1^{er} novembre 1791. Bien peu de ceux qui les composaient devaient un jour y revenir quoique, pour l'heure, la paix semblât établie pour longtemps. Une fois de plus la carrière de Jourdan allait prendre une voie nouvelle.

Depuis le début de ce mois d'octobre, l'Assemblée constituante s'était séparée et avait laissé la place à l'Assemblée législative qui allait siéger moins d'un an.

III

UNE CARRIÈRE FOUDROYANTE

(1791-1793)

Quoique ayant quitté Limoges à sept jours d'intervalle, les deux bataillons de volontaires de la Haute-Vienne ne tardèrent pas à se rejoindre et à faire route ensemble. D'un commun accord, les deux lieutenants-colonels avaient convenu de n'avancer qu'à petites étapes. Ils tenaient à ménager leurs hommes qui manquaient d'entraînement car rien ne les pressait. Ils voulaient éviter que la fatigue ne les incitât à désertir. Du reste, de la sorte, ils disposaient chaque jour de plusieurs heures pour poursuivre leur entraînement. Au demeurant, le ministère ne les bousculait pas pour gagner leur lieu de garnison.

La paix continuait à régner. Simplement, ils avaient été informés qu'ils avaient tout titirêt à perfectionner leur instruction. En effet, les volontaires auxiliaires se montrant incapables de remplir leur rôle, il avait été prévu qu'en cas de conflit ce seraient les volontaires nationaux qui viendraient renforcer les troupes de ligne.

Suivant un itinéraire compliqué qui passait par Montargis et Meaux, les deux bataillons gagnèrent Villers-Cotterêts qui leur avait été assigné comme ville de garnison. On avait évité de leur faire traverser Paris en raison de l'agitation quasi permanente qui y régnait. Ils y passèrent l'hiver 1791-1792 et les deux lieutenants-colonels s'efforcèrent d'équiper correctement leurs soldats, sans toutefois pleinement y parvenir. Ils demeurèrent côte à côte jusqu'au printemps de 1792, où un ordre de l'état-major les sépara. Le premier bataillon fut envoyé au fort de Charlemont, près de Givet dans les Ardennes, tandis que, curieusement, le second partait pour Étampes, à un moment où précisément la situation politique se gâtait et où, de pacifiste, l'Assemblée législative devenait

belliqueuse.

Depuis son élection (1^{er} octobre 1791), elle avait été en opposition à peu près constante avec le roi mais, assez bizarrement, ils tombèrent d'accord pour engager une politique d'hostilité systématique contre l'Autriche et la Prusse. Il est vrai, et il faut le souligner, qu'ils étaient inspirés par des motifs diamétralement opposés. Le roi était parfaitement au courant de l'état de décomposition de l'armée française et espérait qu'Autrichiens et Prussiens réunis la mettraient rapidement hors de combat puis marcheraient sur Paris, pendraient tous les membres de l'assemblée et le rétabliraient dans la plénitude de ses pouvoirs au nom de la solidarité monarchique.

L'assemblée, par contre, tablait naïvement sur l'enthousiasme et la dynamique patriotique qu'elle s'efforçait d'insuffler aux troupes pour battre des adversaires engoncés dans des principes tactiques surannés. Après quoi, détrônant les rois, il serait possible d'enseigner les idées neuves et généreuses aux peuples libérés. La France déclara donc la guerre aux deux autres puissances continentales, le 30 avril 1792, et les opérations, dans les premiers mois, semblèrent donner raison aux espérances de Louis XVI. Les troupes françaises se débandaient devant l'ennemi et fuyaient à qui mieux mieux. Rien ne semblait pouvoir s'opposer à une invasion. Les places fortes capitulaient les unes après les autres. Verdun tomba le 2 septembre, et même les défilés de l'Argonne, que, dans le langage fleuri de l'époque, le général Dumouriez nommait « les Thermopyles de la France », furent forcés par les Prussiens. S'ils avaient fait preuve de davantage de dynamisme, ils seraient arrivés à Paris sans difficulté. La victoire de Valmy fut due autant au beau comportement de l'armée française qu'à l'étrange attitude du duc de Brunswick, commandant en chef des Prussiens. Ce franc-maçon de haut rang avait, paraît-il, reçu des recommandations de sa loge de ne pas s'avancer jusqu'à Paris et il sauva la Révolution *in extremis*.

Le bataillon de Jourdan ne demeura que peu de temps à Étampes. Y étant arrivé dans les premiers jours d'avril 1792, il en repartit avant la fin du mois. La guerre avait en effet été déclarée et le ministère estima que sa présence serait utile pour renforcer les troupes sur la frontière Nord. Jusqu'au mois d'août il demeura à Soissons en attente d'ordres et, au début de septembre, il cantonnait à Maubeuge, rattaché à l'armée commandée par Rochambeau. Il est piquant de noter que Jourdan avait déjà servi sous ses ordres en Amérique. Il ne participa donc pas de manière active à la campagne de Valmy. Parvenu assez tard sur la frontière, il eut aussi la chance de ne pas être présent au moment de l'offensive esquissée par Rochambeau en direction de Quiévrain et de Tournai qui tourna court et s'acheva dans la confusion la plus totale et une mini-déroute. Cette affaire amenait la preuve que les bataillons de volontaires livrés à eux-mêmes n'étaient pas encore prêts à affronter un

adversaire connaissant son métier.

Pendant toute cette période, entre son départ de Limoges et son arrivée à la frontière, Jourdan fut certes très occupé à parachever l'instruction et l'équipement de son unité. Il disposait néanmoins de temps libre et écrivit de nombreuses lettres, d'abord à sa femme, soucieux de la santé des siens et de la manière dont sa mercerie fonctionnait, encore qu'il eût entièrement confiance en son épouse pour la gérer.

Il entretenait également un courant épistolaire suivi avec la Société des amis de la constitution, les tenant informés de la vie de son bataillon, de l'état d'esprit des hommes et de ce qu'il pouvait savoir du déroulement des opérations. Régulièrement, il se plaignait de ce qu'autour de lui il était prononcé beaucoup trop de discours suivis de fort peu de résultats.

À Limoges, les membres du club furent enchantés d'être ainsi régulièrement tenus au courant de ce qui se passait à l'armée, car le ministère de la Guerre ne laissait filtrer que peu d'informations. De Limoges, les rapports de Jourdan remontèrent au club des Jacobins à Paris et, même s'il ne s'agissait que de quelques détails infimes par rapport à l'ensemble de l'armée française, ils contribuèrent à faire connaître dans ce club, dont l'influence grandissait chaque jour, le nom de Jourdan.

Cependant, après sa victoire de Valmy, Dumouriez, pour répondre aux vœux de l'Assemblée législative, ainsi que de celle qui venait de la remplacer, la Convention, décida de prendre l'offensive et d'envahir la Belgique, alors territoire autrichien. Pour mener à bien celle-ci, il demanda des renforts et reçut ainsi, entre autres, le 2^e bataillon de volontaires de la Haute-Vienne. Celui-ci fut rattaché à l'aile droite de l'armée commandée par Valence. Ce général ne se mit en route qu'assez lentement car, déclara-t-il pour se justifier, il manquait de vivres et de munitions. Aussi, devant sa nonchalance, Dumouriez le remplaça par Beurnonville. Durant la bataille de Jemmapes qui se déroula le 6 novembre, l'aile droite française rencontrant une forte résistance se contenta d'échanger une fusillade nourrie avec les Autrichiens et ce fut le centre qui enfonça celui de l'ennemi et décida de la victoire. Mais si son rôle avait été assez modeste, le 2^e bataillon de la Haute-Vienne n'en reçut pas moins le baptême du feu et se comporta honorablement sous les balles. Il est vrai que l'attitude de ses deux lieutenants-colonels, Jourdan et Dalesme, qui, ayant derrière eux plusieurs années de campagnes, restèrent sans broncher sous les tirs de l'ennemi, donnant ainsi l'exemple à leurs soldats, y fut pour quelque chose. Leur sang-froid et leur mépris du danger impressionnèrent leurs subordonnés.

Cette nouvelle victoire un peu inattendue livrait la Belgique à l'armée française. Le 13 novembre, Jourdan, à la tête de son unité, entra à Halle. Quelques jours plus tard, il se fit remarquer par Dumouriez qui

rencontrait quelque résistance devant Anderlecht, aux portes de Bruxelles. Après quoi, il fut envoyé participer au siège de Namur, opération difficile étant donné la nature du terrain très escarpé et la puissance des fortifications. Bien que manquant un peu de tout, les assiégeants menèrent l'affaire avec diligence et la place capitula assez rapidement.

Dans cette opération, le second bataillon s'était enfin retrouvé à côté du premier. Toutefois, Jourdan avait à résoudre un nouveau problème. À l'enthousiasme des premiers mois, avaient succédé, chez les volontaires, un découragement et même une mauvaise volonté systématique. Ils rappelaient à tout propos que, lors de leur engagement, on leur avait promis qu'au bout d'un an ils seraient de retour dans leurs foyers. Aussi, les désertions ne tardèrent-elles pas à se multiplier, alors que, jusqu'à cette fin d'année, il y en avait eu fort peu. Leur nombre s'éleva bientôt à quatre-vingts. C'était relativement modeste par rapport aux pertes subies par d'autres unités. Mais qui pouvait prévoir si l'hémorragie s'arrêterait là ? Depuis la chute de Namur, le bataillon avait pris ses cantonnements au bord de la Meuse et ne participa pas à l'éphémère conquête de la Hollande. D'ailleurs, depuis la mi-février 1793, il n'était plus commandé par Jourdan qui avait été remplacé par son ami Dalesme. Ce dernier ne resta du reste pas longtemps, ayant été promu général de brigade en septembre de la même année. Jourdan avait été appelé à de nouvelles fonctions et affecté à l'état-major général de l'armée.

Il ne devait jamais revenir à ce bataillon qu'il avait créé et pour qui il se sentait une particulière affection. Celui-ci, après avoir activement participé à différents combats entre 1793 et 1796, devait disparaître, formant le noyau de la 55^e demi-brigade de bataille.

*

Cette désignation de Jourdan pour être à l'état-major n'était pas l'effet du hasard. Dumouriez, ancien ministre de la Guerre dans un gouvernement girondin, à présent commandant en chef de l'armée du Nord, après avoir entretenu de bons rapports avec l'assemblée, avait vu ceux-ci se dégrader peu à peu. Demeuré royaliste, partisan d'une monarchie constitutionnelle, il avait peu goûté le procès et encore moins l'exécution de Louis XVI, qui avait eu pour conséquence directe la formation d'une coalition européenne contre la France. À présent, il souhaitait voir la branche d'Orléans, Philippe Égalité et son fils, le duc de Chartes, qui faisait partie de son état-major, monter sur le trône. Le plus mauvais état d'esprit régnait dans cet organisme, les officiers traitant ouvertement les députés à la Convention d'imbéciles. Cet état de fait n'avait pas échappé à l'assemblée et elle décida d'y faire affecter quelques officiers à la fois capables et « politiquement corrects ».

Peu nombreux étaient ceux qui correspondaient à ce double critère.

Mais c'était le cas de Jourdan. Il représentait toutefois un cas hors normes. Une tradition bien établie voulait que le corps d'état-major soit recruté parmi de jeunes officiers du rang de lieutenant ou capitaine. On leur enseignait sur place les différents aspects de cette fonction très particulière et, s'ils y réussissaient, ils étaient promis à un bel avenir. Or Jourdan, bien qu'il n'eût que trente et un ans, était colonel et, s'il ignorait tout ou à peu près tout du fonctionnement d'un état-major, il avait déjà une solide expérience du métier des armes. De plus, le choix dont il avait fait l'objet avait un caractère trop politique pour être ignoré de l'entourage du général en chef. On l'accueillit donc avec quelque méfiance et il fut probablement systématiquement tenu à l'écart. Nous ignorons tout du rôle qu'il joua à l'état-major de l'armée entre février et mai 1793. Lui-même n'en a jamais parlé dans ses mémoires et il n'existe aucun document dans les archives à ce sujet. Fut-il un simple agent du club des Jacobins, puis à partir d'avril du Comité de salut public, ou le chargea-t-on de diverses missions et travaux ? Toutes les hypothèses sont possibles. En tous les cas, il participa de manière active à la bataille de Neerwinden (18 mars).

Dumouriez, en opposition déclarée dès la fin de février avec les tenants de la Révolution, projetait de marcher sur Paris à la tête de son armée, de balayer l'ensemble du système en place et de rétablir la monarchie. Mais il avait besoin auparavant de remporter une victoire éclatante.

Or, les Autrichiens le devancèrent. Leur nouveau chef, le prince de Saxe-Cobourg, profitant de sa supériorité numérique, décida de prendre l'offensive. L'armée française avait été fortement réduite par de nombreuses désertions et Dumouriez, après avoir envahi la Hollande, avait dispersé ses unités pour tenir tout le pays. S'attaquant à la droite du dispositif français, Saxe-Cobourg enleva Aix-la-Chapelle et Liège, défendus par les généraux Valence et Miranda qui ne s'entendaient pas. Puis, il continua sa progression, s'avançant jusqu'à Tirlemont.

Au même moment, Custine, à la tête de l'armée du Rhin, après avoir progressé jusqu'à Francfort, était contraint de battre en retraite jusqu'à la frontière française après avoir jeté une importante garnison dans Mayence. Revenu précipitamment des Pays-Bas, Dumouriez fut contraint d'accepter une bataille dans des conditions plutôt défavorables. Son armée ne comptait qu'environ quarante-cinq mille hommes de qualité inégale. En face, Cobourg pouvait en aligner presque le double. Mais Dumouriez comptait sur sa réputation de général victorieux et sur le dynamisme de ses troupes dont les charges à la baïonnette passaient, à juste raison, pour irrésistibles.

Les adversaires se rencontrèrent aux abords du village de Neerwinden, entre Bruxelles et Liège. Les Autrichiens occupaient la rive droite de la rivière Ghette. Leur aile gauche était commandée par

Clerfayt, leur centre par le jeune archiduc Charles, dont c'était la première campagne mais qui montrait déjà l'étoffe d'un grand capitaine, et la droite par Cobourg qui, de la sorte, serait gêné pour diriger l'ensemble de son armée. De son côté, Dumouriez confia son aile droite à Valence, la gauche à Miranda et le centre à Chartres qui se faisait appeler « Égalité » comme son père. La bataille se déroula sur deux jours. Les Français attaquèrent les premiers (18 mars) sur tout le front, franchissant la Ghette et refoulant les Autrichiens à droite et au centre. Mais ils commirent deux fautes. Valence, qui en avait reçu l'ordre, s'abstint de déborder l'ennemi par sa droite et Égalité avança trop vite sans prendre garde que ses ailiers ne suivaient pas. Par ailleurs, à gauche, Miranda était en grande difficulté. Aussi Égalité, qui avait enlevé le village de Neerwinden, le perdit puis le reprit. À ce moment, Dumouriez comprit que Cobourg se préparait à couper son armée en deux par l'action de ses réserves. Il ordonna donc une retraite générale sur la ligne de départ. Il comptait reprendre son offensive le lendemain ; mais, devant le découragement de ses hommes et l'attitude résolument agressive des Autrichiens, il prescrivit un recul qui faillit se transformer en déroute car le bruit courut qu'il avait été tué.

Sans disputer davantage le terrain, alors qu'un certain nombre de places fortes belges étaient encore tenues par des troupes françaises, il évacua la Belgique et replia son armée sur les camps de Maulde et de Bruille. Son projet de renverser le gouvernement devenait irréaliste. Et, comme ses rapports avec la Convention étaient devenus détestables, menacé d'arrestation, il entra en négociations avec les Autrichiens et passa à l'ennemi en compagnie de plusieurs généraux et de la plus grande partie de son état-major (5 avril 1793).

La Convention avait eu très peur de voir ce général rebelle concrétiser ses projets criminels et une sévère épuration fut opérée dans les cadres de l'armée du Nord. Beaucoup d'officiers furent mutés, d'autres rétrogradés et certains même emprisonnés. Évidemment, Jourdan, fidèle républicain, Jacobin déclaré qui s'était même élevé publiquement contre les manoeuvres du général en chef pour essayer d'entraîner le plus de monde avec lui, ce qui avait représenté un risque certain, ne fut pas touché par cette purge. Bien au contraire ! Comme il fallait remplacer ces officiers félons ou supposés tels, une avalanche de promotions suivit. Jourdan fut nommé général de brigade, le 27 mai, sans avoir accompli d'action particulière pour justifier cet avancement. Il le dut surtout à ses convictions politiques. Cela n'empêcha pas qu'à Limoges, lorsqu'il l'apprit à ses camarades de la Société des amis de la liberté, de l'égalité et de la République, qui à présent tenaient le haut du pavé, la nouvelle déclencha l'enthousiasme. Jourdan devenait l'enfant chéri, le héros de la ville ! Cependant, sur la frontière du Nord, la situation se gâtait, car l'armée autrichienne allait bientôt être renforcée

par une armée anglo-hollandaise.

L'armée du Nord, démoralisée et diminuée, était réduite à l'inaction. Son nouveau chef, le général Dampierre, s'efforça de la réorganiser et de lui rendre un certain mordant. Alors que les Autrichiens avaient mis le siège devant Valenciennes et Condé, Dampierre, pour aguerrir ses troupes, les engagea dans une série de combats sans conséquences stratégiques et fut mortellement blessé le 8 mai au cours de l'un d'eux. Ses deux successeurs, Lamarche, puis Kilmaine, ne firent rien pour tenter de secourir les deux places et les laissèrent capituler.

À ce moment, le prince de Saxe-Cobourg aurait pu marcher sur Paris. Mais, auparavant, les Anglais, soi-disant pour démanteler définitivement la ligne des forteresses mais surtout pour s'assurer de la possession de la place, décidèrent d'enlever d'abord Dunkerque.

Leur armée, commandée par le duc d'York, assez médiocre général, quitta donc Cobourg et alla mettre le siège devant la ville. L'armée du Nord avait une fois de plus changé de chef et était à présent commandée par Houchard (11 août). Il décida de marcher contre les Anglo-Hollandais pour secourir Dunkerque. Il faut souligner qu'il hésitait beaucoup à entreprendre cette campagne mais était sans arrêt harcelé par Carnot, conscient de l'importance de l'opération.

Depuis le 30 juillet, Jourdan était général de division. Il devait cette nouvelle nomination moins à ses talents militaires qu'à son activité politique déployée depuis plusieurs mois, quoique l'influence de Carnot, chargé de la guerre au sein du Comité de salut public, ait été grande dans le choix de quatre nouveaux généraux : Jourdan, Pichegru, Hoche et Bonaparte. La plupart des généraux, s'ils faisaient preuve d'un honnête républicanisme, évitaient de se mêler de politique et de fréquenter les clubs. Dans cette période d'excès, cette tiédeur était tenue pour suspecte par le pouvoir civil. La Convention avait pris pour habitude d'envoyer aux armées des membres de l'assemblée pourvus de pouvoirs étendus pour contrôler et conseiller les généraux. Ces commissaires politiques avant la lettre pouvaient, suivant le cas, jouer un rôle bénéfique ou néfaste. En tous les cas, Jourdan était en excellents termes avec ceux qui se trouvaient délégués à l'armée du Nord et à qui, à Paris, on l'avait chaudement recommandé.

Ses promotions auraient pu lui faire tourner la tête comme à certains autres. Ce ne fut pas le cas. Ses connaissances en stratégie et en tactique étaient plutôt légères, ce qui, avec la méthode d'attaque en masse, sans tenir compte des pertes, allait se révéler d'une importance secondaire. Mais, à cet échelon élevé, ses talents d'organisateur se révélèrent fort utiles. Il avait également le sens du commandement. Pouvant se montrer familier avec les soldats sans pour autant verser dans la démagogie, il savait faire comprendre la distance exacte entre eux et maintenir chacun à sa place. Il pouvait, le cas échéant, servir d'exemple pour entraîner ses

troupes car il était froidement brave. Phénomène plus rare, il avait un don pour découvrir les personnes compétentes dont il faisait des adjotits fiables et de confiance. Il y avait eu Dalesme. Général de division, il mit la main sur Ernouf, un chef de bataillon d'infanterie dont il fit son adjudant général lorsqu'il fut mis à la tête d'une division, et ensuite son chef d'état-major quand on lui confia une armée. Travailleur, consciencieux et infatigable, Ernouf se révéla le plus précieux des assistants. Un peu plus tard, Jourdan sélectionna avec le même bonheur ses divisionnaires qui auront pour noms : Kléber, Marceau, Lefebvre ou Gouvion-Satit-Cyr.

*

Pour enlever Dunkerque, dont l'Angleterre comptait faire un solide potit d'appui sur le continent, le duc d'York disposait d'environ soixante mille hommes. Le corps de siège proprement dit, composé de troupes anglaises et hanovriennes (le Hanovre était une possession britannique), en alignait trente mille. Il était appuyé par deux corps d'observation. Le premier, autrichien sous les ordres du maréchal Freytag, tenait la campagne entre les fleuves Yser et Grande Moëre et comptait seize mille soldats ; le second, hollandais commandé par le prince d'Orange, en incluait quinze mille et se trouvait plus au sud, à Menin.

La ville de Dunkerque, puissamment fortifiée, avait pour gouverneur le général Souham, un dur à cuire et un des meilleurs généraux de l'armée française. Celui-ci était secondé par deux officiers énergiques : le chef de bataillon Hoche et le lieutenant de vaisseau Castagnier. Souham était déterminé à ne rendre la place qu'à la dernière extrémité mais avait fait savoir au quartier général de l'armée du Nord qu'il ne pourrait tenir indéfiniment.

Le duc d'York estimait avec raison que ses forces n'étaient pas suffisantes pour réaliser un investissement complet de la forteresse dont le périmètre de défense se développait sur plusieurs kilomètres. Aussi avait-il limité son front d'attaque à une langue de terre située entre la Moëre et le pas de Calais. De ce fait, Souham pouvait, quoique avec difficulté en raison des nombreuses patrouilles britanniques, continuer à communiquer avec l'intérieur du pays.

Les travaux du siège proprement dit avançaient lentement car si la terre, assez meuble, était facile à creuser, par contre, dès qu'ils atteignaient la profondeur de trois pieds, les travailleurs trouvaient de l'eau en abondance, ce qui les gênait considérablement.

Au quartier général de l'armée française, la mésentente régnait entre Houchard et Duquesnoy, délégué de la Convention. Quant à la stratégie à mettre en oeuvre pour la libération de Dunkerque, Duquesnoy se faisait le porte-parole de Carnot. Ce dernier, toujours à Paris, préconisait une action de masse. Il avait prélevé trente-cinq mille hommes à l'armée du

Rhin afin de renforcer celle du Nord, portée ainsi à soixante mille combattants et, par un pari audacieux, comptait, en attaquant successivement les trois corps d'York, les écraser l'un après l'autre sans leur laisser le temps de se réunir. C'était la tactique préconisée autrefois par Frédéric II qu'appliquera trois ans plus tard Bonaparte en Italie. Houchard aurait préféré assaillir simultanément les forces de l'adversaire, agissant suivant les règles préconisées par les manuels. Mais, avant le déclenchement de l'opération, ils tombèrent d'accord pour renforcer la garnison de Dunkerque. Duquesnoy, qui avait une totale confiance en lui, chargea Jourdan de cette mission. À la tête de cinq bataillons, il devait, sans se faire découvrir par l'ennemi, en progressant le long du canal de Gravelines, pénétrer dans cette ville, l'occuper, puis se porter sur Bergues. Il devait également tenir cette localité et de là jeter deux bataillons dans Dunkerque. En définitive, le projet jugé trop hasardeux ne fut pas matérialisé et Jourdan resta à Cassel, base de départ de l'armée française, avec sa nouvelle division. Mais le seul fait que l'on ait songé à lui montre à quel point il jouissait de la confiance des autorités politiques. Il n'était pas moins bien vu par ses chefs militaires.

Ayant fait triompher son potit de vue, Houchard chargea vers le 20 août la division Barthel d'attaquer le prince d'Orange. Mal conduite, l'affaire échoua et Barthel fut repoussé. Le seul résultat fut d'alerter Freytag. Houchard, espérant redresser la situation, écrivit le 22 août au Comité de salut public : « Le général Jourdan me marque qu'il marche avec sa division légère au secours du général Barthel et j'espère qu'il rétablira les choses et repoussera l'ennemi. »

À la suite de cet échec, Barthel, qui était déjà un homme âgé, fut relevé de son commandement et Jourdan reçut la responsabilité de tout le centre du dispositif français. Cependant, Houchard, décidé à poursuivre l'offensive suivant sa méthode, se porta contre Freytag et l'attaqua le 6 septembre. Il le refoula loin de l'Yser mais assez maladroitement. Au lieu de le séparer d'York, il le rabattit sur ce dernier, augmentant sa capacité de défense. Une grande bataille allait donc suivre s'il voulait délivrer Dunkerque. Elle se déroula le 8 septembre. À ce moment, Houchard n'avait avec lui que quarante mille hommes sur les soixante mille que comptait son armée. Il allait devoir enlever par une attaque frontale les villages de Hondschoote, Killem et Beveren ainsi que plusieurs hameaux ou fermes également fortifiés. Au centre, Jourdan s'empara de Hondschoote, le perdit, le reprit et à ce moment réussit à s'y maintenir. Cependant Houchard, devant la résistance vigoureuse des Anglais, hésitait à poursuivre son offensive. Ce furent Jourdan et le représentant Levasseur qui, se mettant résolument à la tête de leurs troupes, achevèrent de décider de la journée.

À ce moment, la garnison de Dunkerque, conduite par Hoche, effectua une sortie dans le dos des Anglais. Découragé, le duc d'York,

voyant que Cobourg, sur qui il avait compté pour réaliser une diversion, ne bougeait pas, décida de battre en retraite et de lever le siège en direction de Furnes et d'Anvers, abandonnant derrière lui tout son parc d'artillerie. Dunkerque était sauvée. Incontestablement, le héros de la journée était Jourdan. Il avait été blessé à la poitrine dans la journée par un éclat de biscaïen, blessure au demeurant sans gravité.

Ses exploits furent naturellement rapportés dès qu'on les connut dans le *Journal du département de la Haute-Vienne*. À cet instant, il était vraiment devenu le personnage le plus important de son département !

Houchard, vainqueur, aurait dû normalement poursuivre l'armée combinée d'York et de Freytag, mais, les jugeant encore très redoutables, il préféra s'attaquer au corps du prince d'Orange et le força à évacuer Menin. Il fut lui-même pris à partie le surlendemain par les Autrichiens et, sans raison, ses troupes prises de panique se débandèrent. Il fut aussitôt relevé de son commandement, puis assez injustement traduit devant le tribunal révolutionnaire qui l'envoya à l'échafaud.

Cependant, Jourdan n'avait pas tardé à être récompensé de sa brillante conduite à Hondschoote. Le 11 septembre, il était nommé général en chef de l'armée des Ardennes qui flanquait celle du Nord sur sa droite, mais curieusement, pour l'heure, restait encore subordonnée à Houchard.

Son premier acte fut d'écrire à Bouchotte, ministre de la Guerre, d'abord pour le remercier de cette promotion plutôt inattendue, et ensuite pour demander à ce que son adjoint Ernouf lui soit affecté comme chef d'état-major. En même temps il sollicita pour lui le grade de général de brigade (16 septembre).

MER DU
NORD

Bataille de Hondchoote
8 septembre 1793

Yser

Furnes

Beveren

Hondschoote
Killem

DUNKERQUE

Graveline

Bergue

Canal de Graveline

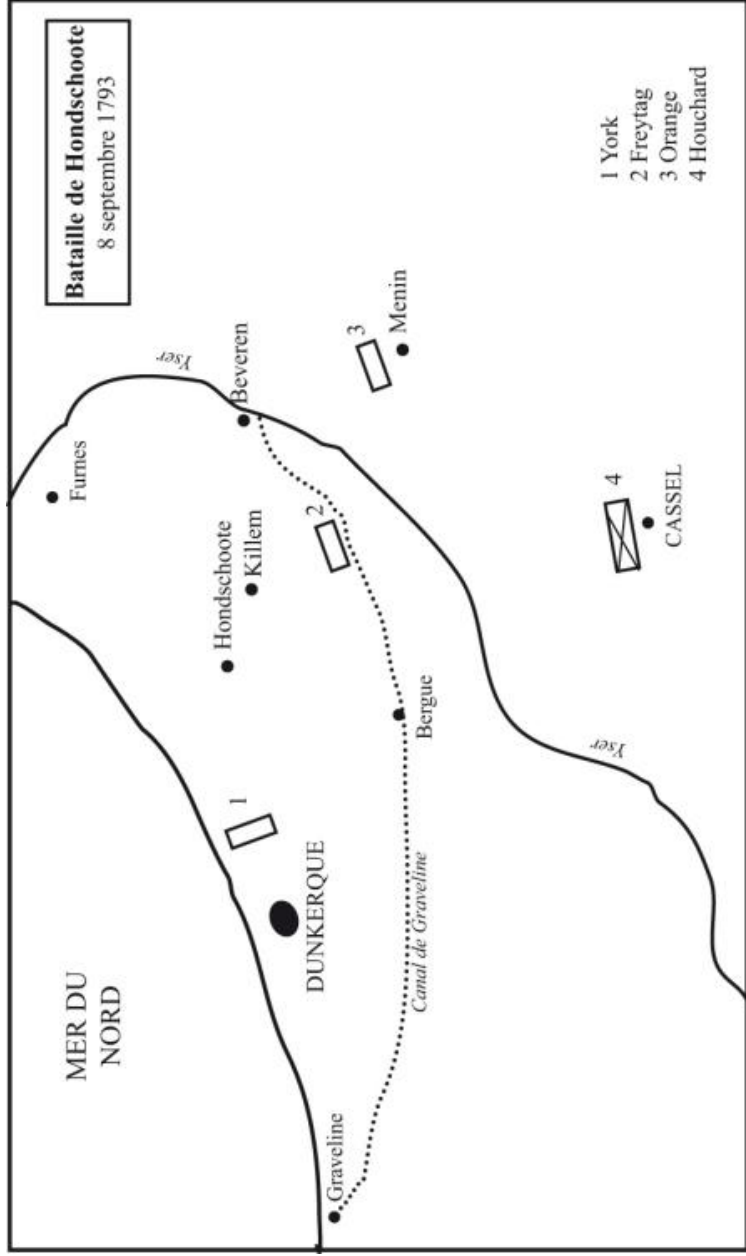
3 Menin

2

Yser

4 CASSEL

- 1 York
- 2 Freytag
- 3 Orange
- 4 Houchard



IV

LES ANNÉES DE GLOIRE

(1793-1796)

Jourdan aurait eu du mal à imaginer, lorsqu'il quitta Limoges comme simple lieutenant-colonel en 1791, que, moins de deux ans plus tard, il serait général en chef d'une armée. Si flatteuse que fût sa promotion, elle n'était pas sans lui causer quelques soucis. Il était conscient de ses lacunes, savait qu'en face de lui il aurait des adversaires certainement plus compétents, chevronnés et habitués à commander des dizaines de milliers d'hommes. Par-dessus tout, il était averti qu'en cas d'échec la sanction serait terrible. Ce qui rendait sa position encore plus inconfortable était le fait qu'il était hors de question pour lui de refuser d'assumer un tel commandement. Qui plus était, celui-ci n'allait pas tarder à se voir étendu.

Houchard, destitué le 22 septembre 1793, fut remplacé provisoirement par Duquesnoy, frère du conventionnel. Trois jours plus tard, le 25, Jourdan fut informé qu'il était nommé à la tête de l'armée du Nord.

Malgré la récente victoire de Hondschoote, la situation militaire était loin d'être satisfaisante sur la frontière nord (sur les autres, elle ne se présentait guère sous de meilleurs auspices). Dans une conjoncture aussi défavorable, la chance de la France révolutionnaire ttit pour une part à l'absence de coordination au niveau des états-majors généraux des armées des différents pays coalisés ; d'autre part, les cabinets des trois principales puissances continentales : Prusse, Autriche et Russie, étaient au moins autant titéressés par le partage de la Pologne que par la restauration de la monarchie française.

À ce moment, trois des places de la frontière nord, et non des

moindres, Condé, Valenciennes et Le Quesnoy, avaient successivement capitulé devant les Autrichiens. Seule Maubeuge, située géographiquement à l'est des autres, demeurait aux mains des Français. Mais, qu'elle tombât à son tour, et une large brèche s'ouvrirait dans le dispositif de protection de la frontière. Rien n'empêcherait l'armée de Cobourg de marcher sur Paris et, alors, seule une bataille en rase campagne permettrait de redresser la situation. La place de Maubeuge, la plus importante des quatre, était défendue par une forte garnison de vingt mille hommes, commandée par deux généraux aguerris : Mayer et Desjardins. Cependant, elle manquait de vivres et n'avait qu'une quantité limitée de munitions. C'était en vain que ses responsables en avaient réclamé avec insistance à Paris. Les deux généraux commandant Maubeuge faisaient l'objet de certaines critiques au quartier général ; mais Jourdan estima qu'il avait mieux à faire que d'engager une négociation avec le Comité de salut public pour obtenir leur remplacement.

L'armée du Nord était cantonnée entre Arras et Douai, où elle s'était repliée après l'espèce de panique qui l'avait frappée à la suite de Hondschoote et qui avait fait immédiatement l'objet de sévères sanctions. Lorsque Jourdan vint en prendre le commandement, le désordre le plus total y régnait au point que l'état-major fut dans l'incapacité de lui faire connaître le nombre des rationnaires, l'état des approvisionnements et même le nom des généraux responsables des différentes unités.

Aussi, aidé par Ernout et plusieurs adjudants généraux qu'il avait amenés avec lui, commença-t-il, en plein accord avec Duquesnoy, par remettre de l'ordre « dans la boutique ». Après quoi, ayant deviné ou à peu près quelles étaient les intentions de son adversaire, il s'appliqua à dresser un plan de campagne assez ambitieux qu'il soumit au Comité de salut public (29 septembre). On voit qu'il apprenait vite les arcanes de son métier. En agissant de la sorte, il allait au-devant des désirs de Carnot qui souhaitait le voir prendre le plus rapidement possible l'offensive pour libérer Maubeuge.

Le général autrichien, maître depuis l'été de la vallée de l'Escaut, s'y était solidement retranché et comptait partir de cette base pour attaquer Maubeuge, préliminaire indispensable aux opérations ultérieures. Jourdan proposa donc d'agir avec deux armées d'environ soixante mille hommes chacune pour prendre les Autrichiens en tenailles. Afin d'être en mesure de concrétiser ce plan, il réclama des renforts, environ vingt mille hommes, surtout de la cavalerie, car celle des Autrichiens passait pour particulièrement puissante et redoutable alors que la sienne était des plus faibles.

Carnot jugea bon le plan de Jourdan mais estima avec raison qu'il n'avait pas les moyens de l'exécuter, d'autant que les fortifications de

campagne élevées par les Autrichiens dans la vallée de l'Escaut lui semblaient difficiles à enlever par une armée qui manquait de pratique. Il se contenta donc de programmer une offensive limitée à droite dans la vallée de la Sambre, avec pour objectif de se porter au secours de Maubeuge, située sur cette rivière. Comme renfort, le comité fit savoir à Jourdan qu'il mettait son ancienne armée des Ardennes à sa disposition. Ainsi, celui-ci disposerait de quarante-quatre mille hommes, articulés en cinq divisions. Mais, malgré ses demandes réitérées, il n'avait sous ses ordres que six mille cavaliers. Par contre, il était particulièrement bien pourvu en artillerie.

Bien qu'il eût déclaré à plusieurs reprises qu'il avait toute confiance en lui, Carnot estima avec sagesse qu'il avait besoin d'un soutien personnel et moral et, quoiqu'il eût déjà sur place le représentant Duquesnoy qui avait montré son efficacité, il décida de se rendre lui-même au quartier général. Il y arriva dans la première quinzaine d'octobre et se déclara favorablement impressionné par l'ordre et le travail méthodique qu'il y découvrit dans une lettre adressée le 14 du même mois, à la veille de la bataille, au Comité de salut public.

Si Jourdan, ce qui pouvait paraître bien naturel, faisait montre d'une certaine timidité devant les énormes responsabilités qui étaient à présent les siennes, le prince de Saxe-Cobourg, par contre, péchait plutôt par excès de confiance. Il disposait de près de quatre-vingt mille hommes, soit le double de ses adversaires qu'il savait commandés par un général qu'il considérait comme un novice.

Estimant les troupes françaises qui allaient tenter de se porter au secours de Maubeuge de faible valeur et voulant précipiter la reddition de la place, il commença par laisser un corps de siège beaucoup trop important devant la ville : trente-trois mille hommes, commandés par Clerfayt, ce qui n'accéléra en rien les opérations du siège proprement dit. Ensuite, il ne se dépêcha pas de demander au duc d'York, avec qui, depuis l'affaire de Dunkerque, il était en froid, de venir le renforcer avec son corps d'armée. Il dispersa encore vingt mille soldats à occuper divers potifs stratégiques en direction de Beaumont et de Philippeville, si bien qu'il ne lui en restait qu'un peu plus de trente mille pour affronter Jourdan.

Il est vrai qu'en tacticien aguerri, décidé à jouer un jeu purement défensif, il prit position sur la rive droite de la Sambre, occupant une série de hauteurs et de bois, couronné par les villages de Satit-Vaast, Satit-Rémy, Dourlens et Wattignies, qu'il se dépêcha de faire fortifier. Disposant d'une importante artillerie dont les batteries croisèrent leurs feux, il aurait déclaré aux officiers de son état-major, en riant, après avoir longuement inspecté ses positions : « S'ils viennent ici, je me fais sans-culotte ! »

Suivant une autre version de ce mot probablement apocryphe, il

aurait dit :

« Les Français sont de fiers républicains, mais s'ils me chassent d'ici, je me fais jacobin moi-même ! »

Il est à supposer qu'il ne prononça jamais ces paroles, fruits de la propagande républicaine à la suite de la victoire.

Doutant un peu de la capacité de manoeuvre de ses divisions, Jourdan, approuvé par Carnot, décida de commencer par lancer deux attaques sur ses ailes destinées à faire diversion puis à enfoncer le centre autrichien et à dévaler ensuite sur Maubeuge. La marche d'approche prit place le 14 octobre. Partie d'Avesnes, l'armée française franchit la rivière du Grand Helle et parvint au pied des collines que surplombaient Dourlens et Wattignies. La bataille proprement dite, qui allait se dérouler sur deux jours, commença le 15 octobre au matin. Jourdan avait articulé son armée en quatre corps. À gauche, la division Fromentin accomplirait sa part de diversion en attaquant Sait-Vaast. Au centre, les divisions Balland et Cordelier se porteraient sur Dourlens. Ce serait l'assaut principal et, à droite, Duquesnoy et Beauregard enlèveraient Wattignies.

Rien ne se déroula comme prévu dans la journée du 15.

Fromentin, dont l'attaque était trop visiblement une diversion, fut aisément repoussé. Mais, aussi bien au centre qu'à droite, les Français ne parvinrent pas à enlever les lignes ennemies. Sur ce dernier point, Carnot prit sur lui de lancer un second assaut qui échoua. Contre l'avis de Jourdan, il en fit recommencer un troisième sans davantage de succès. Le soir tombait. Le feu cessa de lui-même sur toute la ligne. À ce moment, Cobourg estimait, non sans raison, que la bataille était gagnée et que la chute de Maubeuge n'était plus qu'une question de jours. Ensuite, il serait à même de marcher sur Paris.

Cependant, Jourdan, Carnot et les représentants Duquesnoy et Barrère tenaient un conseil de guerre. Carnot venait de recevoir une lettre du Comité de salut public qui annonçait que si les lignes autrichiennes n'étaient pas forcées, la Révolution serait perdue ! Ils conçurent alors un plan d'une extrême audace qui n'était réalisable qu'à deux conditions : que les Autrichiens n'essayent pas d'ici le lendemain de transformer leur succès en victoire en poursuivant les Français, et que le brouillard qui se levait demeure suffisamment épais pour masquer les mouvements de nos troupes.

Profitant de la nuit et de la matinée du 16, où le brouillard envahit entièrement la vallée du Grand Helle, Jourdan, ne laissant sur sa gauche et au centre qu'un mince rideau de troupes, transféra toutes ses forces sur sa droite, exécutant une marche de flanc aussi hardie que dangereuse. Lorsque, le 16 vers midi, le soleil perça la brume, les Autrichiens, stupéfaits, découvrirent d'énormes forces françaises qui partaient à l'attaque. Malgré l'intensité du feu des défenseurs, celles-ci progressèrent régulièrement sans que les assaillants semblent de soucier de leurs pertes.

Le combat fut acharné et, malgré plusieurs contre-attaques autrichiennes, les Français parvinrent à se rendre maîtres du terrain. Jourdan et Carnot, un fusil à la main, s'étaient portés personnellement à la tête des colonnes pour les entraîner. L'imagerie populaire devait s'emparer de ce trait héroïque et le vulgariser dans les décennies à venir, montrant Carnot enlevant son couvre-chef pour indiquer à ses soldats la voie à suivre. Les Français s'emparèrent d'un certain nombre de canons ennemis qu'ils se dépêchèrent de retourner contre ces derniers. Au milieu de l'après-midi, Cobourg jugea la situation définitivement compromise, et quoique, sur ces entrefaites, le corps d'York soit arrivé pour le soutenir, il ordonna le lendemain la retraite générale, levant par la même occasion le siège de Maubeuge. Sans que les Français, trop fatigués pour le poursuivre, s'y opposent, il repassa la Sambre. Dans son rapport à Vienne, il reconnut sa défaite mais, en partie pour la justifier, il annonça des pertes françaises doubles des siennes, soit six mille hommes, ce qui était inexact.

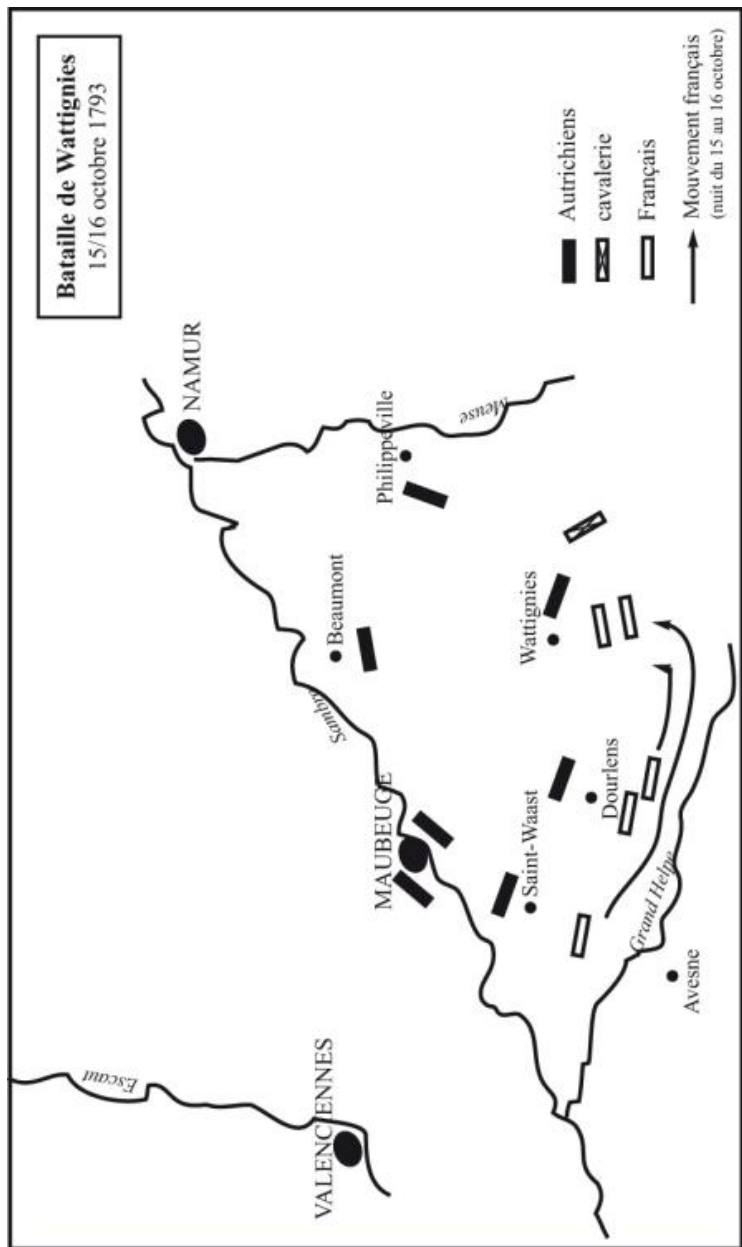
Pendant la bataille, la garnison n'avait pas bougé, pas esquissé la moindre sortie, craignant, dirent les responsables pour tenter d'atténuer leur inertie, de tomber dans un piège. Ils devaient en supporter les conséquences et un des généraux de la place, Chancel, fut même traduit plus tard devant le tribunal révolutionnaire et envoyé à l'échafaud.

En décembre, Hoche, commandant l'armée de la Moselle, réussit à chasser les Autrichiens affaiblis d'Alsace.

*

La victoire très nette de Wattignies avait permis de libérer Maubeuge, mais l'armée austro-anglaise demeurait puissante et menaçante. Cependant, la fin de l'automne pouvait laisser présager un arrêt des opérations et la prise de quartiers d'hiver. Pour leur part, Carnot et Jourdan en étaient assez partisans. Ils connaissaient des faiblesses de l'armée du Nord qui avait besoin de se renforcer mais aussi de se perfectionner. Ils étaient toutefois conscients du fait que la tactique d'attaque en masse sur un seul point, imaginée par Carnot, était payante et les armées de la République devaient la mettre en pratique de manière systématique dans les années à venir.

Si elle eut des conséquences stratégiques limitées (encore que les alliés perdirent l'initiative des opérations), la bataille de Wattignies connut un retentissement considérable, bien plus que celle de Hondschoote et, du jour



lendemain, le nom de Jourdan fut célèbre dans toute la France. À Limoges, ce fut du délire et la mercerie où toute la ville voulut venir faire des emplettes connut un chiffre d'affaires record. Mais cette célébrité entraîna des conséquences quelque peu fâcheuses pour le général.

Le jour même de la bataille, la malheureuse reine Marie-Antoinette qui n'avait pas grand-chose à se reprocher avait comparu devant le tribunal révolutionnaire qui l'avait féroceement condamnée à mort. Cette nouvelle ainsi que celle de son exécution firent l'objet d'un ordre du jour à l'armée du Nord signé par Jourdan, Carnot et Duquesnoy. Ses termes

étaient assez péjoratifs pour la souveraine, « cette Autrichienne qui a causé tant de maux à la France » ! Or, il est piquant de noter que cette proclamation fut une des pièces qui étayèrent, vingt ans plus tard, l'accusation de régicide contre Carnot et Duquesnoy, à un moment où Jourdan était bien en cour auprès de Louis XVIII !

Pour en revenir aux problèmes auxquels eut à faire face Jourdan à la suite de la victoire de Wattignies, la Convention et les membres du Comité de salut public, passant du pessimisme le plus noir à l'enthousiasme le plus délirant, s'imaginèrent que l'armée du Nord pouvait prendre immédiatement l'offensive et chasser les Autrichiens de Belgique. Le comité écrivit donc, le 22 octobre, une lettre détaillée à Jourdan, lui prescrivant de poursuivre sa marche car, écrivait-il : « ... renvoyer à la campagne prochaine leur expulsion (il s'agissait des Autrichiens), c'est terminer celle-ci d'une manière désavantageuse en leur laissant les moyens de commencer la suivante »...

En conclusion, il était ordonné au général de franchir la Sambre, de repousser l'ennemi, de s'emparer de ses magasins et, au besoin, de les détruire, puis de pousser jusqu'à Namur, en faisant toutefois preuve de prudence dans ses mouvements.

Dans sa réponse datée du 25, Jourdan, épouvanté devant un tel manque de réalisme, promit tout ce que voulut le comité mais demanda un peu de temps avant d'entreprendre toute offensive. Il écrivit le même jour à Carnot, qui était retourné à Paris et avait une vue plus exacte de la situation que ses collègues, pour l'avertir de l'impossibilité où il se trouvait de réaliser un tel programme, soulignant à la fois l'état de délabrement de ses troupes, qui manquaient de beaucoup de choses, et les conditions climatiques devenues défavorables.

Carnot, qui revenait de l'armée, était trop conscient de la valeur des arguments de Jourdan pour ne pas les approuver. Mais, comme il n'était pas seul à décider, il lui répondit donc en accord avec ses collègues en précisant : « N'attaquez l'ennemi qu'avec une grande supériorité de forces et un important corps de réserve », ce qui, pour qui savait lire entre les lignes, signifiait de ne pas engager d'opérations jusqu'à nouvel ordre.

Le jeu auquel se livrèrent dans les semaines qui suivirent ces deux responsables était tout de finesse. Il leur fallait démontrer aux membres du Comité de salut public, en particulier à Collot d'Herbois, Billaud-Varenne et Robespierre, qu'ils faisaient le nécessaire pour monter et réaliser une offensive alors qu'ils n'en avaient pas la moindre titention. Par chance pour Jourdan, de son côté Saxe-Cobourg, en raison surtout de la rigueur de la saison et de l'état du terrain, n'avait pas, lui non plus, l'intention de bouger.

Cette temporisation, matérialisée par un abondant échange de courrier entre le quartier général de l'armée du Nord, le Comité de salut

public et le ministère de la Guerre à qui Jourdan ne cessait de réclamer du matériel, allait durer un peu plus de deux mois et demi, en fait jusqu'à la fin de l'année. Carnot et Barrère, qui avaient sur leurs collègues l'avantage de s'être rendus sur place, se déclaraient plus aptes qu'eux à juger de la situation et prenaient systématiquement la défense de Jourdan lors des discussions. De même, Bouchotte, ministre de la Guerre, faisait montre de beaucoup de compréhension et acceptait toutes les explications du général, promettant de donner suite à ses requêtes.

Pourtant, excédé de voir ces civils totalement incompetents lui dicter la conduite à tenir, Jourdan, le 4 novembre, offrit sa démission au Comité de salut public, jeu d'ailleurs dangereux, car c'était un comportement difficilement acceptable. Bien entendu, le comité rejeta avec indignation cette proposition et écrivit : « Nous sommes affligés de voir un général républicain parler de démission ! » C'était, en un sens, reconnaître ses torts et surtout faire remarquer qu'il se mêlait un peu trop de ce qui ne le concernait pas. Néanmoins, les atermoiements de Jourdan finirent par impatienter ses titerlocuteurs et, le 10 novembre, ils le convoquèrent à Paris pour lui demander de justifier sa conduite. Ses explications durent paraître convaincantes, car Carnot, l'ayant soutenu jusqu'au bout, obtint la décision de suspendre les opérations pour la durée de l'hiver.

Jourdan, confirmé dans son commandement, retourna donc à son quartier général. Mais les membres du comité qui s'étaient acharnés contre lui ne s'avouaient pas entièrement convaincus. Leur tâche n'était pas simple, car on pouvait reprocher beaucoup de choses à Jourdan, mais certainement pas de faire preuve de tiédeur dans ses sentiments politiques. Le 25 novembre, une nouvelle lettre de reproches était adressée au général ; il ne tenait pas assez au courant le comité de l'évolution de la situation sur le front de la Sambre. De son côté, il continuait à bombarder le ministre de ses doléances : l'armée manquait de tout : armes, munitions, chevaux, vivres, fourrage, vêtements, ce qui entraînait une recrudescence des désertions.

En décembre, alors que l'état des routes rendait les communications et les mouvements de plus en plus précaires, le Comité de salut public, par une décision aberrante, ordonna à Jourdan de profiter justement de l'inertie de ses adversaires pour lancer la fameuse offensive ajournée le mois précédent. L'armée n'était pas davantage en état de réaliser une telle opération et, une fois de plus, Jourdan essaya de temporiser. Mais, cette fois, ni Carnot ni Barrère ne parvinrent à redresser la situation et, le 6 janvier 1794, le comité, à l'unanimité, décida de relever Jourdan et Ernouf de leur commandement. Par la même occasion, il décréta leur arrestation. Pichegru fut nommé au pied levé général en chef de l'armée du Nord, choix d'autant plus curieux et qui montre à quelles erreurs pouvait se laisser aller le gouvernement des deux comités que, dès ce

moment, Pichegru trahissait la Révolution, étant devenu un agent secret du comte de Provence (Louis XVIII).

Que Carnot et Barrère aient accepté d'apposer leur signature au bas du décret pris contre leur protégé a donné lieu à de nombreuses questions. Auraient-ils tourné casaque et décidé d'abandonner Jourdan dont ils s'étaient fait jusque-là les protecteurs officiels ? Il semble bien que non. Au contraire, en agissant de la sorte, ils paraissaient ne pas se désolidariser de leurs collègues et donnaient le change, ce qui leur permettait sans en avoir l'air de continuer à protéger le général qui allait en avoir besoin. Alors que le fameux décret ordonnait son arrestation, prélude automatique à la comparution devant le tribunal révolutionnaire, Barrère, qui continuait à se démener en sa faveur, obtint un sursis à cette dernière mesure en faisant remarquer qu'on aurait pu difficilement trouver un général plus jacobin que lui ! Jourdan, destitué mais toujours libre de ses mouvements, fut convoqué le 14 janvier devant le Comité de salut public pour se justifier. C'était en quelque sorte lui ouvrir une porte de sortie. Malgré cela, il n'était rien moins que rassuré car, à cette heure, les généraux malchanceux ou faisant preuve d'initiatives titempestives avaient de fortes chances de monter à l'échafaud. Ce fut dans cet état d'esprit qu'il se rendit à Paris. Il l'a raconté d'une manière assez pittoresque, car il ne manquait pas d'humour dans ses mémoires.

Le comité était tout disposé à écouter ses explications. Il les avait déjà entendues et les avait acceptées, ce qui rendait sa propre attitude quelque peu ambiguë. Néanmoins, il décida d'effectuer une enquête pour vérifier une nouvelle fois ses dires, et la chance de Jourdan voulut que celle-ci fût confiée à son ami Barrère. Duplicité de la part du comité, désir de se sortir d'une situation inconfortable dans laquelle il s'était lui-même enfoncé ? Son comportement a donné lieu à plusieurs interprétations aussi peu satisfaisantes les unes que les autres. Barrère, faisant diligence, remit son rapport le 3 février. Évidemment, il innocentait Jourdan de l'accusation de trahison et insistait sur le fait que par son comportement il avait contenu l'armée autrichienne. Fort habilement, il admettait qu'à laisser trop longtemps un général à la tête de la même armée, on prenait le risque de le voir manquer d'énergie et de dynamisme pour poursuivre la même oeuvre, mais sans qu'il fallût y voir une source de blâme. Il concluait en reconnaissant que le comité avait sagement agi en relevant Jourdan de son commandement mais que là devait s'arrêter la sanction. C'était sagace. Car ce rapport permettait au comité de se dégager de son faux pas sans perdre la face. Certes, Jourdan se retrouvait sans commandement mais il échappait à la guillotine ! Mis à la retraite, ce qui représentait une disgrâce mais sans conséquences immédiates, il eut l'audace de faire remarquer aux membres du comité que, chargé de famille (ce qui était exact), il se trouvait pauvre et sans ressources (ce qui l'était moins). Devant une telle situation, ces féroces

qui pouvaient avoir le coeur tendre se hâtèrent de lui accorder une retraite de trois mille livres par an dont il n'avait nul besoin.

Il n'avait plus rien à faire à Paris où un séjour prolongé pouvait se révéler malsain. Il décida donc de retourner à Limoges. Ernouf, qui, après avoir été incarcéré quelques jours puis libéré sur l'intervention de Carnot, avait connu un destin identique au sien, persuadé lui aussi que sa carrière était terminée, se dépêcha de rentrer à Alençon.

*

À Limoges, Jourdan, qui était devenu l'enfant le plus illustre du pays, fut accueilli en triomphe. Il eut la sagesse de jouer les modestes et retourna dans sa famille qu'il n'avait pas vue depuis deux ans et dans sa mercerie. Par humour ou par bravade, il alla jusqu'à accrocher son uniforme et son épée de général en chef au mur de son magasin, ce qui eut pour effet d'attirer les clients. Puis, comme si ces deux années n'avaient été qu'une parenthèse sans conséquences, il se remit à assister assidûment aux séances de la Société des amis de la liberté en prenant bien soin d'éviter de s'y mettre en avant. Cette attitude, comparée à celle du Romain Cincinnatus qui, quittant volontairement le pouvoir et les honneurs, était retourné cultiver ses champs, lui valut un surcroît de considération.

À un moment où la terreur était à son comble, un tel comportement était fort habile. Aussi, ses compatriotes, toujours aussi fiers de lui malgré sa récente disgrâce et son désir de demeurer momentanément dans l'ombre, se hâtèrent-ils de l'élire président de leur société. Comme un renforcement de civisme ne pouvait qu'être utile, Jourdan, d'une manière assez déplaisante, n'hésita pas à inciter ses concitoyens à dénoncer « ceux qui trahiraient la chose publique » dans le plus pur esprit montagnard.

Le séjour de Jourdan à Limoges fut des plus brefs, moins d'un mois. Arrivé le 12 février 1794, il en repartit le 10 mars. Ce jour-là, il avait reçu une lettre de Bouchotte, toujours ministre de la Guerre, lui annonçant qu'il était rappelé au service et nommé au commandement de l'armée de la Moselle dont le général en chef, Hoche, venait d'être relevé avant de se voir incarcéré à son tour. En fait, Jourdan avait espéré retourner à l'armée du Nord où Pichegru était demeuré inactif, laissant le désordre le plus complet s'y installer. Mais, par un reste de méfiance, le Comité de salut public réserva le rôle principal à ce dernier dans l'offensive qu'il préparait, Jourdan devant remplir une mission tout à fait secondaire sur la droite du dispositif général.

Pichegru attaquerait en Flandre et Jourdan battrait l'estrade dans la vallée de la Sambre, une action dans celle de l'Escaut demeurant toujours exclue. Tel était le plan assez bizarre concocté par le Comité de salut public et, comme on aurait pu s'y attendre, une fois de plus, rien ne

marcha comme prévu.

De leur côté, les alliés avaient un plan offensif mis au potit par un des meilleurs stratèges autrichiens, le général Mack, futur vaincu d'Ulm. Il prévoyait de s'emparer de la forteresse de Landrecies, en haut de la vallée de la Sambre, qui servirait de base pour la suite des opérations. Là, seraient concentrées les armées autrichienne, prussienne venant des Vosges, et anglo-hollandaise. Puis, cette formidable masse, empruntant la vallée de l'Oise, foncerait sur Paris.

Ce fut Pichegru qui, pour complaire au Comité de salut public, lança le premier son offensive. Elle débuta en avril 1794, mais il commit l'énorme faute de la lancer sur l'ensemble d'un front de plusieurs centaines de kilomètres alors qu'il n'en avait pas les moyens. Quoique, portée à deux cent cinquante mille hommes, son armée était à peu près de la même force que celle de Cobourg. L'ayant concentrée autour de Cambrai, Pichegru l'articula en sept colonnes. En face, Cobourg, flanqué sur sa gauche par Kaunitz, avec trente mille combattants et, assez loin en Flandre, sur sa droite, par Clerfayt, avec vingt-cinq mille soldats, avait marché sur Landrecies et rapidement mis le siège devant la place.

Les généraux Desjardins et Charbonnier qui attaquèrent Kaunitz furent aisément contenus par lui ; puis, une des colonnes du centre, aux ordres directs de Pichegru, fut battue à Troisvilles et pratiquement détruite (26 avril). Pichegru, qui avec la fraction la plus importante de ses troupes essayait de débloquer Landrecies, n'y parvint pas et la ville capitula le 30 avril. Par chance, la gauche de l'armée républicaine qui se trouvait assez loin sur la Lys, en Flandre, à proximité de Courtrai, était commandée par deux des meilleurs généraux français : Souham et Moreau, excellents manoeuvriers et qui, de plus, s'entendaient bien. Ils réussirent à prendre Courtrai et, lorsque Clerfayt voulut reprendre la ville, ils le battirent de manière sévère à Mouscron, mettant ainsi un terme au projet de Cobourg de les séparer de Pichegru et de les jeter à la mer. Ce dernier, qui avait cru nécessaire de se porter au secours de ses lieutenants – qui n'en avaient nul besoin –, livra à Cobourg aux environs de Tournai une bataille indécise et particulièrement meurtrière, chacun revendiquant la victoire. À ce moment, Pichegru reçut pour instructions de rester en Flandre et de s'y matitenir à tout prix.

Toujours obnubilé par son idée de marcher sur Paris, Cobourg avait compris qu'il ne pourrait réaliser cette phase de son offensive que s'il se débarrassait au préalable des deux armées françaises. Il jugea qu'en Flandre, Clerfayt renforcé pouvait à présent contenir Moreau et Souham et se tourna vers l'autre extrémité du front, sur la Sambre. Jusqu'à présent, la campagne de prtitemps lui avait été plutôt favorable. Mais il savait que sur sa gauche venait d'apparaître une nouvelle armée constituée par la fusion de deux autres. Elle était forte de quatre-vingt mille hommes et Cobourg était trop bon stratège pour entreprendre une

marche en avant tant que cette dernière constituerait une menace.

*

Le 15 mars, Jourdan avait pris son poste de commandant de l'armée de la Moselle et avait eu soin, avant de quitter Limoges, de demander au ministère qu'Ernouf fût également rappelé pour lui servir de chef d'état-major. Forte de quarante-cinq mille hommes, cette grande unité s'était vue assigner un objectif limité puisque le rôle principal incombait à Pichegru. Elle devait enlever la ville d'Arlon, tenue par le corps autrichien de Beaulieu afin d'empêcher celui-ci de se porter sur Namur puis Liège et de flanquer ainsi fortement Cobourg.

Depuis son retour à l'armée, Jourdan avait eu grand soin d'entretenir les meilleurs rapports avec le Comité de salut public où le soutien de Carnot lui était toujours acquis. D'ailleurs, son comportement à Limoges et le fait qu'il y ait été élu président de son club parlaient en sa faveur. Il était difficile de mettre en doute la sincérité et l'ardeur de ses sentiments.

Pour lui faciliter la tâche, le comité, fortement influencé par Carnot, commença par le renforcer le 30 avril en lui envoyant mille cinq cents hommes, prélevés sur l'armée du Rhin. Puis, après les échecs répétés de Pichegru, ce furent les trente mille hommes de Desjardins et Charbonnier qui furent enlevés à l'armée du Nord et envoyés à celle de la Moselle afin de lui permettre de jouer un rôle plus important que celui initialement prévu. Du coup, celle-ci changea de nom et devint l'armée de Sambre et Meuse. Ce nom sous lequel elle allait devenir célèbre n'a rien à voir avec la chanson patriotique écrite un siècle plus tard sur une musique de Plankett, l'auteur des *Cloches de Corneville*, qui raconte les exploits héroïques mais imaginaires d'un régiment qui n'a jamais existé !

À présent, l'armée de Jourdan comptait quatre-vingt-dix mille hommes, et si elle était toujours pauvre en cavalerie (il ne cessait d'en réclamer), par contre, elle se trouvait abondamment pourvue en artillerie. Il avait eu la chance de se voir affecter quatre divisionnaires de grande valeur : Kléber, Marceau, Championnet et, dans une mesure moindre, Lefebvre. Tout en lui demandant de faire preuve de dynamisme, le comité prêchait la prudence et écrivait, le 6 mai, en recommandant de prendre toutes les mesures pour éviter d'être rejeté d'Arlon lorsqu'il l'aurait prise.

Jourdan, toujours bon organisateur, faisait tranquillement ses préparatifs et, lorsqu'il s'estima prêt, s'empara sans difficulté d'Arlon le 12 mai, « s'y enterrant jusqu'aux dents ». Il fut alors impossible à Baulieu de l'en déloger.

Si elle voulait être en mesure de peser sérieusement sur le flanc des forces de Cobourg, l'armée de Sambre et Meuse devait dans un premier temps franchir la Sambre, fortement tenue par les Autrichiens. Un des

deux délégués de la Convention au quartier général de Jourdan était le jeune Satit-Just, un Robespierriiste enragé d'un dynamisme forcené. Il insista pour qu'avant même la prise d'Arlon, l'armée traversât la Sambre et attaquât les Autrichiens de Kaunitz pour les rejeter vers l'ouest. Il avait trop d'influence pour que l'on négligeât ses avis. Une première tentative eut lieu le 9 mai, mais l'affaire avait été menée à la légère car Jourdan l'estimait prématurée. Les troupes traversèrent bien la rivière mais furent contraintes de la repasser dans le plus grand désordre. Seulement, dans l'esprit de Satit-Just, l'idée même d'un échec était inadmissible.

Il pouvait se montrer d'une obstination féroce sans vouloir tenir compte des pertes que cela risquait d'occasionner. Entre le 9 mai et le 18 juin, l'armée française fit ainsi sept tentatives pour traverser la rivière et ce fut seulement la dernière, supervisée cette fois personnellement par Jourdan, qui fut couronnée de succès. Sa position n'en demeurerait pas moins précaire, adossée qu'elle était à la Sambre. En cas de défaite, la retraite pourrait tourner à la catastrophe et Jourdan en était parfaitement conscient. Il se hâta donc de mettre le siège devant Charleroi, pivot de la défense autrichienne.

Si Kaunitz, fort de ses positions retranchées, avait pu s'opposer un certain temps à la traversée de la Sambre par l'armée de Jourdan, il n'avait pas de forces suffisantes pour l'affronter en rase campagne. Il ne put donc l'empêcher de s'attaquer à Charleroi et, tout en restant à proximité, se contenta d'avertir Cobourg, lui demandant de se porter le plus rapidement possible à son secours pour que les Français ne s'emparent pas de Charleroi, ce qui représenterait un potin d'appui sérieux, car le prince se trouvait toujours en Flandre face à Pichegru qui ne semblait pas décidé à bouger. Pendant que Cobourg accourait à marche forcée, Jourdan accélérât les opérations devant Charleroi sachant que le temps lui était compté pour les mener à bien et que l'arrivée de Cobourg le mettrait dans une situation difficile voire périlleuse. Par chance il avait dans son état-major un excellent officier du génie nommé Marescot qu'il chargea de diriger les travaux d'investissement. Compte tenu de l'importance des fortifications de la ville ainsi que de sa garnison et de la puissance de son artillerie, il était raisonnable de penser que Charleroi résisterait au moins un mois. Or, Marescot savait qu'il ne disposait que de peu de temps. Mais il mena si bien son affaire qu'en sept jours il mit hors de combat toute l'artillerie de la ville. Le gouverneur, terrorisé par la violence du bombardement auquel il était soumis, envoya un parlementaire au quartier général, porteur d'une lettre par laquelle il demandait à entrer en négociations. Satit-Just, qui s'y trouvait en l'absence de Jourdan, renvoya l'officier sans lire la missive, lui jetant à la figure qu'il voulait la place et non un chiffon de papier. Aussitôt mis au courant, le gouverneur fit hisser le drapeau blanc (25 juin).

Il était temps car le prince de Saxe-Cobourg approchait et le choc entre les deux armées eut lieu le lendemain. Les forces alignées par les adversaires étaient à peu près d'égale importance mais, pendant toute une partie de la journée du 26, Cobourg crut que Charleroi était toujours aux mains des Autrichiens ; sinon, reconnu-il plus tard, il n'aurait pas accepté aussi rapidement l'affrontement. Il allait commettre la même erreur qu'en face de Pichegru, c'est-à-dire vouloir enfoncer l'armée française sur toute la ligne alors que la bataille allait se dérouler sur un front de plus de quarante kilomètres, ce qui en rendait le contrôle et la direction impossibles depuis un seul point.

Jourdan, pour sa part, était décidé à mener un combat purement défensif car, avec raison, il jugeait qu'une partie de ses troupes était composée de recrues manquant d'instruction et que les sept tentatives de franchissement de la Sambre lui avaient ôté une partie de ses forces. Il se proposait donc de ne pas mettre en pratique la théorie de Carnot et du Comité de salut public que Satit-Just réclamait à cor et à cri : l'offensive en colonnes profondes et rien d'autre ! Mais il n'eut pas le temps ainsi qu'il le prévoyait de faire élever des fortifications de campagne et ses seuls points d'appui furent les villages situés sur la ligne de front dans lesquels ses unités se retranchèrent.

Il déploya son armée en arc de cercle en avant de Charleroi, sur une série de collines où plusieurs villages servirent de redoutes improvisées. Il confia son aile gauche qui s'étendait de la Sambre à Traseignies à Kléber ; il donna le commandement du centre à Championnet dont il appréciait le sang-froid et le sens du terrain ; l'aile droite se trouva entre les mains de deux généraux qui non seulement s'entendaient bien mais encore se complétaient. C'étaient Marceau et Lefebvre.

L'armée française disposait d'une arme nouvelle. La Convention et le Comité de salut public croyaient à l'utilisation des progrès de la science en ses applications militaires. Ils avaient créé une compagnie d'aéroliers (2 avril 1794), équipée d'un ballon captif. Celui-ci était gonflé à l'hydrogène et la préparation du gaz ainsi que le gonflement de l'enveloppe étaient pratiqués loin du champ de bataille. L'hydrogène était produit dans un four spécialement conçu à cet effet par action de la vapeur d'eau sur de la tournure de fer portée au rouge, opération assez longue et délicate. Une fois l'enveloppe gonflée, elle était solidement arrimée sur un long chariot et transportée ainsi à proximité de la ligne de feu où on y accrochait la nacelle qu'un câble retenait au sol une fois l'ensemble en l'air. Il est certain que d'une hauteur comprise entre dix et cent mètres, le ou les observateurs, embarqués dans la nacelle, avaient une excellente vue d'ensemble du terrain et pouvaient observer les mouvements qui se préparaient chez l'adversaire. Par contre, le problème de transmission des renseignements était loin d'être résolu, le téléphone n'étant pas inventé. Les communications pouvaient se faire par fanions

ou panneaux mais demeuraient limitées et aléatoires. Les aéronautes pouvaient également jeter au sol des messages lestés mais étaient dans l'impossibilité de recevoir des instructions détaillées. Ni Jourdan ni aucun des membres de son état-major ne crurent un instant pouvoir utiliser sérieusement ce matériel. Il admit que par sa seule présence il avait quelque peu inquiété ses adversaires mais sans donner trop de sérieux à ses propos. S'ils employèrent le ballon, ce fut parce qu'il avait été envoyé par le Comité de salut public et qu'ils ne tenaient pas à l'indisposer. De son côté, Cobourg en voyant s'élever dans l'air l'engin se serait écrié, non sans humour : « Il n'y a pas de choses que ces scélérats n'inventent ! »

Pendant la journée du 26, le ballon décolla et se posa à trois reprises ; mais il semble que les renseignements qu'il put amener ne furent pas utilisés par l'état-major. Pourtant, il signala la retraite générale des alliés dès qu'elle fut amorcée, mais on ne saurait dire jusqu'à quel point Jourdan en tint compte. Avarié au cours de la bataille, l'engin fut renvoyé en France et la compagnie d'aérostiers dissoute. On conclut que l'expérience n'était pas probante. Il allait falloir attendre plus d'un siècle avant que l'armée française s'intéressât de nouveau à l'arme aérienne.

En fait, il n'y eut pas une, mais trois batailles distinctes, aucune coordination n'ayant été réalisée entre les différents corps alliés qui n'attaquèrent même pas simultanément. Ce fut le prince d'Orange, commandant la droite du dispositif allié, qui se porta le premier en avant. Déjà, l'avant-veille, il avait enlevé Traseignies à Kléber ; mais celui-ci, par une judicieuse contre-attaque, avait repris le village. Au matin du 26 juin, ce fut à l'extrémité du dispositif français, en direction de Marchiennes-au-Pont et de la Sambre, que porta l'offensive du prince d'Orange. Mais il enleva difficilement ce village, car ses bataillons furent hachés par les feux croisés de l'artillerie et Kléber, qui n'avait pas été ébranlé, put, par une vigoureuse riposte, reprendre Marchiennes et réoccuper ses positions initiales sans avoir à faire appel aux réserves générales de Jourdan.

Au centre, le général autrichien Quasdanowich savait que Cobourg comptait enlever la décision par les ailes et que l'on attendait de lui qu'il se contentât de fixer son adversaire pour l'empêcher de se porter au secours de sa droite ou de sa gauche. Il n'en attaqua pas moins Championnet avec vigueur et réussit à s'emparer du village d'Heppignies, enfonçant presque les lignes françaises. Mais il ne put aller plus loin. Championnet, devant la gravité de la situation, avait demandé de l'aide à Jourdan qui accourut avec une partie de ses réserves et rétablit les choses, parvenant à reprendre Heppignies.

Le choc fut plus sérieux à droite mais par chance le manque de coordination dans les attaques autrichiennes fit que celles-ci ne démarrèrent sur cette aile qu'après que Jourdan fut parvenu à arrêter

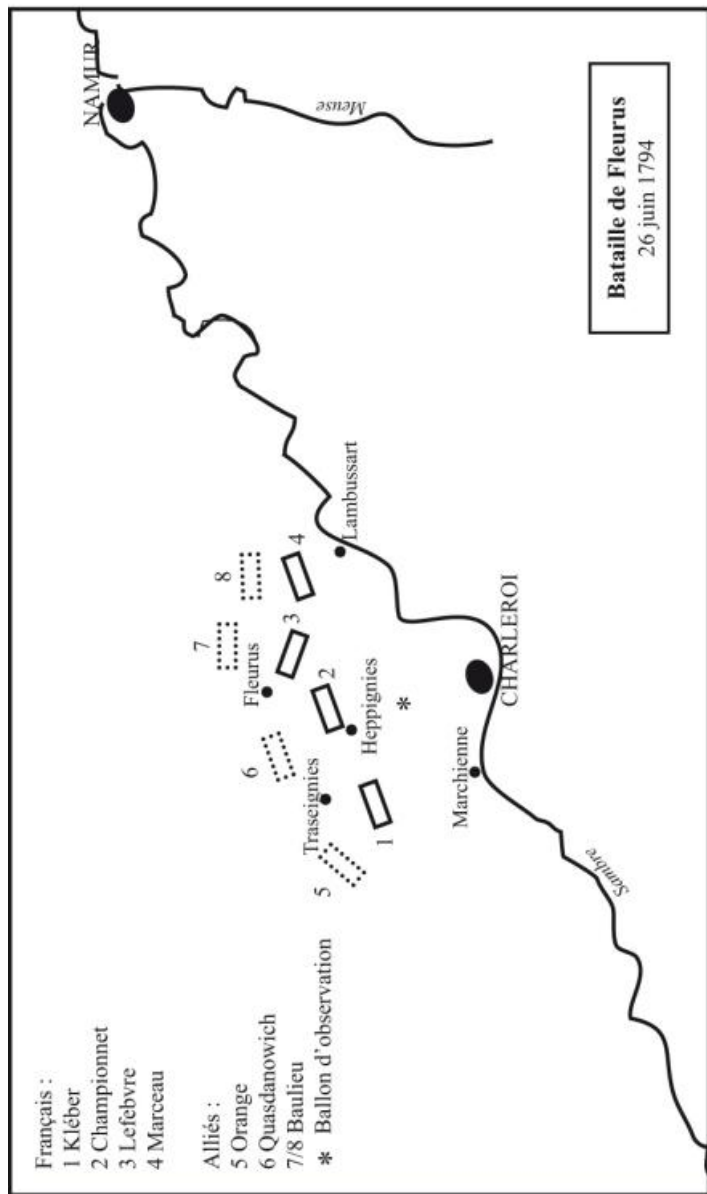
Quasdanowich. Sur ce potit, commandé par Baulieu, Cobourg, qui s'y trouvait personnellement, avait concentré des forces importantes mais pas vraiment suffisantes pour emporter la décision. Toutefois, les Autrichiens, faisant dès le départ porter leur seul effort sur Marceau, le refoulèrent jusqu'à la Sambre et lui arrachèrent le village de Lambussart. Ce fut en vain que Marceau, dont la division était à présent décimée, tenta une contre-attaque pour reprendre la localité. Lefebvre, qui occupait Fleurus, se rendit compte du péril que courait son camarade et de lui-même se porta à son secours, ce que voyant, Baulieu se dépêcha lui aussi de renforcer ses colonnes d'attaque. On touchait au potit critique de la bataille. Lefebvre comprit qu'il ne parviendrait pas seul à redresser la situation et demanda de l'aide à Jourdan.

Ce dernier, qui venait d'intervenir au centre, rameuta les troupes qui avaient secouru Championnet, y ajouta tout ce qui lui restait de réserves et avec cette masse entreprit de reconquérir Lambussart. L'action fut longtemps incertaine et l'acharnement extrême de part et d'autre. Mais l'artillerie française, bien commandée, se montra terriblement efficace et occasionna des pertes énormes à l'ennemi. Après une période d'incertitude, ce furent les divisions républicaines qui restèrent maîtresses du terrain. Une contre-attaque commune des troupes de Jourdan, Lefebvre et Marceau permit même de refouler l'adversaire jusqu'à sa position initiale. Sur l'ensemble du front, les Français tenaient bon et avaient brisé toutes les tentatives de percées autrichiennes. Cobourg comprit que son offensive avait échoué et que, dès cet instant, sa marche sur Paris relevait de la chimère.

Il ordonna donc la retraite générale et par estafette prescrivit à Kaunitz, toujours en observation devant Pichegru, de rallier le gros de ses forces. Il savait que ce repli allait entraîner la perte de la Belgique, mais il lui permettait de sauver le principal de son armée. Le 10 juillet, les deux armées de Pichegru et de Jourdan opérèrent leur jonction devant Bruxelles et les deux généraux entrèrent de concert dans la ville.

*

Cette victoire de Fleurus est sans conteste le plus beau titre de gloire de Jourdan qui y gagna le qualificatif rare – peu de généraux se le sont vus discerner – de « Sauveur de la patrie ». Il le méritait, car il avait sauvé la France d'une invasion qui eût pu être fatale à la Révolution. Évidemment, il eut la chance d'être secondé par d'excellents divisionnaires. Mais, étant donné l'étendue du champ de



bataille, il eut aussi le mérite de savoir laisser suffisamment d'initiative à chacun pour qu'il fût à même de mener son combat particulier. Ce succès allait entraîner des conséquences importantes. En France, l'enthousiasme fut général. Le conventionnel Marie-Joseph Chénier, frère du poète et (mauvais) poète lui-même, la célébra en des vers qui fleuraient un peu le mirliton !

*Fleurus, champs dignes de mémoire,
Monument d'un triple succès,
Fleurus, champs amis des Français
Semés trois fois par la victoire,*

*Fleurus, que ton nom soit chanté
Du Tage au Rhin, du Var au Tibre,
Sur ton rivage ensanglanté
Il est écrit : « L'Europe est libre. »*

Le nom qui fut donné à la bataille : « Fleurus » est quelque peu déconcertant et immérité, car le village fut un des rares où aucun affrontement ne prit place et qui, de ce fait, demeura titact, mais personne n'y prêta attention. Par la suite, plusieurs des acteurs de la bataille soutinrent qu'il avait été choisi pour rendre hommage au maréchal de Luxembourg qui, plus d'un siècle auparavant, sous Louis XIV, y avait remporté une bataille. Un des contrecoups indirects de Fleurus fut la fin de la terreur et la chute de Robespierre. Les Jacobins y perdirent une bonne partie de leur influence, ce que n'aurait sûrement pas souhaité Jourdan.

Sur le plan titernational, ce succès, sans toutefois y mettre fin, ébranla sérieusement la coalition. La Prusse et l'Espagne virent leur ardeur guerrière diminuée. Ces deux puissances devaient signer la paix avec la France dès l'année suivante.

Vaincue mais non détruite, l'armée autrichienne conservait une bonne part de sa puissance combative. Jourdan, qui faisait de rapides progrès en stratégie, estima qu'il devait sans tarder se lancer à sa poursuite, ayant cette fois une chance de l'anéantir. Mais sa conception se heurta à celle du Comité de salut public dont la chute de Robespierre n'avait pas diminué l'influence même s'il avait perdu beaucoup de son titransigeance. Il continuait à avoir ses idées propres sur la manière de gagner la guerre, d'autant que l'influence de Carnot, toujours bon organisateur mais piètre stratège, n'avait fait qu'y grandir.

L'obsession du comité était la libération complète du territoire national et la reconquête des places perdues depuis un an qui se trouvaient au nombre de quatre : Condé, Valenciennes, Le Quesnoy et Landrecies. Ce fut en vain que Jourdan tenta de démontrer que l'écrasement de l'armée autrichienne entraînerait automatiquement la récupération des quatre villes encore occupées. Le comité ne voulut rien entendre et alla jusqu'à prendre un décret stipulant que si les garnisons des quatre places ne se rendaient pas dans les vingt-quatre heures, elles seraient passées par les armes ! Seul le gouverneur de Landrecies y crut et capitula sur-le-champ. Les trois autres résistèrent encore quelques semaines et ne hissèrent le drapeau blanc qu'entre le 16 et le 27 août. Au demeurant, ce fameux décret qui avait provoqué l'indignation des généraux français ne fut jamais appliqué.

Cependant, Jourdan qui voyait sa poursuite retardée de jour en jour trépignait d'impatience.

Le Comité de salut public, de son côté, commençait à réaliser son erreur de conception. Toutefois, il trouvait que l'offensive de Jourdan en

direction du Rhin avait un caractère hasardeux, car il allait conserver une menace sur son flanc gauche sous la forme de l'armée du prince d'Orange qui s'était replié à l'abri des forteresses de la Flandre hollandaise.

Pour sa part, Jourdan estimait que l'armée de Pichegru, même après sa malheureuse campagne de printemps, était tout à fait capable de masquer et même de battre les forces hollandaises. Il le souligna dans une lettre au comité qui l'admit et, dès lors, l'autorisa à reprendre sa marche vers le Rhin.

Il n'avait pas attendu cet accord ; dès ce moment, les généraux commençaient à prendre des libertés avec le pouvoir civil. Le 16 juillet, six jours après son entrée à Bruxelles, il avait enlevé Namur et infligé une nouvelle défaite à l'armée autrichienne au lieudit « de la montagne de fer » devant Louvain. Cette nouvelle victoire allait, un peu moins d'une semaine plus tard, lui livrer Liège. Ce fut le dernier affrontement entre Jourdan et Cobourg. À la suite de cette nouvelle défaite, et quoique par sa manoeuvre en retraite il eût conservé son armée à peu près intacte, le prince fut relevé de son commandement et remplacé par Clerfayt qui était loin d'avoir les mêmes qualités en tant que général en chef. Médiocre, timoré, indécis, il se laissera manoeuvrer par Jourdan sans véritablement réagir, encore qu'il en eut les moyens. Mais Clerfayt bénéficiera d'un répit d'un mois et demi, Jourdan étant alors retenu par le siège des quatre places françaises. Ce délai allait tout de même permettre à Pichegru de réaliser sa partie du programme en atteignant l'embouchure de la Meuse et ce avant que Jourdan ne redémarrât sa propre offensive.

Considérant que la Meuse constituait un obstacle à peu près infranchissable, Clerfayt s'était retranché sur la rive droite du fleuve entre ses affluents l'Ourthe et l'Aywaille sur une solide position. Jourdan, qui à présent ne doutait plus de ses capacités, fit attaquer à la fois sur les deux affluents. Sur l'Ourthe, par Bonnet et sur l'Aywaille, par Schérer. Les adversaires n'engagèrent dans cette affaire qu'une partie de leurs forces ; mais voyant leurs ailes en difficulté, les Autrichiens lâchèrent assez rapidement pied et se replièrent sur tout le front, perdant tout de même près de deux mille hommes et trente-six pièces de canon alors que celles des Français étaient minimes.

Le dernier obstacle sérieux entre les Français et le Rhin était la rivière Roër. Clerfayt décida de s'y accrocher, sinon il serait contraint de repasser le Rhin. Pour faciliter la résistance, il avait fait élever sur le lieudit le plateau d'Aldenhoven toute une série d'ouvrages : redoutes, retranchements et épaulements, l'endroit étant considéré comme le centre du dispositif qu'il adopta.

Jourdan comprit immédiatement que cette fois il ne s'agirait pas d'un engagement partiel mais d'une bataille générale et, au demeurant, il

était disposé à la livrer, son armée comptant à présent plus de cent mille hommes. Dans la journée du 1^{er} octobre 1794, il tint un conseil de guerre avec ses divisionnaires, à peu près les mêmes qu'à Fleurus ; mais il leur fit comprendre que cette fois, étant donné le côté réduit du front, il entendait diriger lui-même l'ensemble de la manoeuvre.

La base de départ de l'armée française était assez éloignée des lignes adverses, ce qui fit que la marche d'approche dura toute la matinée du 2 octobre et que le combat ne débuta qu'au milieu de l'après-midi. Or, à cette époque de l'année, les journées sont assez courtes. Ernouf le fit remarquer à Jourdan, suggérant de reporter l'attaque au lendemain. Mais ce dernier, imaginant mal son armée immobile en étant si proche de l'adversaire et ne voulant pas prendre le risque d'un combat de nuit dans des conditions défavorables, s'y refusa. Il tabla sur le reste sur l'état de découragement de l'armée autrichienne pour mener rapidement son affaire. Si on lui a reproché d'avoir attaqué aussi tardivement, c'est que ses détracteurs n'ont pas compris les raisons qui l'avaient poussé à prendre une telle décision.

Contrairement aux pronostics de Clerfayt qui jugeait le plateau d'Aldenhoven imprenable, l'infanterie de Championnet, appuyée par la cavalerie de Merlot, l'enleva assez facilement puis ensemble elles résistèrent à toutes les contre-attaques autrichiennes qui manquaient d'ailleurs de conviction. Dès ce moment, l'armée ennemie était pratiquement coupée en deux et à gauche Kléber n'eut aucune peine à déloger la droite de l'adversaire. Mais, sur l'aile droite française, la bataille demeura longtemps incertaine. Schérer qui la commandait avait divisé ses forces en deux colonnes, l'une aux ordres de Lorges et de Marceau et l'autre à ceux de Hacquin. Malheureusement, celui-ci, qui devait franchir la Roër en amont puis esquisser un mouvement tournant contre l'aile gauche autrichienne, s'égara au cours de sa marche d'approche. De ce fait, Schérer l'attendit un long moment et démarra son mouvement offensif encore plus tard que Jourdan, bien que ce dernier l'en pressât. Il enleva le village de Düren malgré une résistance furieuse des Autrichiens. Ceux-ci contre-attaquèrent alors et faillirent reprendre le bourg. Schérer avait lancé toutes les unités qu'il avait sous la main dans la mêlée, et Jourdan n'avait plus de réserves à lui envoyer, voulant conserver toutes ses forces à matenir les autres positions conquises. Le soir commençait à tomber et la situation des Français demeurait incertaine sur leur droite, lorsque Hacquin, qui, comprenant son erreur, avait fait demi-tour et marché au canon, déboucha sur le champ de bataille. Au lieu de soutenir simplement Schérer, il commença à envelopper toute la gauche autrichienne. À des soldats épuisés par plusieurs heures de combat, il opposait des troupes fraîches même si elles avaient marché une bonne partie de la journée. Clerfayt comprit immédiatement le danger et ordonna un décrochage général qui lui

permet une fois encore de sauver son armée de la destruction totale. Mais l'addition était lourde. Il laissait plus de quatre mille morts sur le terrain et mille cinq cents à deux mille prisonniers aux mains des Français. Cette bataille, nommée d'Aldenhoven ou de la Roër, était un nouveau succès à porter à l'actif de Jourdan. Elle n'eut toutefois pas, sans que l'on sache pourquoi, le même retentissement que Fleurus.

Comprenant qu'il n'avait pas les moyens pour tenir la ligne du fleuve, le général en chef autrichien, après avoir traversé le Rhin et détruit les ponts, renonça à la défendre et continua à retraiter vers l'est. Successivement, et sans véritable résistance, Cologne, Bonn et Coblenze tombèrent aux mains des Français durant le mois d'octobre.

Pendant que Jourdan marchait en direction du Rhin, raflant chaque jour des prisonniers à Clerfayt, Pichegru, qui manquait visiblement d'allant, avait envahi la Hollande afin de faire disparaître la menace qui pouvait peser sur la gauche de l'armée de Sambre et Meuse. Carnot le harcelait de lettres le pressant de se hâter, mais Pichegru prenait son temps. Dès cette époque, sans que l'on sache exactement depuis quand, il était entré en rapport avec des agents de Louis XVIII. Il trahissait donc le gouvernement qui l'employait mais pas la France, devait-il affirmer par la suite, la légitimité d'un Bourbon valant bien à ses yeux celle de la Convention. La nuance est subtile.

Tout de même, il finit par occuper presque tout le pays. Le corps anglais du duc d'York, demeuré en soutien du prince d'Orange, fut contraint de battre en retraite sur l'Allemagne du Nord dans des conditions climatiques épouvantables. Sir Arthur Wellesley, futur duc de Wellington, s'est étendu sur cet épisode dans ses souvenirs comme un exemple à ne pas imiter. Les Anglais finirent par atteindre un port sûr et réembarquer.

Dans son avance, Pichegru avait négligé l'importante forteresse de Maastricht prétendant ne pas avoir les moyens de l'investir ; et ce potit stratégique encore aux mains des alliés inquiétait Carnot. Jourdan fut donc chargé, toutes affaires cessantes, de mener ce siège et y envoya Kléber, aidé par le colonel Marescot qui avait si brillamment conduit celui de Charleroi. Après un sévère bombardement, la place capitula le 4 novembre.

Le froid titense qui s'abattit sur le pays dès le début de décembre n'tinterrompit pas complètement les opérations et donna même lieu à un fait d'armes tout à fait original. La température étant tombée à -23° centigrades, la mer du Nord elle-même fut prise par les glaces au début de janvier 1795. Or, la flotte de guerre hollandaise, seule force militaire encore titacte dont disposait le prince d'Orange, était tout entière au mouillage sous l'île du Helder, dans la passe du Texel. Normalement, elle aurait dû appareiller pour se joindre aux escadres britanniques qui croisaient au large ; mais le prince qui tenait à la

conserver sous la main différa son départ et l'embâcle l'immobilisa. Elle fut alors littéralement prise d'assaut par la cavalerie française tant la glace était épaisse, opération unique en son genre. Peu après, Pichegru fut relevé de son commandement et affecté à l'armée du Rhin. Il fut remplacé par Moreau. Entre lui et Jourdan la collaboration n'allait poser aucun problème.

La campagne de 1794, après avoir débuté dans des conditions fâcheuses, s'achevait au nord par des succès éclatants. La France, délivrée des risques d'invasion, était maîtresse de la rive gauche du Rhin depuis Bâle jusqu'à son embouchure. Elle tenait même solidement deux têtes de pont sur la rive droite : Düsseldorf et Neuwied qu'elle pourrait utiliser comme bases pour des opérations ultérieures. C'était avant tout l'oeuvre de Jourdan. Dans les régions conquises, l'ennemi ne tenait plus que deux forteresses : Luxembourg et Mayence. Encore cette dernière, située sur la rive droite du Rhin, était-elle considérée dans les deux camps comme une clé de la rive gauche. Et puis, depuis le siège mémorable de 1792, les Français y attachaient une valeur sentimentale. Conquérir ces deux places allait être l'objectif premier de la campagne de 1795.

*

Carnot, dont le rôle continuait à être prépondérant au sein du Comité de salut public, était conscient de ce que les armées françaises victorieuses avaient besoin d'être remises en état car elles continuaient à manquer de tout. En face, l'armée autrichienne recevait équipements et renforts, ce qui allait lui permettre d'atteindre le chiffre de cent quatre-vingt mille hommes ainsi que Jourdan le rappelle dans ses mémoires. Par chance, les deux maréchaux autrichiens qui en reçurent conjointement le commandement : Clerfayt et Wurmser, ne s'entendaient pas et allaient demeurer inactifs sous des prétextes variés pendant une bonne partie de l'année.

Carnot commença par réorganiser le dispositif français. De cinq, les armées furent réduites à trois : Nord, Sambre et Meuse, Moselle et Rhin. Elles furent fondues en une seule qui fut confiée à Pichegru ; ce dernier pourtant était loin d'avoir donné satisfaction en Hollande.

Jourdan, qui s'appliquait à remettre en état son armée, entreprit dans un premier temps le siège de Luxembourg. Il confia cette opération à un général brillant et bon technicien (il avait été dans le civil entrepreneur de travaux publics), Moreaux, qui fut assisté par le colonel Marescot.

Cette place importante, puissamment fortifiée et bien armée, bénéficiait d'une situation géographique favorable au bord de la rivière Alzette. Son gouverneur, le général Bender, était décidé à se défendre jusqu'au bout de ses ressources. Il avait sous ses ordres une garnison nombreuse et bien entraînée et une puissante artillerie (huit cents pièces).

Il ne put toutefois empêcher Moreaux, qui disposait d'un corps de siège de trente mille hommes, de réaliser un investissement complet de la ville. Dès lors, à moins qu'une armée de secours ne vînt le débloquer, il était condamné à plus ou moins long terme.

Or, aucune tentative ne fut même esquissée par les Autrichiens pour dégager Luxembourg, alors que Moreaux, puis, après la mort de celui-ci, Hatry, qui le remplaça, poussaient les travaux et multipliaient les emplacements de batteries. Bender résista tout de même jusqu'au mois de juin et finit par capituler le 7. Il obtint les honneurs de la guerre et ses troupes furent reconduites jusqu'aux lignes autrichiennes après avoir pris l'engagement de ne plus servir contre les Français jusqu'au moment où un nombre équivalent de nos prisonniers auraient été libérés.

Le siège de Mayence s'annonçait comme beaucoup plus difficile. La ville était située sur la rive droite du Rhin, donc assez facile à secourir. Jourdan chargea Kléber de diriger l'opération. Il avait été le héros du siège de 1792 lorsque les Français étaient non pas assiégeants mais assiégés. Aussi connaissait-il bien les fortifications de la ville ainsi que le terrain alentour. La Convention et le Comité de salut public attachaient beaucoup de prix à un succès en ce point et ne ménageaient pas leurs louanges et leurs encouragements à Kléber. Mais ils ne lui envoyaient aucun matériel et ne renforçaient pas son parc de siège.

L'attaque contre Mayence commença assez tard, au début de l'automne 1795. Jourdan n'avait pas voulu mener en même temps l'investissement de deux forteresses aussi importantes. Le corps qui avait assiégé Luxembourg fut donc envoyé contre Mayence ; mais il manquait singulièrement de moyens après l'opération « Luxembourg ». De plus, Kléber, qui devait commander, était absent depuis février, ayant dû demander un congé pour soigner une maladie de peau. Il n'était revenu qu'à la fin de l'été. Préliminaire : il fallait traverser le Rhin ! L'affaire s'effectua au clair de lune dans la nuit du 5 au 6 septembre et les Autrichiens qui étaient pourtant tout proches ne firent aucun effort pour s'y opposer. Ainsi Jourdan put faire passer sur des embarcations de toute nature (il n'était pas question de lancer un pont) quatre divisions au complet.

Le siège de Mayence impliquait que les armées de Jourdan et de Pichegru franchiraient elles aussi le Rhin, l'une en aval, l'autre en amont de la ville, et opéreraient plus à l'est leur jonction pour jouer le rôle de corps d'observation. Protégeant ainsi le corps de Kléber, les deux armées auraient pour mission de s'opposer à toute tentative de secours de la part de Clerfayt ou de Wurmser. Si Jourdan, qui descendait de Neuwied, remplit bien sa part du contrat, Pichegru, en provenance de Mannheim, avança avec une sage lenteur et en arrivant à hauteur de Heidelberg se heurta à l'armée de Clerfayt. Il avait largement les moyens de la refouler mais n'essaya même pas et sans engager la moindre action se replia sur

Mannheim. Du coup, la situation de l'armée de Sambre et Meuse devenait délicate. À lui seul, Jourdan n'avait pas les moyens de faire face aux forces combinées de Clerfayt et de Wurmser. Sagement, il décida donc de se replier sur Neuwied et, de là, retraversa le Rhin.

Pendant ce temps, Kléber avait continué à pousser les travaux d'investissement de Mayence. Il manquait toujours de moyens. Mais le Comité de salut public, confiant dans son génie, lui écrivit de « discontinuer l'attaque et de se résigner à une défense respectable » ; en d'autres termes, à un blocus de la place. Furieux, Kléber, qui ne mâchait pas ses mots, envoya une lettre au comité où il laissait éclater sa fureur : « Un blocus cela, répondit-il, le blocus de mon cul ! »

D'ailleurs, la retraite de Jourdan allait le contraindre peu après à lever le siège et à se replier lui aussi sur la rive gauche. Ce repli manqua de tourner au désastre. L'ingénieur du génie Tirlet avait réussi à établir un pont de bateaux pour faciliter les communications. Or, des brûlots furent lancés depuis l'amont et coupèrent l'ouvrage. Kléber en conclut que des unités autrichiennes s'étaient glissées entre lui et Jourdan et que ses propres forces étaient prises entre deux feux. Sans perdre son sang-froid, il demanda à Tirlet de rétablir le pont le plus rapidement possible. Et, assez curieusement, très vite l'arrivée des brûlots cessa. Kléber découvrit un peu plus tard que ce n'étaient pas les Autrichiens qui avaient lancé ces petites embarcations mais Marceau qui, ayant mal interprété un ordre, avait cru que le pont était aux mains de l'ennemi et avait entrepris de le détruire ! Tirlet ayant procédé avec célérité aux réparations, Kléber put traverser le Rhin sans encombre et sans être inquiété. Ce siège de Mayence se concluait donc par un échec. La faute en était imputable non pas à Jourdan mais à Pichegru. De plus, le comportement de plus en plus étrange de ce dernier amenait le gouvernement à se poser des questions à son sujet. Mais il n'existait aucune preuve de sa trahison. En outre, ce n'était plus à la Convention, qui avait mis fin à ses travaux en octobre 1795, mais au Directoire, fruit de la constitution de l'an III, qu'il incombait de statuer sur le sort de Pichegru. Régime infiniment plus libéral, son organe exécutif composé de cinq directeurs préféra attribuer son comportement à son incapacité et le releva de son commandement.

En réalité, les preuves de sa forfaiture existaient bien et ce fut Moreau son successeur qui mit la main dessus[1]. C'est l'affaire dite « du fourgon de Klinglin ». Mais, délicatesse, solidarité entre généraux face au pouvoir civil, au lieu de les transmettre à qui de droit, Moreau les conserva par-devers lui et ne les rendit publiques que lorsque la trahison de Pichegru fut patente.

continuer les hostilités contre la France, le Directoire décida de porter la guerre chez elle. Ce fut Carnot, un des cinq directeurs et le seul vraiment compétent en stratégie, qui fut chargé de dresser les plans de campagne pour l'année 1796. Imitant Cobourg qui, deux ans plus tôt, avait voulu marcher sur Paris, il choisit Vienne pour objectif, choix aussi politique que militaire. Il articula l'ensemble de ses forces en trois armées. Deux d'entre elles, auxquelles incomberait le rôle principal, opéreraient en Allemagne. La troisième, la moins importante, serait jetée en Italie où elle n'aurait pour attributions dans l'esprit de Carnot que de battre l'estrade et retenir sur place le plus grand nombre possible de grandes unités autrichiennes.

Aux deux armées d'Allemagne furent affectés les meilleurs généraux français : Jourdan et Moreau. Par contre, pour celle d'Italie, Carnot pensa longtemps à Masséna qui s'était distingué l'année précédente à Loano et qui connaissait parfaitement le terrain. Mais Barras, un des cinq directeurs, le plus influent parmi ses collègues, voulut la faire confier à un de ses protégés. Ce général, qui n'avait guère à son actif que d'avoir participé au siège de Toulon et à la répression de l'insurrection royaliste du 13 Vendémiaire, venait de rendre un signalé service à Barras en le débarrassant d'une ancienne et encombrante maîtresse qu'il avait épousé. Il se nommait Bonaparte. Carnot s'opposa longtemps à cette nomination, jugeant l'homme totalement incompetent et quelque peu farfelu. Il finit par céder en pensant que, vu le rôle qu'il réservait à l'armée d'Italie, cela n'avait qu'une importance mineure ; de son côté, Barras, qui savait à quoi s'en tenir sur les capacités de Bonaparte, le flanqua d'un des meilleurs chefs d'état-major dont disposait l'armée française : le général Berthier.

En dressant son plan, Carnot commit une faute grave. Il fixa pour les armées d'Allemagne des axes de marche très éloignés l'un de l'autre : la première devait emprunter la vallée du Main et la seconde celle du Neckar. Jourdan devait rejeter les forces qu'il trouverait devant lui vers la Bohême, et Moreau, dans le même temps, gagner la vallée du Danube et la descendre en direction de Vienne.

Au lieu d'être en mesure de s'appuyer mutuellement, les deux armées allaient donc devoir manoeuvrer séparément. De plus, si durant la campagne les deux généraux en chef devaient modifier les plans de Carnot, ils devaient avant toutes choses en référer à Paris ! Si encore les armées françaises avaient été opposées comme l'année précédente aux deux armées autrichiennes commandées par Clerfayt et Wurmser qui continuaient à ne pas s'entendre, elles auraient été en mesure de les vaincre séparément. Mais le conseil aulique, état-major général de l'Autriche, conscient du danger que représentait la double offensive française, avait choisi de créer un commandement pour ses forces d'Allemagne et l'avait confié à l'archiduc Charles, frère cadet de

l'empereur François et sans doute le plus talentueux des généraux autrichiens. Encore jeune (il n'avait guère plus de vingt-cinq ans), dynamique, bon stratège, excellent tacticien, c'était un adversaire autrement redoutable que Wurmser et Clerfayt. En poste depuis le début de l'année, il avait demandé et obtenu des renforts considérables destinés, à ce moment, à l'Italie. Son armée comptait plus de cent cinquante mille hommes. Jourdan n'en avait que quatre-vingt-dix mille et Moreau soixante-dix mille. Mais avant le début de la campagne, et ce malgré ses protestations les plus vives, Jourdan vit la sienne réduite à cinquante mille, car de Paris on estimait primordial qu'il détachât plusieurs corps de troupes pour masquer les forteresses de Mayence, Cassel et Ehbrenbreitstein, toutes aux mains des Autrichiens. Par ailleurs, bien que là encore il eût multiplié les demandes, Jourdan manquait toujours de cavalerie. À ses dix-huit mille chevaux, dont certains étaient très fatigués, les Autrichiens pouvaient dès le départ en opposer plus de quarante mille.

Les deux généraux français s'étaient préparés avec beaucoup de soin, car ils étaient conscients des difficultés qui les attendaient. De ce fait, tout le mois de mai se passa en concentrations et en compléments d'équipements. D'ailleurs, un armistice avait été signé entre la France et l'Autriche jusqu'à la fin du mois. Ne se jugeant pas encore prête, l'Autriche avait souhaité le prolonger. Mais le gouvernement français estimait avec raison que le temps travaillait contre lui et s'y refusa. L'armée de Sambre et Meuse était déployée sur la rive gauche du Rhin, entre Düsseldorf et Mayence, et celle du Rhin et Danube de Mayence à Huningue. Donc, au départ, elles étaient en rapports étroits, mais cela n'avait pas duré. Pendant ce temps, Bonaparte avait pénétré en Italie, le 11 avril 1796. Mais, comme il ne remportait de victoires, pour nombreuses qu'elles fussent, que sur les Piémontais, personne dans un camp comme dans l'autre n'y prêta particulièrement attention.

Jourdan avait la chance d'être secondé par trois excellents divisionnaires : Kléber, qu'il avait à ses côtés depuis Fleurus, Lefebvre et Bernadotte à qui il confia le commandement de son aile droite, mission extrêmement délicate puisqu'il devrait s'efforcer de maintenir une liaison avec Moreau. L'armée de Sambre et Meuse passa le Rhin, le 1^{er} juin, sans difficulté, devançant de la sorte celle du Rhin et Danube. Trois jours plus tard, Kléber se heurta au prince de Wurtemberg et lui infligea à Altenkirchen une sévère défaite. Il ne s'était pas attendu à un affrontement aussi rapidement. Tout de suite après, il se rabattit en protection sur la tête de pont de Neuwied et assura la traversée du gros de l'armée (quarante-cinq mille hommes).

On a reproché à Jourdan de ne pas avoir profité de sa nette supériorité pour écraser le prince de Wurtemberg, déjà ébrillé par Kléber. Mais, en réalité, en agissant de la sorte, il ne faisait que se conformer aux

ordres du Directoire qui étaient de remonter la vallée du Main sans perdre un seul jour. Et, surtout, de mener sur une grande échelle une action de diversion qui permettrait à Moreau de traverser le Rhin sans rencontrer d'opposition sérieuse. Jourdan prit tout de même la précaution de laisser Lefebvre, qui était sur sa gauche, pour observer les mouvements de Wurtemberg, estimant que sa division était suffisante pour remplir une telle mission. Or, l'archiduc Charles, qui se trouvait avec une partie de son armée plus au sud, ne sachant exactement s'il devait affronter en premier Jourdan ou Moreau, en apprenant la nouvelle de la défaite d'Altenkirchen, se hâta de remonter au nord au secours de son lieutenant. Avec leurs forces combinées, il se jeta sur Lefebvre et lui infligea, le 7 juin, une défaite à Wetzlar. La gauche du dispositif français était « en l'air ». Du coup, la situation de Jourdan devenait périlleuse. titerrupant sa marche en avant, il retraits avec méthode sur sa base de départ à Neuwied et l'archiduc, s'il le suivit à distance jugea qu'il n'avait pas des forces suffisantes pour l'affronter. L'avance de l'armée de Sambre et Meuse se trouvait donc momentanément annulée. Toutefois, ce mouvement d'aller et retour n'avait pas été inutile, car pendant que l'archiduc Charles battait Lefebvre, Moreau, qui n'avait plus devant lui qu'un rideau de troupes, avait traversé le Rhin à Kehl sans rencontrer d'opposition. À présent, les Autrichiens avaient à combattre alternativement deux armées françaises. Estimant que Jourdan était hors jeu pour un certain temps, l'archiduc qui avait l'avantage de manoeuvrer sur des lignes titérieures décida de concentrer ses efforts contre Moreau.

Celui-ci eut un comportement identique à celui de Jourdan, appliquant de la même manière les ordres du Directoire. Au lieu de se débarrasser des différentes unités autrichiennes disséminées sur le terrain autour de lui, il commença à remonter la vallée du Neckar, bousculant tout de même au passage les dix mille Autrichiens de Renchen. Il négligea par contre le corps de Latour et laissa à celui-ci l'opportunité de faire sa jonction avec les forces de Charles. L'archiduc ayant concentré toutes ses troupes décida d'agir vis-à-vis de Moreau comme il l'avait fait avec Jourdan. Mais ce dernier, dont les qualités de manoeuvrier valaient bien celles de l'archiduc, était sur ses gardes. Les Autrichiens furent donc contrait de livrer une bataille dans des conditions où les forces s'équilibraient. Elle se déroula le 9 juillet à Rothensol et fut indécise. Chacun se proclama victorieux. Au soir de ce jour, l'archiduc entama une retraite, laissant Moreau maître du terrain. Il avait de bonnes raisons pour cela.

Dans les derniers jours de juin, Jourdan, constatant qu'il n'avait plus en face de lui que le corps de Wartensleben, avait repris sa marche en avant, bien décidé à en finir avec cet Autrichien. Mais, sans se laisser accrocher, Wartensleben retraits en toute hâte conformément aux instructions qu'il avait reçues, se déroba habilement devant les

Français. Seulement, dès ce moment, le gros de l'armée autrichienne risquait d'être pris en tenailles entre les deux armées ennemies, ce qui explique le repli de Charles après la bataille de Rothensol. Alors que Jourdan avançait rapidement, occupant successivement Francfort, Würzburg, Bamberg et Amberg, l'archiduc dont le gros des troupes faisait toujours face à Moreau décida d'affronter une nouvelle fois ce dernier. Le choc eut lieu le 11 août à Neresheim. Un instant, les Autrichiens se crurent vainqueurs car leur cavalerie, toujours supérieure à la nôtre, débordait des deux ailes de l'armée du Rhin. Mais Moreau, toujours brillant tacticien, sans perdre son sang-froid, réussit à enfoncer le centre de son adversaire et contraignit celui-ci à entamer un mouvement rétrograde, traversant même le Danube dont il fut contraint de détruire les ponts.

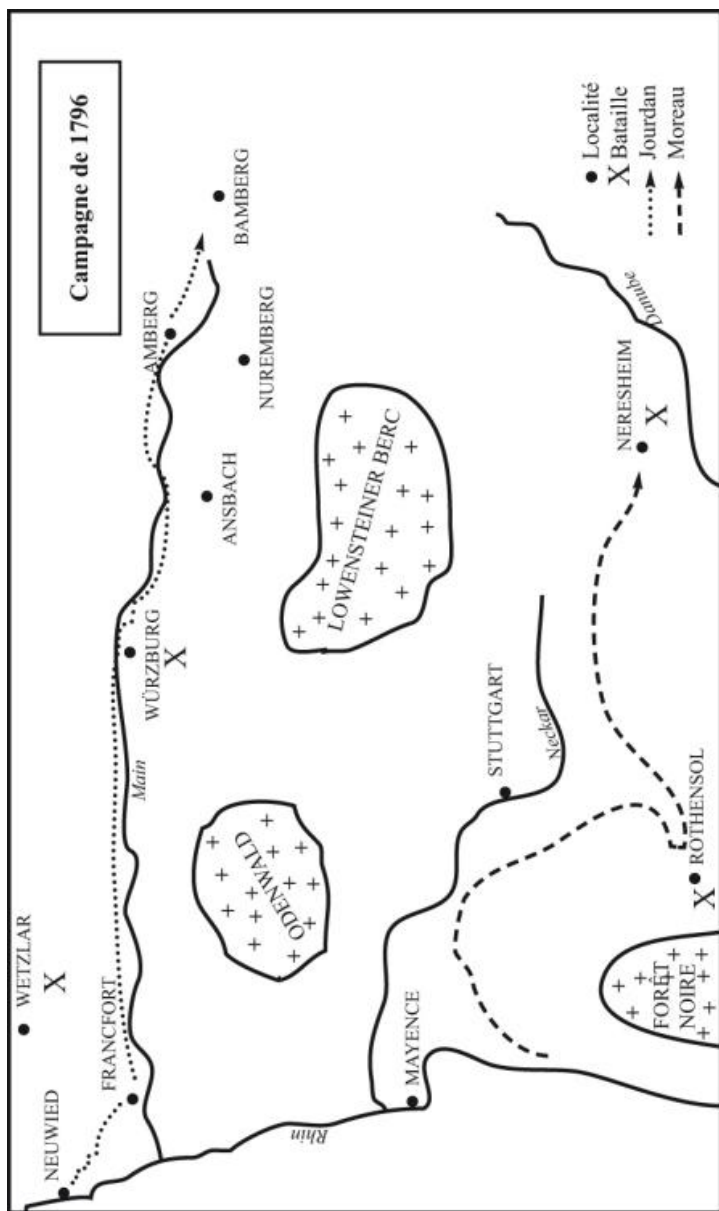
À ce moment, la situation personnelle de l'archiduc était assez critique. Une partie des membres du conseil aulique, qui ne comprenaient pas qu'il cédât autant de terrain sans le disputer sérieusement à ses adversaires, demandait avec insistance qu'il fût relevé de son commandement. Par chance pour lui, il fut à même de surmonter cette crise, en partie parce que le conseil ne parvenait pas à désigner un général susceptible de le remplacer.

Cependant, le plan de l'archiduc pour stopper l'invasion semblait pouvoir se concrétiser car au fur et à mesure qu'elles avançaient en territoire ennemi, les deux armées françaises s'éloignaient l'une de l'autre et voyaient en même temps leurs lignes de communication s'allonger. Du coup, leurs liaisons devenaient de plus en plus précaires et leur situation d'autant plus périlleuse. Jourdan, conscient du danger que laissait entrevoir cette situation, avait ordonné à Bernadotte qui commandait sa droite d'infléchir sa marche vers le sud pour tenter de maintenir un contact avec Moreau. Au même moment, il avait à résoudre une mini-crise intérieure. Un certain mécontentement se manifestait au sein de son armée. En effet, dans les villes traversées, il n'avait levé que de faibles contributions de guerre et interdisait à ses troupes de se livrer au brigandage ou à des rapines sur le dos des habitants. Or, dans l'armée, on savait qu'en Italie Bonaparte soumettait le pays à un pillage intégral, mais que le Directoire fermait les yeux car le général avait l'intelligence de lui faire parvenir des convois d'or qui l'aidaient à remettre les finances nationales à flot.

Le 17 août, l'archiduc, laissant devant l'armée de Moreau le seul corps de Latour, traversa le Danube à Neubourg et Ingolstadt et marcha résolument avec ses forces augmentées au passage de celles de Wartensleben contre l'armée de Sambre et Meuse. Ce fut Bernadotte qui subit le premier choc. Il sentit venir la menace car son service d'éclairage était efficace et il s'empressa de demander à Jourdan un renfort de cavalerie. Ce dernier, conscient du péril, lui envoya tout ce qu'il avait de

disponible. Ainsi, la division de Bernadotte prenait-elle la consistance d'un corps d'armée. Elle n'en eut pas moins à affronter toutes les forces dont disposait l'archiduc Charles. Son armée représentait plus du double de combattants que celle de Jourdan.

Et pourtant, elle était considérablement affaiblie par rapport à ce qu'elle avait représenté au printemps. Les deux grandes batailles qu'elle avait livrées à Moreau lui avaient occasionné des pertes sérieuses. Puis le conseil aulique lui avait enlevé un corps de trente mille hommes, confié à Wurmser et dirigé sur l'Italie. Bonaparte y gagnait des batailles mais sa progression était bloquée par la forteresse de Mantoue qu'il assiégeait sans succès et que les Autrichiens s'efforçaient de secourir.



Quoi qu'il en fût, Bernadotte eut à lutter contre des forces très supérieures aux siennes. Il comprit que de sa capacité de résistance dépendait le sort de l'armée de Sambre et Meuse. Un moment, il espéra que Moreau ferait mouvement pour tomber sur le dos des Autrichiens ; puis il dut se résigner à renoncer à ce secours. Toute la journée du 22 août, il réussit à contenir ses adversaires, perdant et reprenant la ville de Düning qui ne fut plus bientôt qu'un monceau de ruines. Mais, au soir, il fut contraint à battre en retraite. Toutefois, sa résistance avait permis à Jourdan de regrouper ses forces et d'effectuer un changement de

front. Mais lui aussi avait compris qu'il devait reculer sur l'ensemble de ses lignes, car il n'avait qu'un peu moins de quarante mille hommes à opposer à soixante-dix mille Autrichiens ; et il avait pressenti que Moreau, mal renseigné sur la manoeuvre de l'archiduc, ne se porterait pas à son secours.

Lorsque, un peu plus tard, le 29 août, Bernadotte retrouva Jourdan, il lui reprocha violemment de ne pas l'avoir davantage soutenu. Kléber qui assistait à l'entrevue ajouta ses griefs à ceux de Bernadotte. Aussi, le Béarnais, qui avait de la suite dans les idées, écrivit au directeur Letourneur qu'il connaissait bien pour lui demander un changement d'affectation. Il fut donc un peu plus tard relevé, remplacé par Marceau, mais finit par accepter de rester, servant sous les ordres de ce dernier. Comme lui et Jourdan étaient sans rancune, il ne resta bientôt rien de cette querelle et leur amitié qui était sincère n'en souffrit pas.

Jusqu'à présent, aussi bien Jourdan que Bernadotte avaient admirablement mené cette opération délicate qu'est une retraite sous la pression constante de l'ennemi. Contraints, l'un comme l'autre, d'emprunter des chemins accidentés et souvent en mauvais état, ils réussirent tous deux en passant assez au nord, par Schweinfurth, à gagner Würzburg en ne laissant derrière eux ni un homme, ni un fourgon, ni un caisson, ni un canon.

Jourdan espérait que l'archiduc arrêterait là son offensive et se retournerait contre Moreau. Or, Charles était bien décidé à repousser Jourdan jusqu'au Rhin dans la mesure où il aurait les mains libres. La faute des revers qui suivirent incombe entièrement au Directoire et plus particulièrement à Carnot. Conformément à ses instructions, Moreau, au lieu de se porter au secours de son camarade afin d'unir leurs forces contre les Autrichiens, continuait à progresser dans la vallée du Danube, refoulant Latour devant lui mais rendant sa propre situation chaque jour un peu plus critique. Jourdan, pendant ce temps, s'était arrêté devant Würzburg et y avait laissé son armée se reposer. Puis, comprenant que les Autrichiens, profitant de leur supériorité numérique, voulaient livrer bataille, il s'y prépara avec sa minutie habituelle. L'affrontement eut lieu le 3 septembre. Les lignes françaises tenaient bon devant les assauts ennemis et, longtemps, Jourdan espéra non pas réellement vaincre mais repousser partout ses adversaires. Il escomptait l'arrivée de Lefebvre qui était demeuré en flanc-garde à Schweinfurth. Mais, curieusement, celui-ci, sans ordres, n'eut pas l'initiative de marcher au canon et resta immobile toute la journée. Le soir, craignant d'être débordé, Jourdan se résigna à la retraite et ordonna un repli sur la Lahn. Elle fut difficile à réaliser mais, néanmoins, Jourdan la réussit et atteignit la rivière le 9 septembre.

Seulement, Charles ne voulait lui laisser aucun répit et reprit, le 14, son offensive. Après une fétite en direction de Wetzlar, il fit porter son

effort contre le village de Diez où commandait Marceau. Assez bizarrement, celui-ci se défendit avec un certain manque de conviction et donna rapidement un ordre de repli avant que Jourdan ait pu réagir. Ce mouvement entraîna celui de toute l'armée. Marceau n'eut pas l'occasion de justifier sa conduite, car il fut mortellement blessé le lendemain par un chasseur tyrolien. Cette unité d'élite était équipée de carabines rayées « à balles forcées » et utilisait ces armes de précision et de grande portée pour tirer sur les officiers de rang élevé. Dans sa retraite, Jourdan fut contraint d'abandonner Marceau transportable aux mains de l'ennemi. L'archiduc Charles, averti, se hâta de lui envoyer, en vain, son propre chirurgien. Après que Marceau eut expiré, il vit s'agenouiller et prier devant sa dépouille qu'il fit ensuite transporter jusqu'aux lignes françaises. Le général Krag, chargé de la mission, annonça à son vis-à-vis que de son propre chef l'archiduc avait décidé une suspension d'armes de vingt-quatre heures pour permettre à ses adversaires de procéder en paix aux funérailles. Il leur laissait le choix du jour. Charles, parfait gentilhomme, pratiquait encore la guerre en dentelles !

Après ce nouveau revers, Jourdan fut contraint de reculer jusqu'au Rhin qu'il retraversa sans difficulté. Sa retraite avait été exemplaire. Il n'avait perdu dans les différents combats que quatre mille à cinq mille hommes et sauvé son armée qui serait bientôt en état de rentrer en campagne. Évidemment, il laissait Moreau dans une situation délicate et même périlleuse dont ce dernier allait réussir à se tirer après une retraite par le Val d'Enfer.

L'année 1796 n'avait pas été favorable pour la République. De son côté, Bonaparte, après avoir conquis le Piémont, piétinait en Italie. Mantoue continuait à lui résister et bloquait tous ses projets de marche sur Vienne (la place ne capitulera qu'en février 1797).

Et l'opinion publique réclamait des sanctions. Le gouvernement devait trouver un bouc émissaire. Il pouvait difficilement désigner Carnot sans se déjuger lui-même et décida de faire reposer toute la faute sur Jourdan. Celui-ci continuait à professer des opinions jacobines plutôt mal vues à présent que le club avait été fermé en novembre 1794. Ses correspondants de province, et parmi eux la Société des amis de la liberté de Limoges, avaient été contraints de mettre en sourdine leur activité politique. Mais ces vicissitudes n'avaient en rien altéré les convictions du général.

Le Directoire justifia ce choix arbitraire en soulignant que Moreau n'avait perdu aucune bataille et s'était conformé strictement à ses ordres. C'était exact. Mais il avait eu le tort, en septembre, de poursuivre une progression sans objet au lieu de manœuvrer pour se porter au secours de son camarade. Heureusement pour Jourdan, on n'était plus à l'époque de la Convention où les généraux malheureux devaient venir essayer de se justifier devant le tribunal révolutionnaire. Il fut officiellement relevé

de son commandement, le 9 septembre, et remplacé par Beurnonville, le 23. C'était un des plus médiocres généraux dont disposait la République, qui non seulement n'entreprit rien mais laissa le désordre s'installer dans l'armée de Sambre et Meuse. Plein d'illusions, le Directoire aurait voulu qu'il reprît l'offensive pour soulager Moreau. Ce furent Kléber et surtout Bernadotte qui en dissuadèrent Carnot. Ce fut donc le seul Moreau qui allait porter le poids d'une nouvelle campagne pour 1797.

Se sentant tout de même mauvaise conscience, le gouvernement nomma Jourdan commandant en chef de l'armée du Nord à titre provisoire, le 8 octobre. Mais celui-ci avait quitté le théâtre des opérations depuis près de quinze jours. Il était retourné à Limoges, s'était installé dans sa mercerie et avait une fois de plus accroché son uniforme de général en chef dans sa vitrine. Refusant cette promotion de raccroc, il boudait ouvertement les directeurs.

Seulement, sur place, sa popularité de général victorieux demeurait titante auprès de ses compatriotes. À leurs yeux, il restait le plus illustre enfant du pays. Ils allaient bientôt le lui prouver. Cet état de fait qu'il découvrit avec ravissement et étonnement, et qui ne fut pas pour rien dans son comportement vis-à-vis de Paris, le décida à changer son fusil d'épaule. Il allait se lancer dans la politique.

1- Du même auteur, même éditeur : *Le Général Moreau*.

V

DÉBUTS EN POLITIQUE

(1797-1799)

Lorsqu'on a commandé en chef une armée de plus de cent mille hommes et que l'on a remporté avec elle plusieurs grandes batailles, il peut paraître frustrant de retourner derrière un comptoir dans une petite ville de province pour y vendre des boutons ou des aiguilles à tricoter. Ce fut pourtant ce que fit Jourdan, se donnant ainsi la stature de l'un de ces généraux romains qui élevaient l'abnégation à la valeur d'une vertu. Il espérait bien que ses compatriotes auprès de qui sa popularité demeurerait immense ne l'abandonneraient pas à ce sort misérable et son calcul allait se révéler juste. Certes, même si le Jacobinisme n'était plus de mode, il n'avait rien renié de ses convictions alors qu'à Limoges la tendance modérée était redevenue le *Credo* des autorités municipales et départementales. Mais les citoyens ne s'arrêtèrent pas à de tels détails. Jourdan était devenu et demeurerait leur grand homme. Ils décidèrent de lui ouvrir la carrière politique, ce qui correspondait exactement à ses désirs titimes.

En cette fin d'année 1796, la France, régie par la constitution de l'an III, était gouvernée par un pouvoir exécutif : le Directoire, et un pouvoir législatif composé de deux assemblées : le Conseil des Anciens, chambre haute comparable à notre Sénat et le Conseil des Cinq-Cents qu'il est possible d'assimiler à notre Assemblée nationale. Assez curieusement, ces deux chambres étaient renouvelables par tiers tirés au sort chaque année, ce qui aura pour conséquence l'impossibilité d'y avoir une majorité stable et du même bord pendant plus d'un an. En 1797, un seul membre du Conseil des Anciens représentant la Haute-Vienne eut à se présenter devant les électeurs et, d'ailleurs, pour faire partie de cet

aréopage il fallait être âgé d'au moins quarante ans, ce qui n'était pas le cas de Jourdan. Mais, un des députés aux Cinq-Cents perdit son siège et ne se représenta pas. Des élections devaient donc avoir lieu dans ce département. Elles se tinrent en avril 1797. Le 10 de ce mois, il fut procédé à l'élection préalable du bureau de l'assemblée électorale chargée de surveiller le déroulement du scrutin et d'en contrôler les résultats. Le suffrage universel n'existait pas. Les élections se tenaient au suffrage censitaire et seuls les contribuables les plus gros ou les personnages importants avaient le droit de vote ou pouvaient prétendre être élus. De ce fait, le nombre des électeurs se trouvait fort réduit. Ils n'étaient qu'un peu plus de deux cent cinquante pour le département de la Haute-Vienne. Ce fut à une énorme majorité (deux cent vingt-six voix) que Jourdan fut élu membre du bureau de l'assemblée électorale et, vu le nombre de suffrages qui s'étaient portés sur son nom, il en récolta la présidence. Ainsi, ce résultat laissait deviner celui de l'élection elle-même. Après lui, venait un certain Legrand qui, avec deux cent cinquante-deux bulletins, exerça les fonctions de secrétaire ; les trois autres, se contentant d'être scrutateurs, venaient encore plus loin derrière.

Pour ce qui était du choix des députés qui eut lieu le lendemain, les candidats ne manquèrent pas. Ils n'étaient pas moins de quinze entre les Cinq-Cents et les Anciens. Borda, le sortant de la haute assemblée (qu'il ne faut pas confondre avec le mathématicien), se représentait et fut péniblement élu au second tour de scrutin, ce que le bureau nomma pudiquement : « la pluralité relative » ! Par contre, pour les Cinq-Cents, Jourdan fut désigné d'une manière triomphale, dès le premier tour, avec cent quatre-vingt-quinze voix sur deux cent deux votants, une partie des électeurs étant déjà retournés chez eux. Il était difficile de faire beaucoup mieux. Abandonnant une fois de plus sa mercerie, le général reprit le chemin de Paris avant la fin du mois d'avril.

*

Jourdan ne connaissait rien tant sur le plan théorique que pratique des activités d'un homme politique ni de la façon dont un membre d'une des deux assemblées devait exercer ses fonctions. Aussi, avec sa prudence habituelle, décida-t-il dans un premier temps de se comporter en auditeur plutôt qu'en acteur et d'éviter de se mettre en avant. Pourtant, il fut contraint de faire fi de ses résolutions dès son entrée au Conseil des Cinq-Cents. Celui-ci devait procéder après son renouvellement partiel à l'élection de son nouveau président. Or, à présent, l'assemblée comptait en son sein deux anciens généraux en chef qui s'étaient illustrés l'année précédente et jouissaient de ce seul fait d'une certaine notoriété : Jourdan et Pichegru.

À la suite des récentes élections, la majorité avait basculé de gauche à droite. Le plus grand nombre des députés étaient à présent d'opinion

plus royaliste que républicaine et espéraient, sans s'en cacher, dans un avenir proche, restaurer la monarchie en la personne soit de Louis XVIII, soit de son cousin le duc d'Orléans (futur Louis-Philippe). Certes, Jourdan, s'il faisait acte de candidature « au perchoir », pourrait compter sur les voix des députés républicains ; mais ceux-ci ne formaient plus à présent qu'une minorité. Dès lors, ses chances de se voir préféré à Pichegru dont les sympathies pour les royalistes étaient connues devenaient nulles. Il le comprit et fit savoir autour de lui qu'il n'était pas postulant au poste de président ; et il avança, afin d'étayer sa position, qu'il était trop novice pour exercer ces fonctions (toujours le même comportement prudent). Demeuré seul en piste, Pichegru fut élu sans rencontrer d'opposition. Mais, quand ce résultat fut connu, aussi bien dans les armées d'Allemagne que chez les républicains et même parmi les membres du Directoire, ce choix fut considéré comme une offense faite à Jourdan alors que celui-ci prenait la chose avec un calme olympien.

Ses opinions étaient, du reste, connues : républicain convaincu, il ne cachait pas qu'il avait été très proche des Jacobins. Mais, à présent que ce club était fermé, sans pour autant renier ses convictions, il commençait à les défendre avec moins de virulence, s'éloignant ainsi peu à peu de certains de ses collègues qui, contre tout bon sens, continuaient à s'en tenir à leurs principes de 1793. Il ne conserva de son ancien extrémisme qu'un nombre restreint d'idées et en particulier son anticléricalisme, ce qui peut paraître étonnant chez un ancien élève d'une institution religieuse dont il gardait plutôt un bon souvenir.

Alors qu'il s'était promis de conserver en la matière une prudente neutralité pendant un certain temps au moins, il fut amené à prendre la parole sur ce sujet à peine trois mois après son élection. L'assemblée discutait de la « révision des lois portant sur les cultes et leurs ministres ». Jourdan demanda à intervenir et les députés l'écoutèrent avec curiosité, se demandant comment il allait arriver à exprimer son point de vue alors qu'il n'avait jamais pris la parole dans cette enceinte. Il s'en tira fort bien ! À l'armée, il avait eu maintes occasions de haranguer ses troupes et avait appris à parler sans bafouiller devant un nombreux auditoire. De plus, sa faculté d'élocution, ses idées simples, claires, exposées avec logique, intéressèrent ses collègues même s'il ne parvint pas entièrement à les convaincre. « Je veux, déclara-t-il, la liberté de tous les cultes, mais je ne veux pas que celle-ci puisse dégénérer en licence » et, réaffirmant ses convictions, il se dit indigné parce que les membres du clergé catholique élevaient des autels à Louis XVI et ne manquaient pas une occasion de traîner la République dans la boue. Ceci lui valut des applaudissements de la part de la gauche mais produisit une impression pénible et donna un sentiment de malaise au reste de l'assemblée, d'autant qu'elle savait qu'il avait raison !

Comme ne pouvaient pas être mises en doute ses compétences en matière militaire, on décida bientôt de le consulter systématiquement à ce sujet. Un problème se posait au Directoire. Depuis leur reconstitution en 1792, les états-majors avaient vu le nombre des officiers les constituant passer de moins de deux mille à vingt-cinq mille, sans que pour cela leur efficacité s'en trouvât augmentée. Jourdan connaissait la complexité de la question, ayant eu à y faire face à l'armée de Sambre et Meuse. En effet, pour beaucoup de ces officiers, l'affectation à un état-major constituait un abri et également une possibilité d'avancement plus rapide sans que souvent ils aient la capacité pour remplir de telles fonctions.

Au lieu de se complaire dans des considérations générales, Jourdan eut le mérite d'offrir d'entrée de jeu une solution simple et efficace. Tout d'abord, on ne recruterait plus aucun cadre dans les états-majors jusqu'à la fin des hostilités et ensuite, pour les officiers déjà en place, ceux dont l'utilité n'était pas évidente continueraient à toucher la solde de leur corps d'origine mais perdraient les suppléments attachés à la fonction d'état-major. Ainsi, le Directoire, toujours à court d'argent, réaliserait-il quelques économies. La résolution proposée par Jourdan fut adoptée et appliquée pratiquement sans discussion, tellement elle parut simple et évidente.

Mais le Directoire dut bientôt faire face à un danger d'une tout autre ampleur et d'une extrême gravité. Les membres du parlement, d'opinion royaliste, ne se contentaient pas d'émettre des vœux. Ils avaient ourdi un véritable complot dans le but de renverser la République. Un des cinq directeurs : Barthélemy, qui avait négocié les traités de paix de Bâle avec la Prusse et l'Espagne, était tout acquis à leur cause. Barras, qui, par son influence, faisait figure de chef du gouvernement, n'avait que deux collègues, La Réveillière-Lépeaux et Reubell, qui se déclarèrent prêts à faire appel à l'armée pour sauver la République. Le cinquième, Carnot, était sincèrement républicain mais n'approuvait pas le principe d'un coup d'État pour se débarrasser des royalistes. Il se raccrochait tant à ses idées que Barras en vint à douter de la sincérité de ses sentiments, même lorsqu'il se déclara en faveur de la République. Son comportement était, du reste, curieux. Alors que, dans cette affaire, Pichegru, président du Conseil des Cinq-Cents et tout acquis à la conjuration, avait une attitude ambiguë, il fallut que Barras mît sous le nez de Carnot des preuves écrites des relations épistolaires entre ce général et Louis XVIII pour que ce dernier consentît à abandonner ouvertement la défense de Pichegru (20 juillet 1797).

Entre-temps, et depuis près d'un mois, sans en référer à ses collègues, Barras avait pris des contacts dans l'armée pour s'assurer les moyens de lutter contre les conjurés. Tout d'abord, il s'était tourné vers l'armée d'Allemagne dont les attachements à la République étaient bien connus. Il approcha Hoche qui, depuis février 1797, avait remplacé

Beurnonville à la tête de l'armée de Sambre et Meuse. Celui-ci était entré assez facilement dans les vues de Barras et, au début de juillet, avait détaché quinze mille hommes, officiellement pour gagner Brest et se préparer à renouveler le débarquement en Irlande qui avait été un échec. Mais ils s'arrêtèrent à moins de quarante kilomètres de la capitale, ce qui était titerdit par la constitution et provoqua une vive agitation ainsi que de l'inquiétude dans les milieux royalistes. En même temps Barras procédait à un remaniement ministériel et nommait Hoche à la guerre. Mais celui-ci, déjà très malade (il devait mourir deux mois plus tard), démissionna au bout de six jours, se disant trop jeune pour exercer de telles responsabilités.

On se demande pourquoi Barras ne fit pas appel à Jourdan pour le remplacer. Son loyalisme vis-à-vis de la République était connu et il avait encore suffisamment de contacts avec les cadres de l'armée de Sambre et Meuse pour y être accepté sans difficulté. Il est à peu près certain que Barras n'aimait pas Jourdan, le jugeant un peu trop jacobin à son gré. Peut-être aussi l'estimait-il encore trop novice en politique. Il l'avait montré dans la récente affaire Ramel. Ce général, qui commandait la garde du Directoire et qui était également inquiet de l'agitation royaliste, avait écrit aux présidents des deux conseils en les avertissant qu'il avait appris de source sûre qu'un certain nombre de députés se préparaient à renverser la République et que lui et ses troupes la défendraient « jusqu'à la mort » (21 août 1797). On imagine l'effet qu'avaient produit de tels documents, aussi bien sur les conjurés que sur les défenseurs du Directoire. C'était une énorme gaffe et Jourdan, à qui on ne demandait rien, s'était cru autorisé à prendre la parole le surlendemain pour rappeler simplement Ramel son devoir de réserve comme s'il avait eu à coeur de défendre les députés royalistes.

D'ailleurs, Barras n'avait pas attendu aussi longtemps pour prendre d'autres dispositions. Il s'était, dès la démission de Hoche, adressé à Bonaparte qui était son obligé et dont il connaissait mieux que quiconque le manque de scrupules. Celui-ci se dépêcha de lui envoyer Augereau et sa division. Il arriva le 7 août et, le jour même, pour couper court à toute contestation il fut nommé à la tête de la 17^e division militaire, celle de Paris. Le dispositif étant en place, le coup d'État du 18 Fructidor (4 septembre) se déroula sans accroc. Ce ne fut que le premier d'une série qui allait permettre au Directoire, frappant tantôt à droite, tantôt à gauche, de se maintenir en place par une politique de bascule. Mais le système présentait l'inconvénient de faire du coup d'État un moyen de gouvernement et le Directoire lui-même finit par en être victime un peu plus de deux ans plus tard.

Sur le moment, en 1797, l'action du Directoire fut brutale. Barthélemy et Pichegru, considérés à tort ou à raison comme les têtes du complot, furent arrêtés. Carnot, qui pourtant était loin de partager leurs

idées, fut prévenu par son ami Lenoir Laroche, ministre de la Police générale, et ne trouva son salut que dans la fuite. Réfugié en Suisse, il ne devait en revenir qu'après le 18 Brumaire. Dans la foulée, Barras fit incarcérer tous les députés présumés royalistes qui étaient au nombre de deux cents et près de soixante-dix personnes, dont Pichegru et Barthélemy, furent déportées en Guyane. Devant ce qu'il restait d'un Conseil des Cinq-Cents terrorisé, dès le lendemain du coup d'État, Jourdan prononça un violent discours, félicitant les directeurs pour la manière énergique dont ils avaient brisé le complot et stigmatisant ses anciens collègues vaincus. Il termina en proposant que soit nommée une commission chargée de rédiger dans les délais les plus brefs une adresse au peuple et à l'armée, ce que Barras n'apprécia pas trop.

Ayant vu son président arrêté, le Conseil des Cinq-Cents ne pouvait faire moins que porter à sa place l'autre illustre général membre de cette assemblée. Sans qu'il ait fait acte de candidature, Jourdan fut donc élu sans opposition le 25 septembre, ce que Barras apprécia peu mais sans avoir le moyen de s'y opposer. Jourdan allait conserver ce poste pendant toute la législature et fut réélu un an plus tard, en septembre 1798. Deux mois après, ayant repris un commandement dans l'armée, il abandonnerait à la fois la présidence et son mandat de député.

Après avoir si bien taillé, il fallait recoudre. Des élections furent donc organisées en avril 1798 pour remplacer les députés déchus. Ce fut un bien curieux scrutin, comme on en voit dans les pays totalitaires. Le choix des électeurs était limité. Les seuls candidats autorisés à se présenter devaient être républicains, bon tetit et même à tendance jacobine. La seule alternative consistait à voter pour la liste unique ou à s'abstenir. Dans de telles conditions, le résultat ne faisait guère de doutes ; mais les directeurs s'en déclarèrent mécontents, trouvant ce parlement trop à gauche à leur goût, alors que tout aurait dû le laisser prévoir. Comme il paraissait difficile de faire un nouveau coup d'État si proche du précédent, ils arrivèrent à leurs fins en faisant invalider un certain nombre d'élections grâce à une loi votée en hâte le 22 fructidor, et qui fut improprement considérée comme un coup d'État. Jourdan aux Cinq-Cents et Borda aux Anciens avaient en vain tenté de s'y opposer mais, voyant qu'elle était adoptée à une large majorité, ils en revinrent tous deux à une prudente neutralité.

C'est par application de cette loi que, dans la Haute-Vienne, Gay de Vernon, ancien évêque constitutionnel et ami de Jourdan, se vit déclaré indésirable. Ce fut en vain que Jourdan tenta d'intervenir en sa faveur. Après cette épuration, les deux assemblées, où les députés invalidés ne furent pas remplacés, prirent des allures de parlement croupion !

La paix rétablie avec tous les pays d'Europe, à l'exception de la Grande-Bretagne, n'allait pas durer longtemps. Une nouvelle coalition se nouait contre la France dès 1798. La politique volontairement

expansionniste du Directoire, qui créait un peu partout des républiques soeurs et surtout vassales, en était largement responsable. Il s'était débarrassé de Bonaparte qui, à ses yeux, devenait un peu trop remuant en l'envoyant guerroyer en Égypte contre les Anglais. Mais, du même coup, il s'était privé de plusieurs bons généraux et de cinquante mille soldats d'élite que Bonaparte avait emmenés avec lui.

Ce fut à ce moment que le gouvernement s'avisa qu'il n'existait aucune législation réglemant le recrutement de l'armée. Depuis la fin de l'Ancien Régime, plusieurs systèmes étaient venus se superposer, s'emboitant plus ou moins bien les uns dans les autres. C'avaient été les bataillons de volontaires auxiliaires, puis les bataillons de volontaires nationaux et plus récemment la levée en masse. La constitution de l'an III, elle-même, dans son titre IX, s'en tenait à quelques vagues idées sans application pratique et n'accordait son attention qu'à la garde nationale.

Les directeurs demandèrent donc aux deux assemblées d'étudier le plus rapidement possible une loi-cadre en ce domaine. Consulté le premier, le Conseil des Cinq-Cents se tourna vers celui qu'il jugeait le plus apte à mener un tel travail : son président, Jourdan. Celui-ci, pourtant peu familier avec certaines subtilités juridiques, prit le soin de se faire flanquer d'une commission, mais ce fut tout de même lui qui inspira l'essence même de la loi.

À son habitude, il s'attaqua au problème en allant du général au particulier et il commença par poser un certain nombre de principes. Ceux-ci de nos jours paraissent évidents, mais à l'époque c'était faire preuve d'un esprit novateur particulièrement hardi. Jourdan partait de l'axiome que, puisque désormais tous les Français étaient égaux en droits, ils l'étaient également en devoirs et que tous sauf cas particuliers devaient participer à la défense de la République. C'était le service militaire obligatoire pour les hommes de vingt à vingt-cinq ans répartis en cinq classes, auxquelles le pays pouvait faire appel suivant les besoins. Léger en temps de paix, le système devenait d'une lourdeur insupportable en cas de conflit. Corollaire, les officiers se recruteraient non plus en fonction de leur rang social mais en passant par des écoles militaires spécialisées ou alors au mérite. Évidemment, la loi admettait qu'il y aurait des exceptions liées surtout à des inaptitudes physiques ; mais elle ne pouvait prévoir que dans les années à venir on assisterait à des mutilations volontaires pour échapper à cette obligation.

Le texte fut adopté presque sans discussion malgré les innovations qu'il apportait, car il résolvait de manière brillante et définitive le problème du recrutement. Si, dans les décennies qui suivirent, il subit certaines modifications, il demeura en application, même sous Louis XVIII, pourtant partisan de la paix. En fait, ce fut seulement au ^{xx}^e siècle, sous la présidence de Jacques Chirac, que l'on mit un terme à

ce système de recrutement avec toutes ses variantes, car l'armée était devenue trop technique pour faire appel à n'importe quel citoyen.

Si le gouvernement à l'époque se montra fort satisfait de cette mouture qui fut bientôt appelée « loi Jourdan », il n'en fut pas de même pour l'ensemble de la population. L'enthousiasme qui avait présidé au départ des volontaires en 1792-1793 était bien éteint, surtout depuis que l'on connaissait les hécatombes qu'avaient entraînées les batailles de la première coalition. Bon nombre de citoyens cherchèrent à échapper à cette obligation par tous les moyens. Ceux-ci allèrent de la mutilation volontaire, comme par exemple l'arrachage des dents pour se trouver dans l'impossibilité de déchirer les cartouches, à la rébellion ouverte. Il se forma un peu partout, mais surtout dans les régions montagneuses, de véritables bandes de réfractaires qui n'hésitaient pas à faire le coup de feu contre les gendarmes lancés à leur poursuite. Certaines chansons populaires, comme « la Complaitite du pauvre conscrit » qui était titerdite dans les casernes, traduisirent à merveille cet état d'esprit, et la détestation du service militaire obligatoire sera pour quelque chose dans la chute de Napoléon. On n'en était pas là ! Mais, prudent dès le départ, le Directoire exempta de ce devoir les départements de l'ouest où avait sévi la chouannerie dont la cause principale avait été le refus de subir la levée en masse. Il agit de même avec la Belgique, rattachée depuis peu à la France et dont les habitants se montrèrent réticents à cette obligation avec une belle unanimité.

*

Jourdan, qui avait été réélu sans problème président du Conseil des Cinq-Cents, le 23 septembre 1798, démissionna très peu de temps après. Le Directoire était en train de mettre sur pied plusieurs armées pour faire face à la nouvelle coalition. Quels qu'aient été les sentiments de Barras à son égard, il décida de confier l'une d'entre elles, celle de Mayence, à Jourdan.

Outre le fait qu'il était tenté par le poste et (ce qui avait une certaine importance aux yeux de Jourdan) qu'il n'y avait aucune comparaison entre une solde de général en chef et les indemnités parlementaires d'un président d'assemblée, il était poussé à accepter par ses amis politiques, qui escomptaient tirer un avantage des victoires qu'il ne pourrait manquer de remporter. Phénomène étonnant, il y était également incité par ses adversaires, en particulier Barras – peut-être continuait-il à le trouver un peu trop jacobin –, qui, de plus, estimait que, comme président des Cinq-Cents, il faisait un peu trop parler de lui.

Puisqu'il était sollicité à ce potit et quels que fussent ses désirs personnels, Jourdan posa ses conditions. Tout d'abord, habitué qu'il était à travailler avec lui, il demanda Ernouf comme chef d'état-major, car c'en était un excellent et Jourdan n'aimait pas avoir affaire à des têtes

nouvelles. Depuis septembre 1797, ce dernier était directeur du dépôt de la guerre au ministère, une voie de garage après qu'il eut pris un congé pour raison de santé. Le mettre à la disposition de Jourdan ne posait donc aucun problème. Le nouveau général en chef, à qui l'on n'avait pas caché au ministère de la Guerre que l'on attendait en haut lieu qu'il prît l'offensive avec, comme objectif, la vallée du Danube, se pencha sur le problème en compagnie d'Ernouf. Après avoir étudié la situation et pris connaissance des dispositions de l'adversaire qui alignait quatre-vingt-dix mille hommes étalés, il est vrai, entre Ulm, Ingolstadt et Mannheim, Jourdan fit connaître à Schérer, son ancien adjoint à présent ministre de la Guerre, ses exigences. Il avait besoin, estimait-il, pour mener à bien son offensive, de quarante-trois demi-brigades d'infanterie, quarante régiments de cavalerie et cent cinquante à deux cents pièces d'artillerie, plus un équipage de ponts complet, soit un minimum de soixante-dix mille hommes. Tout en se montrant quelque peu évasif, Schérer ne fut pas avare en promesses.

Il partit après avoir pris congé de ses collègues et entendu son éloge prononcé par Lucien Bonaparte : « Nous perdons un collègue estimable ; notre premier sentiment est le regret, mais bientôt à ce regret succède un sentiment sublime. C'est pour le camp que Jourdan quitte la tribune... Eh bien, qu'il parte, entouré de l'estime de ses collègues et suivi de la confiance de la République... »

Jourdan quitta Paris dans la seconde quinzaine d'octobre et arriva le 31 au quartier général à Mayence. Là, il eut l'amère surprise de découvrir que l'armée ne comptait que trente mille fantassins, dix mille cavaliers et cinq mille artilleurs servant cent soixante-sept pièces. Mais, par manque d'attelages, il ne pouvait en déplacer plus de cent vingt à cent trente. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'Ernouf, qui avait précédé son patron au quartier général, lui ait conseillé de démissionner et de refuser de prendre le commandement de l'armée dans de telles conditions. Il est possible et même probable que Jourdan ait été sensible aux arguments de son adjoint ; mais il lui semblait difficile de renoncer aux avantages de sa nouvelle position, sans compter qu'il pensait bien pouvoir gagner les batailles qu'il lui faudrait livrer. D'ailleurs, il ignorait encore que la situation était bien plus grave que ne la décrivait Ernouf. En effet, à cent soixante-dix mille Français, les Autrichiens pouvaient opposer deux cent vingt-cinq mille hommes qu'allaient bientôt renforcer soixante mille Russes, tous bien mieux équipés que les armées du Directoire.

Schérer, pour le rassurer, car dans sa correspondance Jourdan commençait à faire montre de pessimisme, lui précisa qu'il serait épaulé sur sa gauche par l'armée du Rhin et sur sa droite par celle d'Helvétie, commandées respectivement par Bernadotte et Masséna. Mais il ignorait que les effectifs de la première étaient squelettiques. Et puis, restait en suspens le fait de savoir lequel des trois généraux commanderait aux

deux autres en cas de besoin. Voulant ménager la susceptibilité de chacun, le Directoire adopta cette formule vague : « Pour les grands mouvements et opérations de guerre », Bernadotte et Masséna seraient subordonnés à Jourdan. Il ignorait que, par un geste plein d'élégance, Bernadotte avait fait savoir à son ami que, de lui-même, il se mettait sous ses ordres mais que son armée comptait moins de dix mille combattants. Grâce à son service de renseignements qui fonctionnait bien, Jourdan apprit très rapidement qu'en face de lui, il aurait une armée de soixante-dix mille Autrichiens, commandée par son vieil adversaire, l'archiduc Charles. Dans de telles conditions, une offensive lui semblait exclue et il pensait qu'il s'en tirerait bien s'il parvenait à contenir son adversaire. Mais le Directoire, dont les membres étaient fort ignorants de la science militaire, avait des vues bien différentes et parfaitement illusoires. Il était persuadé qu'en prenant l'offensive, ses armées ne pourraient qu'être victorieuses !

Dans les deux camps, on désirait la guerre. En France, pour consolider les occupations arbitraires du Directoire et leur donner une assise légale ; en Autriche, pour venger l'humiliation de Campoformio et récupérer les provinces italiennes perdues par ce même traité.

VI

UNE ANNÉE CRUCIALE

(1799)

Suivant le plan initial du conseil aulique qui considérait toujours le théâtre d'opérations allemand comme primordial, l'armée russe, commandée par Souvorov, devait remonter la vallée du Danube et se joindre à celle de l'archiduc Charles. Ensemble, après avoir écrasé les forces françaises qui leur seraient opposées, elles devaient franchir le Rhin, pénétrer en France et marcher sur Paris. Afin de ménager la susceptibilité des Russes, il avait été prévu que le commandement des deux armées serait assuré par Souvorov, de beaucoup le plus âgé. Toute la combinaison échoua car l'archiduc fit dire à son frère, l'empereur François II, qu'il refusait de servir sous les ordres ou même à côté de « l'égorgeur des Polonais » !

Le 18 février, Trouvé, ministre de France au Wurtemberg, écrivit à Paris pour informer son ministre que les Autrichiens se préparaient à envahir le Wurtemberg sans déclaration de guerre. Celle-ci commença pratiquement le lendemain, 19 février, lorsque l'empereur François II dénonça le traité de Campoformio, refusa de donner aux plénipotentiaires français qui se trouvaient au congrès de Rastadt les raisons de son geste et ordonna à son armée de franchir la frontière constituée par la rivière Lech.

Ces actes d'hostilité entraînèrent la riposte immédiate des Français dont le plan de campagne pour l'Allemagne était arrêté depuis quelque temps déjà.

Alors que Masséna, à la tête de l'armée d'Helvétie, devait franchir la frontière des Grisons, occuper Coire et marcher sur Innsbruck, Schérer, en Italie, avancerait de l'Adige jusqu'à la Brenta afin de fixer

respectivement Bellegarde et Krey et de les empêcher d'envoyer des renforts à l'archiduc Charles, en Allemagne. De son côté, Jourdan traverserait le Rhin et foncerait vers les sources du Danube. Lorsqu'il atteindrait ce fleuve, son unité prendrait sans tarder le nom d'armée du Danube. On voit à quels détails puérils s'attachait le Directoire !

Mis au courant, le 20 février, des actes d'hostilité de l'Autriche, le gouvernement français ordonna à Jourdan de répondre immédiatement à cette agression en franchissant le Rhin. Mais alors Jourdan se trouva devant un problème insoluble. Après avoir annoncé à Paris que les Autrichiens avaient effectivement traversé le Lech, il avait appris d'une source tout à fait sûre que l'armée autrichienne était toujours derrière la ligne de neutralité. Il en prévint immédiatement Paris mais, le 25, il reçut par télégraphe un ordre qui confirmait les instructions précédentes. Ses avant-gardes passèrent donc le Rhin le 1^{er} mars, au petit jour. Le Directoire aurait voulu qu'il progressât avec toute la célérité possible, en empruntant la même voie que Moreau, deux ans auparavant. Mais Jourdan, toujours prudent, n'avança qu'en prenant ses précautions et en faisant systématiquement éclairer sa route et ses flancs. En outre, le mauvais temps : froid, neige et brouillard, ralentissait sa progression. Par ailleurs, sur sa gauche, Bernadotte, qui était censé avancer en le flanquant, ne bougea pas, car, expliqua-t-il, les forces dont il disposait étaient trop faibles pour lui permettre d'abandonner ses positions fortifiées. Ce fut ainsi qu'ayant reçu pour mission d'envoyer une colonne de cavalerie vers le haut Neckar, Bernadotte s'en abstint et laissa ainsi le flanc gauche de Jourdan complètement découvert.

Entre-temps, parce que l'on tenait de part et d'autre à faire les choses suivant les règles établies, la guerre avait été officiellement déclarée, le 12 mars, par la France, suivant un vote des deux assemblées.

Après quelques escarmouches entre tirailleurs, le premier véritable combat eut lieu le 20 mars à Ostrach. L'avant-garde de l'armée du Danube était commandée par Lefebvre. Ce général, sorti du rang comme tant d'autres, n'avait aucune formation stratégique et ne savait que marcher droit à l'ennemi. Ce jour-là, il croyait n'avoir devant lui que des adversaires peu nombreux et en pleine retraite alors que le général autrichien Naundorff se préparait à attaquer.

Dans ce premier combat, dix-huit mille Français allaient tenir tête toute une journée à cinquante-deux mille Autrichiens qui cherchèrent en vain des heures durant à percer leurs lignes. Lefebvre fut grièvement blessé au bras au milieu de l'après-midi et dut être évacué. Il fut remplacé au pied levé par Jourdan qui était accouru dès le début de l'action. Un peu plus tard, il fut lui-même relevé par Soult. Les Français ne commencèrent à reculer qu'à partir du moment où ils constatèrent qu'ils allaient manquer de munitions, c'est-à-dire à la fin de l'après-midi. Ce ne fut qu'à la nuit qu'ils battirent franchement en retraite,

n'abandonnant derrière eux qu'une ambulance et trois canons démontés et hors de service. Dans son compte rendu de « victoire », l'archiduc, qui avait perdu (tués ou prisonniers) près de trois mille hommes, prétendit que les Français avaient laissé cinq mille hommes sur le terrain, alors que le chiffre était de deux cents.

Mais, grâce à ce premier succès, les Autrichiens, se glissant à la droite de Jourdan sans qu'il pût s'y opposer, allaient rendre impossible sa jonction avec Masséna.

*

Ce premier combat, au cours duquel ses divisions s'étaient remarquablement comportées, ne laissa pas d'inquiéter Jourdan. Il savait à présent (mais il le soupçonnait depuis un certain temps) que le rapport des forces lui était hautement défavorable. La sagesse lui commandait donc de poursuivre sa retraite jusqu'au Rhin, et même de le traverser pour éviter la destruction de son armée. Mais il estimait que sous un angle purement stratégique le problème se posait à lui d'une manière différente. Outre le fait que le Directoire, qui n'avait à la bouche que le mot « offensive », ne comprendrait pas qu'il cédât tout le terrain sans chercher à le disputer, il pensait avoir pénétré les idées de l'archiduc Charles. Celui-ci devait considérer que, dès à présent, il s'était heurté non pas à une forte avant-garde mais au gros de l'armée française, opinion confortée par le fait qu'elle lui avait résisté toute une journée. Dès lors, fort logiquement, l'armée de Jourdan avait cessé d'exister en tant qu'adversaire potentiel. La meilleure preuve en était que dans les premiers jours qui suivirent le combat d'Ostrach, l'armée autrichienne, au lieu de talonner son ennemi se contenta de le faire suivre à distance par quelques escadrons de hussards et des compagnies de tirailleurs.

C'est que, dès ce moment, l'archiduc avait une autre idée en tête : joindre ses forces à celles de Hotze et, éventuellement, de Bellegarde et tomber avec cet ensemble sur l'armée française d'Helvétie, l'anéantir puis, ensuite, n'ayant plus aucun obstacle devant lui (il comptait pour rien la force de Bernadotte), envahir la France.

Jourdan eut l'itelligence de comprendre que ce dont avait besoin Masséna, c'était de temps pour renforcer son armée et élever un peu partout des fortifications de campagne. C'est pourquoi, alors que l'idée pouvait paraître téméraire jusqu'à l'absurdité, décida-t-il de livrer une fois bataille à l'archiduc, tout en sachant que ses chances de le vaincre étaient à peu près nulles, mais en l'affaiblissant et le forçant ainsi à différer sa manoeuvre vers la Suisse.

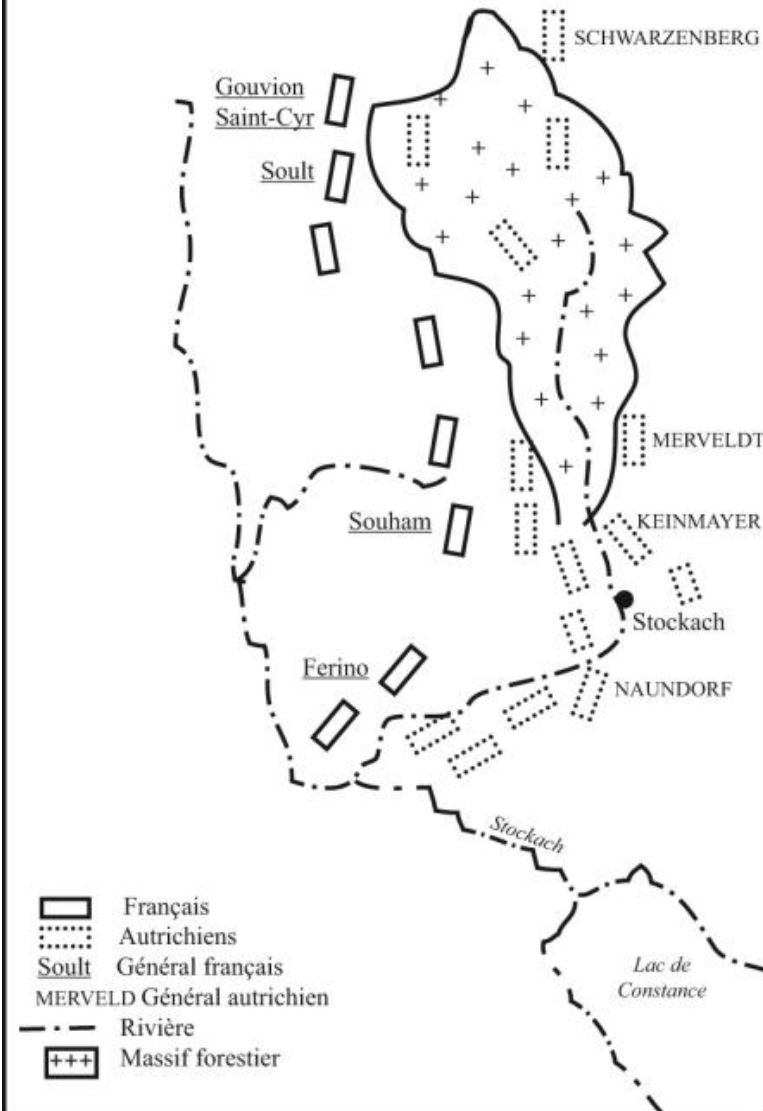
À ce même moment, l'archiduc, qui persistait à croire que Jourdan était en pleine retraite, donna ses instructions pour faire pivoter son armée et la diriger vers la Suisse, en contournant par l'ouest le lac de Constance. Aussi fut-il complètement surpris lorsque, le 25 mars au

matin, alors que ses troupes avaient commencé à faire mouvement, on vint lui annoncer que sa droite était violemment attaquée par Soult et allait bientôt se trouver « en l'air » tandis que, de son côté, Jourdan, en raison de son infériorité numérique, aurait souhaité livrer plutôt une bataille défensive. Il n'avait en effet que trente-cinq mille hommes et soixante-deux canons à opposer à soixante-douze mille Autrichiens, appuyés par cent quatorze pièces. Aussi ordonna-t-il à sa droite, commandée par Ferino et Souham, de se contenter de fixer l'adversaire. Mais, à gauche, Soult, attaquant avec vigueur, mit rapidement les Autrichiens dans une position d'autant plus dangereuse qu'ils étaient adossés à des ravins, le long de la rivière Stockach, où il serait aisé de les culbuter.

Voyant, contrairement à ses appréhensions, la victoire à portée de main, Jourdan, pour la concrétiser, ordonna à Gouvion-Satit-Cyr, qui se trouvait à l'extrême gauche du dispositif français, d'envelopper la droite autrichienne. L'archiduc discerna la manoeuvre et, pour parer à ce danger, profitant de sa supériorité numérique, accabla Soult qui fut alors contraint de reculer et dont les hommes commencèrent à se débander. Jourdan dut intervenir à titre personnel, se jetant au milieu des fuyards pour parvenir à les rallier. Repris en main, ils continuèrent à s'accrocher au terrain mais leur action offensive était terminée et Gouvion-Satit-Cyr fut lui aussi contraint de

Bataille de Stockach

25 mars 1799



reculer.

Après quoi, la bataille se résuma à une canonnade réciproque.

Détail piquant, ce furent les Français qui demeurèrent maîtres du champ de bataille, les Autrichiens effectuant un repli général après treize heures de combat, en profitant du crépuscule. Mais, le lendemain, Jourdan reprenait sa propre retraite en raison de sa trop grande infériorité numérique. Il n'en demeure pas moins que cette bataille marqua un double coup d'arrêt : celui de l'offensive autrichienne mais également

celui de l'armée française du Danube. Loin d'être une défaite pour Jourdan, on peut la considérer comme un coup nul si on répugne à utiliser pour nos armes le terme de « victoire ». Car, sur un plan stratégique, le but recherché était atteint. L'armée autrichienne laissait cinq mille morts sur le terrain, quatre mille prisonniers aux mains des Français et près de trois mille blessés dans les divers hôpitaux. Elle était hors d'état de faire campagne pendant plusieurs semaines. C'était autant de temps gagné pour l'armée d'Helvétie.

L'archiduc Charles, pourtant d'habitude très modéré dans ses propos, parla de succès parce qu'il n'avait pas été franchement battu. C'est une des raisons pour lesquelles Clausewitz, qui a compris les motifs ayant poussé Jourdan à interrompre sa retraite et à livrer bataille, a qualifié la « victoire » de l'archiduc d'« abstraite et sans corps », ajoutant que, si celui-ci avait rapidement repoussé Jourdan au-delà du Rhin puis s'était retourné vers la Suisse, il aurait pu imposer une bataille décisive à Masséna dès la première moitié d'avril... Mais il perdit tout ce mois. Lorsque l'archiduc reprendra sa marche vers la plaine suisse, ce sera seulement à la fin du mois de mai et, là, il sera battu par Masséna lors de la première bataille de Zurich (2-5 juin)

L'armée du Danube poursuivit sa retraite en direction de l'Alsace sans être autrement inquiétée et Jourdan écrivit dans les derniers jours de mars au Directoire, demandant à venir à Paris pour expliquer et justifier la manière dont il avait mené jusque-là la campagne. Il savait que ses ennemis, en particulier les directeurs Barras et Reubell, n'allaient pas manquer de chercher à l'accabler. Les arguments pour sa défense étaient nombreux. Dès le départ, il avait demandé soixante-dix mille hommes et on ne lui en avait accordé que quarante-cinq mille. De plus, ceux-ci étaient mal ou insuffisamment équipés. En quittant son quartier général le 3 avril, il confia le commandement de l'armée à titre provisoire à Ernouf, espérant être de retour sous quelques jours. En fait, ils n'auraient plus jamais l'occasion de collaborer. En chemin, il reçut un courrier qui le relevait de son commandement et confiait toutes ses troupes à Masséna. Ce dernier, qui en avait le plus grand besoin, se hâta de les incorporer dans l'armée d'Helvétie.

À Paris, le gouvernement cherchait avant toute chose à trouver un bouc émissaire à qui faire supporter le poids de ce qu'il considérait comme une défaite. Avec impudence, Reubell soutint devant le Conseil des Anciens que : « On avait confié de grands moyens militaires et plus puissants que la République n'en avait jamais eus puisque les débris sont encore si imposants. »

En d'autres termes, le Directoire soutint qu'il avait fourni à des généraux incapables ce qui aurait dû normalement leur permettre de remporter des victoires ! Il est difficile de faire preuve de plus de mauvaise foi. Jourdan, directement visé, devait s'en souvenir et le rappel

de ce comportement des directeurs devait peser lourd sur sa prise de position le 18 Brumaire.

Il était au demeurant sans illusions. Il avait compris que, pour masquer leur incompétence et leur nullité, les directeurs n'hésiteraient pas à le sacrifier. Ce fut le cas ! Il ne reçut pour l'heure aucune nouvelle affectation. Mais il avait prévu le coup. Décidé faute de mieux à retourner momentanément à la politique, il profita de ce que des élections devaient avoir lieu au mois d'avril pour faire savoir à Limoges qu'il posait à nouveau sa candidature au Conseil des Cinq-Cents.

À ce moment, il était encore à Strasbourg mais cela ne le gêna nullement. Même si, depuis deux ans, sa popularité avait quelque peu baissé en Haute-Vienne, il restait l'enfant illustre de Limoges. De plus, alors que son Jacobinisme affiché aurait pu le desservir dans un collège électoral à présent plus que modéré, il semblerait que ce fût le contraire qui se produisit. Entre le gouvernement central de Paris et les autorités provinciales, les causes de frictions se multipliaient. Dans les départements, l'insécurité allait en grandissant, les routes n'étaient plus entretenues, les tribunaux allaient à vau-l'eau, la gendarmerie manquait d'effectifs et le brigandage sévissait comme jamais. Aussi, un candidat qui se déclarait ouvertement d'opposition ne pouvait que séduire, et Jourdan fut élu par les trois quarts des quatre-vingt-dix-sept électeurs. Si ce n'était plus la quasi-unanimité de 1797, c'était tout de même un beau score pour un postulant qui était loin et n'avait pas eu le loisir de faire campagne.

*

Jourdan se demandait, non sans quelque inquiétude, dans quelles dispositions d'esprit il trouverait ses collègues après six mois d'absence et une campagne militaire au cours de laquelle il avait eu à faire face aux pires difficultés. Il fut vite rassuré. Si ses anciens adversaires n'avaient pas désarmé, ses amis continuaient à le soutenir avec une ferveur renforcée, le considérant comme une victime du gouvernement et ce d'autant plus qu'ils craignaient que, par un nouveau coup d'État, le Directoire ne se débarrassât d'eux. Ils comptaient beaucoup sur sa personnalité pour y faire obstacle. Tout en proclamant bien haut son attachement à la République et à ses institutions, Jourdan ne cachait guère son mépris, son dégoût vis-à-vis des hommes au pouvoir qu'il estimait incapables et corrompus. Ceux-ci pourtant, comme pris de remords pour leur ingratitude vis-à-vis du général, le nommèrent, le 27 avril, à peine dix jours après son élection, inspecteur général d'infanterie à l'armée d'Italie. Il ne semble pas que Jourdan ait jamais rempli cette fonction.

Si à l'extérieur les armées de la République avaient été victorieuses, sa position aurait été difficile. Mais, en dehors de la Suisse où Masséna

se matitenait pour l'instant avec peine, les généraux français accumulaient les revers, en particulier en Italie qui se trouvait aux trois quarts perdue. Dans le même temps, sans trop dissimuler ses objectifs, une armée anglo-russe se préparait à débarquer en Hollande. La gravité de la situation allait fournir à Jourdan une occasion de se remettre en avant et d'intervenir sur la scène politique.

Il avait déjà titercédé depuis son retour en faveur de son ami Gay Vernon. Ce dernier, élu député en 1798, s'était vu invalider à l'occasion du pseudo-coup d'État du 22 Fructidor. En compensation, grâce à des appuis, il avait obtenu un peu plus tard le poste de consul à Tripoli d'Asie, situation assez peu enviable. En cours de route, à Rome, il s'était vu offrir la fonction de secrétaire général du consulat de France dans la Ville éternelle et avait sauté sur l'occasion. Mais ses ennemis, et il n'en manquait pas, ne laissèrent pas passer ce qu'ils considérèrent comme une faute. Il avait alors été déchu de la nationalité française et exilé. Il demanda une fois de plus l'aide de Jourdan qui s'était toujours montré fidèle en amitié. Grâce à son intervention à la tribune des Cinq-Cents, Gay Vernon obtint non seulement son pardon mais la régie de l'octroi de Poitiers, petit poste qui lui convenait à merveille.

La seconde intervention de Jourdan eut un caractère beaucoup plus sérieux. Elle prit place après la série de revers militaires qui avait suivi Stockach. Les anciens Jacobins, prévoyant que ceux-ci étaient le prélude à l'invasion de la France, demandèrent que les assemblées votent une résolution déclarant la patrie en danger, comme cela avait été le cas en 1792. En fait, alors qu'en 1792 le territoire national avait été violé, c'était loin d'être le cas, même si la menace existait. Mais les députés de gauche avaient un autre objectif. Ils avaient deviné que plusieurs membres du Directoire se sentaient tout prêts à réaliser un nouveau coup d'État pour se matitenir à la tête du pays. La motion préparée par ces députés prévoyait le remplacement des cinq directeurs par une commission de neuf membres ressemblant singulièrement au Comité de salut public. Ce fut précisément le rapprochement avec les institutions de 1793 qui amena le rejet de la fameuse motion. Une grande partie des députés ne se souvenait que trop des excès qu'avait amenés à la Convention et au Comité de salut public la déclaration de la patrie en danger. Dans trop d'esprits, les massacres de la terreur étaient liés à cette motion. Ce fut en vain que certains tenants du texte – et Jourdan fut du nombre – s'évertuèrent à persuader leurs collègues qu'il n'en était rien.

Le 13 septembre, alors que la première victoire de Masséna à Zurich remontait déjà à trois mois et que l'on était à la veille de la seconde contre les Russes, Jourdan monta à la tribune du conseil et y prononça un grand discours dans lequel il demandait une fois de plus à ses collègues de déclarer la patrie en danger. S'il fit preuve d'éloquence et même de grandiloquence, par contre, son argumentation fut assez pauvre. Certes, il

voyait des dangers menacer le pays de tous les côtés, et il n'était pas le seul, mais il n'apportait aucune preuve de ce que ceux-ci fussent réels, imminents et plus importants que quelques mois auparavant.

Finalement, sa proposition fut rejetée par cent soixante et onze voix pour et deux cent quarante-cinq contre. Sans bien le pressentir, les députés venaient d'ouvrir la voie à l'aventure napoléonienne.

À partir de ce moment et jusqu'au coup d'État de Brumaire, Jourdan allait se contenter de siéger sans faire parler de lui. Il avait dans cette seconde moitié de l'année 1799 d'autres préoccupations. Quoique ne disposant en principe d'autres capitaux que ceux investis dans son fonds de commerce et avec, pour seule source (officielle) de revenus, sa solde d'officier général, il réussit à réunir suffisamment d'argent pour acheter, cette même année, le petit domaine du Coudray, non loin de Corbeil. Bien que comprenant un château et des terres, il était extrêmement modeste par comparaison avec ceux dont ses camarades se rendaient propriétaires à la même époque. Il ne peut se comparer à Grosbois qu'acquît Moreau, au Savigny de Davout, au Rueil de Masséna ou au Finhen de Pérignon. Mais il est probable que, durant ses campagnes, Jourdan s'était vu offrir et avait accepté des « petits cadeaux » de la part des municipalités des villes occupées par son armée. Ce fut grâce à eux qu'il fut en mesure de se porter acquéreur du Coudray. Il allait y séjourner longtemps dans les années suivantes, n'ayant pas de domicile fixe à Paris avant 1822. Il laissa à sa femme, dont le goût était plus sûr que le sien, le soin d'aménager cette demeure. Tout en faisant preuve de simplicité, elle sut rendre cette maison confortable et accueillante. Il est possible que, par la même occasion, Jourdan vendit sa mercerie ou, alors, il la liquida, car il ne retourna plus à Limoges que de manière fugitive. Mais il n'existe aucune preuve formelle qu'il mit un terme à son commerce à ce moment-là et on en est réduit à des suppositions.

Cependant, les victoires de Masséna à Zurich, d'abord contre les Autrichiens, contre les Russes ensuite, de Brune en Hollande à Bergen contre les Anglo-Russes (19 et 20 septembre), écartaient pour l'heure le risque d'invasion. Dans le même temps, Moreau regroupait les restes de l'armée d'Italie autour de Gênes et la mettait en mesure de résister longtemps aux Autrichiens avant de partir prendre le commandement de l'armée d'Allemagne. Ainsi, après avoir été critique, la situation militaire de la France redevenait satisfaisante.

Ce fut le moment que choisit Bonaparte pour reparaître sur la scène politique. Il avait abandonné son armée en Égypte, ce qui, suivant le code de justice militaire, était considéré comme une désertion passible du conseil de guerre ! Mais, en son absence, une équipe animée par ses frères avait pris soin d'entretenir sa popularité, ce qui fait qu'il fut reçu partout comme le sauveur qu'il n'était pas. Ce fut d'ailleurs en ces termes qu'il se présenta devant les directeurs qui lui firent remarquer

qu'on ne l'avait pas attendu et que l'on n'avait pas eu besoin de lui pour préserver le pays de l'invasion. Pendant quelques jours sa situation fut donc des plus incertaines. Un des nouveaux directeurs, Sieyès, avait, de concert avec Lucien Bonaparte, le dessein, non pas de renverser, mais de sauver la République en modifiant profondément la constitution. Pour concrétiser ce projet, il avait besoin de l'appui d'une partie de l'armée. Il chercha donc un général connu, populaire, qui accepterait de jouer les seconds rôles et même de s'effacer par la suite, car il était assez naïf pour croire que celui qui lui apporterait son concours n'entendrait pas le lui faire payer au plus haut prix.

On pourrait s'étonner qu'il n'ait pas pensé faire appel à Jourdan. Mais celui-ci était suffisamment marqué politiquement pour que Sieyès se méfiât de lui. Ne voudrait-il pas orienter un changement de régime vers une république plus jacobine ? Certes Jourdan, le 15 septembre, à la tribune du Conseil des Cinq-Cents, avait affirmé que loin de lui était la pensée de vouloir rétablir un gouvernement révolutionnaire calqué sur celui de 1793 ; et il avait simplement suggéré que soit nommée la commission de neuf membres chargée à titre provisoire de remplacer les directeurs. Mais aux yeux de Sieyès c'était encore trop !

Au début de l'été, le choix de l'ancien abbé s'était porté sur Joubert, jeune général plein d'allant qui était tout de suite entré dans ses vues. Mais Joubert avait été tué le 15 août précédent à la bataille de Novi. La perplexité de Sieyès était donc grande. Il ne voulait toujours pas faire d'ouvertures à Jourdan qui eût pourtant sans doute accepté, car il n'éprouvait que du mépris vis-à-vis de l'équipe en place, surtout après la manière dont celle-ci s'était conduite avec lui. Au début d'octobre, Sieyès s'adressa à Moreau pour appuyer son opération. Celui-ci, que la politique n'intéressait pas, aurait refusé et suggéré à son visiteur de faire appel à Bonaparte en précisant : « Voilà votre homme ; il fera un coup d'État bien mieux que moi ! » Il ne croyait pas si bien dire !

Cependant, la partie n'était pas des plus faciles pour Sieyès et ses amis. Même minoritaires, les Jacobins, qui avaient mis beaucoup d'eau dans leur vin, restaient une force d'opposition avec laquelle il fallait compter. Ils savaient qu'ils pouvaient s'appuyer sur trois généraux et non des moindres, sincèrement républicains : Bernadotte, Augereau et Jourdan, ainsi que sur deux des directeurs, Gohier et Moulin. En fait, le plus qualifié des trois généraux, pour rallier une partie de l'armée, était Jourdan. Il savait que l'on comptait sur lui pour barrer la route à ce que beaucoup considéraient comme une aventure. D'ailleurs, il n'y avait aucune confiance, aucune amitié entre lui et Bonaparte. Néanmoins, ses amis et lui-même pensèrent que le groupe animé par Sieyès, qui ouvertement se préparait à renverser le gouvernement, poursuivait le même but qu'eux. Ils ne critiquaient pas la constitution mais les individus chargés de la mettre en oeuvre qu'ils jugeaient corrompus et

incapables. Ils pensaient pour leur part qu'au prix de légères modifications, il devait être possible de faire fonctionner correctement les institutions. Le changement le plus important à leurs yeux concernait le collège des cinq directeurs. Il fallait le remplacer par un organisme exécutif comprenant au maximum deux personnes. Il était également nécessaire de modifier le système électoral dans les deux assemblées de manière à y constituer une majorité stable pour plusieurs années. Dans ces conditions, il serait sans doute possible de trouver un terrain d'entente entre les amis de Sieyès et ceux de Jourdan, d'autant que celui-ci se déclarait prêt à accepter n'importe quelle forme de régime, pourvu qu'il garantisse la liberté. Des deux côtés, on y travailla. Mais il semble que pas plus les républicains que les partisans de Sieyès ne comprirent que Bonaparte poursuivait un tout autre but : confisquer le pouvoir à des fins personnelles, et que, pour y parvenir, il était prêt à tout.

Si les républicains se déclaraient favorables à des compromissions pour sauver le régime et surtout son unité, cette attitude toute de conciliation ne rassurait pas les autres conspirateurs. Ils savaient qu'ils ne parviendraient pas à convaincre ni à acheter Jourdan et ses amis trop honnêtes pour se laisser corrompre ou se trahir les uns les autres. De plus, il était loisible aux républicains de faire appel à une bonne partie de l'armée où le sentiment républicain restait très fort. Sieyès pouvait compter sur l'appui d'un seul directeur, Roger Ducos, personnage assez falot. Ils étaient donc deux contre deux. Barras pouvait faire pencher la balance ; corrompu comme il l'était, il risquait de se vendre au plus offrant. En réalité, las et fatigué par cinq années consécutives de pouvoir, il était tout disposé à s'en aller et, lorsqu'on le lui demanda, il démissionna sans difficulté tout en sachant très bien quelles seraient les conséquences de son départ.

Afin de déterminer leur ligne de conduite au cas où un accord entre républicains et conspirateurs pourrait être réalisé, les trois généraux, Jourdan, Augereau et Bernadotte, tinrent une réunion presque clandestine chez ce dernier, dans les premiers jours de brumaire. Elle n'aboutit à rien, car Augereau ne voulut pas entendre parler d'une entente avec celui qu'il appelait un « petit jean-foutre ». À peu près au même moment, Sieyès et Bonaparte se rencontraient et tombaient d'accord sur les modalités du coup d'État. Mais chacun des compères entendait réaliser l'opération à son seul profit et comptait rouler l'autre. Ceux qui étaient dans le secret donnaient Sieyès favori dans cette course au pouvoir où le frère de Napoléon, Lucien, président du Conseil des Cinq-Cents, se déclarait ouvertement du côté de Sieyès.

Jourdan, qui connaissait mal Bonaparte et demeurait plein d'illusions à son sujet, même s'il éprouvait une certaine méfiance envers l'homme, décida de son propre chef d'avoir un entretien avec son camarade. Il n'avait pas deviné l'ambition démesurée, le manque de

scrupules et la mauvaise foi de ce Corse qui avait, par ailleurs, une sorte de génie de l'autorité et de la puissance. Il se présenta donc inopinément chez lui, rue Chantereine, mais Bonaparte était absent. À son retour, informé de la démarche de Jourdan, celui-ci comprit qu'il ne pouvait éluder ce tête-à-tête et il l'invita à dîner, le 16 brumaire (7 novembre).

La conversation qui suivit le repas dura plusieurs heures. En vain, Jourdan tenta d'offrir à son hôte l'aide des siens pour mettre sur pied un système politique qui serait proche du Directoire sans en présenter les inconvénients. Bonaparte se contenta de repousser les propositions en répétant que les amis de Jourdan n'étaient qu'une minorité (ce qui était exact), sans aucune influence (ce qui était faux), et qui, par leur programme qu'il qualifiait de sanguinaire, rappelaient 1793. Ils affolaient le pays que lui, Bonaparte, allait rassurer (là encore, c'était inexact sauf en ce qui concernait la haute bourgeoisie). Il alla jusqu'à avancer qu'il était regrettable qu'un homme remarquable comme Jourdan se fût acoquiné avec de tels individus « qui déshonorent nos rangs » ! Ils se séparèrent sans avoir rien conclu et Jourdan se retira désillusionné, amer et inquiet. Il devait faire un résumé de cet entretien dans ses carnets historiques, publiés un siècle plus tard. Ce récit n'est pas particulièrement élogieux pour Bonaparte.

À partir de ce moment, comprenant que Sieyès et les siens, et surtout Bonaparte, étaient prêts à tout, y compris à faire usage de la violence pour usurper le pouvoir, Jourdan décida de se tenir dans une prudente expectative, d'assister en spectateur à l'événement qui allait se dérouler et de ne payer de sa personne que si les choses tournaient mal pour les conspirateurs.

Le coup d'État du 18 Brumaire se déroula en deux temps, ou plus exactement en deux jours. La première journée, le 18, tout se passa selon le plan imaginé par Sieyès. Le Conseil des Anciens accepta sans trop de difficulté de se transporter le lendemain à Satit-Cloud, par cratite d'un soi-disant complot royaliste qui n'avait jamais existé que dans l'imagination de l'ancien abbé. Celui des Cinq-Cents fit plus de difficultés et traîna les pieds mais finit par se rendre aux arguments de son président, Lucien Bonaparte. Pendant toute cette journée, Jourdan demeura calme, silencieux, se montrant peu, écoutant, observant et se gardant de la moindre initiative. Cette réserve de sa part inquiéta les conjurés qui se méfiaient de lui et croyaient pouvoir titerpréter ses silences comme la preuve de sombres machinations. Ils étaient rien moins que rassurés sur leur propre sort. Il se raconte que, ce soir-là, Bonaparte se coucha avec deux pistolets chargés à portée de la main et que Sieyès commanda une voiture qui resta toute la nuit sur l'arrière de sa maison, attelée et prête pour la fuite en cas de nécessité !

De son côté, Lucien Bonaparte convoquait les députés par des billets individuels pour se retrouver le lendemain à Satit-Cloud, et il en

omit un certain nombre volontairement. C'étaient, pensait-il, ceux qui seraient les plus capables de faire opposition. Jourdan en faisait partie. En ce qui le concernait, la précaution était bien inutile. Il était au courant par ses officiers adjoints du lieu et de l'heure de la réunion. Le matin du 19, les jeux faits et le coup d'État réussi, il resta tranquillement chez lui mais, au fur et à mesure que les heures s'écoulaient, les nouvelles lui apprenaient que les événements ne se déroulaient pas comme prévu et qu'au demeurant il apparaissait que les conjurés n'avaient aucun plan de rechange à l'abrogation de la constitution. De plus, les salles retenues pour les réunions des deux assemblées n'étaient pas prêtes et il allait falloir plusieurs heures pour qu'elles soient en mesure de les accueillir. Alors, Jourdan décida subitement, sans que personne ne lui ait rien demandé, de se rendre à Satit-Cloud, car il lui apparaissait de plus en plus que Bonaparte voyait ses affaires se gâter.

Arrivé à Satit-Cloud, Jourdan gagna l'orangerie où siégeaient les Cinq-Cents et où il fut admis de plein droit. Mais sa présence en surprit désagréablement certains. L'atmosphère virait à l'orage. Une nouvelle majorité était en train de se dégager, qui parlait ni plus ni moins de mettre Bonaparte et ses complices en accusation et de les décréter « hors la loi », inculpation d'une gravité exceptionnelle qui aurait permis d'abattre les conjurés à vue. Voyant la tournure que prenaient les événements, Jourdan quitta précipitamment la salle. Il estimait que, si l'opération échouait comme cela semblait être le cas, il serait toujours temps de revenir offrir ses services au Directoire, qu'au demeurant il détestait. Si, en revanche, et comme il semblait de moins en moins probable, elle réussissait, il pourrait s'y rallier, sans doute à contrecœur mais sans difficulté.

Seulement, lorsque Bonaparte pénétra dans la salle, il fut pris à partie par les députés. Ce fut en vain que ceux-ci cherchèrent Jourdan, dont ils espéraient qu'il prendrait la tête de la garde du Directoire. Cette troupe s'était toujours montrée ardemment républicaine et il suffisait que quelqu'un lui en donnât l'ordre pour qu'elle arrêât les conspirateurs sans hésitation. Encore fallait-il précisément que l'ordre fût donné. Un des seuls qui pouvait le faire était Jourdan. À ce moment, accompagné d'un de ses aides de camp, celui-ci faisait les cent pas dans la cour, derrière les grilles du château, en parlant de choses et d'autres. Il ne tenait pas à être assimilé aux plus exaltés des Jacobins. Au fond, il se méfiait à présent un peu d'eux et craignait qu'une fois parvenus au pouvoir, malgré leurs déclarations d'intentions, ils n'en reviennent au système de dictature qu'avait connue la France au cours des années 1793 et 1794. Pris entre deux tendances, lui-même, par nature plutôt modéré, surtout depuis qu'il était au faite des honneurs, choisit de ne pas choisir. Il espérait avec une certaine naïveté que, quel que soit le vainqueur, ce dernier aurait besoin de lui et ferait appel à son concours de manière active, ce en quoi il se

trompait. Il ne soupçonnait pas le côté extrêmement vindicatif et rancunier de Bonaparte qui allait se montrer malveillant, voire haineux, vis-à-vis de tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, avaient tenté de s'opposer à sa prise du pouvoir, quel que pût être par ailleurs leur mérite.

Jourdan allait être un des premiers à faire connaissance avec la colère du premier consul. Les représailles exercées à son encontre, tempérées il est vrai par la cratite, s'il en faisait trop, de provoquer des réactions en chaîne, tant dans l'armée que dans la fonction publique, durèrent pendant toute la dictature napoléonienne. Certes, un peu contrait et forcé, Napoléon employa Jourdan, mais il le cantonna à des tâches plutôt secondaires et, le plus souvent, ne lui fournira pas les moyens d'aboutir à des résultats voulus. Une élévation à la dignité de maréchal d'Empire (Napoléon n'avait pas pu faire autrement), là s'arrêteront les libéralités de l'empereur. À d'autres iront titres, dotations et avantages de toutes sortes. Vis-à-vis de Jourdan comme de Brune, il se montrera d'une extraordinaire avarice. De même que Napoléon en voudra toujours à Moreau de sa victoire de Hohenlinden et à Masséna pour celle de Zurich, il ne pardonnera jamais à Jourdan d'avoir été le vainqueur de Fleurus. Il le poursuivra de sa rancune jusqu'à Satite-Hélène où il le maltraitera avec parti pris dans ses propos, faisant preuve, une fois de plus, d'une parfaite mauvaise foi.

*

La vengeance de Bonaparte, pour qui l'attitude de Jourdan, dans la journée du 18 et surtout du 19 brumaire, fut une source constante d'inquiétude et de cratite, ne se fit pas attendre. Alors qu'il avait été prévu, dans les discussions précédant le coup d'État, que Sieyès serait le premier consul et Bonaparte le second, celui-ci, par un tour de passe-passe, inversa l'ordre des préséances. Le troisième consul, Roger Ducos, ne comptait pas. Lorsque, un peu moins de trois semaines plus tard, Sieyès essaya de faire adopter le projet de modification de la constitution qu'il avait compté mettre en place à la faveur du coup d'État, il se heurta à un refus brutal de Bonaparte et, quinze jours plus tard, celui-ci en faisait accepter un autre entièrement nouveau, infiniment plus restrictif quant aux libertés individuelles. Dans la foulée, il se débarrassa de Sieyès à qui il offrit un château à titre de compensation, ce qui donna lieu à un quatrain satirique. Il le remplaça par Cambacérès.

Au cours des jours suivant le coup d'État, Bonaparte avait laissé entrevoir ce que serait le nouveau régime. Le 21 brumaire, le journal *Le Moniteur* publiait une liste d'un certain nombre de députés du Conseil des Cinq-Cents qui en étaient exclus pour la simple raison qu'ils avaient cru devoir prendre position d'une manière tranchée contre le coup d'État. Dans le nombre, figurait en bonne place le nom de Jourdan. Là ne s'arrêta pas le châtiment. Avant la fin du mois, parut une nouvelle liste,

celle des individus jugés « dangereux », qui allaient être déportés en Guyane. Et, pour corser la chose, ceux-ci étaient priés de se rendre volontairement et à leurs frais à Rochefort pour y être embarqués ! Parmi eux, on trouvait encore le nom de Jourdan. Or, celui-ci estimait n'avoir rien à se reprocher. Son comportement pendant les deux fameuses journées avait été des plus passifs. En le portant sur la liste, Bonaparte assouvissait une rancune personnelle et pensait que cette mesure n'entraînerait aucune réaction. Il commit une grave erreur. Alors que le coup d'État avait reçu un accueil favorable dans toute la France, l'annonce de la déportation de celui qui restait, aux yeux de tous, le vainqueur de Fleurus, souleva une vague d'indignation. Dans l'armée d'Allemagne, plusieurs généraux évoquèrent même sérieusement la possibilité de marcher sur Paris. Moreau, qui avait accepté à contrecœur de prêter la main au coup d'État, ne cacha pas sa façon de penser, franchement défavorable au premier consul. Se sentant soutenu par l'opinion publique, Jourdan écrivit à Fouché, ministre de la Police, ancien conventionnel et ancien Jacobin. Dans des termes très dignes et très mesurés, Jourdan, tout en soulignant ce que la mesure avait d'inique et même de révoltant, eut l'habileté de ne pas discuter la décision et demanda simplement un passeport pour se rendre à La Rochelle. La réponse ne se fit pas attendre. Dès le lendemain, Fouché l'invitait à passer le voir à son bureau, au ministère.

Alors que la majorité de ses amis et connaissances commençaient à prendre leurs distances vis-à-vis de lui et que Lefebvre allait jusqu'à faire dire qu'il était absent lorsque madame Jourdan se présenta chez lui pour le supplier d'intervenir en faveur de son mari, un seul eut le courage et la dignité d'apporter publiquement son soutien à Jourdan, l'accompagnant lors de sa visite à Fouché. Ce fut Bernadotte qui prit sciemment le risque de se brouiller avec les autorités. Toute sa vie, Jourdan allait, dans la mesure de ses moyens, lui donner des preuves de sa reconnaissance. Fouché les reçut très cordialement. Il ne leur cacha pas qu'il avait montré la lettre de Jourdan à Bonaparte, qui avait compris qu'il devait faire machine arrière. Suivant les dires du ministre, il avait merveilleusement joué la comédie de la surprise. Après l'avoir lue, il s'était écrié : « C'est l'abbé Sieyès qui a fait prendre cet arrêté et c'est lui et ses affidés qui ont dressé la liste. Je n'approuve pas cette mesure... Dites à Jourdan qu'il peut se retirer où il voudra et qu'il continuera à jouir de son traitement d'officier général jusqu'à ce que les circonstances me permettent de l'employer... »

Mais Fouché, dont les sources de renseignements étaient des meilleures, savait et ne le cacha pas à ses visiteurs, à qui le liaient de vieux souvenirs communs, que l'auteur de la liste était Bonaparte en personne. Celui-ci poussa même l'hypocrisie jusqu'à écrire à Jourdan une lettre personnelle débordant de cordialité. Puis, le 1^{er} frimaire

(22 novembre), la radiation de Jourdan de la liste des proscrits parut au *Moniteur*, officialisant la situation. Deux mois plus tard, le 21 janvier 1800, il était nommé inspecteur général d'infanterie et de cavalerie pour les garnisons de l'ouest. Ce n'était pas, à proprement parler, un commandement, mais presque une voie de garage pour un vieux général aux abords de la retraite, d'autant que les hostilités étaient loin d'être terminées et qu'il aurait pu espérer qu'on lui confiât une armée. Mais c'était mieux que rien d'autant que, dans les départements de l'ouest, l'agitation royaliste prenant la forme d'une insurrection avait repris en Normandie, sous la haute direction du comte de Frotté, débarqué depuis le 1^{er} vendémiaire en provenance, de Grande-Bretagne. Un peu plus tard, alors qu'il négociait sa reddition à l'abri d'un sauf-conduit, Bonaparte le fit appréhender et fusiller au mépris du Droit. C'était donc un peu plus qu'un simple travail de routine qui était confié à Jourdan et il s'y consacra avec sa méticulosité habituelle.

VII

MIS À L'ÉCART

(1800-1806)

Dès qu'il fut à la tête de l'État, Bonaparte se hâta de transformer un certain nombre de généraux en qui il voyait plus ou moins des rivaux potentiels en ambassadeurs qu'il envoya aux quatre coins de l'Europe, autant pour les rabaisser que pour les éloigner du siège du pouvoir central. C'est ainsi que Macdonald atterrit au Danemark, Brune en Turquie, Lannes à Lisbonne et Andréossy à Londres, car la paix d'Amiens venait d'être signée avec la Grande-Bretagne. Cette dernière nomination fit l'objet d'un bon mot, quelque peu cruel, de la part de Talleyrand qui commençait à trouver qu'il y avait un peu trop de traîneurs de sabres dans la diplomatie. Ce ne furent pas les seuls et Jourdan se trouva, lui aussi, transformé en plénipotentiaire. Il remplissait depuis un peu plus de six mois ses fonctions d'inspecteur général et parcourait les garnisons de l'ouest, ce qui pouvait être l'occasion, pensa Bonaparte, de nouer des amitiés en vue, qui aurait pu dire, de conspirations futures contre le gouvernement consulaire (toujours à cette époque la méfiance malade de Bonaparte).

Ce ne fut toutefois pas sans quelque étonnement que Jourdan apprit, le 24 juillet 1800, qu'il était relevé de son poste et nommé ambassadeur de la République auprès du gouvernement piémontais. C'était un domaine dans lequel il ne connaissait strictement rien, tant sur la manière de mener des négociations, de rédiger des notes verbales que sur les us et coutumes d'usage dans la profession. Il accepta néanmoins le poste en pensant qu'il trouverait dans le personnel de son ambassade des hommes susceptibles de le guider.

Détail au moins aussi important, il n'avait jamais mis les pieds en

Italie et ne parlait même pas la langue. L'ensemble constituait dès le départ un assez lourd handicap.

La situation au Piémont était passablement compliquée. Le royaume de Sardaigne comprenait, outre cette île, le Piémont, la Savoie et le comté de Nice, avec pour capitale Turin. S'étant joint à la première coalition, le pays s'était vu arracher Nice et la Savoie. Le Piémont continuait à être occupé par l'armée française. Seule la Sardaigne demeurait possession du roi Charles-Emmanuel qui, ayant perdu l'essentiel de ses possessions, errait de ville en ville à travers l'Italie. En vain, Bonaparte venait de lui offrir de rentrer à Turin, sans préciser à quel titre, car il n'eût pas été fâché d'avoir un souverain comme vassal. Le roi ne répondit même pas à cette proposition.

Dans l'idée du premier consul, le pays s'acheminait donc peu à peu non pas vers une république dépendante mais vers un territoire annexé à la France. Pour l'heure, le gouvernement auprès de qui Jourdan était accrédité dépendait entièrement de cet ambassadeur et ne pouvait concrétiser le moindre acte sans avoir son accord. À ce titre, Jourdan siégerait au Conseil des ministres et, du reste, ceux-ci étaient nommés avec son agrément, autant dire celui de Paris.

Deux tendances, plutôt que deux partis, s'opposaient aussi bien dans le pays qu'au gouvernement : l'une, royaliste, qui faisait des vœux pour une victoire de l'Autriche et le retour du souverain resté fort populaire à la tête du pays ; l'autre, républicaine, soutenant la population favorable à la France. Mais même cette dernière n'eût pas été fâchée de voir le Piémont recouvrer son indépendance.

L'occupation française était assez mal acceptée, car rien ne laissait en entrevoir la fin dans un proche avenir. L'armée d'Italie commandée par Masséna vivait sur le pays et vivait bien.

Les réquisitions de toutes natures étaient difficilement supportées, d'autant plus que Masséna se servait largement à titre personnel. À ces charges, déjà extrêmement lourdes, s'ajoutait une contribution de guerre d'un million et demi de francs par mois, soit dix-huit millions par an. Cette somme paraissait d'autant plus exorbitante que les revenus annuels du pays n'en dépassaient pas quinze. Dans ces conditions, l'ensemble de la population trouvait que la « libération des peuples opprimés » dont on lui rebattait les oreilles avait un goût plutôt amer et que l'ancienne soi-disant tyrannie royale ne manquait pas de charme ! D'où une atmosphère plutôt pesante avec un arrière-goût de révolte.

Les instructions que reçut Jourdan, avant de quitter Paris, étaient fort simples. Il devait continuer à faire vivre l'armée d'occupation sur le pays, veiller à ce que la fameuse contribution de guerre rentre bien dans ses caisses et, quelles que soient les demandes du gouvernement local, ne prendre aucun engagement quant à l'avenir politique du pays. Si on le pressait trop de questions sur ce potin, il devait se réfugier dans le vague,

avancer qu'il n'avait pas reçu d'instructions et annoncer qu'il allait en référer à Paris. Son rôle était donc plutôt celui d'un proconsul que celui d'un ambassadeur ; mais il ne lui était pas titerdit de faire preuve de tact, de souplesse et de diplomatie dans l'accomplissement de sa mission.

Arrivé sur place dans le courant du mois d'août 1800, il s'efforça de nouer des rapports cordiaux avec les membres du gouvernement qu'il était censé contrôler. Assez curieusement, ceux-ci étaient pour moitié républicains et pour moitié royalistes. Le premier consul avait ainsi cru pouvoir ménager les susceptibilités alors que, dans leur ensemble, ils avaient espéré que les Autrichiens chasseraient les Français d'Italie et leur ramèneraient leur roi. Marengo avait été pour eux une cruelle déception. Ils voyaient désormais leur horizon bouché. Aussi, la venue de Jourdan et ses dispositions d'esprit firent-elles renaître un certain espoir en eux et ils se montrèrent tout prêts à répondre favorablement à ses ouvertures.

Comme ils avaient le sens de leurs titêrêts, ils se hâtèrent de demander la réduction (la suppression, il ne fallait pas y compter) de la fameuse contribution de guerre. Jourdan estima la requête parfaitement justifiée. Brune, qui venait de remplacer Masséna, jugé un peu trop soucieux de ses titêrêts propres, partageait son opinion et se hâta de demander à Paris qu'elle soit ramenée de dix-huit à dix millions par an. Dans le même temps, il donnait des instructions sévères pour que les réquisitions de l'armée soient limitées.

Les deux généraux firent remarquer que si le gouvernement français ne tenait pas compte de leur requête, ils risquaient fort d'avoir à faire face à un soulèvement de la population. Curieusement, ce fut Talleyrand qui, sans donner d'explications, s'opposa à la réduction de la contribution. Mais alors Brune, passant par-dessus la tête du pouvoir civil, après s'être entendu avec Jourdan, la réduisit de son propre chef. En contrepartie, et pour bien faire comprendre que la France aurait le dernier mot, Jourdan destitua le gouvernement piémontais jugé par lui trop indépendant et le remplaça par un autre plus favorable à la France, mais qui n'était plus qu'une chambre d'enregistrement des volontés de Paris.

Dans le même temps, l'administration purement piémontaise était peu à peu remplacée par une gestion entièrement française qui avait tendance, sans que Jourdan n'y pût rien, à mettre le pays en coupe réglée, même si cet état de fait laissait présager l'annexion à court terme.

Les Piémontais constataient tristement que le présent était aussi pénible à supporter que le passé lors de l'occupation russe. Ils décidèrent de tenter d'y mettre un terme, quoiqu'ils sussent qu'ils n'auraient à compter sur aucun appui extérieur. Pourtant des rumeurs circulaient, annonçant tant en Allemagne qu'en Vénétie des succès autrichiens. Alors, un mouvement insurrectionnel se noua que la police militaire

française ne sut pas deviner. Deux bourgeois piémontais en étaient les chefs, car les membres de la noblesse proches du roi n'avaient pas voulu s'engager, jugeant l'aventure trop hasardeuse. Ces chefs se nommaient Bonafide et Accosta. Le premier était notaire, le second avocat, et tous deux se disaient ennemis de la France. Partie d'Aoste, la révolte éclata dans les premiers jours de janvier 1801 et gagna rapidement Ivria. Comment les conjurés réussirent-ils à se procurer des armes ? On ne le sait. Peut-être venaient-elles d'Autriche par le Tyrol ? Le 13 janvier devait être le jour du massacre général des Français. Les ambitions des insurgés dépassaient de beaucoup leurs moyens de les mettre en oeuvre. Pourtant, profitant de ce que les Français étaient complètement pris au dépourvu, ils parvinrent à réaliser quelques progrès, occupant un certain nombre de villages où ils firent acclamer le nom du roi. Mais, bientôt, les troupes d'occupation se ressaisirent d'autant mieux que, comme on était à la veille de signer la paix de Lunéville avec l'Autriche, elles reçurent rapidement des renforts. Dès lors, le sort de la rébellion était scellé. Les révoltés tentèrent d'affronter en rase campagne les troupes régulières et furent dispersés. Les villages furent tous enlevés. À la fin de janvier, tout était rentré dans l'ordre. Les Piémontais s'attendaient à une répression sévère, d'autant qu'en 1796-1797, dans des circonstances plus ou moins identiques, Bonaparte s'était montré particulièrement brutal et même cruel. Mais telle n'était pas la nature de Jourdan. Il était plutôt porté à la mansuétude et ses administrés lui en surent d'autant plus gré qu'ils avaient cratit sa vindicte. Aussi limita-t-il au maximum les représailles et Brune, en accord avec lui, donna-t-il des ordres stricts à ses chefs de corps pour que les soldats ne se conduisent pas en soudards dans les localités réoccupées.

Depuis Paris, Bonaparte suivait le déroulement des événements avec une attention particulière. Il n'avait pas renoncé à traiter avec le roi Charles-Emmanuel et lui envoya plusieurs messagers mais sans jamais préciser le rôle qu'il entendait lui faire jouer. Mais ce souverain au caractère un peu falot était sous l'influence de sa femme, soeur de Louis XVI qui haïssait tout ce qui touchait de près ou de loin à la Révolution. Réfugié à présent en Sardaigne, hors d'attetite des Français, le roi n'était pas pressé d'entrer en rapport avec eux. Il finit tout de même par envoyer un de ses proches, monsieur de Satit-Marsan, qui ne se hâta pas d'arriver à Paris et n'y parvrit qu'après la signature de la paix de Lunéville. Là, il trouva encore le moyen de faire traîner les négociations en longueur. Bonaparte finit par se lasser et se rallia sans grand enthousiasme, semblait-il, à la solution de l'annexion. Bien entendu, Charles-Emmanuel ne voulut pas en entendre parler ni renoncer à ses droits. Il abdiqua au début de 1802 en faveur de son fils, après la mort de sa femme, et se retira à Rome chez les Jésuites, après avoir pris soin d'assurer la préservation de ses titérêts matériels. Il devait y mourir en 1819.

Dès lors, l'annexion devenait la seule solution possible car, aux yeux de Bonaparte, il était hors de question de créer une nouvelle république soeur. Toutefois, le premier consul ne l'envisagea qu'avec un maximum de précautions. Il écrivit à Jourdan en lui recommandant de faire preuve de la plus grande discrétion sur ce potit délicat, car c'était avec une politique semblable menée au grand jour par le Directoire que ce dernier avait eu à faire face à la seconde coalition. Pour le reste, ses instructions tenaient en quatre potits qui développaient la pensée de Bonaparte : les Piémontais formeraient désormais une division militaire à l'image de celles de la France avec son siège à Turin ; le pays était divisé en six départements : Eridan, Marengo, Tanaro, Sesia, Doire et Sture. Financièrement et judiciairement, il était titégré à la République française et Turin devenait également le siège d'une cour d'appel. Les attributions de l'ambassadeur demeuraient les mêmes : il était toujours une manière de proconsul, mais son titre était changé. Il devenait administrateur général du Piémont, ce qui n'avait pas d'équivalent en France et mettait le pays dans une position quelque peu inférieure. Aujourd'hui, on pourrait l'assimiler à un superpréfet. Pour gouverner, il était assisté d'un conseil de six membres désignés par lui. Ainsi, grâce à ces particularités, ce n'était pas une annexion pure et simple même si cela y ressemblait fort.

Dans sa lettre, Bonaparte insistait sur la manière dont Jourdan devait exercer ses fonctions : douceur, diplomatie, fermeté, promesses à long terme... Enfin, depuis qu'il était en coquetterie avec le clergé (le Concordat fut signé le 15 juillet 1801), il ne cessait de recommander à ses représentants de calquer leur conduite sur la sienne. Mais, là, il rencontrait une résistance acharnée, surtout dans l'armée où l'esprit anticlérical n'avait pas perdu de sa virulence. On se rappelle la remarque sans nuances que le général Delmas avait faite à Bonaparte à l'issue d'un *Te Deum* à Notre-Dame. Incité à se rendre aux cérémonies religieuses et à assister aux offices, Jourdan, qui par ailleurs se conformait au pied de la lettre à ses instructions, opposa un net refus à l'invitation de se rendre à l'église. En lui, le Jacobin ou plus exactement le voltairien n'était pas mort. Il alla jusqu'à soutenir que sa présence aurait pour seule conséquence d'entraîner des revendications innombrables et injustifiées de la part des prêtres.

Bonaparte ne releva pas le propos. Il avait encore besoin de la présence de Jourdan à Turin ; mais ce serait plus tard un élément de plus pour justifier son rappel.

L'annonce même voilée d'une probable annexion, accompagnée de réflexions laissant entendre qu'il y avait bien peu de chances pour que le roi revienne un jour, fut accueillie avec enthousiasme par tout ce que le Piémont comptait de républicains. Les royalistes se résignèrent avec une certaine facilité, d'autant que la personnalité de Charles-Emmanuel avait

assez peu marqué les esprits. Et puis, après tout, cette république bonapartiste semblait amener un régime d'ordre et de calme. Jourdan organisa de grandes fêtes populaires pour souligner l'événement et l'ensemble de la population, par la voix du Conseil des Six, pria Jourdan d'exprimer sa reconnaissance au gouvernement consulaire.

La transition semblait donc devoir s'accomplir sans difficultés majeures lorsque monsieur de Satit-Marsan essaya de rouvrir la discussion. Il s'attardait à Paris car, s'il souhaitait faire traîner les négociations, il n'entendait pas les clore, espérant trouver une ouverture pour rendre son trône à son souverain. Il fut toutefois prié de plier bagage et quitta Paris, le 3 juillet 1801, pour rejoindre son maître. Lorsque, quelques mois plus tard, il écrivit au premier consul en demandant une nouvelle entrevue, il lui fut répondu qu'il était trop tard et que les jeux étaient faits.

Dans les mois qui suivirent, Jourdan s'appliqua à administrer la province en ménageant les susceptibilités, tout en favorisant ouvertement les titérêts français. Il voyagea beaucoup et eut de nombreux entretiens avec Brune sur le comportement de ses troupes. Il trouvait qu'elles se conduisaient un peu trop comme en pays conquis. Jourdan savait parfaitement que cette attitude était due, pour une bonne part, au fait que la solde n'était pas payée ou qu'elle l'était avec plusieurs mois de retard. Brune, aussi bien que lui, déplorait cette situation mais obtenait difficilement que Paris débloquât des fonds, car Bonaparte estimait qu'une armée détachée à l'étranger, ou à peu près, devait vivre sur le pays. Or, de son potit de vue, le Piémont, même annexé, restait un territoire occupé. Autrement dit, celui-ci avait tous les inconvénients des départements nationaux et quelques autres en plus, par-dessus le marché !

En juin 1802, le premier consul officialisa le rattachement sans consultation préalable. Il se contenta de promulguer un décret d'amnistie pour les délits politiques en général et la révolte de janvier 1801 en particulier. Les Piémontais, qui avaient émigré, étaient invités à regagner le pays avant le 23 septembre, sous peine de voir tous leurs biens confisqués. Bien peu répondirent à cette invite ; ils préférèrent servir l'Autriche ou le royaume de Naples. Dans la foulée, le gouvernement français abolit le régime féodal qui régissait encore le statut de la propriété territoriale et toutes les contratites économiques qu'il entraînait. Puis, il invita les jeunes gens, attirés par le métier des armes, à s'inscrire dans une école militaire française. Là encore, bien peu d'entre eux répondirent à la proposition.

Le Conseil des Six fut ensuite dissous et les Piémontais envoyèrent vingt députés, élus au suffrage censitaire, siéger au Corps législatif à Paris.

Cette absorption de la moitié de l'Italie du Nord par la France se fit

sans entraîner de réactions particulières sur le plan européen. L'Autriche n'était pas, pour l'heure, en mesure de la contester et la Grande-Bretagne, toute à son désir d'entracte dans sa lutte contre la France, ferma les yeux. Du reste, le nord de l'Italie l'intéressait peu !

Du fait de son rattachement, le Piémont n'avait plus besoin d'un administrateur général et la mission de Jourdan perdait sa raison d'être. Il prépara donc son retour en France mais en prenant son temps. Madame Jourdan était venue rejoindre son mari depuis plusieurs mois. Cette bourgeoise simple, mère de famille nombreuse (sa cinquième fille était née en 1800), avait été bien accueillie dans la société turinoise que fréquentait le général. Elle s'était surtout intéressée à tout ce qui constituait l'assistance publique et avait obtenu de son mari des fonds pour les hospices et les orphelinats qui en avaient particulièrement besoin, s'attirant ainsi la reconnaissance de ce clergé que son mari ignorait ! Aussi fut-elle associée à toutes les manifestations de sympathie et d'estime qui marquèrent son départ. Rien n'y manqua : banquets, revues, réceptions avec arcs de triomphe et feux d'artifice, discours et même petits cadeaux. Dans l'ensemble, les Piémontais se satisfaisaient de la manière sage et pondérée dont Jourdan avait administré le pays et s'étaient montrés contents qu'il entrât dans les détails et se penchât personnellement sur les nombreux cas qui étaient soumis à ses services.

Un petit incident assez significatif de la mentalité de l'entourage du premier consul allait marquer ces festivités précédant son départ. À la fin de l'un de ces banquets, le secrétaire général de l'administration proposa que fût frappée une médaille commémorative à l'effigie de Jourdan, précisant que, selon les moyens des souscripteurs, elle serait en bronze ou en argent. L'affaire vint à la connaissance de Chaptal, ministre de l'intérieur et assez plat courtisan. Il s'opposa donc à la réalisation du projet en déclarant qu'il n'aurait pas la possibilité de débloquer les fonds nécessaires à la frappe et en sachant que tout ce qui pouvait porter ombre à la gloire de Bonaparte lui était insupportable. Et, de fait, le premier consul n'intervint pas pour modérer le zèle de son ministre, ce qui tendrait à montrer que la manière dont Jourdan avait accompli sa mission lui était désagréable. Moyennant quoi, la médaille fut tout de même frappée. Mais Jourdan était, en quelque sorte, prévenu de l'accueil qui l'attendrait à Paris. Quel poste lui serait attribué, à supposer même qu'il y en eût un, il n'en avait pas la moindre idée, mais il prévoyait déjà de se trouver une occupation. Il semble bien qu'en quittant Turin il ignorait que, le 1^{er} décembre 1802, il avait été nommé conseiller d'État, comme l'étaient déjà Gouvion-Saint-Cyr, Bernadotte et Brune, tous en plus ou moins bons termes avec Bonaparte, parce qu'ils étaient restés républicains convaincus.

Les Jourdan quittèrent Turin dans les derniers jours de décembre, ce qui montrait une certaine détermination, car traverser les Alpes au cœur

de l'hiver n'était pas un voyage de tout repos.

*

Le Conseil d'État, tel qu'il était institué et défini par la nouvelle constitution de l'an VIII, n'était pas uniquement une voie de garage pour généraux dont le pouvoir entendait se débarrasser sans éclats. Cette assemblée, formée en majorité de juristes, était chargée d'examiner les projets de lois mais, sous un angle strictement technique, sans avoir le pouvoir d'y apporter le moindre amendement. Aussi, Jourdan, comme ses camarades, pouvait-il se demander si, en dehors des questions touchant à l'armée, il pourrait y être d'une quelconque utilité, même s'il avait acquis une certaine expérience lorsqu'il avait siégé au Conseil des Cinq-Cents ou durant son séjour à Turin. Par ailleurs, durant cette période de paix, les affectations d'officiers généraux se raréfiaient et il pouvait paraître normal que Jourdan se retrouvât sans emploi dans l'armée.

Aussi décida-t-il peu après son retour à Paris de creuser son trou lui-même. À l'automne de cette année 1803, des élections allaient avoir lieu au Sénat, qui avait remplacé le Conseil des Anciens, et Jourdan se prépara à tenter sa chance dans son département d'origine. La situation politique évoluait. Tous ceux qui estimaient que la France devait continuer à être une république et à qui le Consulat, en sa forme présente, convenait, suivaient son évolution, sinon avec inquiétude, du moins avec attention. En mai 1802, le Sénat avait réélu Bonaparte premier consul par anticipation pour dix ans. Et comme si cela n'avait pas suffi, le 2 août, celui-ci se faisait nommer consul à vie. Cela commençait à ressembler à une dérive vers la monarchie. Pour rassurer les inquiétudes, le premier consul supprima, en septembre de la même année, le ministère de la Police, ce qui eut pour résultat de mécontenter Fouché qui était à ce poste et qui se retrouva, lui aussi, sans emploi.

À la fin de l'été 1803, Jourdan se rendit à Limoges. Il constata avec satisfaction qu'il restait, pour tous, l'enfant illustre du pays, le vainqueur de Fleurus et que sa popularité demeurerait aussi grande. Lorsque à ce moment fut mis en place le collège électoral pour l'élection de deux sénateurs, il fut d'emblée choisi comme président du collège. Cette désignation eut lieu en présence des autorités locales et des représentants du pouvoir central : maire, préfet, président de la cour d'appel, commandant de la place... et évêque. Du coup, la candidature annoncée de Jourdan prenait presque une allure officielle, encore que ce ne fut nullement le but recherché. Lors du vote, l'élection de Jourdan prit des airs de marche triomphale. Il recueillit cent trente-six voix sur cent quarante-deux votants. Le second siège nécessita trois tours de scrutin afin que le général Dalesme rassemblât le nombre de voix nécessaire pour former une majorité. Or, le vote des électeurs ne suffisait pas pour

assurer une élection. Il devait être confirmé par un accord du premier consul. En pratique, il était assez rare qu'il le refusât mais, comme il tenait par-dessus tout à s'assurer de la docilité du Sénat, il rayait automatiquement quiconque en qui il croyait deviner un opposant. Cependant, malgré ces précautions, ce côté obséquieux du Sénat ne l'empêcherait pas de voter la déchéance de Napoléon, en 1814.

Le 15 décembre 1803, Jourdan, pour clôturer la session, prononça devant le collège électoral un discours dont le véritable destinataire était le premier consul. Personne ne s'y trompa. Après quelques louanges et des remerciements aux habitants du Limousin, il conclut en manière d'avertissement : « Le matitien de la République est le premier de tous nos vœux ! » Un tonnerre d'applaudissements accueillit ces paroles. L'assemblée comprit qu'elle avait en lui un élu qui ne manquerait pas de faire savoir haut et clair au gouvernement la façon de penser des gens du Limousin !

On a soutenu que ce discours était la preuve de l'incroyable maladresse dont Jourdan pouvait se rendre coupable, ayant provoqué involontairement Bonaparte par ce coup de semonce qui, d'une part, ne demandait qu'à donner satisfaction aux ambitions électorales de Jourdan, et qui, d'autre part, avait sans s'en cacher entamé la marche à l'Empire qui fut autoproclamé, le 18 mai 1804. La provocation ne fait pas de doute. Mais était-elle volontaire ou non ? Il semble bien qu'il faille voir dans le geste de Jourdan une démarche délibérée. Pendant les quelques mois de son séjour à Paris, il avait assidûment fréquenté un certain nombre de ses amis qui, s'ils acceptaient comme lui le principe du Consulat, entendaient que Bonaparte s'en tint là. Parmi eux, il y avait Bernadotte, Fouché, qui faisait à présent ouvertement de l'opposition, Brune, Gouvion-Satit-Cyr, Moreau, Talleyrand et même Jérôme et Lucien Bonaparte. Il est probable qu'ils suggérèrent que l'un d'entre eux – et Jourdan ne demandait pas mieux que d'être leur porte-parole s'il en avait l'occasion – fît savoir à Bonaparte quelles étaient les limites qu'ils souhaitaient ne pas le voir dépasser.

Toujours est-il que le premier consul comprit et, surtout, saisit que l'avertissement n'était pas le fait de Jourdan tout seul. Mais, furieux de voir se dresser devant lui cet obstacle imprévu, il réagit avec sa brutalité ordinaire en refusant de ratifier la nomination de Jourdan en tant que sénateur. Toutefois, la notoriété et l'estime dont celui-ci continuait à jouir dans l'armée, surtout celle du Rhin, faisaient qu'il était difficile de l'écarter complètement. Par ailleurs, Bonaparte, s'il était contrainct de l'employer, voulait que ce fût loin de lui, loin de Paris, là où il serait utile mais pas gênant. Le 25 janvier 1804, il était nommé commandant en chef de l'armée d'Italie avec résidence à Milan, ce qui pouvait, à la rigueur, passer pour une manière de compensation.

Il y arriva un mois plus tard, précédé par la réputation de s'être

montré en Piémont un administrateur sage et pondéré, ayant laissé le meilleur des souvenirs aux Turinois. Il allait remplacer Murat qui partait sans donner beaucoup de regrets à la population. Celui-ci, autant pour satisfaire un penchant naturel que pour répondre aux recommandations de son beau-frère, qui conseillait à ses généraux en poste à l'étranger de faire preuve de magnificence, avait mené grand train. S'étant logé dans un des plus beaux palais de la ville, il avait multiplié les réceptions, les fêtes, les parades, y déployant un luxe insolent afin d'éblouir les Milanais. Mais c'étaient eux qui, à la fin du compte, avaient payé tant de faste et ils en conservaient un souvenir plutôt amer.

Nullement porté à ce genre de démonstrations, Jourdan en prit exactement le contre-pied. Il s'installa au palais Bouara, beaucoup plus modeste, mit un terme à toutes les extravagances de Murat et réduisit son personnel à un état-major. Les contribuables lui en surent gré, ce qui allait d'autant plus aboutir à d'excellentes relations que, pour se le concilier, les Milanais lui firent quelques petits cadeaux.

En principe, en temps de paix, le commandant en chef d'une armée avait un rôle purement administratif, se contentant de surveiller ses régiments et l'état des équipements. Il s'intéressait aussi à l'organisation de manoeuvres et au degré de préparation de ses divisions. Certes, ce n'était plus la paix puisque celle d'Amiens était rompue depuis le 16 mai 1803 ; mais, pour l'heure, le conflit se limitait à la France et la Grande-Bretagne et n'intéressait en rien l'Italie.

Toutefois, Jourdan ne devait pas perdre de vue que, malgré la création des républiques « soeurs » en Lombardie (qui seraient bientôt transformées en royaumes), l'armée d'Italie étaient une armée d'occupation, ce qui entraînait pour son commandant en chef des obligations supplémentaires, sans compter le fait qu'en contact avec les unités autrichiennes sur l'Adige, il était astreint à une vigilance constante, même s'il n'y avait aucun signe d'hostilité. Des contestations sur le tracé de la frontière mal définie et des heurts de patrouilles étaient monnaie courante, ce qui donnait lieu à d'interminables discussions avec les officiers autrichiens.

Quoique son commandement ait été centré sur l'Italie, Jourdan s'intéressait à titre personnel aux autres théâtres d'opérations éventuels. C'est ainsi qu'en correspondance avec plusieurs généraux, il se renseigne sur le camp de Boulogne. Créé par Bonaparte en juin 1803, ce vaste ensemble, étalé le long de la côte du pas de Calais, était destiné à la formation d'une armée dont l'objectif était un débarquement en Angleterre. Jourdan fut d'autant plus intéressé par ce projet qu'il comprit presque immédiatement que personne n'avait la moindre idée sur la manière dont se menait ce genre d'opération. On savait mettre à terre sur un territoire hostile une grande unité appuyée par une flotte, à condition qu'elle ne rencontrât pas d'opposition. Mais faire prendre pied à une

armée de plus de cent mille hommes en ordre de bataille, sur un terrain fortement tenu par l'ennemi, était un problème d'une tout autre ampleur et qui n'avait jamais été réalisé.

En revanche, il évita systématiquement, et dans la mesure du possible, de toucher aux difficultés posées par l'administration civile. Elle était placée entre les mains d'un gentilhomme piémontais, Melzi d'Eril, vice-président de la République, parfaitement compétent et loyal. Mais, en pratique, celui-ci ne pouvait prendre aucune décision sans avoir reçu au préalable l'accord du commandant en chef de l'armée. Jourdan, fidèle à la ligne de conduite qu'il s'était tracée, approuva donc tous les choix de Melzi d'Eril et signa sans les lire tous ses décrets. Cette manière de procéder ajouta encore, si besoin était, à sa popularité.

Lorsque le premier consul commença à laisser entendre qu'il comptait, dans un proche avenir, transformer la république italienne en un royaume dont il s'attribuerait la couronne, Jourdan se garda comme de la peste de se mêler à ces titrignes et fit la sourde oreille à tous les appels du pied lancés par Bonaparte en ce sens. Mais, bien entendu, il ne fit rien non plus pour contrecarrer les desseins du premier consul.

*

Prenant comme prétexte la tentative d'assassinat de Cadoudal, Bonaparte, dans son désir d'assurer la stabilité et la continuité du pouvoir, décida de transformer la république consulaire en une monarchie héréditaire à son profit. L'initiative des assemblées, le désir profond de la nation, le besoin général de tranquillité et de paix, correspondant aux vœux de l'immense majorité des Français, tout cela fut une comédie merveilleusement montée. Les opposants furent peu nombreux, dispersés et leur action, nulle. Parmi eux, se comptaient Moreau, Bernadotte, Jourdan et, détail curieux, le second consul Cambacérès, qui prophétisa que la France avait fait la guerre à l'Europe pour imposer des républiques, qu'elle en ferait d'autres pour mettre en place de nouveaux monarques et que tout cela finirait en catastrophe !

Il y en eut un, ou plus exactement une plus originale encore. Ce fut Joséphine, madame Bonaparte, qui, en entendant le mot « hérédité », voyait se profiler à l'horizon le divorce.

L'Empire fut proclamé le 18 mai 1804 et la nouvelle parvint à Milan dans les jours qui suivirent. Laissant à Melzi d'Eril le soin de le faire savoir à la population civile, Jourdan adressa un ordre du jour à l'armée l'informant de cet événement important. Si ce document était correct et objectif dans le fond et dans la forme, il manquait visiblement de chaleur. Le général se réjouissait de l'avènement du nouveau régime mais le cœur n'y était pas. Pour ce républicain, la pilule était tout de même amère. Il fit néanmoins savoir à Paris que les régiments avaient acclamé le nouveau souverain. Il eut un peu plus tard, lorsque furent connus les

noms des quatre maréchaux honoraires et des quatorze en activité, la joie de lire son nom en haut de la liste, puisqu'il était le quatrième dans l'ordre de création. L'établissement de celle-ci n'avait pas été facile. Napoléon voulait éviter tout risque de conflit entre les officiers de l'armée du Rhin et ceux de l'armée d'Italie, leur opposition permanente étant depuis plusieurs années source de chicanes. C'est pourquoi il en désigna sept de chaque faction. Mais, néanmoins, de l'armée du Rhin, il ne choisit que les deux qui, aux yeux de tous, demeuraient obstinément républicains : Bernadotte et Jourdan. Deux autres, issus de la même armée, furent écartés alors même que leurs mérites étaient de très loin supérieurs à ceux de certains de leurs camarades : Gouvion-Satit-Cyr, qui dut attendre son bâton jusqu'en 1812, et Vandamme qui ne le reçut jamais et s'en vengea cruellement en 1814.

Jourdan, s'il se montra pleinement satisfait, fut tout de même un peu étonné parce que, à ce moment, ses rapports avec Bonaparte, sans être vraiment mauvais, n'étaient pas des meilleurs. Le fait qu'aux yeux de tous il demeurât le vainqueur de Fleurus pesa sans doute dans la balance ; on ne pouvait faire autrement que de lui accorder cette dignité, mais cela aurait pu également lui nuire car, dès ce moment, l'empereur avait du mal à supporter des généraux qui avaient gagné des batailles dans lesquelles il n'avait joué aucun rôle.

La ville de Milan fêta avec éclat cette promotion. Un grand banquet fut offert au maréchal. En raison de son éloignement, il ne prêta pas serment le 19 mai mais seulement le 4 décembre, à l'issue du sacre, en même temps que Lannes et Soult qui avaient été, eux aussi, absents de Paris.

Hormis le conflit avec la Grande-Bretagne, qui se résumait pour l'heure aux préparatifs du camp de Boulogne et de la flotte, l'année 1804 s'écoula dans une atmosphère générale de paix. Ce fut donc dans ces conditions assez propices que Jourdan organisa pour le 15 août une cérémonie grandiose afin de célébrer dignement la fête de l'empereur. Elle réjouit fort les Milanais. Il avait donc été absent de Paris en cette occasion mais se devait d'y aller pour le couronnement (on disait le sacre mais, en fait, il s'agissait des deux) qui eut lieu en décembre.

Jourdan quitta Milan le 18 novembre, peu de jours après que le pape fut parti de Rome. Il était accompagné de madame Jourdan, curieuse d'assister à la cérémonie, et ils voyagèrent avec une forte escorte. On venait en effet d'apprendre à Milan qu'un des convois formant la maison du pape avait été attaqué et pillé par des brigands, entre Plaisance et Alexandrie, c'est-à-dire sur un territoire en principe contrôlé par l'armée d'Italie. Le maréchal prescrivit donc, avant de partir, des mesures de sévère vigilance.

Le 2 décembre, Jourdan fit partie, en tant que maréchal, du cortège impérial. À ce titre, à cheval comme ses camarades, il escorta le carrosse

doré de l'empereur et jugea que la foule sur le parcours était clairsemée et manquait d'enthousiasme. Le 2 février 1805, c'est-à-dire quelques mois après la plupart de ses camarades, Jourdan était nommé Grand Aigle de la Légion d'honneur et chef de la seizième cohorte, comprenant des départements du royaume d'Italie. Ce titre était accompagné d'un revenu de trois cent mille francs. Mais Jourdan aurait pu faire remarquer qu'il était promu le dernier, bien tard et après quelques maréchaux qui étaient loin d'avoir ses titres. Ce même mois, de retour à Milan, il annonça la prochaine venue de Napoléon en Italie. Or, l'arrivée de l'empereur, qui devait suivre de peu le retour de Jourdan, fut retardée par l'épineuse question de la désignation du souverain de ce nouveau royaume d'Italie qui prenait des allures de problème de portée internationale.

Napoléon avait jugé incompatible son titre d'empereur avec celui de président de la république italienne, d'où cette transformation en royaume. Mais l'Autriche, Naples et même la Russie voyaient d'un fort mauvais oeil que le titre fût porté par Napoléon en personne. Par contre, Vienne n'était pas opposée à ce que l'un de ses frères y régnât. Il offrit donc le trône à Joseph. Celui-ci le refusa sous le prétexte qu'il ne voulait pas perdre son titre de prince français et d'héritier de Napoléon auquel on lui demandait de renoncer. En réalité, il était parfaitement heureux de vivre en gentleman-farmer dans son superbe domaine de Mortefontaine, près de Senlis, où il se faisait le malin plaisir de recevoir tous les opposants au régime, de Bernadotte à Madame de Staël en passant par Chateaubriand. L'empereur envisagea alors de ceindre cette couronne à titre provisoire et d'adopter le fils aîné de Louis qui lui succéderait à sa majorité. Louis refusa d'entrer dans cette combinaison compliquée et, de guerre lasse, Napoléon se résigna à devenir lui-même roi d'Italie. Mais comme cette solution déplaisait au cabinet de Vienne, il écrivit à l'empereur François II pour le rassurer en lui affirmant que les deux couronnes de France et d'Italie sur la même tête ne tireraient pas à conséquence. Toutefois, en même temps, ignorant quelles seraient les réactions de l'Autriche, assez susceptible, il ordonna à Jourdan, tout occupé par les préparatifs du couronnement, de planifier, mais sans passer à la phase « exécution », une certaine concentration de troupes dans la plaine lombarde. En réalité, pour l'heure, il ne risquait rien. La troisième coalition était loin d'être formée et l'Autriche n'était pas encore prête pour un conflit.

L'empereur quitta Paris le 1^{er} avril, sans se presser. Le 5 mai, il assista à une reconstitution de la bataille de Marengo, bon prétexte pour esquisser une concentration de troupes, et, le 8, il fit son entrée à Milan, au milieu d'un déploiement impressionnant de régiments. Jourdan eût trouvé tout naturel de chevaucher aux côtés de Napoléon, mais on lui fit comprendre qu'il devait se tenir un peu en arrière. Dans les jours qui

suivirent, les délégations officielles, venues de tout le royaume saluer leur nouveau souverain, lui furent présentées par Melzi d'Eril et Jourdan.

La cérémonie du couronnement se tint le 26 et comme à Paris l'empereur se couronna lui-même. Il était évident qu'il lui serait difficile de gouverner à la fois l'Empire et le royaume, et immédiatement après la cérémonie il annonça à l'assistance stupéfaite que le jeune Eugène de Beauharnais était nommé vice-roi avec résidence à Milan. Or, il n'avait que vingt-trois ans et cette promotion, si elle ne les mécontenta pas, déçut fort les deux hommes qui gouvernaient à ce moment l'Italie : Melzi d'Eril et Jourdan. Non sans raison, les compétences d'Eugène leur parurent assez minces pour remplir ces lourdes fonctions. Sur le plan militaire en particulier, ce n'était qu'un officier subalterne assez moyen. Or, avec cette nomination, au moins l'un d'entre eux, le civil, voyait son rôle prendre fin et il était à craindre qu'il en fût bientôt de même pour le second.

Durant le séjour de Napoléon en Italie où il visita plusieurs villes et annexa sans explications la république de Gênes, Jourdan organisa à son titention de grandes manoeuvres qui se déroulèrent au camp de Castiglione et dont l'empereur se déclara satisfait. Il quitta l'Italie, le 8 juillet, sans donner d'instructions particulières à Jourdan, alors que la situation politique se dégradait chaque jour un peu plus en Europe. Brusquement, et sans que rien ne l'ait laissé prévoir, le maréchal fut relevé de son commandement, le 30 août, au moment où l'empereur allait lever le camp de Boulogne et marcher sur l'Allemagne. À ses proches, à Berthier en particulier, il confia qu'il était contrait d'agir de la sorte, car il le trouvait « trop peu vigoureux et ayant la réputation de se décourager facilement » sans justifier du reste ces calomnies. En réalité, il lui reprochait de ne pas avoir apporté suffisamment de zèle à la préparation de l'armée d'Italie pour le prochain conflit, alors qu'il n'avait cessé de lui recommander de ne se livrer à aucun acte que les Autrichiens pourraient titerpréter comme de prochains signes d'hostilité.

Il le remplaça par Masséna qui avait fait toutes les précédentes guerres d'Italie, en grande partie sous les ordres directs de Bonaparte, ce qui n'était pas le cas de Jourdan. Celui-ci prit assez mal la nouvelle. Depuis quatre ans qu'il résidait en Italie, et un an et demi qu'il était à la tête de l'armée, il n'avait pas ménagé sa peine et, sans en avoir l'air, avait tenu celle-ci de manière permanente en état de préparation, ce qui en faisait un excellent instrument. Il écrivit donc une lettre très sèche à Napoléon pour demander des explications, d'autant qu'on ne lui annonçait aucune nouvelle affectation.

L'empereur, dès cette époque, n'était pas habitué à voir critiquer ses décisions ou poser des questions à leur sujet. Surpris, presque confus, il répondit à Jourdan par une lettre débordant d'amabilité. Il lui expliqua qu'il avait envoyé Masséna en Italie car celui-ci connaissait le terrain

comme personne et qu'en plus, au-delà de l'Adige, certains secteurs n'étaient même pas cartographiés, et pourtant Masséna en avait la pratique pour y avoir déjà combattu. Il terminait en s'excusant presque et en assurant d'une manière un peu vague qu'il songeait à lui donner un commandement dans la toute proche campagne d'Allemagne. Cette promesse demeura sans suite, Jourdan le réalisa assez rapidement. Il devait avoir un peu plus tard la satisfaction de constater que Masséna à la tête de l'armée d'Italie n'avait pas accompli de prouesses. Certes, il gagna une grande bataille contre l'archiduc Charles mais n'en tira aucun profit et n'esquissa aucun mouvement qui aurait pu constituer une marche sur Vienne. À sa place, Jourdan eût pu faire aussi bien que lui.

En réalité, le comportement de Napoléon vis-à-vis de Jourdan tient à une situation tout à fait particulière. Il était un des deux seuls maréchaux à avoir commandé en chef devant l'ennemi et remporté dans ces conditions une très grande victoire, sans avoir servi sous les ordres de Bonaparte. L'autre était Kellermann et l'empereur prit toujours prétexte de son grand âge pour ne jamais l'employer en campagne. Il semble qu'il éprouvait une sorte de complexe vis-à-vis d'eux, tenant en partie au fait qu'à l'époque où ils étaient déjà célèbres, lui-même n'était qu'un obscur capitaine d'artillerie. Il se voyait mal donnant des ordres à Jourdan comme à Ney ou à Mortier. Un autre général de la Révolution s'était trouvé dans une position plus ou moins identique : Moreau. Napoléon s'en était débarrassé de manière peu reluisante. À la suite d'un procès inique, il l'avait contrait à l'exil^[1].

Au début de l'automne 1805, Jourdan rentra en France et alla s'enfermer dans sa propriété du Coudray où il décida de se consacrer à l'éducation de ses cinq filles. Il n'envisagea même pas de faire acte de présence au Conseil d'État. Non sans quelque amertume, il perçut l'écho des victoires d'Ulm et d'Austerlitz. À ce moment, âgé de quarante-trois ans, il confia à un ami : « Je suis vieux à présent ! » et il pouvait penser que sa carrière était bel et bien terminée.

¹- Du même auteur, même éditeur : *Le Général Moreau*.

VIII

NAPLES, UNE EXPÉRIENCE

(1806-1808)

Depuis le milieu du xviii^e siècle, les deux royaumes de Naples et de Sicile, jusqu'alors indépendants, étaient gouvernés par un même souverain, chef d'une branche de la famille des Bourbons. L'ensemble prendra plus tard le nom de royaume des Deux-Siciles. Il offrait un curieux mélange de traditions dépassées datant du Moyen Âge et d'organisation moderne. Ainsi, l'économie, le commerce et l'agriculture étaient régis par des règles encore féodales. Malgré la vétusté du système, certaines régions présentaient une agriculture prospère, de petites propriétés et d'autres restaient arides et constituaient de grands domaines à peine exploités. Pour sa part, la ville de Naples pouvait s'enorgueillir d'avoir une des plus modernes universités d'Europe où avait été créée la première chaire d'économie politique.

Les Bourbons de Naples avaient toujours entretenu de bons rapports avec leurs cousins français. En 1789, le roi Ferdinand IV ainsi que sa femme, la reine Marie-Caroline, soeur de Marie-Antoinette, prirent violemment position contre la Révolution, entraînant dans leur sillage le clergé et la plus grande partie de la noblesse. Par contre, la bourgeoisie peu nombreuse et sans influence se montra plutôt favorable aux idées prônées par les constituants. Quant au peuple, illettré, superstitieux, plutôt paresseux et sous l'influence du clergé, il n'était pas censé avoir d'opinions.

Mettant en pratique leurs sentiments, les souverains napolitains se joignirent aux deux coalitions qui dressèrent une partie de l'Europe contre la France. Leur participation, faute de moyens, fut toujours plus ou moins symbolique. Sur mer, leur flotte lutta aux côtés des Anglais

mais, sur terre, ils se contentèrent d'envoyer plusieurs régiments de cavalerie combattre aux côtés des Autrichiens et d'occuper pendant quelques mois la Toscane. La plus importante de leurs contributions consista à ouvrir largement à l'escadre anglaise leurs ports d'Italie et de Sicile, ainsi que leurs arsenaux, leur permettant de bénéficier ainsi de toute une série de potifs d'appuis dans cette portion de la Méditerranée.

Déjà une première fois, à la fin de 1798, une armée française avait envahi le royaume où son général, Championnet, avait créé contre l'avis du Directoire une république parthénopéenne. Les souverains et la cour s'étaient enfuis en Sicile. Quelques mois plus tard, ils récupéraient leur royaume (juin 1799) et ce retour fut confirmé par la paix de Florence (mars 1801), grâce au tsar qui était intervenu en leur faveur.

La leçon ne leur avait servi à rien. Dès que se constitua la troisième coalition, ils se hâtèrent de la rejoindre. Aussi, après sa victoire d'Austerlitz, Napoléon décida-t-il de se débarrasser des Bourbons d'Italie. Le 27 décembre 1805, il décrétait : « La dynastie de Naples a cessé de régner ! »

Une nouvelle armée française, commandée par Masséna, pénétra dans le royaume. Ce fut une promenade militaire, les troupes napolitaines n'opposant aucune résistance. Mais le maréchal, vexé de se trouver sous les ordres du frère de l'empereur, Joseph Bonaparte, conduisit les opérations avec mollesse et déstâtut. En particulier, il laissa traîner en longueur le siège de la forteresse de Gaète qui, ravitaillée par mer par les Anglais, allait résister six mois. Le roi et la reine regagnèrent Palerme où, sous la protection d'une flotte et d'une armée anglaises, ils étaient à peu près invulnérables. Mais, ne renonçant pas à faire valoir leurs droits, ils décidèrent de se préoccuper de la manière dont ils pourraient récupérer leur royaume, les armes à la main.

Joseph, frère aîné de l'empereur, parti sans grand enthousiasme pour l'Italie, en janvier 1806, avec le titre de lieutenant général, fut proclamé roi de Naples, le 30 mars, après une période d'incertitude de deux mois au cours de laquelle il ne sut pas très bien lui-même quelle était sa position. Mais, tout compte fait, ce royaume lui convenait assez bien car la vie, malgré la misère profonde du pays, lui semblait facile et douce ; les femmes y avaient la réputation de ne pas être trop farouches. Cette fois, il avait réussi à préserver ses droits éventuels à la couronne impériale. Il comptait bien employer une partie de l'administration locale demeurée sur place, mais son frère lui fournit une équipe de Français très compétents. Détail curieux, Napoléon avait systématiquement formé celle-ci d'opposants à l'Empire qu'il désirait employer à condition que ce fût loin de Paris : c'étaient Mathieu Dumas, Roederer, Saliceti, Barrère, le très ancien et fidèle ami de Jourdan, Macdonald, en disgrâce depuis 1800, et Jourdan lui-même.

Si Masséna commandait l'armée et Gouvion-Satit-Cyr l'ensemble

des garnisons (ce fut une source de frictions entre eux), tous deux souffraient visiblement de se voir subordonnés à un homme qui – il le reconnaissait lui-même – avait peu de compétences militaires. Napoléon s'en avisa et décida de lui envoyer un conseiller. Il choisit Jourdan, toujours animé par le même désir de l'employer à distance, et il eut la main heureuse car les deux hommes, qui se connaissaient, devinrent vite des amis et s'entendirent bien, presque trop aux yeux de Napoléon, toujours suspicieux. Jourdan partit en mars 1806 avec le titre de gouverneur militaire de Naples, qui était une des nouvelles divisions du royaume et sans doute la plus importante. Les attributions et pouvoirs de ce poste demeuraient des plus vagues, de même que celui de conseiller ; et Joseph, qui le sentait mieux que personne, nomma au bout de quelques mois le maréchal chef d'état-major de toutes les forces armées du royaume.

*

La situation générale du royaume de Naples, telle que la trouva Joseph et la découvrit un peu plus tard Jourdan, était loin d'être excellente. La noblesse dans sa grande majorité boudait et le peuple restait dans l'expectative. L'état désastreux de l'économie était dû pour une part au fait qu'en fuyant le roi avait emmené non seulement le trésor public, mais tout l'argent qui se trouvait dans les banques privées, même si ce n'était pas le sien. De plus, l'état lamentable des routes rendait difficile la circulation des denrées. Jusqu'à l'arrivée des Français, elles avaient été essentiellement acheminées par mer. Mais celle-ci, tenue par les Anglais, rendait à présent le cabotage périlleux voire impossible.

Les affaires militaires se révélèrent également préoccupantes. Les troupes constituant l'armée d'occupation étaient de qualité médiocre et souvent pauvrement équipées. Capables de maintenir l'ordre face à des civils désarmés, elles semblaient moins fiables s'il fallait les mener au combat. Ce fut du moins ce que Masséna laissa entendre à Jourdan, avec qui il avait toujours entretenu de bons rapports, peu après son arrivée.

Or, le roi et la reine des Deux-Siciles, toujours à Palerme, ne demeuraient pas inactifs. Ils soutenaient moralement et matériellement les mouvements de résistance aux Français qui s'étaient spontanément créés sur le continent. Ils rencontrèrent d'autant plus de succès dans le petit peuple que celui-ci confondit facilement patriotisme et brigandage. Le droit de tuer et de piller au nom du roi, quelle aubaine ! Dans les Pouilles et en Calabre, régions pauvres, des bandes s'organisèrent et se donnèrent des chefs. Certains devaient devenir célèbres, tel Fra Diavolo. Ils n'hésitaient pas à s'attaquer à de petits groupes de soldats, aux voitures publiques et privées et à tous ceux qui semblaient vouloir se rallier aux Français.

Mais il y eut plus grave. Gaète capitula le 18 juillet 1806. Il était

temps ! Déjà, comme un coup de semonce, les Anglais avaient occupé le 11 mai, le jour même où Joseph faisait une entrée officielle dans sa capitale, l'île de Capri, à l'entrée du golfe de Naples. Puis, les premiers jours de juillet, une armée anglo-sicilienne comprenant cinq mille Anglais et huit mille Siciliens débarqua dans la baie de Sant'Eufemia, au nord de Reggio. Ne doutant de rien, les Siciliens avaient inclus dans leurs bagages une potence destinée à Joseph ! Non loin du port de débarquement, la division du général Reynier tenait garnison. Il n'hésita pas, sans consulter quiconque, à attaquer cet adversaire sans tenir compte de la chaleur qui accablait ses troupes. De plus, celles-ci, composées de Français, de Polonais, d'Allemands et de Suisses, manquaient d'homogénéité. Les Siciliens, gens prudents, ne participèrent pas à la bataille. Mais les Anglais du général Stuart, bien qu'ils vissent le feu pour la première fois, résistèrent magnifiquement par des tirs puissants et précis aux assauts des Français. Reynier dut battre en retraite. Il laissait sur le terrain mille cinq cents tués et deux mille huit cents prisonniers aux mains de son adversaire. Faute de cavalerie, les Anglais ne purent le poursuivre. Stuart, qui attendait pour marcher sur Naples un soulèvement général de la population, promis par les souverains napolitains, dut constater qu'il ne se produisait pas. En même temps, un débarquement au nord de Naples, comprenant plusieurs milliers d'hommes sous les ordres du colonel Pizza (c'était Fra Diavolo), se réduisit à moins de cinq cents hommes qui se dispersèrent aussitôt dans la nature. Aussi l'armée alliée ne se mit-elle en marche qu'avec une certaine prudence. Le général Reynier, qui s'était replié jusqu'à Cosenza, voulut un peu plus tard, ayant peu à peu reconstitué sa division, reprendre son offensive contre les Anglais. Il fut arrêté par un ordre du roi (en fait, de Jourdan) qui lui ordonna de rester là où il était, de s'y fortifier et de n'en pas bouger, car il constituait par sa seule présence une sérieuse menace contre toute tentative de progression des alliés.

La nouvelle de la défaite de la baie de Sant'Eufemia avait provoqué un commencement de panique à Naples, dans la colonie française. Joseph ne perdit pas la tête mais ne savait quelles mesures prendre. Jourdan comprit tout de suite que dans une agglomération de 500 000 habitants à la topographie chaotique (trop de ruelles), une insurrection serait difficile à réprimer avec les moyens militaires dont il disposait et qu'en restant sur place, même dans son palais, le roi risquait fort de se retrouver prisonnier des insurgés. Il lui conseilla donc de quitter Naples et d'aller s'installer dans le camp retranché de Capodimonte, au nord de la capitale. Il était un peu délabré mais Jourdan assura qu'en peu de temps les troupes dont il disposait le remettraient en état, ce qui fut d'ailleurs le cas. Joseph se montrait hésitant. Il était fort habilement en train de se créer une popularité auprès des Napolitains, en se gardant d'appliquer les recommandations de son frère. Celui-ci

trouvait ce comportement ridicule et conseillait au nouveau roi de lever des contributions de guerre au lieu de verser dans la démagogie.

Joseph craignait qu'en adoptant une attitude qui ressemblerait à une fuite, il ne ruine l'oeuvre qu'il avait entreprise. Pourtant, il finit par se rendre à l'avis de Jourdan et sortit presque clandestinement de l'agglomération, prétendant qu'il n'agissait ainsi que pour complaire à son entourage et qu'il avait toujours été en sûreté dans son palais.

En tant que chef d'état-major, Jourdan confia à Masséna le soin de régler le problème de l'armée anglaise. Le maréchal était à son affaire, très satisfait de ne plus dépendre directement du roi et d'avoir comme titerlocuteur un autre maréchal. Prenant son temps, car il estimait qu'il n'y avait aucune raison de se hâter, Masséna concentra trois divisions auxquelles il joignit celle de Reynier. Il se porta alors sur l'armée anglaise et lui infligea une sévère défaite à Sinopoli, non loin de Cosenza, mais ne put l'exploiter à fond et la transformer en déroute chez l'ennemi, par manque, lui aussi, de cavalerie. Sans insister, Sir John Stuart se replia sur sa base de Sant'Eufemia et y rembarqua ses unités britanniques, abandonnant à leur sort ses alliés siciliens. La population de Calabre s'était montrée particulièrement sanguinaire vis-à-vis des Français après la défaite de Reynier. Aussi la répression qui suivit leur retour fut-elle féroce. Désireux de rétablir l'ordre à tout prix, Masséna fut sans pitié. Ayant constaté que de voir les leurs fusillés impressionnait peu les Calabrais, il décréta qu'ils seraient pendus et leurs cadavres laissés accrochés aux potences. Jourdan montra peu d'enthousiasme lorsqu'il fut mis au courant des procédés de son camarade. Plutôt enclin par nature à la clémence, il lui était pénible de cautionner une telle conduite. Il savait que Joseph, qui partageait sa manière de voir, n'accepterait que difficilement un tel comportement. Pourtant, il ne fit rien pour contrecarrer l'action de Masséna, estimant celle-ci nécessaire à la pacification de la Calabre.

La leçon avait porté ses fruits. Le calme revint peu à peu dans le royaume et les efforts des Bourbons pour entretenir une atmosphère d'insécurité décreurent sensiblement. Pourtant, le 22 octobre 1806, l'assassinat de son aide de camp, le colonel Bruyère, qui circulait seul dans les rues de Naples, fut un sérieux avertissement pour Joseph qui, en la circonstance, perdit beaucoup de ses illusions. Cédant aux avis de Jourdan, il ne sortit plus qu'avec une solide escorte, exclusivement composée de Français.

Pour le reste, une administration française se mettait en place et Joseph ne récrimina plus contre la présence de quarante mille Français sur son territoire. Masséna, qui avait prolongé son séjour en Calabre jusqu'en décembre 1806, afin d'étudier la possibilité d'un débarquement en Sicile, quitta Naples, le mois suivant, pour rejoindre la grande armée, laissant le commandement de l'armée à Joseph, en fait à Jourdan. Depuis

l'automne, les deux maréchaux étaient en froid à cause d'une erreur de Joseph. Masséna prétendait que la lutte contre la guérilla en Calabre lui avait occasionné des frais excessifs. Il avait toujours un oeil sur la défense de ses titérêts. Soucieux de ne pas se l'aliéner, le roi lui avait accordé une indemnité exceptionnelle de cent mille francs. Mais, par un curieux désir d'équité, il avait fait don de la même somme à Jourdan qui était resté tout le temps à Naples mais qui l'avait acceptée. Vexé, Masséna en voulut à son camarade, s'estimant lésé alors que Jourdan n'y était pour rien.

*

La vie à Naples, une fois le pays à peu près pacifié, se révéla agréable et facile. Certes les Napolitains n'étaient pas d'ardents travailleurs, ainsi que le nota sévèrement Roederer dans un rapport, mais la douceur du climat et une certaine sobriété des habitants, ainsi que leur nonchalance, rendirent plus faciles les contacts entre eux et les Français. Les problèmes militaires que Jourdan avait à résoudre étaient assez simples et n'occupaient qu'une partie de son temps. En dehors de la routine administrative, il fut surtout chargé d'organiser le recrutement de plusieurs régiments envoyés en Pologne renforcer la grande armée. Ils eurent d'ailleurs le plus grand mal à y supporter les rigueurs du climat. Le roi donnait l'exemple de la nonchalance et se mit à courir le guilledou, car la reine Julie préférait rester à Paris auprès de sa soeur, Désirée Bernadotte. Elle ne devait faire une brève apparition à Naples qu'en 1808. Joseph tomba amoureux de la duchesse d'Atri et la cour qu'il lui fit occupa une grande partie de son temps, pendant que son entourage – y compris les Jourdan – se démenait pour essayer de cacher cette liaison à sa femme.

Jourdan, qui avait rapidement fait venir à Naples sa femme et ses enfants, avait un avantage par rapport à la plupart des autres Français quant à ses rapports avec la société napolitaine. Il avait fréquenté à Turin puis à Milan le monde, et si leurs coutumes différaient légèrement de celles des Napolitains, c'étaient tous des Italiens et il existait un certain nombre de potits communs. Aussi, l'accueil qu'il reçut de la noblesse locale se révéla-t-il vite chaleureux, pour la plus grande satisfaction de Joseph qui cherchait par tous les moyens à créer des liens entre son entourage et ses sujets. Au départ, ces Napolitains fidèles aux Bourbons, dont ils escomptaient le retour, avaient fait preuve de froideur voire d'hostilité. Mais au fil des mois ils s'étaient quelque peu apprivoisés. Jourdan lui aussi évoluait. Du Jacobin de 1793 il ne restait plus grand-chose. Il se disait toujours républicain et partisan de la liberté, ou plus précisément adversaire de la tyrannie, mais ces sentiments n'avaient plus chez lui la virulence de jadis. Atténués, tempérés, ils étaient presque devenus propos de salons. Le plus curieux, peut-être, restait le fait qu'il

était quotidiennement en contact avec les ministres français de Joseph, tous anciens conventionnels comme Saliceti ou Barrère, éloignés de Paris par Napoléon pour cette raison et qui étaient restés, sinon totalement fidèles à leurs idées, un peu moins éloignés de celles-ci que le maréchal !

Les deux années qu'il allait passer à Naples furent parmi les plus paisibles et les plus heureuses de la carrière de Jourdan. Après l'échec de la tentative de Sir John Stuart, les Anglais, comprenant que tout essai de reconquête du royaume continental serait voué à la défaite, avaient décidé de cantonner prudemment en Sicile. De son côté, Jourdan, après s'être penché sur la question pour répondre à un souhait de Joseph, talonné par son frère, avait conclu que pour entreprendre la conquête de la grande île il faudrait disposer de moyens que Napoléon ne lui fournirait jamais. D'abord, il devrait considérablement renforcer l'armée de Naples. Ensuite, il lui faudrait disposer de plusieurs centaines de transports et ceux-ci n'existaient pas dans tout le royaume. Enfin l'appui, au minimum de l'escadre de la Méditerranée basée à Toulon, serait indispensable, et Napoléon n'était pas disposé à la risquer dans cette affaire. C'est pourquoi la conquête de la Sicile demeura à l'état de vague projet et ne fit même pas l'objet d'une étude approfondie.

Le travail de Jourdan était des plus simples et il put consacrer beaucoup de temps à sa famille, ce qui est quelque peu étonnant pour le chef d'état-major général d'un royaume en situation incertaine. Ses filles grandissaient. C'étaient de ravissantes jeunes personnes et étant donné la position de leur père de beaux partis. Au début de 1808, il maria les deux premières avec quelque hâte car il savait que, sous peu, il allait quitter Naples. L'aînée, Angélique Catherine, âgée de dix-sept ans, fit un très grand mariage. Elle connut une passion amoureuse avec le prince de Leporano, duc de Schiavi. C'était un très grand seigneur napolitain, premier gentilhomme de la chambre du roi des Deux-Siciles, le vrai, pas Joseph, et il put paraître étonnant qu'il épousât une Française, fille de roturiers, et un des principaux ministres de l'usurpateur. Ce couple eut une nombreuse descendance qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

La seconde, Camille, se maria avec un Corse, le comte de Satit-Anastase, qui était ministre des Postes du royaume, en somme un haut fonctionnaire, et elle eut également une nombreuse descendance. Les trois dernières ne convolèrent qu'après 1815. La double cérémonie eut lieu le même jour (8 mai 1808). Par ces unions avec la plus authentique noblesse, Jourdan rompait-il vraiment avec son passé révolutionnaire ? On l'a soutenu. En fait, le personnage était assez complexe pour se présenter à la fois comme un défenseur des idées de la Révolution et un gardien des anciennes traditions. Il allait toutefois avoir ses convictions nouvelles sérieusement battues en brèche dans l'affaire des duchés.

De bonne heure, Napoléon avait prévu de créer une noblesse d'Empire mais, devant la vigueur de certaines réactions, il avait jugé prudent de ne pas pousser son idée plus avant. Simplement, il créa deux princes : Pontecorvo, attribué à Bernadotte, à présent quelque peu allié de la famille, et Neuchâtel, qui était déjà un mini-État indépendant et qui revint à Berthier. Puis, il allait attendre deux ans pour créer un certain nombre de duchés en Italie que, sur le moment, il se garda d'attribuer. Mais, en 1807, il avait déjà fait de Lefebvre un duc de Dantzig après le siège et la prise de la ville effectués par celui-ci. Aussi, au début de 1808, décida-t-il que ses maréchaux devaient faire partie de ce nouvel ordre social et seraient, par principe, ducs. Mais, par souci de les matitenir dans un rang inférieur au sien, il arrêta que leurs titres, de préférence une ville italienne, n'auraient aucun rapport avec leurs exploits militaires passés. Une première liste fut donc dressée et soumise pour approbation aux titéressés. Tous n'y figuraient pas. Davout et Brune, qui, lui, n'eut jamais aucun titre, en étaient omis. Pérignon et Sérurier, deux des « honoraires », ne furent jamais que comtes.

Une difficulté surgit immédiatement : Masséna se voyait offrir Rivoli mais aurait voulu Zurich. Jourdan demanda d'emblée à être duc de Fleurus. Mais Napoléon ne pouvait se résoudre à accepter des titres rappelant des victoires primordiales dans lesquelles il n'avait joué aucun rôle. Il fit donc établir une seconde liste dans laquelle Masséna serait duc de Calabre et Jourdan duc des Abruzzes. Tous deux refusèrent, Jourdan s'en tenant à Fleurus et Masséna à Zurich. Napoléon fit alors dresser une troisième liste et là tous deux en étaient absents. Masséna se résigna alors de mauvaise grâce à accepter Rivoli, mais Jourdan, dont la position n'avait pas varié, se retrouva définitivement sans titre sur la quatrième et dernière liste. Pourtant, Lannes, qui était toujours son ami, avait plaidé sa cause auprès de l'empereur et s'était attiré cette réponse : « Il aurait un titre plus beau que le mien car je n'ai jamais remporté une victoire ayant sauvé la France ! »

La déception de Jourdan n'en fut pas moins sévère d'autant qu'à présent il aspirait à recevoir un duché, n'importe lequel, lui aussi. Le fait que les trois maréchaux nommés après 1811 ne furent jamais pourvus de duchés fut une mince consolation. Aussi, les rapports de Jourdan et de Napoléon commencèrent-ils dès ce moment à se détériorer davantage, si cela était possible.

Lorsque Joseph quitta Naples en juillet 1808 pour monter sur le trône d'Espagne, l'intention de l'empereur était de laisser rentrer Jourdan en France et de l'y matitenir sans emploi pendant une période indéfinie. Il estimait qu'il n'avait pas particulièrement réussi à Naples, ce qui compte tenu des moyens très limités dont il avait pu disposer était parfaitement inexact. De plus, son insistance à être titré duc de Fleurus avait profondément déplu. Ce fut Joseph qui, à force de persévérance,

allant jusqu'à menacer de renoncer au trône d'Espagne et de se retirer à Mortefontaine, obtint d'emmener Jourdan avec lui comme chef d'état-major. Il jugeait que dans un poste qu'il prévoyait comme particulièrement difficile, il aurait besoin d'avoir à la fois un ami et un conseiller de valeur à ses côtés.

Généreux par nature, le roi fit pleuvoir avant son départ décorations et cadeaux sur tous ses amis, qu'il les emmenât ou non avec lui. Pour sa part, Jourdan, qui avait été parmi les premiers à être décoré du nouvel ordre des Deux-Siciles, créé par Joseph sur le modèle de la Légion d'honneur, reçut une nouvelle gratification de près de trois cent mille ducats. Par ses largesses, Joseph abandonnait un trésor à peu près vide. Prévoyant qu'il pourrait avoir besoin d'argent et sur le conseil, semble-t-il, de Jourdan, il rafla ce qui restait dans les caisses, laissant son beau-frère et successeur, Murat, se tirer d'affaire comme il l'entendrait pour équilibrer son budget.

IX

PREMIERS SÉJOURS EN ESPAGNE

(1808-1809)

L'intégration de l'Espagne dans le système politique français fut une opération préparée de longue date par Napoléon, dès 1805 s'il faut en croire Barante. À l'automne 1807, alors que l'Espagne était encore une alliée fidèle de l'Empire, et qu'à la suite du traité de Fontainebleau, les deux gouvernements avaient préparé de concert la conquête et le partage du Portugal, Napoléon se rendit en Italie. À son frère Lucien, au cours d'une tentative de réconciliation, il offrit la couronne d'Espagne alors que ce pays avait un souverain légitime en place, Charles IV, un Bourbon. L'empereur ne mit qu'une seule condition à sa proposition : que Lucien divorcerait. Mais celui-ci, qui tenait à sa femme, n'avait aucune envie de régner et, de plus, connaissant les Espagnols, il refusa l'offre.

Faute de mieux, Napoléon se rabattit sur Joseph. Ce dernier ne fit pas preuve d'un enthousiasme débordant à l'idée de quitter son royaume de Naples où il se plaisait en paix et vivait un grand amour. Il fallut presque lui forcer la main.

Dès les premiers mois de 1808, plusieurs corps d'armée français entrèrent en Espagne, officiellement pour collaborer avec l'armée espagnole afin de conquérir le Portugal, mais en réalité pour occuper un certain nombre de points stratégiques. Après quoi les événements évoluèrent de manière fâcheuse. Le premier ministre Godoy, favorable à une politique de coopération avec la France, fut renversé par une émeute qui secoua la capitale. Puis la famille royale, prisonnière en quelque sorte des Français, fut expédiée à Bayonne où le roi terrorisé abdiqua, remettant le royaume entre les mains de « son bon ami Napoléon ».

Aussitôt, toute l'Espagne se souleva en faveur de son souverain, incarné à présent par Ferdinand VII, fils aîné du roi Charles IV. En sa faveur, s'était spontanément créée une junte révolutionnaire qui s'était trouvée vocation à gouverner.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'examiner en détail ce fameux « guet-apens » de Bayonne auquel ni Joseph ni Jourdan ne participèrent.

Ce fut dans ces conditions difficiles que Joseph monta sur le trône d'Espagne. Il aurait désiré demeurer encore quelque temps à Naples, mais un ordre impératif de Napoléon le mit en voiture, le 21 mai 1808. De ce fait, Jourdan, qui avait un certain nombre d'affaires personnelles à régler, entre autres le retour de sa famille, allait demeurer en arrière alors que le nouveau roi d'Espagne eût bien aimé l'avoir à ses côtés.

Ayant eu l'habileté de composer sa maison avec les gentilshommes qui avaient servi son prédécesseur, Joseph entra en Espagne au début de juillet, accompagné par l'armée de Bessièrès qui se heurta, le 14, à Medina de Rio Soco, à une de la junte qui prétendait lui barrer la route de Madrid. Le maréchal l'écrasa et la dispersa. Lasalle, grand cavalier de l'Empire, s'y distingua en poursuivant les fuyards à la cravache. Il eût fait mieux si Bessièrès n'avait stoppé son élan. À ce moment, les forces militaires de la junte s'élevaient à un peu plus de cent trente mille hommes de valeur fort inégale.

Joseph put donc pénétrer dans sa nouvelle capitale, le 23 juillet. L'accueil de la population fut glacial. Encore, le malheureux roi ignorait-il que, la veille, le général Dupont s'était rendu aux Espagnols, à Bailén, avec tout son corps d'armée. Privé de ses conseillers habituels et de Jourdan en particulier, Joseph, lorsqu'il apprit ce désastre, s'affola et prit peur. Une semaine à peine après son arrivée, il décampa et courut se réfugier à Burgos sous la protection des troupes du maréchal Mortier. Et, comme il pensait n'y être potit encore assez en sécurité, il quitta bientôt cette ville et alla chercher refuge avec sa cour derrière la barrière de l'Èbre, reculant jusqu'à Vitoria (22 août). Ce fut dans cette dernière localité que le rejoignit Jourdan. Joseph l'attendait avec impatience. Lorsqu'il lui demanda s'il avait agi sagement en se retirant sur sa position actuelle, le maréchal répondit par l'affirmative, estimant qu'il avait eu raison d'une part de regrouper des unités dispersées dans un pays en pleine révolte et d'autre part d'assurer avant tout ses communications avec la France. Contrairement à une grande partie de l'entourage du roi, Jourdan n'était pas inquiet quant à la tournure que pourraient prendre les événements car, dès ce moment, il savait que Napoléon, qui faisait faire mouvement à près de quatre-vingt-dix mille hommes, jusque-là stationnés en Allemagne, se préparait à prendre leur tête et à pénétrer lui-même en Espagne.

Déjà, le 27 juillet, Savary, que Napoléon avait détaché auprès de

Joseph, avait écrit à son maître que la venue de Jourdan ne pourrait être que bénéfique pour son frère.

*

Le maréchal Jourdan a laissé la partie la plus titéressante de ses mémoires, qu'il a intitulés simplement *Mémoires militaires*, sur les deux séjours qu'il fit en Espagne, entre 1808 et 1813. Véritable étude historique, cet ouvrage rapporte non seulement les faits et gestes de l'auteur dans ses fonctions, mais se penche également sur l'ensemble du problème posé par l'affaire espagnole et ses répercussions sur place et en Europe. Jourdan a fait remonter ses premières considérations aux événements qui ont précédé la mainmise sur le pays par Napoléon. Son ouvrage prend donc une dimension beaucoup plus large que les mémoires de certains de ses camarades qui s'en sont tenus seulement aux actions auxquelles ils se sont trouvés mêlés.

Cette prise de position lui a permis de juger, parfois sévèrement, un certain nombre de personnages qui se sont trouvés en Espagne et rend d'autant plus titéressants et précieux ces souvenirs.

Dès le début de son séjour, Jourdan comprit qu'il se trouvait dans une situation sinon fausse, du moins mal définie et ambiguë. Napoléon avait bien reconnu qu'il était chef d'état-major général des armées d'Espagne mais sans fixer avec précision l'étendue de ses pouvoirs, en particulier pour les corps d'armée français, qui constituaient la quasi-totalité des forces à la disposition du roi. De plus, l'empereur pratiquant toujours sa politique consistant à donner et reprendre à la fois s'était bien gardé de faire savoir, aussi bien à Joseph qu'à Jourdan, que chacun de ces chefs de corps avait reçu de Berthier des instructions secrètes, lui précisant qu'il devait obéir aux ordres de l'empereur avant ceux qui pourraient lui parvenir de l'état-major du roi.

Il allait en résulter que ces maréchaux et généraux profitèrent de ces directives aberrantes pour n'obéir à personne. Chacun se cantonna dans son secteur et y agit en toute indépendance. Sur les sept corps que comptait l'armée française d'Espagne et qui alignaient plus de cent soixante mille hommes, dont onze mille cavaliers appuyés par plus de deux cent cinquante pièces d'artillerie, Jourdan ne put véritablement exercer un contrôle que sur les vingt mille hommes du 5^e corps.

Les autres chefs : Victor, Soult, Junot, Mortier, Ney et Gouvion-Satit-Cyr, invoquèrent les motifs les plus invraisemblables pour ne pas se plier à ses ordres. Certains allèrent jusqu'à prétendre qu'ils ne pouvaient lui obéir car ils étaient ducs et lui pas ! Parfaitement tenu au courant de cet état de fait, Napoléon ne fit jamais rien pour rétablir l'ordre. Dans ses mémoires, Jourdan a rapporté le singulier raisonnement de ses camarades, le déplorant mais reconnaissant qu'il ne disposait d'aucun moyen pour faire accepter ses instructions. L'empereur avait commis une

faute grossière en voulant commander à une aussi grande distance. De son côté, Jourdan n'aurait pas dû s'accommoder d'une situation aussi floue et donner sa démission en découvrant la manière dont il était traité. Mais on sait qu'il avait du mal à renoncer à des fonctions importantes et aux avantages qu'elles impliquaient.

Au fond, Napoléon craignait que le tandem Joseph/Jourdan ne fonctionnât trop bien et qu'ils remportent des succès dans lesquels lui-même n'aurait joué aucun rôle. Il se méfiait des deux hommes. De cet état d'esprit allaient sortir des situations impossibles qui conduiraient au désastre final.

Jourdan, dès son arrivée, prit quelques mesures énergiques, ce que n'avait su ni osé Joseph. Depuis le camp de Miranda où était installé le quartier général en vue de préserver les Français contre les tentatives d'assassinat, il fit avertir la population par voie d'affiches que : « Quiconque sera pris les armes à la main, sans autres formalités sera pendu. Les communes seront responsables de la mort de tout Français sur leur territoire. »

Le roi Joseph, qui pourtant n'était pas partisan de la violence, ne trouva rien à redire. Sa propre position était aussi difficile et fausse que celle du maréchal. Lorsqu'il était entré en Espagne pour « remonter la machine », Napoléon aurait dû normalement l'avoir en permanence à ses côtés pour bien faire comprendre que sa présence était une assistance de souverain à souverain. Or, il n'en avait rien été. Napoléon l'avait laissé constamment et systématiquement à l'arrière et, une fois parvenu à Madrid, au lieu de le réinstaller au palais royal, il l'avait envoyé camper hors de la ville, à la villa du Pardo. Il est vrai que lui-même pendant ce temps était installé dans celle de Chamartin. Dans cette espèce de solitude, Joseph, qui commençait à mesurer l'ensemble des difficultés qui l'attendaient, songea une fois de plus à démissionner et à se retirer à Mortefontaine où la vie serait autrement plus facile. Ce furent ses conseillers, et en particulier Jourdan, qui finirent par le convaincre de demeurer en place au moins pour quelque temps, ajoutant, ce qui était probablement vrai, qu'en cas d'abdication l'empereur ne le lui pardonnerait jamais.

La petite équipe (on hésite à ce moment à parler de cour) de Joseph se rapprocha donc par étapes de Madrid et ne s'y installa qu'au moment où Napoléon retournait en toute hâte en France, où il était appelé par la nouvelle crise avec l'Autriche, sans même s'arrêter pour saluer son frère.

Jourdan, entré à Madrid avec le roi, mesura vite qu'il allait avoir à faire face à des difficultés insurmontables, car son titre de chef d'état-major de l'armée d'Espagne était sans portée effective. Joseph, pour sa part, aurait souhaité que son ami lui constituât une armée bien à lui, composée exclusivement d'Espagnols avec, peut-être, quelques mercenaires pour l'encadrer. Mais Jourdan savait que c'était impossible.

La quasi-totalité des cadres, officiers et sous-officiers de l'ancienne armée royale, s'était spontanément mise au service de la junte révolutionnaire. Il en allait de même de la troupe. De plus, ce n'étaient pas des régiments de bien fameuse qualité car, pendant toute la durée de la guerre en Espagne, ces troupes allaient se faire battre avec régularité par les armées françaises. Leur seul mérite serait de ne jamais renoncer à combattre et, défaites et dispersées, elles prendraient du champ et iraient se reconstituer pour repartir en guerre un peu plus loin.

*

Le véritable adversaire, représentant la seule menace sérieuse pour Joseph, était l'armée anglaise. Si médiocres qu'aient été ses connaissances en matière militaire, le roi, à en croire Jourdan, « n'était pas étranger à la science de la stratégie » et avait parfaitement saisi le danger que représentait la présence britannique dans la péninsule.

Peu après l'entrée des troupes françaises en Espagne, le gouvernement britannique avait jeté une armée près de l'embouchure du Tage, au Portugal. C'était la seule dont il disposait et elle ne dépassait pas cinquante mille hommes. Ses généraux âgés, timorés et n'ayant qu'une confiance très limitée dans la valeur combative de leurs subordonnés, avaient eu l'immense surprise de voir, peu après leur débarquement, le corps de Junot arrivé avant eux jusqu'à Lisbonne capituler devant eux. Enhardis, ils avaient alors lancé une partie de leurs troupes, commandée par Sir John Moore, vers le nord. Mais celui-ci s'était heurté à Napoléon en personne. Appelé peu après d'urgence en France, l'empereur avait laissé au maréchal Soult le soin de jeter ses adversaires à la mer. Par un prodigieux exploit, Moore avait réussi à gagner La Corogne et à y embarquer presque toutes ses unités, abandonnant matériel et chevaux sur les plages ; un Dunkerque avant la lettre. Le général anglais avait été tué en dirigeant l'opération.

Après cet échec, un homme nouveau avait été nommé à la tête de l'armée britannique. Il avait acquis une certaine renommée aux Indes. C'était Sir Arthur Wellesley. Ce n'était pas un stratège de génie mais un personnage pragmatique, de bon sens, utilisant au mieux les moyens dont il disposait et toujours prêt à abandonner ses récents avantages acquis s'il l'estimait indispensable à la sauvegarde de son armée. Avec cela, soucieux du bien-être de ses hommes, car il pensait que pour bien se battre ils devaient être en bonne condition physique et, en même temps, il les méprisait profondément en tant qu'individus.

Au départ, il n'allait avoir sous ses ordres que vingt-cinq mille Anglais et mercenaires hanovriens plus une dizaine de milliers de Portugais. Il pouvait compter, l'avait-on assuré, sur les quarante mille Espagnols de Cuesta, mais, très rapidement et après les avoir passés en revue, il avait conçu des doutes sur leur valeur en tant que combattants.

Ce fut néanmoins avec les soldats de cette coalition quelque peu chaotique qu'il réussit à chasser, en trois semaines, Soult, qui s'était avancé jusqu'à Porto, au Portugal. Mais le maréchal n'avait que vingt-cinq mille hommes (mai 1809). Dans les deux mois qui suivirent, ce ne furent que chicanes entre Soult, Ney et Mortier, tous trois dans le nord, qu'un ordre de Napoléon, oubliant délibérément le rôle de Jourdan, avait placés directement sous les ordres du premier. Le chef d'état-major général était d'autant plus inquiet du déroulement des événements, et de cette espèce de révolte des trois maréchaux, qu'il avait percé à jour les plans de Wellesley et compris que celui-ci, après s'être replié sur Lisbonne, entamait une manoeuvre qui, espérait-il, lui permettrait de marcher sur Madrid et d'enlever la capitale.

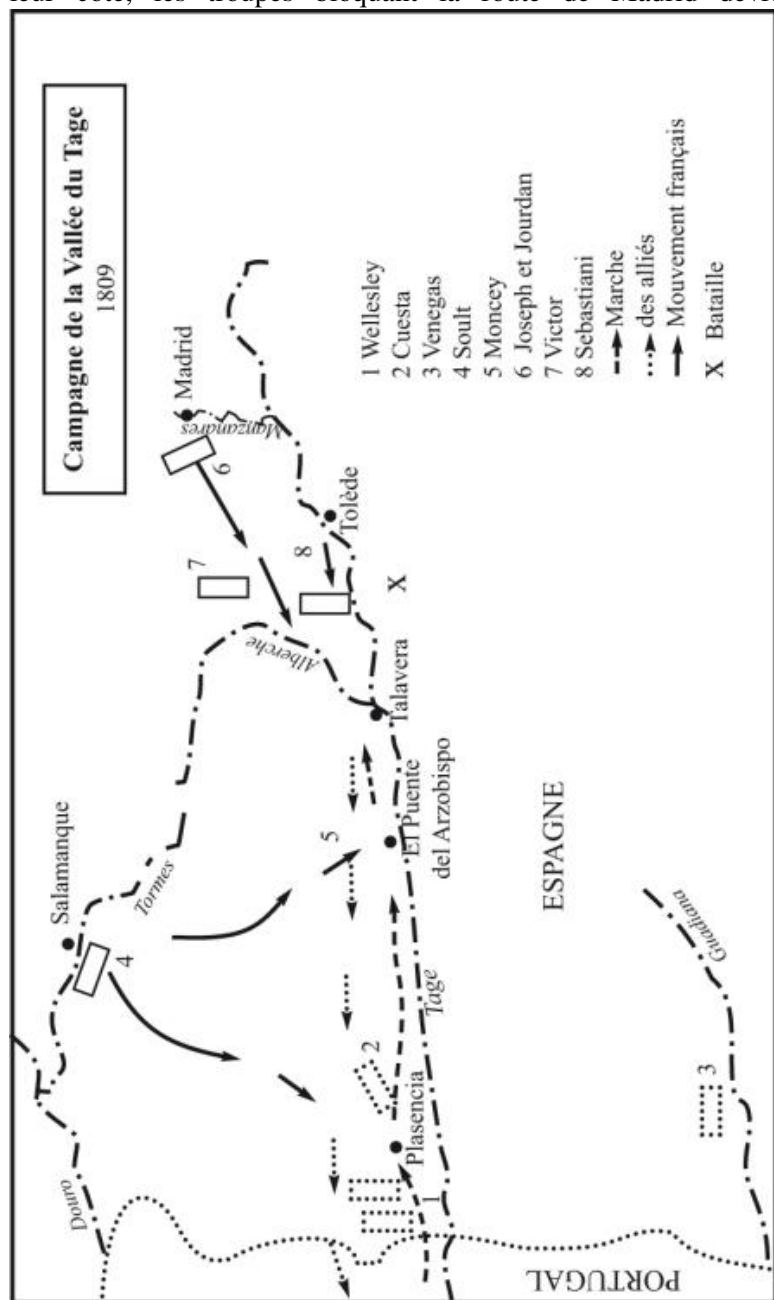
Mis au courant, le roi Joseph conserva son sang-froid et renouvela sa confiance à son ami avec d'autant plus de mérite qu'il le savait plus en défaveur que jamais auprès de son frère. Se saisissant du prétexte que Jourdan avait pris l'habitude d'arborer à son bicorne une cocarde rouge, couleur de l'Espagne, Napoléon avait fait radier son nom de l'Almanach impérial de 1809. Cette brimade avait d'autant plus affecté Jourdan que l'histoire de la cocarde était entièrement fausse et le maréchal, qui s'y est étendu en détail dans ses mémoires, soutient, avec de sérieux arguments à l'appui, que par ce moyen l'empereur voulait l'obliger à passer définitivement au service de l'Espagne en perdant la nationalité française et être ainsi débarrassé de lui.

Or, de cette situation-là Jourdan ne voulait à aucun prix et ses protestations véhémentes demeurèrent, pour l'heure, sans effet. Mais il persévéra dans ses demandes et dut attendre deux ans pour voir son nom reparaître enfin dans le fameux Almanach.

Mais, en cet été 1809, il avait de plus sérieuses préoccupations. Contrairement aux dires de certains qui en faisaient courir le bruit, le déclarant fatigué et diminué, il conçut, face à la menace que les alliés faisaient peser sur Madrid, un plan magistral. Son objectif n'était pas de repousser l'armée ennemie jusqu'au Portugal mais de l'anéantir. Pour le réaliser, il disposait de forces importantes. Au nord de l'Espagne, autour de Salamanque, campait l'armée de Soult, forte de trois corps d'armée, soit environ soixante mille hommes. À proximité de Madrid, se trouvaient le corps de Victor, dit armée du centre, comptant vingt-deux mille soldats et celui de Sebastiani, un peu moins important, alignant tout de même quatorze mille à quinze mille combattants. Il y avait de plus le corps dépendant directement de Jourdan, soit encore quinze mille hommes, et la petite garde royale très hispanisée pour répondre aux vœux de Joseph mais qui avait, jusque-là, fait bonne figure. C'était donc un ensemble de plus de cent dix mille hommes sur lesquels Jourdan pouvait espérer compter.

Toute la subtilité, la hardiesse et l'habileté du plan de Jourdan

tenaient à ce qu'au lieu de se porter vers la frontière pour arrêter l'envahisseur, il voulait le laisser pénétrer assez profondément en Espagne. Sans lui permettre d'atteindre Madrid où les forces françaises lui barreraient la route, on le laisserait suffisamment avancer pour que les trois corps de Soult dévalant du nord viennent en parfaire l'encerclement, ce qui permettrait d'obtenir une capitulation en rase campagne. Mais, de leur côté, les troupes bloquant la route de Madrid devraient se



contenter de faire obstacle sans prendre le risque d'engager une bataille rangée.

Sur ce potit, Jourdan expliquait dans son commentaire que si les régiments anglais étaient capables d'entreprendre une telle action, leurs alliés portugais et surtout espagnols qui, lorsqu'ils étaient bien commandés, se montraient à peu près utilisables dans la défense, se révélaient franchement médiocres dans l'attaque.

Lorsqu'il prit connaissance du plan de son chef d'état-major général, le roi Joseph, encore qu'il fût obnubilé par le risque de voir sa capitale tomber aux mains de l'ennemi, donna immédiatement son accord. Avec son sens instinctif de la stratégie, il comprenait que la capture de l'armée anglaise était probablement la seule chance d'étouffer l'insurrection générale qui, si elle n'était plus soutenue par la Grande-Bretagne, s'éteindrait faute de moyens.

Pour avoir des chances de réussir, une telle manoeuvre devait être tenue secrète. Jourdan et le roi tombèrent d'accord pour ne mettre les maréchaux au courant que du strict nécessaire des rôles qu'ils auraient à jouer, se réservant de leur en apprendre davantage au fur et à mesure du développement des opérations.

Soult, tout en accusant réception de ses instructions partielles, crut devoir faire remarquer qu'elles étaient en contradiction avec celles de Napoléon qui préconisait une bataille rangée à laquelle participeraient l'ensemble des troupes françaises. Mais il semble que même ainsi, il comprit l'essence du plan de Jourdan et déclara qu'il allait exécuter sans arrière-pensée les mouvements qu'on lui demandait. Quant à Napoléon, le risque était trop grand de voir le courrier qui porterait le plan tomber aux mains de l'ennemi pour qu'on l'en avertît. Au demeurant, au même moment en Autriche, l'empereur avait d'autres soucis en tête que les problèmes espagnols. Il était entièrement absorbé par les préparatifs de la bataille qui allait lui permettre de réparer le demi-échec qu'il avait subi à Essling.

*

Après avoir forcé Soult à évacuer le Portugal, Sir Arthur Wellesley, remontant la vallée du Tage, avait pénétré en Espagne dans le courant du mois de juin 1809. Toutefois, devant le manque total d'opposition de la part des Français, il avait progressé avec beaucoup de prudence. Ce fut seulement le 10 juillet, à Plasencia, qu'il opéra sa jonction avec l'armée espagnole, pompeusement nommée « du centre », commandée par Don Grégorio Cuesta, Grand d'Espagne et capitaine général d'Estrémadure. Plein de morgue et de suffisance, cet homme de soixante-dix ans n'avait pourtant jamais connu sur le plan militaire que des revers. Il appuyait ses prétentions d'entrer bientôt botte à botte aux côtés de Wellesley dans Madrid, en triomphateur sur son armée. Elle comptait trente mille

fantassins, sept mille cavaliers et soixante-dix pièces de canon. De plus, Cuesta espérait bientôt être renforcé par le corps de Venegas, fort de vingt-six mille hommes. Il semblait ignorer que ce dernier, alors campé sur les rives de la rivière Guadiana, était « marqué » par une partie du 4^e corps, commandé par Sebastiani, et allait être refoulé loin du théâtre d'opérations dans les semaines suivantes.

Les deux généraux alliés ne savaient pas que, quatre jours avant leur rencontre, Napoléon avait battu les Autrichiens à Wagram. Après avoir passé en revue les régiments espagnols, Wellesley se vit confirmé dans ses doutes quant au succès de l'opération sur Madrid. Ensemble, les deux généraux quittèrent Plasencia, le 17 juillet, mais l'Anglais laissa Cuesta s'engager seul sur la route de Madrid, avec vingt-quatre heures d'avance sur lui. L'Espagnol n'allait pas tarder à se heurter à Victor et à rétrograder en toute hâte sur son allié. Ils se retrouvèrent devant la ville de Talavera. À ce moment, Wellesley ignorait encore tout de la marche de Soult. Toutefois, il décida de suspendre sa progression, malgré les supplications de Cuesta, et de se retrancher solidement sur les collines bordant la route de Talavera à Madrid. Au demeurant, et cela lui avait donné à réfléchir, les habitants de Talavera avaient accueilli plutôt froidement des alliés que précédait une solide réputation de pillards.

Ses rapports d'éclairage avaient appris à Wellesley que l'armée du maréchal Victor avait vraisemblablement reçu des renforts. C'était exact. Le roi, accompagné de Jourdan, d'une division d'infanterie (Dessolles) et d'une partie importante du corps de Sebastiani, avait rejotit le duc de Bellune qui avait déployé son armée face à celle des alliés, de l'autre côté de la route de Talavera à Madrid que longeait un ruisseau, l'Albareche.

Le maréchal Jourdan ayant parcouru le terrain et examiné attentivement les emplacements des armées conseilla au roi de demeurer sur sa position qui était forte en barrage, aussi longtemps que nécessaire, pendant que Soult effectuerait son mouvement d'encerclement. Il estimait, probablement avec raison, que les Anglais, après s'être retranchés dans les collines, adopteraient une tactique défensive et ne passeraient pas à l'attaque, jugeant cette formule trop hasardeuse. Joseph semblait vouloir accepter la manière de voir de Jourdan qui était visiblement la plus réaliste, surtout si l'on tenait compte de la chaleur écrasante qui régnait. Ce fut alors qu'intervint le maréchal Victor qui ne brillait pas par l'intelligence. Il s'emporta, déclara qu'il était honteux de demeurer dans l'inaction et pressa vivement Joseph de donner l'ordre de se porter sur l'armée ennemie dont il assurait ne faire qu'une bouchée. On était en fin d'après-midi ; il restait peu d'heures de jour. Joseph hésitait. Il craignait, s'il contrariait Victor, que celui-ci ne se plaignît à Napoléon, clamant qu'on l'avait empêché par excès de prudence de remporter une victoire facile et décisive. Il finit donc par donner, quoique

à contrecœur, l'autorisation. La bataille de Talavera, qui allait se dérouler sur trois jours, s'engagea.

Ce qu'il y a de remarquable dans cette rencontre, c'est qu'une partie seulement des forces en présence, de part et d'autre, y participa. Du côté français, seul Victor mena les attaques, lançant à plusieurs reprises son infanterie à l'assaut des collines tenues par les Anglais. Sebastiani, qui estimait que Jourdan avait raison en voulant temporiser, se contenta de quelques démonstrations soutenues par des tirs d'artillerie. Quant à Jourdan, furieux de constater qu'on ne tenait aucun compte de ses recommandations, il demeura spectateur muet et se garda bien de donner un nouvel avis. Pour un peu, il aurait quitté le champ de bataille et serait retourné à Madrid. Du reste, tout le déconcertait dans cet affrontement, jusqu'au fait qu'entre les assauts les soldats des deux camps descendaient boire dans le ruisseau Albareche et se regardaient tranquillement, sans le moindre signe d'hostilité, comme s'ils n'avaient pas été des adversaires. Et leurs officiers ne faisaient rien pour empêcher cette espèce de fraternisation.

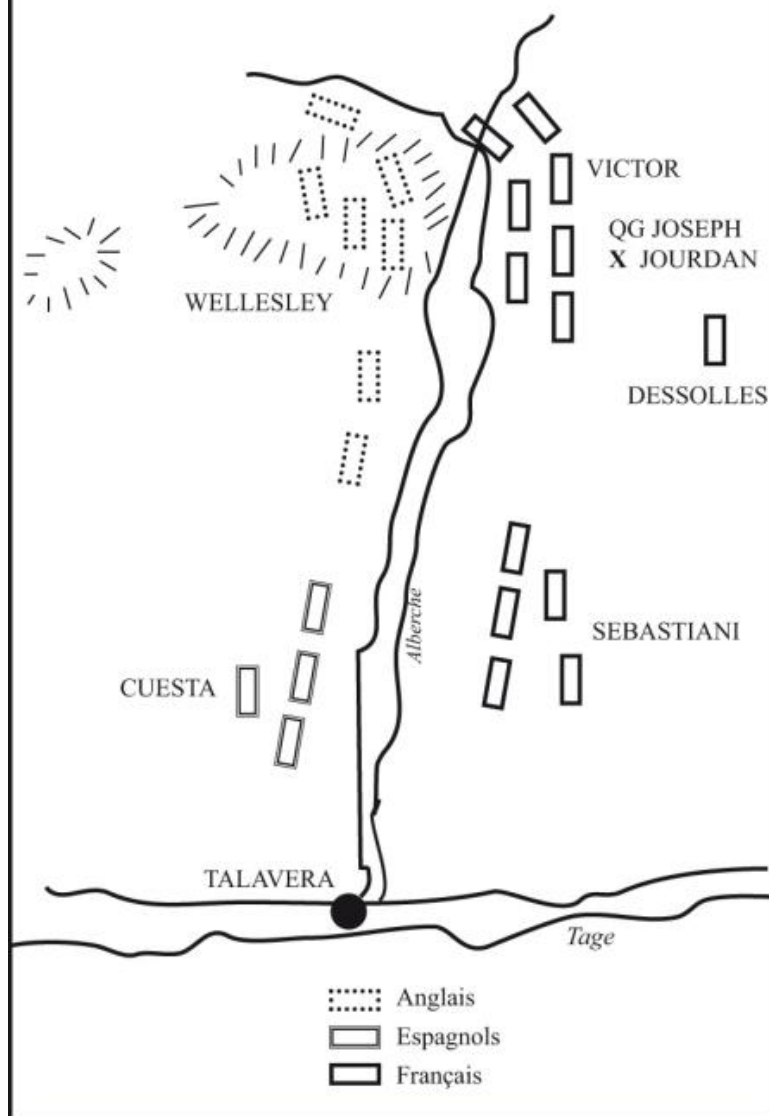
Chez les alliés, il y eut un phénomène identique. Seules les divisions anglaises, retranchées dans les collines, supportèrent le poids des assauts français, et les Espagnols, déployés entre Talavera et l'armée anglaise, assistèrent, eux, en spectateurs à toute la bataille.

Leurs pertes, plutôt légères, dépassèrent à peine mille deux cents hommes. Le deuxième jour vit se répéter les mêmes assauts que le premier. Les soldats de Victor, engoncés dans leurs lourds habits de drap, peinaient à avancer et leur dynamique manquait d'autant de mordant.

Le troisième jour, se croyant menacé sur sa droite, Victor esquissa un mouvement de recul sans en prévenir personne, ce qui allait lui valoir un peu plus tard une explication orageuse avec Sebastiani qui, n'ayant pas été informé de ce mouvement en arrière, en exécuta sans motifs un identique. Mais voyant peu après que les alliés, loin de les poursuivre, semblaient ne pas bouger, tous

Bataille de Talavera

27/29 juillet 1809



deux
arrêtèrent leur retraite et vinrent réoccuper leurs positions primitives. Ce fut pour constater à leur grande stupeur que l'ennemi avait déguerpi pendant leur recul. En définitive, les Français restaient maîtres du champ de bataille et Madrid se trouvait hors de danger.

La veille au soir, Wellesley avait appris que Soult, déboulant du nord, marchait sur ses arrières et que Moncey venait d'occuper El Ponte del Arzobispo, très en arrière de ses lignes, sur le Tage, que Cuesta avait

négligé de faire garder. Il avait aussitôt averti son partenaire de sa décision de reculer sans tarder et, pendant qu'il en était encore temps, jusqu'à Lisbonne. Entre les deux hommes, avait eu lieu une scène d'une rare violence, Cuesta voulant convaincre l'Anglais de continuer à marcher sur Madrid. À la fin, son indignation avait été telle que l'Espagnol était tombé, frappé d'apoplexie. Sans s'en préoccuper davantage, le général anglais, abandonnant les Espagnols à leur sort, avait immédiatement battu en retraite et, du même coup, sauvé son armée. Mais le plan élaboré par Jourdan, même s'il n'avait pas pu entièrement se réaliser, avait, jusqu'à un certain point, porté ses fruits et permis à Joseph de préserver sa capitale.

Talavera fut une bataille incertaine où les pertes s'équilibrèrent : un peu plus de sept mille hommes de chaque côté. Sebastiani avait dû abandonner plusieurs canons embourbés dans les vignes, mais dans leur retraite les Anglais laissèrent derrière eux la moitié de leur artillerie dans des sentiers de montagne qu'ils avaient été contraints d'emprunter.

Comme souvent dans de pareils cas, chaque camp se dépêcha de crier victoire. Wellesley, qui ne manquait pas d'aplomb, alla jusqu'à présenter comme des drapeaux pris à l'ennemi des fanions qui avaient été plantés dans le sol pour limiter la place de chaque régiment avant qu'il ne parte à l'attaque et qui ne représentaient rien. Le gouvernement britannique, qui en avait besoin pour doper son opinion publique plutôt portée au pessimisme, se hâta de couvrir d'éloges et d'honneurs le « vainqueur » qui fut créé Lord Wellington. Quoique ayant vu sa campagne de Madrid se terminer par un fiasco, Wellesley, avec une totale impudeur, avait écrit à Londres qu'il avait vaincu les Français.

De son côté, Joseph, avec davantage de raisons, fit chanter des *Te Deum* de victoire à Madrid et rédiger des proclamations triomphantes. Puis il envoya des rapports dans le même style à Napoléon.

*

Lorsqu'il fut mis au courant de la manière dont s'étaient déroulés les événements, l'empereur entra dans une violente colère. Il était d'abord furieux qu'on ne lui ait pas communiqué en temps utile le plan de Jourdan dont il reconnut sans peine l'excellence mais qui, à ses yeux, avait l'immense tort de ne pas sortir de sa main. Et sa fureur ne connut plus de bornes lorsqu'il connut les circonstances dans lesquelles s'était déroulée la bataille de Talavera. En présence de Berthier, il dicta une lettre à Clarke, ministre de la Guerre, lui indiquant que au lieu de « lui faire connaître la véritable situation des choses, on lui envoyait des carmagnoles et des amplifications d'écoliers »...

Il lui fallait trouver un bouc émissaire. Victor (on ne sait trop pourquoi), un de ses maréchaux favoris et Joseph, son frère, étaient titouchables. Sa colère tomba donc sur Jourdan à qui il reprocha son

manque d'énergie, la manière dont il avait mené les opérations et de n'avoir pas su se faire obéir des autres maréchaux. Avec sa mauvaise foi et son habitude de faire porter aux autres le poids de ses propres erreurs, il semblait oublier que, s'il avait confirmé, le 17 juillet 1808, Jourdan dans son poste de chef d'état-major de l'armée d'Espagne, il s'était bien gardé de définir les pouvoirs qui accompagnaient ce titre. Il savait qu'à ce moment Jourdan ne pouvait obtenir la moindre subordination de ses camarades et il aurait dû se montrer satisfait des résultats obtenus avec d'aussi pauvres moyens. Dès ce moment, et quoiqu'il sût que son frère était dans les plus mauvais termes avec lui, il songea à remplacer Jourdan par Soult. Pourtant, il tergiversait. L'incertitude qui planait sur la position du maréchal servait plutôt à justifier ses propres erreurs. En le matitenant à son poste, il avait la facilité d'avoir sous la main un responsable sur qui il pouvait faire porter ses reproches. Aussi, à l'étonnement général, le 24 septembre, nomma-t-il Jourdan major général des armées d'Espagne, mais, une fois encore, il se garda de définir ses pouvoirs vis-à-vis de ses camarades.

Trop, c'en était trop ! Fatigué, malade et un peu écoeuré malgré son amitié titacte pour le roi Joseph, Jourdan, appuyant sa requête sur une pile de certificats médicaux, demanda son rappel. Toutefois, Napoléon le fit attendre un peu et ce ne fut qu'en octobre que le major général reçut l'autorisation de rentrer en France. Remplacé par Soult, il quitta ce même mois l'Espagne. Le roi Joseph, quoique regrettant sincèrement son départ, ne tenta pas de le retenir. On ignore si à son retour à Paris Jourdan eut un entretien avec l'empereur. Entre les deux hommes, l'inimitié était flagrante.

Alors que les autres maréchaux continuaient à être couverts d'honneurs et d'argent, sans même songer à se fixer à Paris, Jourdan se retira dans sa propriété du Coudray où il allait vivre deux ans, se consacrant à sa famille. Il continuait à toucher sa solde de maréchal qui était fort belle et, en 1811, eut la satisfaction de voir son nom réinscrit dans l'Almanach impérial. Mais l'inaction n'allait pas tarder à lui peser et, dès ce moment, il pensait que tant que durerait le régime impérial qui semblait plus solide que jamais, on ne ferait plus appel à lui.

X

RETOUR EN ESPAGNE

(1811-1813)

Entre le roi Joseph et le maréchal Soult, la mésentente avait été immédiate. Chacun méprisait l'autre. Le maréchal tenait le roi pour un être falot, sans véritable personnalité, ne devant sa position qu'à son frère et totalement incapable sur le plan militaire. Le roi considérait le maréchal comme un individu sans moralité, pillard qui enlevait un peu partout des oeuvres d'art pour enrichir ses collections et n'ayant que trop tendance à considérer que l'argent des caisses publiques pouvait se confondre avec celui de ses poches. Pourtant, ensemble, ils avaient conquis en 1810 l'Andalousie avec une remarquable facilité. Mais, alors qu'ils avaient contracté la junte à fuir et à se réfugier à Cadix, Joseph, en partie pour le plaisir de contrarier Soult, l'avait empêché de la poursuivre jusque dans cette dernière ville, encore mal défendue, sous le vain prétexte d'organiser son entrée solennelle à Séville.

Cela avait été une énorme faute de la part du roi, car lorsque l'armée s'était enfin portée contre Cadix, le duc Del Parte y était entré avec ses forces, y organisant la défense. Pourtant, à la fin de 1810, la situation semblait meilleure que jamais. L'Andalousie était pacifiée dans le sud et, à l'est, Suchet s'emparait une à une de toutes les places encore aux mains de la junte. Les Anglais repliés au Portugal semblaient avoir perdu tout esprit offensif. Toutefois, les guérillas continuaient à infester le territoire et la junte révolutionnaire, si elle voyait ses portions de pays se réduire comme une peau de chagrin, songeait moins que jamais à négocier sa soumission à Joseph.

À ce moment, comme voulant diminuer les pouvoirs de son frère à plaisir, Napoléon, dont on attendait en vain la venue en Espagne,

réorganisa les armées. Il y avait deux cent soixante-dix mille hommes dans la péninsule, mais l'empereur en enleva le contrôle de la presque totalité à son frère, ne lui laissant que quarante-cinq mille hommes, et confia les autres à plusieurs maréchaux sous ses ordres directs, ce qui était une aberration. Soult, qui commandait en Andalousie, se trouvait fort bien d'être éloigné du roi tout en conservant son titre de major général, lequel ne correspondait plus à rien.

Laissé sans conseiller militaire, Joseph commit plusieurs erreurs. Il refusa à Masséna, qui avait refoulé les Anglais jusque dans leurs retranchements des lignes de Torres Vedras, le parc de siège que celui-ci réclamait pour attaquer ces fameuses lignes qui, en fait, étaient moins formidables que certains se sont plu à l'écrire. Ainsi, l'année 1810 se termina-t-elle plus mal qu'elle n'avait commencé.

1811 vit une lente mais inéluctable dégradation de la situation. Joseph, même s'il était remonté par son entourage espagnol, trop compromis pour choisir une autre voie, jugeait sagement de l'orientation des événements et sentait le découragement l'envahir. Faute d'argent, il ne pouvait concrétiser aucun de ses projets et il voyait sur le terrain les militaires perdre peu à peu les avantages acquis. Il recommença sérieusement à songer à abdiquer et à se retirer à Mortefontaine, d'autant que sa femme, la « reine » Julie, se refusait avec obstination à venir le rejoindre à Madrid.

C'est dans cet état d'esprit qu'il vint en France en juillet 1811, prenant pour prétexte à ce voyage le baptême du roi de Rome dont il était un des parrains. On ne sait pas avec certitude si à ce moment il rencontra Jourdan, toujours retiré au Coudray, mais il eut, peu après son arrivée, un entretien avec son frère qui dura plus de six heures. Joseph était alors décidé à abandonner l'Espagne ; mais l'empereur, que cette démission n'arrangeait pas, lui fit des promesses très précises : il allait abolir les gouvernements militaires mis en place un an plus tôt ; tous les commandements seraient concentrés sous les ordres directs du roi ; celui-ci se voyait conseiller d'entrer sérieusement en négociations avec la junte de Cadix pour tenter d'obtenir sa soumission ; le gouvernement britannique, à en croire Napoléon qui se vantait d'avoir ouvert des conférences secrètes avec Londres, offrait d'évacuer le Portugal et de reconnaître Joseph si les armées françaises quittaient l'Espagne ; dès que Joseph le jugerait possible, les troupes françaises, dans leur totalité, rentreraient en France. Enfin, afin de lui permettre de rétablir ses finances, Napoléon s'engageait à prêter à son frère un million par mois, que celui-ci rembourserait plus tard, dès qu'il le pourrait.

Devant cette avalanche de bonnes nouvelles et quoique les négociations secrètes avec l'Angleterre lui parussent un peu fantaisistes, le roi sentit sa détermination faiblir. Toutefois, il y eut un potit sur lequel il demeura inébranlable, en en faisant une condition *sine qua non*. Ce fut

le retour à ses côtés, toujours à titre de conseiller, du maréchal Jourdan. Il se garda bien de rappeler à son frère que c'était aussi son ami et le seul des maréchaux avec lequel il s'entendait.

Napoléon ne montra aucun empressement à accéder à cette requête. Il continuait à se méfier de la paire formée par les deux hommes qui, à ses yeux, s'entendaient trop bien. Il finit par céder parce que, dès cet instant, il commençait à se déstituer des affaires d'Espagne, étant entièrement absorbé par les préparatifs de sa guerre avec la Russie. Mais il voulait que Joseph continuât à figurer sur le trône de Madrid. Le 17 juillet, il écrivit à Berthier, lui ordonnant de faire mettre à la disposition de Jourdan la somme nécessaire « pour faire son équipement et aller en Espagne ». Le roi avait quitté Paris le 30 du même mois, puis, comme s'il avait voulu différer sa décision, voire la rapporter, l'empereur convoqua le maréchal à Satit-Cloud, le 10 août.

À ce moment, Joseph avait déjà quitté Paris et prévenu son ami des nouvelles fonctions qui l'attendaient.

Certes, l'inaction pesait à Jourdan et quoique cela ne manquât pas de l'étonner, se voir appelé à exercer à nouveau un rôle qu'il ne connaissait que trop pouvait le réjouir mais en même temps l'inquiéter quelque peu : l'Espagne, et encore comme major général ! L'idée en soi le refroidissait. Ce fut sans aucun enthousiasme qu'il répondit à la convocation de l'empereur. Celui-ci n'évoqua nullement devant son visiteur les perspectives qu'il avait laissé entrevoir à Joseph et que ce dernier avait rapportées à son ami pour le décider à venir. Tout au contraire, il se borna à lui faire connaître « qu'en Espagne il ferait ce qui conviendrait à sa politique ». Aussitôt, Jourdan, édifié, déclara que dans ces conditions et à la lumière de ses expériences passées il demandait à ne pas se rendre en Espagne. Cet emploi ne lui avait valu que des désagréments et des rebuffades de la part de son titerlocuteur et de ses camarades. Seul le roi, son ami, avait fait preuve de « bontés » à son égard, mais ce n'était pas un motif suffisant pour retourner servir à ses côtés. Non, il demandait à être autorisé à retourner vivre au Coudray ! Napoléon, sans vouloir définir une fois de plus ses prérogatives, déclara alors, coupant court à la discussion, que c'était un ordre ! Jourdan n'avait plus qu'à obéir.

Il quitta Paris le surlendemain, mais son voyage fut singulièrement allongé par le fait qu'aucune instruction n'avait été prévue pour lui fournir une escorte aussitôt la frontière franchie. Arrivé le 18 août à Vitoria, après plusieurs arrêts destinés à attendre une protection, il parvint seulement le 28 septembre à Madrid et y prit dès le lendemain ses fonctions.

La situation militaire était beaucoup moins brillante que l'année précédente. Seul Suchet, à l'est, continuait à marquer des pots. Masséna, fatigué, écoeuré, avait été remplacé à la tête de l'armée du

Portugal par Marmont qui avait évacué le pays et s'était replié sur l'Espagne. Soult, en Andalousie, sous divers prétextes plus ou moins valables restait immobile et n'avait fait aucun effort sérieux pour se porter à l'aide de l'armée du Portugal en difficulté. Aussi, Wellesley, à présent Lord Wellington, s'en prenant cette fois à Marmont, s'apprêtait-il à envahir une fois de plus l'Espagne. Pour couronner le tout, alors que jusqu'à présent l'empereur avait toujours envoyé les renforts demandés, il commençait à retirer des troupes de la péninsule pour étoffer les effectifs de l'armée qui allait agir contre la Russie. Toutes ces perspectives laissaient présager un avenir plutôt sombre et, dès le départ, Jourdan conseilla au roi d'adopter une politique de prudence et d'expectative, et de renoncer jusqu'à nouvel ordre à poursuivre l'idée même de pacification et d'expansion.

*

Au début de 1812, l'antagonisme, la rivalité existant entre les différents chefs de corps français allaient continuer de plus belle. Marmont, qui avait succédé à Masséna, acceptait encore plus difficilement de ce dernier toute idée de coopération. Au milieu de cette atmosphère délirante, Jourdan s'efforçait, sans en avoir les moyens, de réaliser une unité de commandement dont personne ne voulait entendre parler. Napoléon fit prévenir son frère par une lettre du 28 mars que, devant se rendre lui-même en Pologne pour y prendre le commandement de la Grande Armée, il le nommait commandant en chef des armées d'Espagne. Mais, suivant sa détestable habitude, il se gardait bien d'ordonner aux différents chefs de corps de lui obéir, bien au contraire ! Or Joseph était tout à fait incapable de remplir de telles fonctions, le savait et fit immédiatement appel au concours de Jourdan. Celui-ci, sans perdre un instant, s'empressa de porter à la connaissance des maréchaux et généraux la décision impériale. C'était tout ce qu'il pouvait faire dans ce moment. Ce fut alors à qui trouverait les meilleurs arguments pour démontrer que la mesure ne s'appliquait pas à lui. Le seul qui accepta, assez vaguement du reste, de se soumettre fut Marmont.

Quant aux instructions que reçut Joseph, au lieu de lui prescrire de concentrer ses armées, Napoléon lui recommanda de se maintenir partout, sans chercher toutefois à étendre ses conquêtes jusqu'à nouvel ordre. Dans ces conditions, le roi, qui n'avait pratiquement plus eu, depuis deux ans, de relations avec les chefs de corps et ignorait à peu près tout de la situation militaire dans son ensemble, demanda à Jourdan de rédiger un mémoire sur les possibilités des diverses armées et sur la direction générale à donner aux opérations militaires. Le maréchal effectua un excellent travail de synthèse et fut en mesure de mettre ce document sous les yeux du roi, le 28 mai 1812. Il en résultait que malgré les importantes ponctions opérées à ce jour par Napoléon, les armées françaises

alignaient encore en Espagne près de deux cent dix mille hommes. Jourdan ne manquait pas de souligner le ridicule de la situation. Les forces françaises étaient trois fois plus nombreuses que celles de leurs adversaires mais leur éparpillement les rendait d'autant plus vulnérables.

Il préconisait donc d'une part de mettre un terme à la division arbitraire du royaume en cinq arrondissements tels que décrétés par Napoléon (et qu'il avait promis de supprimer) et la centralisation des services civils sous la seule autorité du roi. D'autre part, il recommandait la concentration de toutes les armées sous un commandement unique qui permettrait de vaincre les Anglais. Certes, une telle décision impliquait l'abandon momentané d'un certain nombre de provinces, mais c'était un léger sacrifice en face du résultat escompté. Grâce à ce regroupement, il serait possible de créer au centre un important corps de réserve prêt à se porter sur un potin ou un autre du royaume.

Or, à peine eut-il ce mémoire entre les mains, que Joseph reçut une lettre de Berthier lui transmettant les fameuses instructions de l'empereur qui recommandait de « conserver les conquêtes faites et de les étendre progressivement », ce qui était la preuve même que Napoléon ne comprenait rien à la situation. Quoiqu'il reconnût la justesse du raisonnement de Jourdan, Joseph n'osa pas aller contre les ordres de son frère. Il ne changea donc rien pour l'instant au système mis en place.

*

Ayant, au printemps 1812, enlevé successivement les deux villes de Ciudad Rodrigo et de Badajoz, verrous qui fermaient la frontière entre le Portugal et l'Espagne, Wellington décida de monter une offensive dans le nord, en direction de Salamanque, puis éventuellement de la frontière française. Il disposait à ce moment d'une armée composée de sujets britanniques (surtout des Irlandais), de mercenaires hanovriens et de Portugais, estimée à cinquante-cinq mille combattants et appuyée sur soixante pièces de canon. Pour lui faire face, Marmont n'avait que quarante-cinq mille hommes mais un léger avantage en artillerie (soixante-quatorze canons).

Par vanité autant que par méconnaissance de ses ennemis ou du terrain, le duc de Raguse entendit agir seul et ne sollicita pas l'appui de ses camarades ou du roi. Sous la pression des alliés, il évacua Salamanque où Wellington entra le 17 juin, au milieu de l'allégresse générale. L'Anglais perdit une dizaine de jours à réduire les forts que Marmont avait armés autour de la ville, et celui-ci en profita pour concentrer ses diverses unités éparses qui couvraient le pays contre les guérillas plus actives que jamais.

Quoique Joseph ne fût tenu que d'une manière épisodique au courant de la situation, Jourdan ne tarda pas à voir clair dans les projets du général anglais. Pour l'heure, le roi était surtout préoccupé par

l'administration civile du royaume qui continuait à fonctionner fort mal. Les envoyés de Joseph étaient systématiquement refoulés et empêchés d'accomplir leur travail par des généraux peu soucieux de voir des fonctionnaires venir regarder d'un peu trop près la manière dont ils géraient les provinces. Ou alors, comme Suchet, ils déclaraient froidement, preuves à l'appui, qu'ils agissaient de la sorte sur instructions spécifiques de Napoléon, lesquelles étaient contradictoires avec les promesses qu'il avait faites à son frère.

Jourdan parvint assez rapidement à convaincre le roi qu'il y avait plus urgent. Il fallait renforcer l'armée de Marmont avant que les Anglais ne l'aient refoulée, ce qui les mettrait en position de marcher sur Madrid comme le leur demandaient les Espagnols. Le major général envoya donc plusieurs courriers au duc de Raguse, en lui ordonnant de ne pas accepter de bataille, quitte à céder du terrain jusqu'au moment où l'armée du centre, forte de seize mille hommes, aurait fait sa jonction avec lui, puisque depuis le sud Soult, sous des prétextes variés et plus ou moins valables, refusait d'envoyer des troupes.

Malgré les instructions de Jourdan recommandant de se hâter, il fallut plusieurs semaines pour réunir les différentes brigades de l'armée du centre, et surtout les fourgons nécessaires au transport des munitions et vivres. Cette armée ne quitta Madrid que le 21 juillet. Pendant ce temps, Wellington et Marmont, conscients de l'importance des conséquences qu'entraînerait une grande bataille, s'observaient et se livraient à de savantes marches et contremarches, ponctuées d'escarmouches sans conséquences. Wellington, encore novice dans ce genre d'opérations, laissa échapper deux ou trois occasions d'attaquer son adversaire dans des conditions favorables par excès de prudence. Mais, le 23 juillet, pour des raisons mal définies, Marmont engagea la bataille. On l'a accusé d'avoir agi de la sorte pour ne pas avoir à partager les lauriers de la victoire avec le roi. C'est possible, sinon probable. Toujours est-il que très vite les alliés prirent l'avantage. Marmont, sérieusement blessé au milieu de l'action, dut abandonner son commandement au général Bonnet, bientôt attéti à son tour. Ce fut alors Clausel, un des meilleurs éléments de l'armée, qui, quoique blessé lui aussi, en assura la sauvegarde en dirigeant la retraite vers le nord.

Ainsi fut perdue la bataille des Arapiles.

Au soir de cette journée, l'armée du centre, toujours en marche, atteignit Avila. Ce fut là que Joseph apprit par un paysan qu'une bataille s'était déroulée et que l'armée française avait été vaincue. La colère et la stupéfaction du roi furent extrêmes. Devant cette situation, Jourdan ne perdit pas la tête. Il décida d'arrêter la progression et de ramener l'armée du centre sur Madrid jusqu'à de plus amples informations. Il apparut bientôt que le vainqueur, titerrompant sa progression vers le nord, marchait sur la ville afin de complaire à ses alliés espagnols. Jourdan

recommanda l'évacuation et la retraite en direction de Valence où il serait possible de se joindre aux forces de Suchet.

Quoiqu'il lui en coûtât d'abandonner une nouvelle fois sa capitale, Joseph accepta assez facilement les arguments de Jourdan. Mais, alors que le major général voulait que seule l'armée du centre fît mouvement, ce fut une incroyable caravane de plusieurs centaines de voitures, transportant des familles entières de civils français et espagnols, qui quitta la ville, le 10 août, alors que les avant-gardes alliées en approchaient. Ce voyage, effectué par une chaleur titense où tout manquait, à commencer par l'eau, et où les guérillas, telles des chacals, guettaient les traînards, fut un véritable calvaire. Le 31, l'immense colonne à peu près titacte atteignit Valence. Aussitôt arrivé dans cette ville, Jourdan, laissant le roi régler avec Suchet les problèmes posés par les réfugiés, s'attela à la tâche d'organiser une contre-offensive pour arrêter et, si possible, refouler Wellington qui avait fait, le 12 août, son entrée à Madrid. Le vainqueur avait, du reste, considéré cette action comme un geste purement politique, entrepris pour complaire à ses alliés. Pour ce faire, il avait dû laisser des forces insuffisantes autour de Salamanque et l'armée du Portugal, à présent bien commandée par Clausel, en avait profité pour attaquer les alliés qui avaient été contraints de se replier sur la rive gauche du Douro. En agissant ainsi, il comptait soulager le roi et lui permettre de préparer sa propre contre-offensive. Wellington estima donc qu'il devait d'abord en terminer avec l'armée du Portugal. Il quitta Madrid où la population, excédée par le comportement des Anglais se comportant comme en pays conquis, lui faisait grise mine. Il partit le 1^{er} septembre et alla mettre le siège devant Burgos qui, contre toute attente, résista.

Pendant ce temps Jourdan n'était pas resté inactif. Il avait ordonné à Soult d'évacuer l'Andalousie où sa présence n'avait plus de sens et de se replier sur Valence pour renforcer l'armée du centre, momentanément mise aux ordres de Suchet. Soult, tout en reconnaissant la valeur des arguments de Jourdan, se fit un peu tirer l'oreille pour quitter l'Andalousie où sa position devenait chaque jour plus difficile. Il voulait surtout éviter de tomber sous la dépendance directe de Joseph avec qui il était à présent littéralement à couteaux tirés. L'affaire remontait à deux ou trois mois.

Une patrouille de Soult avait titercepté un courrier de Joseph qui portait une lettre de celui-ci à la junte révolutionnaire avec laquelle il avait entamé des négociations. Au demeurant elles ne devaient pas aboutir. Soult, qui ignorait que le roi agissait ainsi pour suivre l'avis même de son frère, cria aussitôt à la trahison ! Il se dépêcha d'envoyer la pièce originale ainsi que sa copie par deux voies séparées à l'empereur avec un commentaire approprié de sa main. Napoléon reçut l'une des lettres de Soult alors qu'il était à Moscou. Il avait en tête bien d'autres

problèmes que les affaires espagnoles et traita celle-ci d'« enfantillage sans importance ». Mais le navire qui portait la seconde fut obligé, à la suite d'une tempête, de relâcher à Valence au moment où Joseph venait d'y arriver. Saisie par la police, elle fut remise à Jourdan qui, en ayant pris connaissance, la mit sous les yeux du roi sans commentaires. On imagine la fureur et également la frayeur de Joseph devant la gravité de la dénonciation, même s'il avait agi en plein accord avec son frère. Il écrivit aussitôt à Clarke, ministre de la Guerre, demandant, exigeant le rappel de Soult, requête qui resta lettre morte.

Sur ces entrefaites, Soult, qui avait fini par évacuer l'Andalousie en prenant son temps, arriva à Valence le 1^{er} octobre et, le surlendemain, rencontra le roi. Jourdan et Melito, un de ses conseillers civils français, avaient dû faire pression sur le souverain pour qu'il consentît à recevoir le duc de Dalmatie dont le concours était indispensable pour effectuer la manoeuvre conçue par Jourdan.

Celui-ci prévoyait que l'armée d'Andalousie, se joignant à celle du centre et formant un ensemble de soixante-dix mille hommes, marcherait vers le nord, libérerait au passage Madrid, puis effectuerait sa jonction avec celle du Portugal. Soult qui commanderait les trois armées, soit cent vingt-deux mille hommes, serait en mesure d'écraser Wellington qui, en comptant ses alliés, n'avait plus pour l'heure que soixante mille combattants à leur opposer.

La conférence du 3 octobre manqua avorter dès le début. Soult, assez théâtralement, donna l'accolade à Jourdan en arrivant. Celui-ci, très calme et qui, d'ailleurs, n'avait aucun grief majeur contre son camarade, se prêta au jeu ; après quoi il demeura silencieux, témoin sans intervenir dans la suite de la scène. Mais, lorsque le duc de Dalmatie voulut répéter son geste avec Suchet qui, de par son mariage, était devenu neveu du roi, le duc d'Albufera prononça à haute voix le mot de « fourberie ». Ce fut Joseph qui prit sur lui et intervint pour calmer le jeu. Finalement, avec quelques réticences, Soult accepta le plan de Jourdan, se réservant d'y apporter des modifications, et se mit en route à la fin du mois d'octobre.

Wellington, lorsqu'il avait décidé de marcher sur Burgos, n'avait laissé qu'une faible garnison à Madrid. Le général Hill qui la commandait se hâta d'évacuer la ville, la jugeant indéfendable à l'approche de la grande armée de Soult. Joseph rentra dans sa capitale le 2 novembre et, à son grand étonnement, y fut accueilli par une population enthousiaste. L'occupation anglaise avait été tellement insupportable que, par comparaison, celle des Français semblait presque légère.

Le roi ne s'attarda pas en ville. Toujours accompagné de Jourdan, il rejoignit Soult qui avait fait sa jonction avec Clausel devant Salamanque. L'armée alliée occupait la rive sud de la rivière Tormés. Joseph suggéra de franchir cet obstacle guéable un peu partout et d'attaquer de front

l'ennemi. Jourdan et Soult eurent beaucoup de mal à l'en dissuader. Ils préférèrent passer le cours d'eau plus à l'est et ainsi tenter d'encercler les forces ennemies. Wellington comprit assez rapidement la manœuvre et décampa, poursuivi par l'armée française. Mais celle-ci, très fatiguée, ne parvint pas à « accrocher » l'adversaire et le suivit jusqu'au Portugal où Soult, devant l'état de ses propres troupes, arrêta les frais. Tout au long de la route, il avait ramassé des prisonniers, traînards, malades et autres par centaines, et avait fait main basse sur les fourgons et une partie de l'artillerie anglaise abandonnés dans la poursuite. De plus, tout le bénéfice que Wellington avait tiré de sa victoire des Arapiles se trouvait perdu. Ainsi, grâce à la concentration préconisée par Jourdan, la situation militaire était redressée à la fin de l'année 1812, mais le problème posé par l'armée anglaise n'était pas résolu, puisque la tentative d'encercllement n'avait pas réussi.

*

Depuis longtemps on n'avait vu à Madrid de carnaval aussi joyeux et auquel se joignit sans arrière-pensée toute la population que celui de 1813. Pourtant, si le roi et la cour s'en réjouissaient ouvertement, le major général était inquiet et ne cherchait pas à dissimuler ses cratites, même si par son comportement il se faisait traiter de rabat-joie. Par son service de renseignements qui fonctionnait bien, il avait appris que l'armée anglaise avait reçu d'importants renforts de Grande-Bretagne et pouvait aligner à présent soixante mille hommes auxquels se joignaient environ vingt mille Portugais et un nombre fluctuant d'Espagnols.

Or, à la suite de la désastreuse campagne de Russie, Napoléon, en prévision de la nouvelle guerre qui allait, dans un premier temps, l'opposer à la Russie, la Prusse et la Suède, levait une nouvelle grande armée et, pour l'étoffer avec des soldats expérimentés, retira, dès le début de l'année, d'importants contingents d'Espagne. Alors qu'en janvier, les troupes françaises alignaient encore près de deux cent mille hommes répartis, il est vrai, dans toute la péninsule, un mois plus tard, elles n'en comptaient plus que la moitié. Jourdan ne pouvait en concentrer que cinquante à soixante mille avec une cavalerie très réduite. En même temps, l'un des meilleurs chefs, Soult, fut rappelé pour prendre le commandement d'une partie de la Garde en Allemagne.

Aussi, dès ce moment, l'empereur « conseilla » d'abandonner la capitale qui stratégiquement ne présentait aucun titérêt et de rétrograder tout le dispositif sur l'Èbre qui constituait une barrière de défense naturelle avec comme avantage supplémentaire un raccourcissement des lignes de communication avec la France. Sans l'annoncer à son frère, il prévoyait déjà le retour de Ferdinand VII dans son royaume, espérant quelque peu naïvement qu'une fois remis sur son trône, ce prince se déclarerait neutre et inviterait les Anglais à évacuer son royaume, à

rentrer chez eux et chercher ailleurs un champ de bataille.

En attendant ce moment, le repli général préconisé par Napoléon correspondait aux vues de Jourdan qui fit pression sur le roi pour qu'il le mît rapidement en application.

Joseph, qui n'était potit sot, comprit que s'il abandonnait sa capitale, cela risquait fort d'être d'une manière définitive. Napoléon avait beau lui avoir assuré qu'une fois sa situation rétablie en Allemagne il viendrait en personne l'aider à régler le problème espagnol, le roi n'y croyait guère. Avec une étrange lucidité il voyait bien l'édifice impérial se fissurer de partout et menacer de s'écrouler.

Mais son entourage et surtout Jourdan firent pression sur lui, montrant qu'avec les moyens dont à présent il disposait il lui serait impossible de résister sur place à une offensive de Wellington. À regret, Joseph finit par se rendre et partit de Madrid le 17 mars, emmenant un énorme convoi dans lequel il avait fait placer nombre de tableaux et objets d'art ainsi que les bijoux de la couronne. S'y trouvaient inclus tous les Français résidant à Madrid ainsi que les Espagnols qui s'étaient par trop compromis avec le roi.

Le 23 mars, après une semaine de voyage sans incidents, on atteignit Valladolid. Jourdan, tout au long de la route, avait eu à faire face à des difficultés inouïes pour matiténir la cohésion des troupes, car le convoi encombrait les routes et ralentissait la progression. Le maréchal proposa à plusieurs reprises au roi d'abandonner une bonne partie des voitures, mais celui-ci ne voulut rien entendre, ne se rendant pas compte du danger qu'il représentait. Alors que Joseph, pour sauver les apparences, aurait voulu installer son gouvernement à Valladolid, il fallut en partir assez précipitamment. En effet, Wellington était à nouveau entré en Espagne et remontait vers le nord, cherchant de toute évidence « à accrocher » l'armée française du roi qui comptait à peine cinquante mille hommes, tandis que lui-même en alignait quatre-vingt-dix mille. De Valladolid le roi gagna Burgos, ne s'y arrêtant que quelques jours et en partit le 9 juin pour se replier sur Vitoria où il parvint le 19. Jourdan aurait voulu au contraire que l'on prît la direction de la côte pour se joindre à Clausel ; mais Joseph s'y refusa car, déclara-t-il, ce mouvement était contraire aux dernières instructions reçues de Clarke, comme si celles-ci, qui étaient déjà périmées, avaient eu une valeur quelconque.

Au lieu de poursuivre la retraite, le roi, à peine arrivé à Vitoria, décida de laisser reposer l'armée deux jours. Dès ce moment, Jourdan, malade, pris d'une forte fièvre, cessa de jouer le moindre rôle. Il craignait que cette halte ne fût génératrice d'un désastre mais ne se sentit pas la force de s'y opposer. D'ailleurs, Joseph, qui se croyait inspiré, trouvait que le « cirque » de Vitoria était un excellent terrain pour livrer une bataille défensive qu'il croyait être en mesure de gagner, car il estimait qu'il ne pouvait abandonner « son » royaume sans avoir tenté dans une

rencontre de donner un coup d'arrêt à la progression de ses adversaires ! Un tel potit de vue, aberrant en soi, était contraire aux ordres de Napoléon qui avait demandé de ramener l'armée titacte en France. Jourdan tout en n'y étant pas très favorable admettait qu'il était possible de tenter de stopper l'avance alliée. Mais alors, insistait-il, fallait-il attendre l'arrivée des renforts de Clausel pour que les forces en présence soient à peu près égales. De plus, selon le maréchal, il serait nécessaire de se débarrasser du convoi de civils en l'expédiant vers Bayonne. Obstiné, Joseph ne voulut suivre aucun de ces conseils. Il déclara que l'on ne pouvait lancer sur la route le convoi sans escorte, car il risquait d'être attaqué par les guérillas. C'était exact, mais Jourdan estimait que cela n'avait aucune importance. Finalement, le 20 juin, Joseph détacha la division Maucune pour escorter une partie de l'immense train vers le nord ; toujours des demi-mesures. Puis, au lieu de se replier sur Clausel, Joseph, jouant plus que jamais au général en chef, lui envoya des paysans porteurs de messages, lui demandant de rallier son armée. Aucun d'entre eux ne parvint au général. D'ailleurs, ayant une fois de plus changé de manière de voir, Joseph estimait qu'il était inutile d'attendre Clausel et que ses troupes étaient assez nombreuses pour remporter une victoire ; lui non plus ne voulait pas avoir à en partager la gloire.

Le 21 juin au matin, le maréchal fit l'effort de monter à cheval et d'aller reconnaître le terrain en compagnie du roi. Il nota tout de suite qu'un des potits clés en était la butte du Zuago et il recommanda de la garnir d'artillerie. Mais déjà, sur toute la ligne, l'armée anglaise passait à l'attaque. Jourdan refusa dans ces conditions d'assurer le commandement ainsi que le lui offrit Joseph, d'autant que celui-ci ne voulait pas entendre parler de repli. Le maréchal se retira sous sa tente et, bientôt, dut en partir devant la progression de l'ennemi. Demeuré seul, bien incapable de commander, Joseph ne tarda pas à perdre la tête, monta en voiture et ne songea plus qu'à fuir. Les différentes divisions françaises combattirent séparément et résistèrent presque toute la journée. Mais, faute de commandement, elles furent contraites à la retraite les unes après les autres. Ce fut le fameux convoi qui sauva l'armée française de la déroute. En le découvrant, les soldats anglais et portugais se ruèrent au pillage, oubliant toute discipline. Leurs officiers eurent beaucoup de peine à protéger des violences les dames que Wellington, en gentleman, prit sous sa protection avant de les renvoyer en France. Les différentes unités françaises de l'armée de Joseph purent ainsi se replier, par Satit-Jean-Pied-de-Port, vers Bayonne.

Dans la mêlée, Joseph manqua d'être pris par des soudards anglais qui se jetaient sur sa voiture, bloquée dans la cohue du convoi. Pendant qu'ils tentaient d'ouvrir une portière, il sauta par l'autre, enfourcha un cheval de troupe qui se trouvait là par hasard et s'enfuit au galop. Il abandonnait, entre autres, les diamants de la couronne et le bâton de

maréchal de Jourdan, que celui-ci lui avait confié. Il fut porté à Wellington qui l'envoya au prince régent d'Angleterre.

L'exemple même du manque de commandement de l'armée française fut illustré par le cas du grand parc d'artillerie. Son commandant, le général Hugo, attendait, pièces et fourgons attelés, l'ordre de les enlever. Ne le voyant pas venir, devant la progression de l'ennemi, il envoya plusieurs officiers pour solliciter des instructions. Ils ne trouvèrent personne et à la fin du compte, Hugo et ses hommes durent s'enfuir en abandonnant tout le matériel.

À la nuit tombée, Joseph se retrouva dans le village de Salvatierra. Installé dans l'auberge du cru, il soupa en compagnie du général Drouet d'Erlon et de son conseiller Miot de Melito lorsque la porte s'ouvrit et Jourdan, dont on était sans nouvelles depuis le matin, entra, toujours en plein accès de fièvre. Devant le silence général, sans daigner s'expliquer sur ce qu'il avait fait durant la journée, il déclara, non sans une petite d'ironie : « Eh bien, on a voulu donner une bataille et la voilà perdue ! »

Après quoi il s'installa à la table commune et soupa avec les autres sans que sa réflexion suscitât de commentaires.

Le lendemain, ils se séparèrent. Alors que, depuis deux ans, ils avaient vécu dans une étroite collaboration amicale, ils se quittèrent plutôt froidement, sans regrets, sans jamais avoir, semble-t-il, l'occasion de se revoir ni sans chercher à provoquer celle-ci, comme si Joseph avait craint que Jourdan ne lui fît le reproche des fautes accumulées ce jour-là. Mais, de son côté, Jourdan pouvait vouloir éviter de voir son ancien ami lui faire remarquer qu'il n'avait pas fait grand-chose (la fièvre étant une bonne excuse) pour l'aider à sauver la situation.

Le maréchal gagna Bayonne où, en attendant le nouveau commandant en chef que Napoléon n'allait pas manquer de dépêcher, il entreprit de rassembler les éléments de l'armée vaincue pour en faire un tout solide. Joseph s'était retiré à Satit-Jean-de-Luz. De là, toujours optimiste, il écrivit à Clarke : « La retraite s'est exécutée heureusement », et à son frère qu'il regrettait de « n'avoir pas une plus grande masse de lumières et d'expérience militaire à lui offrir ».

À la suite de ses victoires de Lützen et de Bautzen, Napoléon, en Allemagne, essayait d'obtenir que dans la difficile partie qu'il jouait l'Autriche demeurât neutre. Son gouvernement se montrait fort hésitant. Aussi l'annonce de la défaite de Vitoria contribua à faire pencher la balance en faveur de son engagement aux côtés des Russes et des Prussiens.

Dès qu'il l'apprit, Napoléon réalisa parfaitement ce qu'allait entraîner pour lui ce nouveau revers. Que ce fut entièrement la faute de son frère, il le comprit instantanément et Soult, qui continuait à nourrir des sentiments peu tendres pour le souverain, l'a écrit noir sur blanc dans ses mémoires. Mais, précisément parce qu'il était le frère de l'empereur,

il demeurait titouchable. Tout au plus, fut-il invité à remettre le commandement de l'armée au maréchal Soult qu'il avait traité avec tant de mépris et que l'empereur envoyait en hâte d'Allemagne pour essayer de rétablir la situation. Joseph se retira à Mortefontaine et abdiqua *de facto* son titre de roi d'Espagne au moment du rétablissement de Ferdinand VII (novembre 1813). Il avait depuis longtemps offert sa démission. Tout ce qu'il demandait et obtint facilement fut de conserver son titre de roi. Dès ce moment, il fut « le roi Joseph ».

Vis-à-vis de Jourdan qu'il n'avait aucune raison de ménager, Napoléon se montra infiniment plus injuste et sévère. Encore une fois, surtout dans l'ambiance du moment, il lui fallait un bouc émissaire et le maréchal ferait l'affaire. Il n'est de qualificatif péjoratif dont l'empereur ne l'accabla : incapable, lourdaud, lent, indécis et bien d'autres. Le maréchal, de son côté, conscient de sa grande erreur : avoir accepté ce poste sans avoir obtenu les moyens de le remplir, demanda, au cours d'un entretien qu'il eut avec son ami Roederer, envoyé sur place pour enquêter et tâcher de dégager les responsabilités, à être mis à la retraite. C'était aller au-devant des désirs de l'empereur qui pensait être ainsi débarrassé de Jourdan. Mais, dans sa colère, son esprit d'injustice l'amena à prendre une mesure inique que rien ne justifiait. Alors que le traitement de Jourdan était de deux cent mille francs par an, il lui accorda chichement une pension de vingt mille francs et supprima les officiers d'ordonnance qui auraient dû continuer à l'accompagner.

Celui-ci, quoi qu'il en pensât, fit preuve d'une admirable dignité. Sans un mot, sans une platite, ne voulant pas discuter ce déni de justice, il se retira au Coudray. Au demeurant, sa situation matérielle n'était pas si médiocre qu'il aurait pu le faire croire. Il avait de l'argent et même dans ces conditions il pouvait vivre dans une certaine aisance.

En réagissant de la sorte, il faisait porter à Napoléon tout le poids de ses erreurs ainsi que de ses réticences dans l'affaire espagnole.

XI

DE L'EMPEREUR AU ROI

(1813-1815)

Depuis sa propriété du Coudray où il s'était retiré au mois de juillet 1813, Jourdan, tenu au courant des événements par ses relations du ministère de la Guerre et surtout par son ami Clarke, toujours ministre de la Guerre, suivait le cours des événements et la fortune déclinante de Napoléon, entraînant, hélas, celle de la France. Il apprit ainsi la défaite de Vandamme à Kulm, le 30 août, la capitulation de Gouvion-Satit-Cyr à Dresde, en novembre, précédée de la catastrophe de Leipzig où Napoléon lui-même avait été battu, puis l'évacuation de l'Allemagne qui avait suivi. Au début de novembre, l'empereur était rentré en France et presque au même moment, dans le sud, Wellington franchissait la frontière en traversant la Bidassoa. Ce ne fut toutefois qu'au début de janvier 1814, alors que les alliés se préparaient visiblement à passer le Rhin et qu'il voyait le pays épuisé, à bout de ressources humaines et matérielles, que Jourdan décida de sortir de son isolement.

La France était ruinée, l'activité économique réduite à rien. La population dans son ensemble aspirait à la paix à n'importe quel prix. Le maréchal l'avait mesuré. Toutefois, une fois encore, en lui le soldat reprit le dessus. Il écrivit à Napoléon pour lui déclarer qu'en face de la grave situation du pays il était prêt à sortir de sa retraite et à mettre son épée au service de la France. Il disait bien « la France » et non « l'Empire ». Il y avait plus qu'une nuance. Mais Napoléon qui, peut-être, ne la remarqua même pas, fut surtout frappé par la grandeur du geste. Il décida donc d'employer Jourdan. Mais il pensait que le maréchal était trop âgé (il n'avait que cinquante et un ans !) pour exercer un commandement sur un champ de bataille. Aussi le nomma-t-il à la tête des 14^e et 15^e régions

militaires avec résidence à Rouen. Dans la foulée, et ceci n'était pas pour déplaire au maréchal, toujours soucieux de ses titérêts matériels, son plein traitement en activité lui était rendu.

Jourdan alla donc s'installer en Normandie. La tâche qui l'attendait n'était pas mince. Il lui faudrait tous ses talents d'organisateur pour la campagne qui s'annonçait. Napoléon, qui prétendait pouvoir compter sur six cent mille hommes en comprenant les garnisons de toutes les forteresses, n'en alignait pas le quart dans son corps de bataille face à plus de trois cent mille soldats alliés. La partie semblait donc jouée d'avance mais allait tout de même durer près de trois mois. Tous les départements furent mis à contribution pour fournir des hommes, des armes, des équipements et des chevaux. Jourdan, qui faisait de son mieux, constata d'entrée de jeu que les dépôts étaient vides et que les hommes appelés sous les drapeaux désertaient à qui mieux mieux. Les arsenaux étaient également dégarnis aussi bien d'armes que de munitions. Les rares stocks de vivres existants se révélaient inconsommables et les chevaux en âge d'être utilisés étaient morts ou partis depuis longtemps.

Pourtant, Jourdan fit de son mieux et parvint à expédier à l'armée ce qu'il put réunir. Mais, à la fin du mois de mars 1819, alors qu'il ne disposait plus que d'environ quarante-cinq mille hommes, Napoléon, arrivé à Fontainebleau, fut contraint d'abdiquer après l'entrée des alliés à Paris. Jourdan, tenu presque quotidiennement au courant de la situation grâce au télégraphe, apprit ainsi la constitution du gouvernement provisoire formé par Talleyrand mais ne bougea pas, évitant de lui faire allégeance et attendant de voir comment allaient évoluer les choses et quel serait le régime qu'en définitive adopterait la France : régence de Marie-Louise, retour de Louis XVIII ? Alors que la majorité des maréchaux se hâtaient d'abandonner l'empereur et se précipitaient en rivalisant de platitude au-devant du roi, trois d'entre eux conservèrent une attitude digne : Davout qui, assiégé dans Hambourg, allait encore tenir la place plusieurs mois au nom de l'empereur, mais surtout Macdonald et Jourdan. Ces deux derniers n'avaient pas trop bénéficié des largesses de Napoléon. Macdonald, fidèle ami de Moreau, était resté en disgrâce et sans emploi jusqu'en 1809 et on sait ce qu'il en avait été de Jourdan.

Le 7 avril 1814, le Sénat proclamait le comte de Provence roi, sous le nom de Louis XVIII, sous réserve qu'il acceptât la constitution. Le lendemain, Jourdan adressait un ordre du jour à ses troupes, constituées essentiellement de gardes nationaux, y affirmant sa fidélité au nouveau souverain. Lui qui, depuis longtemps, professait des opinions libérales, était décidé à accepter et servir une monarchie constitutionnelle qui serait accompagnée d'une certaine forme de liberté. Après quoi, demeurant à son poste à Rouen, il attendit la suite des événements.

Le roi Louis XVIII, après des années d'exil difficiles à travers l'Europe, était devenu un homme profondément sceptique, qui avait perdu beaucoup de ses illusions sur la sincérité des individus. Aussi, la manière à la fois discrète et pleine de dignité dont Jourdan effectua son ralliement plut-elle au roi. Jourdan avait été prévenu que, lors de son voyage de Calais à Paris, le souverain ferait un crochet par Rouen. Aussi s'appliqua-t-il à lui préparer une réception à la fois simple et grandiose, mais surtout chaleureuse. Ce fut peine perdue car le roi gagna directement Paris mais fut tenu informé de la cérémonie qu'avait organisée le maréchal. Celui-ci partit le lendemain pour la capitale afin de saluer en personne son nouveau souverain. Contrairement à ce qu'il faisait avec bien d'autres personnages importants, le roi le reçut sans le faire attendre. Il voulait lui faire comprendre de manière indirecte qu'il avait apprécié son comportement. Entre ces deux hommes que des opinions anciennes tenaient trop écartés l'un de l'autre, ce fut, non pas un courant de sympathie, mais de compréhension mutuelle qui s'établit et le roi, en le congédiant, le renvoya à Rouen, précisant simplement qu'il ne serait plus commandant supérieur mais gouverneur de ses deux régions militaires. Le général Dupont, ministre de la Guerre, que Jourdan ne manqua pas d'aller voir, tint lui aussi à le rassurer. Il conservait son poste avec tous les avantages matériels qui y étaient attachés.

Mais ses mésaventures passées avaient appris à Jourdan à se montrer méfiant. Il savait ce que pouvaient valoir les promesses d'un prince et même d'un ministre. Aussi, lorsque au mois de juin il fut autorisé à prendre quelques jours de congé pour se rendre dans sa propriété du Coudray, il en profita pour écrire au comte de Limay, personnalité proche du roi, qu'il avait eu plusieurs fois l'occasion de rencontrer, pour solliciter son intervention en sa faveur afin d'être maintenu à son poste ou à un autre équivalent. Et, pour consolider sa requête, il envoya une seconde lettre, cette fois à Louis XVIII, lui rappelant la manière dont celui-ci l'avait assuré qu'il n'était pas question de le remettre à la retraite. Outre le fait qu'elle amusa le roi, sa demande tombait bien car c'était le moment où le souverain comptait beaucoup sur l'armée, et surtout sur les maréchaux, pour l'aider à consolider un trône qui manquait encore d'assise. Évidemment, le comportement de Jourdan, ancien républicain convaincu, adversaire de toute forme de monarchie et de pouvoir personnel, comme il l'avait exposé en détail en 1799 à la tribune du Conseil des Cinq-Cents, ne manquait pas de piquant ! Mais quinze ans avaient passé. Jourdan avait vécu et subi le régime dictatorial de l'Empire qui ne s'était pas montré particulièrement bienveillant avec lui.

Ce fut donc sans arrière-pensées qu'il s'attela à sa nouvelle tâche

qui requerrait à la fois de la fermeté et du doigté. En effet, les cadres subalternes et la troupe, qui n'avaient pourtant pas bénéficié des largesses impériales, restaient souvent fidèles au souvenir de l'empereur, se remémorant la vie facile des garnisons dans les pays occupés. En même temps, les désertions atteignaient des chiffres records, chacun jugeant légitime de rentrer chez soi. La reprise en main de ces régiments occupa tout le printemps et l'été des gouverneurs de régions.

Si les conspirations étaient du ressort de la police, l'état d'esprit des régiments et l'influence que les demi-solde essayaient d'exercer auprès de leurs camarades relevaient de la compétence de l'armée et des services du gouverneur. Jourdan s'appliqua à transformer la mentalité des troupes de sa région militaire. En même temps, il remodelait ses divisions dans le cadre structuré par le ministère. D'ailleurs, dans les derniers mois de l'année, alors que jusque-là l'armée avait été réduite au minimum en vue de la paix générale que tous les gouvernements souhaitaient en Europe, l'évolution de la situation amena le ministère français à prendre de nouvelles mesures pour mettre sur pied une armée de deux cent mille hommes.

À Vienne, où se tenait le congrès des grandes puissances, à la belle entente du début avait succédé une division des participants en deux camps : d'un côté, la Prusse et la Russie ; de l'autre, la Grande-Bretagne, l'Autriche et la France. Talleyrand, représentant du roi, au départ relégué au rôle de spectateur, avait réussi à faire accepter son souverain comme membre à part entière et, du coup, la France mettait son armée au service de ses alliés !

Jourdan, dans la mise sur pied de guerre des unités de sa région militaire, était à son affaire et les résultats qu'il obtint furent appréciés à Paris. Aussi, à la mi-novembre, fut-il gratifié d'un congé pour se rendre dans sa famille. Mais la faveur royale allait se manifester surtout à la fin de l'année d'une manière éclatante.

Louis XVIII savait (ce n'était pas un secret) que le souhait de Jourdan était toujours d'être créé duc comme la majorité des maréchaux, et plus précisément duc de Fleurus, en souvenir de sa plus belle victoire. Il était hors de question que la royauté lui décernât un titre rappelant un succès de la Révolution, et même de la Convention, mais également, pour un certain nombre de raisons dont des questions de préséance, d'en faire un duc. Cependant, le roi voulait lui manifester sa satisfaction et le faire accéder à la noblesse puisqu'il y aspirait toujours. Aussi, une ordonnance du 1^{er} janvier 1815 le créa comte Jourdan, sans fief particulier. Le maréchal apprécia le geste à sa juste valeur. Il avait vu Napoléon distribuer à la volée les titres de noblesse comme autant de grades, et il était au courant du fait que les souverains capétiens avaient, au contraire, permis à des roturiers de s'élever dans la noblesse avec parcimonie. C'était avec raison que l'on estimait qu'un titre comtal venu

du roi valait largement plus qu'un titre ducal, cadeau de Napoléon. De fait, trois maréchaux seulement allaient bénéficier de la générosité de Louis XVIII. Ce fut Jourdan en 1815, puis Gouvion-Satit-Cyr et le vieux Pérignon, faits marquis le même jour, en 1817.

Jourdan se sentit d'autant plus flatté que le neveu du roi, le duc d'Angoulême, prit la peine de venir en personne lui remettre les lettres patentes qui le consacraient gentilhomme. La cérémonie eut lieu à Évreux, dans la première quinzaine de janvier 1815. Le maréchal eut le bon goût de se choisir les armes les plus simples possibles : un écusson d'azur en forme de bouclier, chargé de ses initiales entrelacées de sable et formant chiffre. Cette modestie fut appréciée. Les nouvelles conditions de travail de Jourdan, la faveur dont il bénéficiait, lui convenaient parfaitement, et il prévoyait qu'il continuerait à en jouir pendant une longue période. Peut-être même, songeait-il, recevrait-il un commandement actif si une guerre éclatait en Europe. Soudain, le 1^{er} mars, Napoléon débarqua à Golfe-Juan.

*

Dès qu'il en fut informé, Jourdan, même s'il éprouvait quelques doutes quant à la fidélité de ses troupes à soutenir la cause royale, mit celles-ci en état d'alerte et demanda des instructions au ministre de la Guerre. En même temps, le 10 mars, il adressait un ordre du jour à ses régiments, y évoquant « la tentative insensée de Bonaparte », et précisant que « son entreprise ridicule tend à livrer la patrie aux horreurs de la guerre civile », laissant entendre qu'en quelques jours elle avorterait complètement. On connaît la suite. Jourdan savait que la majorité des soldats étaient prêts à rallier la cause impériale et ne marcheraient pas pour le roi. Clarke, à nouveau ministre de la Guerre, lui aussi sans illusions, lui recommanda simplement de maintenir l'ordre dans ses régions.

Louis XVIII quitta Paris le 19 mars et gagna Lille. Napoléon arriva dans la capitale, le 20. Le roi passa en Belgique le 23. Pendant ces quelques jours, Jourdan s'était tenu à Rouen dans une prudente expectative, ne sachant vraiment quel comportement adopter. Il pensait bien devoir prendre position en fonction de son titrê personnel autant que de ses convictions.

Il aurait pu, comme Macdonald, rejoindre puis suivre le roi et il l'envisagea un moment. Il avait aussi la possibilité, comme Gouvion-Satit-Cyr ou Oudinot, de rentrer chez lui et d'attendre. Il pouvait enfin se rapprocher de Napoléon dont la marche triomphale sur Paris donnait beaucoup à penser. Celui-ci faisait courir la rumeur qu'il agissait en plein accord avec Metternich, le chancelier d'Autriche, et que Marie-Louise, accompagnée du roi de Rome, allait bientôt le rejoindre. Aussi, Jourdan (et il n'était pas le seul) se demandait s'il n'était pas de retour pour une

très longue période. En n'allant pas lui faire allégeance, ne risquait-il pas de perdre une nouvelle fois tous les avantages attachés à sa fonction ? On est toutefois étonné de ce que, se remémorant la manière dont il avait été traité par l'empereur, le maréchal pensa pouvoir croire que Napoléon serait plus équitable avec lui dans l'avenir.

Si quelqu'un avait dû se détourner de l'empereur, c'était bien lui. Il est possible qu'inconsciemment ait joué en lui le vieux réflexe anticlérical, car il trouvait qu'il y avait vraiment trop de prêtres autour du roi. Sa perplexité devait être grande, car il attendit tout de même quatre jours avant de se présenter aux Tuileries, ne voulant pas donner à son nouveau revirement un caractère trop hâtif. Napoléon, qui avait vu un certain nombre de personnages sur lesquels il comptait lui faire grise mine, se montra plutôt aimable avec Jourdan, lui promettant de faire appel à ses services. Après quoi, il le fit attendre et Jourdan, quelque peu revenu de ses illusions, ne mit de son côté aucun empressement à solliciter de nouvelles fonctions. Très vite, il en arriva à se demander s'il n'avait pas commis un pas de clerc.

Il était entré de nouveau en rapport avec Fouché qui rassemblait autour de lui un certain nombre d'anciens Jacobins, lesquels avaient tous beaucoup évolué. Le ministre conseilla au maréchal de prendre ses distances et, tout en servant le régime, d'éviter les excès de zèle. Jourdan, qu'avaient agacé les mensonges de Napoléon à propos de sa collusion avec Metternich, comprit le sens profond des paroles de Fouché et, comme les promesses de l'empereur ne se concrétisaient pas, il n'entreprit aucune démarche pour obtenir un poste et se retira au Coudray. Il ne put toutefois éviter de faire acte de présence avec les autres maréchaux à la cérémonie du Champ de Mai qui se tint le 2 juin. Le même jour, il était nommé pair de France mais se garda bien de faire acte de présence à cette assemblée ni même d'entreprendre les démarches qui accompagnaient une telle nomination.

Deux jours plus tard, le 4 juin, il apprit que l'empereur l'avait enfin désigné comme commandant de la 6^e région militaire avec siège à Besançon. Le poste était d'importance, car la place était un verrou qui garantissait la frontière française et il était à craindre que, dans le cadre de la nouvelle coalition contre la France, les Autrichiens ne cherchent à le forcer. Toutefois, faisant siennes les recommandations de Fouché, Jourdan ne mit aucune hâte à gagner cette ville et y parvint juste deux ou trois jours avant Waterloo. Il y était encore le 26 du mois, alors que Napoléon avait une nouvelle fois abdiqué depuis quatre jours. Fouché, qui avait pris la tête du gouvernement provisoire afin d'être en mesure de négocier avec Wellington en attendant le retour du roi, le nomma à la tête de l'armée du Rhin à la place de Rapp, qu'il jugeait trop bonapartiste. Rapidement, Jourdan se rendit compte que cette armée n'existait que sur le papier et il ne quitta pas Besançon.

Quoique son sort lui parût désormais assez incertain, car Louis XVIII et son entourage semblaient assez mal disposés vis-à-vis de ceux pour qui ils n'avaient eu que des bontés et qui, malgré cela, s'étaient remis au service de l'usurpateur, Jourdan écrivit le 22 juillet au ministre de la Guerre, demandant l'autorisation de venir à Paris afin de « présenter moi-même au roi l'hommage de mon respectueux dévouement et de mon inviolable fidélité » !

C'était se comporter avec une certaine impudence. Pour seule excuse, il n'était pas le seul à avoir agi de la sorte et à tout prendre, son rôle pendant les Cent-Jours avait été des plus minces. Le roi, comme avec beaucoup de ses camarades bien davantage compromis que lui, se sentit obligé de jouer la clémence, d'autant que, dans les circonstances troublées du moment, il pourrait être amené à faire appel aux services du maréchal. Le 31, ce dernier reçut donc par retour du courrier l'autorisation demandée, sous la seule réserve qu'il laisserait en son absence un officier de grade élevé et compétent pour assurer ses fonctions. Il choisit le général de Montrichard, puis il prit la route de Paris.

L'accueil de Louis XVIII fut évidemment moins chaleureux qu'en janvier. Il se montra froid, distant et en même temps quelque peu ironique, laissant Jourdan s'empêtrer dans des explications sur son ralliement à l'usurpateur. En le congédiant, il ne lui fit aucune promesse quant à un emploi futur, laissant à plaisir planer le doute. Après tout, dans les circonstances présentes, lui avoir accordé une audience représentait déjà un bienfait. Pour l'heure, la seule sanction qui le frappa fut la déchéance de la pairie, comme toutes celles accordées par Napoléon. Cela ne le touchait guère puisqu'il n'avait jamais siégé. Il n'était plus, non plus, gouverneur de Besançon, étant donné qu'en principe il se trouvait à la tête de l'armée du Rhin, dissoute avant même d'avoir été constituée. Mais il allait recevoir une nouvelle fonction qui serait davantage une corvée qu'un honneur, une punition en quelque sorte : il fut désigné pour présider le conseil de guerre qui devait juger le maréchal Ney.

*

Ney, depuis le débarquement de Napoléon à Golfe-Juan, avait déconcerté puis exaspéré tout le monde par son comportement irrationnel et ses prises de position excessives. Il avait promis au roi de ramener « l'usurpateur » enfermé dans une cage de fer, ce qui avait provoqué chez Louis XVIII la réflexion : « Le singulier petit oiseau qu'il nous rapportera... »

À la suite de quoi, le maréchal, à qui ses troupes étaient décidées à ne pas obéir, au lieu de rentrer chez lui comme le lui avait suggéré son adjoint, Lecourbe, s'était jeté dans les bras de l'empereur. Par la suite, à

Waterloo, il avait fait preuve d'une extraordinaire bravoure mais, de retour à Paris, Napoléon l'avait accusé « d'avoir donné comme un fou et fait massacrer sa cavalerie ». Enfin, lorsque Carnot, quelques jours plus tard, parlant en son nom et en celui de Davout, ministre de la Guerre, avait essayé de convaincre la Chambre des pairs qu'il était encore possible, avec les éléments épars, de constituer un tout solide pour livrer bataille dans de bonnes conditions sous Paris, Ney avait demandé la parole et, dans un discours véhément, avait convaincu ses collègues qu'on leur mentait et que tout était perdu. Ainsi s'était-il mis à dos tout le monde. Par la suite, alors qu'il aurait pu s'enfuir à l'étranger, il était demeuré en France, croyant pouvoir s'y cacher. Il avait fini par se faire arrêter. Les royalistes, dans leur acharnement, voulaient faire un exemple. Ney semblait le sujet tout trouvé et ses adversaires réclamaient sa mort. Le roi lui-même, avec davantage de nuances, n'était pas hostile à une condamnation, encore qu'il eût été plutôt satisfait de voir Ney s'évader, ce qui lui eût retiré une épine du pied. Les représentants des gouvernements étrangers étaient favorables à ce qu'ils considéraient comme un exemple.

Pour condamner Ney, il fallait un tribunal. Le gouvernement français, présidé par le duc de Richelieu, royaliste très modéré, décida de le traduire devant un conseil de guerre et désigna le maréchal Mortier pour le présider. Mais celui-ci, voyant venir l'orage, avait demandé à l'avocat Dupin de lui rédiger un modèle de lettre de récusation. C'était d'autant plus facile que tout le monde savait qu'il s'agissait d'un procès purement politique et que les arguments de l'accusation étaient des plus faibles. Aussi, Mortier tira-t-il assez facilement son épingle du jeu pour la présidence mais n'évita pas de faire toutefois partie du tribunal.

Le second choisi, Moncey, le plus ancien dans l'ordre des maréchaux, chercha lui aussi à éviter la corvée et se barda de certificats médicaux. Mais le gouvernement et le roi se fâchèrent, sentant la tournure ridicule que prenait la situation. À la demande du souverain, le ministre de la Guerre, le maréchal Gouvion-Satit-Cyr, infligea à son camarade une peine de trois mois de prison et appuya sa décision sur une loi datant... de la Convention ! Moncey fut envoyé purger sa peine au fort de Ham. Or, il était occupé par les Prussiens qui refusèrent de le recevoir. Le « prisonnier » s'installa donc dans une auberge devant l'entrée du fort avec ses gardiens et les régala pendant trois mois.

Le suivant sur la liste des maréchaux était Jourdan et, avec quelque inquiétude, Richelieu se demandait ce qu'il allait bien pouvoir invoquer pour tenter, lui aussi, de s'esquiver. Or Jourdan, fidèle à lui-même, peu soucieux de voir ses relations avec le pouvoir s'aigrir davantage, accepta la mission. Ce fut, certes, sans enthousiasme, encore que ses rapports avec Ney n'eussent jamais été excellents. Mais, du moment où il avait donné son accord pour remplir cette fonction, il décida de le faire avec sa

conscience professionnelle habituelle.

Un bruit a couru selon lequel Louis XVIII aurait demandé au président du Conseil de désigner Jourdan comme une manière de punition pour son comportement pendant les Cent-Jours ; mais, suivant une autre source, il aurait été choisi simplement à l'ancienneté. Rien ne permet de croire à l'une plutôt qu'à l'autre thèse. Outre Jourdan, le conseil de guerre comprenait les maréchaux Augereau, Masséna et Mortier, et les généraux de division Villate, Claparède et Gazan. D'entrée de jeu, Masséna essaya de se récuser. Ses arguments étaient de valeur : pendant la campagne du Portugal, en 1810, Ney avait été sous ses ordres et leur discordance avait été telle que Masséna avait demandé (en vain) son rappel. Mais ses camarades, excédés par toutes ces dérobades, ne voulurent pas le suivre dans son raisonnement et Masséna continua à siéger.

L'affaire ayant été difficilement instruite, car les motifs de l'accusation, et en particulier la haute trahison, ne reposaient sur aucune base juridique solide, le conseil de guerre se réunit à nouveau, le 9 novembre 1815, au palais de Justice de Paris. Jusqu'au dernier moment, le garde des Sceaux avait hésité à renvoyer Ney devant ses camarades, de fortes pressions assurant que le titre de maréchal n'était pas un grade mais une dignité et que Ney, qui en était membre et qui y avait siégé, devait être traduit devant la Chambre des pairs. C'était, assuraient les tenants de cette thèse, infliger une trop rude épreuve à ses anciens frères d'armes. En réalité, mais sans oser le dire, ils craignaient que les dits frères ne se montrent trop enclins à la clémence.

Dans l'entourage proprement dit de Ney, les potits de vue étaient partagés : certains croyaient qu'il avait plus de chance de tirer son épingle du jeu devant la juridiction militaire et d'autres qu'il fallait davantage faire confiance à la civile. Le prévenu lui-même changeait assez facilement d'opinion, penchant tantôt pour l'une, tantôt pour l'autre, mais n'ayant curieusement qu'une confiance limitée dans l'impartialité de ses camarades, surtout les maréchaux.

Jourdan, avant l'ouverture des débats, avait eu une entrevue avec le président du Conseil des ministres, le duc de Richelieu. Celui-ci ne lui avait pas caché qu'un acquittement de Ney serait très mal perçu, aussi bien par le roi et le gouvernement que par l'opinion publique (celle des royalistes), et même les souverains étrangers, qui y verraient une preuve de faiblesse et d'incapacité du pouvoir français.

Jourdan, tout en comprenant dans quelles difficultés se débattait le ministère, s'était un peu cabré en entendant de tels propos, quel que pût être son désir de se réconcilier avec la monarchie. Il avait fait remarquer à son titerlocuteur que, si le tribunal n'était pas libre de ses décisions, ce n'était pas la peine qu'il siègeât, ce que le duc avait reconnu. Puis, il avait réfléchi et conclu qu'une condamnation pouvait s'assortir d'un

certain nombre de degrés entre la légèreté et la lourdeur. De la peine de mort à l'acquittement, les variantes étaient nombreuses et on pourrait difficilement reprocher au conseil de guerre de nuancer son jugement, surtout s'il s'appuyait sur des attendus solides, car en allant au fond des choses, le véritable coupable du comportement de Ney pendant « le vol de l'aigle » était Napoléon lui-même qui, avec ses mensonges, l'avait fortement influencé.

Dès l'ouverture des débats, Jourdan frappa l'assistance par la modération de son ton et la politesse avec laquelle il s'adressait à Ney et à ses conseils. Alors que le ministère public ne cachait pas son désir de faire preuve d'agressivité dans ses propos, l'attitude du président laissa présager que le conseil n'aurait pas un comportement défavorable avec l'accusé. L'assistance, par ses murmures, montra qu'elle appréciait cette manière de conduire les débats. Ce fut alors, presque d'entrée de jeu, qu'éclata un coup de théâtre. Les avocats de Ney, sur la base d'arguments déjà mis en avant lors de l'instruction, estimant, bien à tort, qu'il devait comparaître devant la Chambre des pairs, soulevèrent l'exception d'incompétence du conseil. Stupeur des sept juges, soulagement aussi ! Tandis qu'ils cherchaient par quel moyen ils pourraient échapper à leur devoir d'avoir à juger un camarade, on leur offrait une porte de sortie, et quelle porte, puisque c'était l'accusé lui-même qui l'ouvrait ! Puisque Ney voulait comparaître devant la Chambre des pairs, qu'il y aille ! La délibération du conseil de guerre fut brève (moins d'un quart d'heure) ! En vain, le commissaire du gouvernement avait invité les juges à poursuivre le procès. Par cinq voix contre deux, ces officiers se déclarèrent incompétents. En votant contre cette motion, les généraux Claparède et Villate voulaient vraisemblablement tenter de sauver le malheureux Ney. L'historien Henry Houssaye soutient avec raison que le conseil de guerre ne l'aurait jamais condamné à mort mais à la détention à perpétuité dans une encetite fortifiée tant les charges contre lui étaient faibles, et on sait combien peut être brève une condamnation à caractère politique.

Paradoxalement, celui qui se déclara le plus satisfait de cette décision aberrante fut Ney lui-même qui, se méprenant sur les intentions de ses juges, déclara à ses avocats : « Ces bougres-là m'auraient fait tuer comme un lapin ! » Il n'avait rien compris et allait le payer cher.

Jourdan, dont le caractère humaniste était bien connu, aurait sans doute fait pression sur ses camarades, comme certains le souhaitaient pour une condamnation sévère mais non définitive. Quels qu'aient été les motifs qui poussèrent les juges à agir comme ils le firent, leur décision leur attira immédiatement l'hostilité des autorités. Le duc de Richelieu ne cacha pas sa déception, car il prévoyait qu'un procès devant la Chambre des pairs ne pourrait qu'être mal accueilli par une partie importante de l'opinion qui voyait dans cette assemblée un reflet de ce que la

monarchie avait de plus titransigeant et rétrograde. Le roi partageait son potit de vue et ses rapports avec Jourdan n'en furent pas améliorés, sans pour autant, du reste, se détériorer. Le maréchal n'eût guère été étonné de se voir écarter définitivement de toute fonction, ce en quoi il se trompait.

XII

UNE SEMI-RETRAITE

(1816-1830)

Contrairement à ses cratites, quelque peu justifiées en raison de son comportement pendant la première partie du procès Ney, Jourdan n'attendit pas longtemps avant de se voir réemployé par un gouvernement qui, quoi qu'il en pensât, avait besoin d'un certain nombre d'officiers généraux sur lesquels il croyait pouvoir compter. Le 10 janvier 1816, à peine deux mois après qu'eut siégé le conseil de guerre, il était nommé gouverneur de la 7^e division militaire avec résidence à Grenoble. C'était une manière de le tenir éloigné de Paris où, au demeurant, il ne résidait pas. La fonction, dans une période où l'armée se trouvait réduite à rien, était une sinécure à laquelle certains avantages matériels étaient tout de même attachés. D'ailleurs, sur les dix-huit maréchaux restés en fonction, huit seulement furent employés par la monarchie. Les autres, soit exilés, soit destitués, soit sans emploi, allaient demeurer sur la touche pour une longue période, quand ce ne serait pas à titre définitif.

Il est fort probable que Jourdan se rendit à Grenoble en janvier 1816, encore que son séjour y ait été bref, mais il n'existe aucune preuve certaine à ce sujet. Au mois de mai, il était de retour au Coudray. À ce moment, il apprit qu'une insurrection qui se voulait bonapartiste, assez grave, avait éclaté dans l'Isère et il écrivit au ministre de la Guerre, qui était de nouveau son ami Clarke, pour se mettre à sa disposition et aller la réprimer. Mais, dès le 20 du même mois, le ministre lui répondit que sa présence ne serait pas nécessaire, le mouvement ayant déjà été étouffé. Un peu plus tard, le 14 juillet de la même année, Jourdan fut appelé à Paris avec ses camarades Moncey, Mortier, Macdonald, Oudinot, Suchet,

Gouvion-Satit-Cyr, Kellermann et Pérignon pour prêter serment d'obéissance au roi qui leur remit à chacun un bâton fleurdelisé. Pour Jourdan, il allait remplacer celui qu'il avait perdu dans la plaine de Vitoria. Curieusement, dans cette distribution, Masséna fut oublié, sans que cette omission fût l'objet d'une explication, ce qui allait donner lieu à une scène quelque peu comique lorsque ce maréchal mourut en 1817^[1]. Toutefois, cette reconnaissance du titre de maréchal de France n'entraîna aucune forme d'activité particulière. Méfiants, les Bourbons, tout en les matitenant en réserve, allaient éviter, dans la mesure du possible, d'employer les maréchaux qui avaient rejotit Napoléon en 1815.

Pour occuper ses loisirs, Jourdan décida alors de commencer à rédiger ses mémoires. Il allait avoir beaucoup de temps à y consacrer dans les années suivantes. La majorité des maréchaux aurait la même idée mais aborderait le problème de manière assez différente. Tous avaient écrit et conservé, dans la mesure du possible, des registres d'ordres, des doubles de comptes rendus d'opérations, des croquis d'état-major, ainsi qu'une abondante correspondance. Certains se contentèrent de classer ces documents par ordre chronologique en les liant de temps à autre par quelques phrases de commentaires. En général, ils ne songeaient pas à les éditer mais à les préserver comme informations familiales ; et ce furent leurs enfants qui les firent publier lorsqu'ils les jugèrent titéressants et utiles à l'établissement de la vérité historique.

D'autres, peu nombreux du reste, entreprirent de raconter leur vie *in extenso*. D'autres encore se contentèrent de rapporter certaines périodes de leur carrière qui avaient été remarquables. Ce fut le cas de Jourdan qui, en dehors de carnets historiques qui ne furent portés à la connaissance du public que longtemps après sa mort, en 1901, ne se pencha que sur deux époques de sa vie. Ce fut d'abord l'histoire de la campagne de 1796 qui parut en 1818 en réponse à une brochure de l'archiduc Charles sur la même campagne, puis, sous le titre de *Mémoires militaires*, tout ce qui concerne l'affaire d'Espagne mais qui devait être retravaillé par le vicomte Grouchy, car Jourdan estimait son manuscrit incomplet. Aussi, ne fut-il rendu public qu'en 1899. Jourdan avait également en tête d'écrire un ouvrage sur la période de 1793 à 1799. Il ne put mener à terme ce projet. Les travaux préliminaires existent sous forme de notes manuscrites incomplètes aux archives des Invalides.

On a vu que ces « mémoires militaires » dépassèrent largement le cadre des souvenirs et impressions personnels ainsi que la simple chronologie des événements. Jourdan, en évoquant les causes lotitaines de l'intervention de Napoléon en Espagne, entendait certainement faire oeuvre d'historien mais également établir les responsabilités de chacun dans cette affaire et, surtout, mettre en lumière les fautes nombreuses de l'empereur. Aussi, fait-il preuve d'une hauteur de vues qui lui permet

d'embrasser l'ensemble de la situation et de dominer les problèmes, liant ainsi les différentes raisons qui font que la conjoncture ait évolué en un sens ou dans un autre. Par contre, les portraits des personnages qui sont cités dans ces mémoires manquent souvent de relief et de vigueur. On eût apprécié qu'il s'y attachât davantage.

Évidemment, l'oeuvre, comme les mémoires de tous ses camarades est un plaidoyer *pro domo*.

Et là, parfois, les arguments sur lesquels s'appuie le maréchal font preuve d'une curieuse puérilité. C'est ainsi qu'il écrit que les autres maréchaux refusaient d'obéir à ses ordres parce qu'ils étaient ducs et pas lui (l'affaire du duché de Fleurus lui resta longtemps en travers du gosier).

Il travailla à la rédaction de ces différents ouvrages jusqu'à la fin de la Restauration et même dans ses dernières années, sous le règne de Louis-Philippe, quoiqu'il ait connu à partir de 1819 d'autres activités.

*

En 1815, la troisième fille des Jourdan avait épousé un officier général qui devait entamer peu après une carrière politique. En 1817, Jourdan eut la joie de marier l'avant-dernière de ses filles, Sophie, à un colonel d'état-major ; mais cette union allait peu durer, car elle mourut en couches en 1820. La dernière, Nina, fut demandée en mariage par un Italien, le marquis Saporiti. Il est fort probable que cette alliance ait été organisée par la fille aînée des Jourdan, la princesse de Leporano, qui, avec son mari, résidait à Naples. Ce fut à la fin de l'année, malgré la mauvaise saison qui rendait précaire l'état des routes, l'occasion d'un voyage en Italie du couple Jourdan, tant pour assister à la noce que pour revoir leur fille aînée ainsi que leurs petits-enfants. Ce déplacement eut lieu sans aucun faste particulier, Jourdan comprenant que les différents souverains italiens se souciaient peu de voir, même pour des raisons purement familiales, débarquer un personnage qui avait joué chez eux un rôle de proconsul de la France républicaine puis napoléonienne.

Ce dernier mariage se termina très mal. Le couple ne s'entendit pas et Nina Jourdan se fit enlever par un membre de la famille royale piémontaise avec qui elle vécut en concubinage. Elle mourut en 1833, la même année que son père, sans avoir revu son mari ni sa famille, et les Jourdan firent leur possible pour dissimuler sa conduite.

Une heureuse nouvelle attendait le maréchal à son retour en France, au printemps 1819. Le 6 mars, en effet, Louis XVIII, mettant un potit final à la bouderie entre lui et Jourdan, venait de l'élever à la pairie en même temps que Davout, Mortier, Moncey, Soult et Suchet. Le vieux Lefebvre, lui aussi de cette promotion, devait disparaître l'année suivante.

Ces nouvelles fonctions, ces nouveaux honneurs allaient amener un

changement de mode de vie chez les Jourdan. Pair de France, le maréchal avait l'honneur de siéger cette fois à la chambre haute. Les pairs pouvaient se répartir en trois groupes, car il est difficile de parler de parti au sens moderne du terme : les ultras royalistes, inconditionnels prêts à voter les yeux fermés n'importe quel texte présenté par le gouvernement ; de tendance diamétralement opposée, les libéraux souhaitaient le renversement de la royauté et le retour à une république dont ils n'arrivaient pas à définir la forme. Ils étaient donc par principe opposés à tous les projets de loi, mais ils ne formaient dans l'ensemble qu'une toute petite minorité sans influence réelle. Entre les deux, les pairs du centre appelés doctrinaires se donnaient bien à tort le titre de libéraux. Ils étaient décidés à discuter, amender et parfois rejeter les règlements soumis à leur approbation, mais sans pour autant remettre en cause le système politique en place et la dynastie des Bourbons. Dans la mesure où il fallait faire un choix d'opinion, ce fut à ce troisième groupe qu'allèrent les préférences de Jourdan chez qui l'amour de la liberté continuait à jouer un certain rôle. Alors que, durant toute l'année 1819, il s'était contenté de siéger et d'écouter, il prit la parole en mars 1820. C'était lorsque le gouvernement, après l'assassinat du duc de Berry, entendait faire promulguer deux lois. L'une limitait la liberté individuelle dans la mesure où elle autorisait la police à arrêter et à détenir sans jugement tout individu simplement suspect de complot contre la sûreté de l'État ; et l'autre rétablissait le régime de l'autorisation préalable ainsi que la censure pour la presse. Le moment semblait bien choisi dans l'ambiance d'horreur et de terreur qui régnait à la suite de l'attentat contre le prince.

Fort habilement, Jourdan commença par rappeler sa fidélité au roi, à sa famille et à la monarchie. Puis, il s'appliqua à démontrer que ces principes n'étaient pas incompatibles, au contraire, avec la notion de liberté individuelle. Il exposa sa crainte de voir les lois proposées entraîner, si on les appliquait, une agitation constante dans le pays, puis, ayant souligné qu'il demeurait partisan d'un exécutif fort, il termina avec beaucoup d'esprit, toujours guidé par l'idée de liberté individuelle, en faisant allusion à l'édit de Nantes d'Henri IV.

Quoique fort applaudi, le maréchal ne fut pas suivi dans ses conclusions par la chambre. Par contre, le ministère goûta assez peu son intervention et dans l'entourage royal on pensa que décidément il était incorrigible. On eût peut-être toléré ces écarts d'opinion chez un simple pair, mais c'était moins admissible de la part d'un maréchal de France.

Si, dans l'ensemble, la Chambre des pairs, malgré quelques velléités, avait soutenu le gouvernement, Jourdan était de ceux qui entendaient continuer à s'y faire écouter, défendant toujours les principes de liberté. Il eut l'occasion de reprendre la parole trois mois plus tard. Inquiet de constater un glissement vers la gauche dans la composition de

la Chambre des députés, le ministère soumit au pouvoir législatif un projet de loi modifiant le système électoral par le procédé dit du double vote. Au vote censitaire simple alors en application, viendrait se surimposer le droit de second vote accordé au quart des électeurs les plus imposés, qui permettrait d'élire cent soixante-douze députés de plus par rapport aux cent cinquante-huit issus de l'ancien système. Et, ces cent soixante-douze nouveaux élus seraient forcément conservateurs, donc en accord avec l'exécutif.

Dans la circonstance, Jourdan défendit une fois de plus ses idées mais, surtout, voulut mettre en garde le gouvernement contre les risques qu'il prenait en rendant par cette loi illusoire toute forme d'opposition. D'ailleurs, précisait-il, le système encore en vigueur était le seul conforme à la Charte de 1814. Il termina en citant Montesquieu et en prophétisant que l'impopularité avec laquelle la nouvelle loi électorale serait accueillie par l'ensemble des Français risquait à long terme de se révéler néfaste pour la dynastie. Quoique vivement ovationné, une fois de plus, il ne fut pas suivi et, se le tenant pour dit, n'intervint plus de manière aussi éclatante dans les mois qui suivirent. Il eut toutefois une satisfaction. Au cours d'un entretien privé, le duc d'Angoulême, frère du duc de Berry, ne lui cacha pas que le roi et lui-même, contrairement à l'avis de tous leurs courtisans, pensaient que le maréchal pourrait bien avoir raison.

*

Les Jourdan habitaient toujours leur propriété du Coudray et ne disposaient d'aucun logement à Paris. Pendant de nombreuses années ils s'en étaient accommodés, leur domaine n'étant pas trop éloigné de la capitale. Mais, à présent, durant les sessions, la présence du maréchal à la chambre était requise plusieurs fois par semaine. De plus, il devait mener une certaine vie mondaine et paraître de manière régulière à la cour et chez le comte d'Artois. Aussi décidèrent-ils d'acquérir un domicile à Paris. En 1822, ils achetèrent un hôtel d'une certaine importance situé 54 rue de Lille et le Coudray devint leur résidence de campagne.

Dans l'année suivant cette installation, qui donna lieu à plusieurs réceptions, Jourdan eut une nouvelle fois l'occasion de faire connaître publiquement sa manière de penser et son indépendance de caractère. En 1823, le maréchal Davout mourut. L'usage voulait que l'un de ses frères d'armes prononçât l'éloge du défunt sur sa tombe. Or, Davout, de nature difficile et prompt à chercher noise, était en assez mauvais termes avec presque tous ses camarades et ceux-ci étaient peu soucieux de venir l'encenser. Certes, ils tinrent à faire acte de présence à la cérémonie funèbre, mais il ne fallait pas leur en demander davantage. Le ministre de la Guerre eut alors l'idée de demander à Jourdan, qui n'avait eu que peu de rapports avec le défunt et ne s'était jamais heurté à lui, de prononcer

le fameux discours. Certes, de la part de Jourdan, on pouvait s'attendre à une prestation déconcertante peu en rapport avec le potit de vue officiel et il n'y manqua pas, d'autant que, de son côté, Davout avait entretenu des relations ambiguës avec les Bourbons. Rappelant avec insistance les origines du défunt, de très ancienne noblesse, il s'appesantit sur le fait que, gagné par les idées nouvelles, il avait très tôt rallié la Révolution qu'il avait servie avec fidélité et compétence. Devant l'assistance médusée, il déclara :

« Lorsque la Révolution éclata, le jeune Davout resta fidèle à ses drapeaux. Il croyait que le devoir d'un Français est de défendre le sol de la patrie contre toute invasion étrangère. » Et, un peu plus tard, il insista :

« Davout embrassa les idées de la Révolution avec la chaleur de son âge ! »

À l'inverse de beaucoup de membres de son milieu, il n'avait jamais songé à émigrer et avait même été l'officier qui avait failli titercepter Dumouriez lorsqu'il était passé à l'ennemi. Dans un plaidoyer quelque peu acrobatique, Jourdan tenta de dissocier le rôle de la famille royale de celui des chefs de l'émigration et flétrit ces derniers par des paroles grandiloquentes. Mais c'était d'autant plus difficile que toute l'assistance savait pertinemment que le roi et surtout son frère en avaient été les véritables animateurs.

Après avoir souligné la manière brillante dont il avait été le principal vainqueur de la campagne de 1806 à Auerstaedt, il ne manqua pas de rappeler également la façon dont Davout avait défendu le prestige de la France, alors qu'assiégé dans Hambourg, il avait refusé de capituler et repoussé tous les assauts même quand il n'avait plus eu aucun espoir d'être secouru. Jourdan eut tout de même la sagesse de passer sous silence un épisode du siège, précisément lorsque des officiers français, porteurs de drapeaux blancs fleurdelisés, avaient tenté d'entrer en contact avec lui et que Davout, fidèle aux couleurs tricolores de l'Empire, n'avait pas hésité à leur faire tirer dessus. Par contre, il crut devoir souligner avec quelle efficacité il avait mis sur pied en un temps record « d'immenses ressources militaires » comme ministre de la Guerre pendant les Cent-Jours, en 1815. Après quoi il rappela qu'il s'était montré bon mari et père de famille modèle.

Mais, tel qu'il était, le discours de Jourdan apparaissait suffisamment subversif tout en se donnant des airs d'adulation pour le gouvernement. Il fut chaleureusement applaudi par une partie de l'assistance, en particulier, d'anciens officiers pensionnaires de l'hôtel des Invalides qui n'avaient pas hésité à « faire le mur », désobéissant aux ordres du gouverneur pour faire acte de présence. Un bon nombre de personnes présentes ne cachèrent pas leur désapprobation en observant un silence glacial. Le discours déplut (mais pouvait-il en être autrement ?) en haut lieu. Toutefois, Villèle, le nouveau président du

Conseil, se rappelant le mal qu'il avait eu à trouver un maréchal qui voulût bien prononcer cet éloge funèbre, eut l'habileté de préférer étouffer l'affaire, et ce que d'aucuns considéraient comme un scandale n'eut pas de lendemain. Simplement, lorsqu'il fallut répéter l'éloge de Davout devant la Chambre des pairs, ce fut Suchet qui en fut chargé. La leçon avait porté. Il se contenta d'évoquer sa carrière militaire, assez riche en elle-même.

Jourdan, qui ne voulait à aucun prix se brouiller avec la monarchie constitutionnelle qu'il jugeait être le meilleur système pour la France, se contenta dès lors de cesser de se faire remarquer par des écarts de langage. On lui en sut gré et, du moment qu'en dehors de siéger à la chambre haute il se contentait, nul ne l'ignorait, de se consacrer à la rédaction de ses mémoires, tout était pour le mieux.

Un an plus tard, lorsque Louis XVIII mourut, il y eut comme une lune de miel entre le maréchal et le nouveau roi qui savait se montrer charmeur. Jourdan, alors âgé de soixante-cinq ans, ne pouvait plus songer qu'à jouer un rôle représentatif. Mais Charles X voulait gagner la sympathie de ce vétéran et, grâce à de nouvelles faveurs qu'il lui accorda (Jourdan y était toujours sensible), il y parvint aisément. Ce phénomène est d'autant plus étonnant que Charles X se comportait bien davantage que son frère en souverain de droit divin, sûr de la légitimité de son pouvoir, tout le contraire de ce que Jourdan avait apprécié chez Louis XVIII.

Aussi, lors de la cérémonie de son couronnement, le 29 mai 1825, lui réserva-t-il un rôle important dans ce sacre long et épuisant : Jourdan faisait partie des grands officiers portant les attributs royaux dans la cathédrale de Reims, lui-même étant chargé de la couronne. Convoqués à six heures du matin, ils allaient demeurer debout sans prendre de repos jusqu'à midi malgré leur grand âge. Les trois autres étaient Moncey, faisant fonction de connétable et portant l'épée, Soult, le sceptre et Mortier, la main de justice. Ils côtoyaient des grands noms de l'armorial français tels le duc de La Vauguyon, le duc de La Rochefoucauld ou le duc de Luxembourg, porteurs des « offrandes », et cela parut tout naturel.

Le lendemain, le roi tint un chapitre de l'ordre du Saint-Esprit au cours duquel y furent reçus Mortier, Soult et Jourdan. Dans le banquet de quatre cent cinquante couverts que la ville de Paris offrit au roi la semaine suivante, Jourdan eut encore droit à une des places d'honneur.

Depuis l'accession au trône de Charles X, Jourdan, en tant que pair, s'était montré étrangement apathique. Ses adversaires comme ses amis s'étaient attendus à le voir prendre la parole avec sa fougue habituelle lorsque avaient été soumises au parlement, en mars et avril 1825, les deux lois sur le milliard d'indemnités accordé aux émigrés et sur la répression en cas de sacrilège. L'opinion de Jourdan en la matière était connue et on savait qu'il conservait un vieux fonds d'anticléricalisme. Or

il était resté neutre et se contentait de voter sans commentaires. Peut-être estimait-il que l'insuccès de ses précédentes interventions justifiait son silence ; peut-être également ne voulait-il pas soulever des motifs de querelles avec le nouveau souverain. En tous les cas, Charles X avait apprécié cette attitude, d'où le choix pour la cérémonie de Reims.

Il ne faut pas déduire de ce comportement que Jourdan avait évolué au point de devenir ultraroyaliste. Ses opinions ne furent en rien modifiées ; mais il se tint dans une réserve dictée par le fait qu'il savait que toute forme de protestation contre la politique du gouvernement serait sans effets. Deux ans plus tard, il prit la parole pour la dernière fois dans le débat sur la loi concernant la composition du jury d'assises. Certains pairs voulaient en exclure par principe les officiers, et défendant le point de vue du gouvernement, le maréchal se déclara favorable à ce qu'ils continuent à en faire partie ; puis, dans le but de concilier les différents points de vue, il fit une curieuse proposition : pourraient être jurés les officiers payant une contribution de trois cents francs. Il suggéra que pour ces militaires, la somme plancher fut portée à deux mille francs. Le plus extraordinaire est que l'assemblée se rallia à cette résolution qui dans son esprit était contraire à toute forme de libéralisme.

Jourdan voyait la monarchie évoluer vers ce qui ressemblait de plus en plus à de l'absolutisme mais se murait dans le silence. Toutefois, ce fut à ce moment qu'il se rapprocha du duc d'Orléans qui faisait de l'opposition feutrée à son cousin le roi, sans chercher pour autant à attaquer le principe monarchique.

Que pensa le maréchal lorsque le roi appela au ministère son ami Polignac, partisan de l'absolutisme le plus rigoureux ? Il se garda bien d'exprimer publiquement son opinion mais fut de ceux qui commencèrent à craindre pour l'avenir de cette dynastie à laquelle il était à présent attaché.

La révolution de 1830 ne le surprit pas, car il avait considéré la publication des fameuses Ordonnances comme une faute grave et ne le cacha pas à son entourage immédiat. Il s'en montra inquiet. Il avait été, surtout depuis l'avènement de Charles X, trop choyé par les Bourbons pour ne pas s'y sentir sérieusement attaché. Comme tous les maréchaux d'Empire survivants, il comptait parmi les profiteurs du régime. Et, à ce moment, cet ancien républicain n'aurait pour rien au monde voulu voir une république naître. À ses yeux, le terme « république » était devenu synonyme d'anarchie et les désordres, pillages et exactions qui avaient accompagné les trois journées de la révolution n'étaient pas faits pour modifier son opinion. Il ne voulait ni d'un régime démocratique, ni du suffrage universel. Étonnant revirement !

Sans doute éprouva-t-il quelques regrets en apprenant l'abdication de Charles X et de son fils, mais il se fit rapidement une raison, d'autant que les autorités qui allaient lui succéder étaient véritablement, au moins

à leur début, une monarchie selon son coeur.

1- Même auteur, même éditeur : *Le Maréchal Masséna*.

XIII

LA CONSÉCRATION

(1830-1833)

Homme résolu mais prudent et, surtout, partisan de l'ordre, le duc d'Orléans n'entendait pas prendre le pouvoir en y étant porté par la populace. Aussi demeura-t-il dans l'expectative pendant les journées révolutionnaires, quoique le banquier Laffitte ait proposé au parlement de faire appel à lui dès le 28 juillet 1830. Ce ne fut que le 31 juillet, et encore parce que la fonction lui était offerte par la Chambre des députés, qu'il accepta le titre peu compromettant de lieutenant général du royaume, mais à la condition que cette nomination soit ratifiée par le roi. Le lendemain, Charles X, pensant ainsi sauver son trône, confirma le choix et le duc se dépêcha alors de mettre en place un gouvernement dans le but de souligner le caractère légal de ce mandat. Mais, afin de donner tout son sens à ce caractère « provisoire », les ministres désignés reçurent le titre de « commissaires » et non de « ministres ».

Le duc les recruta à la fois en fonction de leur position sociale et de leurs compétences. Le général (bientôt maréchal) Gérard alla à la Guerre, Bignon aux Finances et Jourdan se vit offrir les Affaires étrangères. Ce choix était habile. Jourdan avait une personnalité indiscutable. Par ailleurs, il avait rempli avec succès plusieurs missions à caractère diplomatique. Certes, ce poste ne serait pas de tout repos. Il allait falloir rassurer et composer avec les autres puissances européennes qui regardaient, non sans quelque inquiétude, cette monarchie enfantée par une révolution. Avec la Grande-Bretagne, les négociations seraient sans doute faciles, car il se découvrirait beaucoup de similitudes entre les deux régimes. Mais, avec l'Autriche, la Prusse et la Russie, le dialogue risquait d'être moins aisé, surtout avec la réapparition en France du

drapeau tricolore, tout un symbole que ces trois puissances contemplaient avec horreur et cratite.

Jourdan accepta sans hésiter, d'autant que ses rapports avec le duc d'Orléans étaient excellents. Leur conception de la monarchie parlementaire était assez proche. On peut même parler de liens d'amitié entre les deux hommes faits pour se comprendre. Il était aux côtés du duc lorsque celui-ci se rendit le 9 août à la Chambre des députés pour y recevoir des mains de quatre maréchaux, Mortier, Macdonald, Oudinot et Molitor, les insignes de la royauté. Ce fut une cérémonie étrange. Personne ne voulait lui conférer le caractère mystique que revêtait le sacre dans la cathédrale de Reims. Ses promoteurs désiraient davantage qu'elle semblât donner un rôle prépondérant au peuple, ce qui n'enthousiasmait pas le duc. En définitive, le côté « juste milieu » qu'elle revêtait, mais qui n'était pas sans avoir quelque chose d'étriqué, offre une assez bonne image de ce que serait l'éthique du règne de Louis-Philippe qui prit, ce jour-là, le titre de roi des Français (toujours la notion de compromis) !

Dès le lendemain, un véritable ministère fut constitué et Jourdan, dont tout le monde politique pensait qu'il conserverait les Affaires étrangères, posa un problème d'autant plus épineux au roi que celui-ci ne voulait pas avoir l'air de le froisser en l'écartant de cette fonction. Seulement, tous deux s'étaient rendu compte dans les jours précédents que l'âge (soixante-huit ans) et surtout l'état de santé du maréchal lui titerdisaient de remplir de manière efficace un poste aussi lourd. En un sens, Jourdan acceptait la décision royale avec philosophie, mais Louis-Philippe, qui ne voulait pas, d'entrée de jeu, avoir l'air de mettre sur la touche un serviteur de sa valeur, ne savait comment résoudre ce problème. Le hasard vint à son secours et lui amena la plus élégante des solutions.

Le dix-huitième gouverneur des Invalides, le général marquis de Latour Maubourg, était en poste depuis 1821. Quoique rien ni personne ne l'y contraignît, ce légitimiste bon tétit, fidèle partisan des Bourbons, qui avait voté en 1815 la mort du maréchal Ney, n'envisagea pas un instant de servir sous le règne d'un personnage qu'il traitait déjà d'usurpateur. Il démissionna donc le 10 août et le roi, qui voyait là un moyen de tourner la difficulté, offrit ce gouvernement à Jourdan qui, très satisfait lui aussi, se dépêcha d'accepter. Sa nomination parut au *Journal militaire officiel*, le 11 août ! Il demeura toutefois au ministère jusqu'au 18, date à laquelle, ayant passé les pouvoirs à Molé, il partit occuper son nouveau poste.

D'entrée de jeu, Jourdan eut à résoudre un problème délicat de personnel. L'adjotit de l'ancien gouverneur, qui portait le titre de « commandant de l'hôtel » et était par tradition un officier général, avait démissionné en même temps que son patron dont il partageait les idées.

Sans hésiter, le maréchal offrit le poste au général Dalesme. C'était l'ancien adjotit de Jourdan au moment où celui-ci avait été promu à la tête du deuxième bataillon de volontaires de la Haute-Vienne. On se souvient qu'il était resté son second jusqu'en 1793. Puis leurs carrières avaient divergé. Dalesme, général de brigade depuis 1793, ne s'était retrouvé divisionnaire qu'en 1814. Il avait eu la malchance d'être fait prisonnier à deux reprises, ce qui avait sans doute nui à son avancement. Mais il était toujours resté en rapport avec Jourdan dont il demeurait l'ami. Depuis 1815, mis à la retraite, il vivait retiré à Limoges. Jourdan le savait compétent, fidèle et loyal, et puis il aimait avoir à ses côtés des hommes qu'il connaissait et estimait.

Dalesme, quoique âgé de soixante-sept ans, un peu plus jeune que le maréchal, demeurait alerte et s'ennuyait à ne rien faire. Il accepta d'autant plus facilement qu'il pensait que la fonction n'était pas très absorbante, ce en quoi il se trompait.

Fondée par Louis XIV, l'institution était, comme son nom l'indiquait, destinée à recevoir des mutilés de guerre sans beaucoup de ressources et ces militaires auraient dû être à la fois calmes et disciplinés. Or, ce n'était pas toujours le cas. Parmi eux, il y avait souvent de fortes têtes que leur incapacité physique ne rendait pas pour autant plus dociles. Jourdan et Dalesme, quoiqu'il leur en coûtât, furent amenés à de nombreuses reprises à sévir, la punition dans les cas extrêmes pouvant aller jusqu'au renvoi de l'institution.

Pour le reste, l'essentiel du travail se révéla purement administratif, mais tout de même assez lourd. Les services aux ordres du maréchal assuraient la gestion non seulement de l'hôtel des Invalides à Paris mais, en plus, de l'annexe de celui-ci. C'était le château d'Avignon, autrement dit l'ancien palais des Papes, transformé en caserne sous la Révolution et affecté à cette nouvelle destination depuis 1815. La distance les séparant en rendait le contrôle malaisé. Jourdan s'en rendit compte. Pourtant, comme son prédécesseur, il répugna à déléguer trop de son autorité à un responsable local, préférant échanger une nombreuse correspondance avec le commandant du château dans le Vaucluse, Villelume.

En plus de ses fonctions de directeur de la fondation, le gouverneur avait un rôle de représentation qui l'amenait à prendre place dans toutes les cérémonies officielles, qu'elles soient à caractère militaire ou civil, laïque ou religieux ; et ce n'était pas pour déplaire à Jourdan, car il avait ainsi l'occasion de parader en grande tenue.

En tant que maréchal de France, il touchait une solde de quarante mille francs (or) par an, ce qui était tout à fait confortable quoique bien moindre que sous l'Empire. Le traitement annuel de gouverneur des Invalides était également de quarante mille francs.

Or, le gouvernement de Louis-Philippe eut rapidement à faire face à des difficultés budgétaires que le ministre des Finances, le baron Louis,

connu pour la rigueur de sa gestion, entendit maîtriser. Il demanda donc certains sacrifices à des personnalités pour qui ce n'était pas une renonciation trop pénible. Ce fut le cas de Jourdan puisque, de par sa nouvelle position, il bénéficiait d'un double revenu. Par une lettre au maréchal Gérard, ministre de la Guerre, datée du 23 octobre 1830, il renonça sans se faire prier à la moitié de son traitement de gouverneur. Mais, comme ses « frais de bureau », autrement dit son secrétariat particulier, étaient laissés à sa charge, ainsi que le spécifiait l'ordonnance du 11 août qui l'avait nommé, il estima ceux-ci à cinq mille francs par an, ce qui était assez largement calculé, et les rettit. De ce fait, ses appotements furent seulement amputés de quinze mille francs. Son geste ne lui en valut pas moins une lettre de félicitations du ministre de la Guerre.

L'année suivante, le gouvernement, toujours soucieux d'essayer de matiténir son budget en équilibre, procéda à une nouvelle révision à la baisse des traitements et salaires. Cette fois, Jourdan protesta. Les abattements auxquels il avait consenti l'année précédente n'avaient-ils pas suffi ? Le ministère reconnut la justesse de l'argument, d'autant qu'en acceptant la réduction de 1830, Jourdan avait précisé : « que la retenue de quinze mille francs cesserait le jour où une nouvelle retenue serait légalement imposée ». En d'autres termes, avant de demander une nouvelle diminution, il fallait revenir à la base initiale de quarante mille francs par an. La situation demeura donc en l'état et on n'en parla plus.

À ce nouveau poste, Jourdan se sentait à son aise. La gestion de l'institution représentait surtout un travail d'organisation dans lequel il avait toujours excellé. Il était entouré d'anciens militaires de tous grades dont plusieurs avaient servi sous ses ordres et ne manquaient pas de le lui rappeler. À cette époque, le nombre des pensionnaires de l'institution était encore très important et dépassait largement l'effectif de mille, ce qui forçait le gouverneur, quoiqu'il lui en coûtât, à matiténir une discipline assez stricte. Malgré cela, les candidatures demeuraient nombreuses et c'était une des tâches les moins agréables de devoir opposer un refus, faute de place, à des hommes qui y auraient pourtant eu droit, tant en raison de leur état physique que de leurs conditions matérielles et de leurs états de service.

Au début de 1832, Jourdan, en tant que gouverneur, fut confronté à un problème d'une extrême gravité puisqu'il mettait en péril l'institution qu'il dirigeait. En 1831, l'expédition de Belgique, autant que l'occupation partielle de l'Algérie, avaient forcé le gouvernement à augmenter sérieusement le budget du ministère de la Guerre. Il cherchait donc le ou les moyens de le réduire quelque peu. On ne sait exactement qui émit l'idée de faire de sérieuses économies en renvoyant chez eux tous les pensionnaires de l'hôtel des Invalides et de sa succursale, quitte à y substituer une petite pension. L'affaire était d'importance, car elle

mettait en jeu l'existence même de l'institution. Une commission chargée d'approfondir la question et de déposer un rapport fut nommée. Jourdan entreprit alors des démarches pour peser de tout son poids sur la commission ainsi que sur le ministre de la Guerre. La commission ne manquait pas d'arguments, en dehors même des facteurs économiques. Certains de ses membres soutenaient que les pensionnaires renvoyés dans leurs foyers y seraient plus heureux et choyés au sein de leur famille que dans un logement communautaire qui n'était pas sans rappeler la caserne !

Mais, de son côté, Jourdan disposait de critères positifs à faire valoir et il n'y manqua pas. Il soutint avec raison qu'en l'hôtel des Invalides, qui, souligna-t-il, n'avait rien d'une caserne, existait une fraternité d'armes chère aux pensionnaires qui y tenaient beaucoup, alors que précisément dans le milieu familial ils seraient perdus, voire frappés d'une sorte de mise à l'écart. Et, s'ils étaient si malheureux, pourquoi s'acharnaient-ils tellement à vouloir titégrer les rangs de l'hôtel ? Et puis, à Paris, ils bénéficiaient de soins de qualité qu'exigeait souvent leur santé et qui seraient impossibles à obtenir au fond de leur province. Habilement, le maréchal fit appel au sens patriotique des membres de la commission, rappelant que la France était redevable vis-à-vis de tous ces braves. Puis, chiffres à l'appui, il démontra que, loin de réaliser une économie, le renvoi des pensionnaires se traduirait du fait de l'augmentation automatique des pensions par une dépense supplémentaire.

Aussi, Jourdan vit-il ses efforts récompensés. Peut-être un peu honteux du rôle que l'on voulait leur faire jouer, les membres de la commission renvoyèrent leur décision à une date ultérieure, sans d'ailleurs la préciser. Et les choses en restèrent là. Pourtant, dans les décennies qui suivirent, peu à peu, au cours du xix^e siècle, le nombre des pensionnaires alla en diminuant. L'annexe d'Avignon fut définitivement fermée et, à Paris, les autorités procédèrent systématiquement à des réductions d'effectifs en ne remplaçant pas les invalides décédés.

De nos jours, l'hôtel des Invalides a presque perdu son caractère de maison de retraite, tout en continuant à abriter un très petit nombre d'anciens combattants. Les locaux ainsi libérés ont, par priorité, été affectés à la constitution du musée de l'armée. Une très belle bibliothèque, fortement documentée, y a été installée ainsi que les bureaux de la place de Paris. Enfin, au centre de la crypte, sur le pourtour de laquelle sont enterrés un certain nombre des officiers généraux qui ont fait la gloire de l'armée française, repose, depuis 1840, Napoléon lui-même.

Cette même année 1832, une terrible épidémie de choléra éclata en France et en Europe, et Jourdan eut la douleur de perdre son collaborateur et ami Dalesme, frappé par la maladie. Il s'éteignit le

13 avril. Son successeur, le général Fririon, était un officier de qualité sur qui Jourdan put se reposer en toute confiance mais avec qui il n'entretint que des rapports cordiaux et surtout professionnels, car ils n'avaient pas eu l'occasion de servir ensemble et Fririon, originaire de Lorraine, manquait de cette chaleur méridionale tant appréciée par Jourdan.

Le maréchal vieillissait beaucoup et vite à présent. Il ne se déplaçait plus et remettait sans cesse un voyage à Limoges, car sa patrie aurait souhaité qu'il vînt l'honorer de sa présence. Même un déplacement simplement jusqu'au Coudray lui demandait un immense effort. La présence constante de sa femme à ses côtés représentait un appréciable réconfort ; le couple avait toujours été très uni. Contrairement à beaucoup de ses camarades, Jourdan, au cours de ses nombreux séjours à l'étranger, n'avait jamais entretenu de liaison passionnée, tout au plus quelques passades sans conséquences. Il regrettait simplement l'absence de ses filles, toutes éloignées ; mais, d'un commun accord, les époux faisaient silence sur les écarts de conduite de la plus jeune. Le maréchal s'intéressait beaucoup à ses petits-enfants, en particulier au fils de sa seconde fille, Camille. Ce garçon, Auguste Ferri Pisani, à présent âgé de vingt-deux ans, avait, pour la plus grande satisfaction de son grand-père, embrassé la carrière militaire. Malgré les nombreuses recommandations que Jourdan prodigua auprès de ses camarades, le jeune homme connut une carrière honorable sans plus, puisqu'il la termina avec le grade de général de brigade.

Au début de 1833, Jourdan se mit à décliner assez rapidement. Malgré sa fatigue permanente, il avait tenu à continuer à présider le conseil d'administration de l'hôtel des Invalides, de même qu'il rendait visite de manière régulière au roi qui appréciait sa compagnie et avec qui il pouvait évoquer des souvenirs de leur jeunesse lorsqu'ils servaient tous deux dans les armées de la République ! Pourtant, le 16 avril, il présida son conseil pour la dernière fois. Ces séances, parfois un peu longues, où était planifié et contrôlé le fonctionnement de l'institution, étaient devenues trop épuisantes pour lui. Il ne put assister aux réunions suivantes et les comptes rendus le signalent simplement « absent ». Il fallut attendre jusqu'au 16 novembre pour que le rédacteur du procès-verbal se résignât à le déclarer « malade », alors qu'il n'avait plus que sept jours à vivre. Bien qu'il fût soigné dans les meilleures conditions possibles et par les sommités médicales du moment, ces praticiens se déclaraient à peu près impuissants pour lutter contre le mal qui le rongait. Inquiet et tenu au courant de l'évolution de sa maladie, le roi faisait prendre presque quotidiennement de ses nouvelles. Une des dernières joies de Jourdan fut de revoir sa fille aînée. Apprenant l'état de santé de son père, elle fit sans hésiter le voyage de Naples à Paris et y arriva deux jours avant son décès. Mais, avant de la recevoir, le maréchal demanda un miroir, s'y contempla et déclara : « Dieu, que ma fille va

souffrir de me voir dans cet état ! »

Il ne se faisait aucune illusion sur la gravité de son mal et mourut le 23 novembre en fin de matinée, entouré de sa femme et de sa fille.

Son décès provoqua une consternation générale, car il ne laissait que des regrets. Ses prises de position ultra-jacobines étaient depuis longtemps oubliées, et on ne se souvenait que du glorieux vainqueur de Fleurus ainsi que de l'homme au caractère aimable et ouvert, toujours prêt à accueillir les moindres des solliciteurs. Le général Fririon fit publier un bref ordre du jour pour annoncer une nouvelle que beaucoup attendaient : « Nous venons de faire une perte bien douloureuse dans la personne de notre illustre et vénérable gouverneur, Monsieur le maréchal comte Jourdan ; il a cessé de vivre aujourd'hui à midi et demi. C'est avec l'affliction la plus profonde que j'ai transmis cette nouvelle aux militaires qui l'apprendront avec la même peine que sa famille, l'armée et la France entière. »

Le roi et le gouvernement décidèrent qu'il aurait droit à des obsèques nationales. Elles furent célébrées le 27 novembre en l'église des Invalides. Les maréchaux Soult et Mortier, les généraux Colbert et Fririon, tenaient les cordons du poêle. Dans l'église, se côtoyaient nombre de maréchaux et de généraux ainsi que des ministres représentant le roi. Mais il dut y avoir dans l'assistance plus d'un personnage qui ne put s'empêcher de penser au caractère un peu insolite de la cérémonie. Tant de pompe et de liturgie pour un défunt demeuré notoirement anticlérical et qui était décédé, chuchotait-on, en ayant refusé de recevoir les derniers sacrements, malgré les supplications de sa femme. Le maréchal Mortier et les généraux Fririon et Solignac prononcèrent l'éloge funèbre du défunt. Mortier le fit une seconde fois devant la Chambre des pairs. La presse fut unanime à célébrer le disparu comme un des plus fermes piliers de la dynastie. Seule note discordante, Armand Carrel écrivit dans *Le National* qu'au fond du coeur, Jourdan était resté républicain et n'avait accepté la monarchie de Juillet que comme un pis-aller ; opinion excessive due à la plume d'un opposant farouche au régime qui ne manquait pas une occasion de l'attaquer.

Jourdan, en tant que gouverneur, fut inhumé dans la crypte des Invalides, parmi d'autres gloires militaires. Il y repose toujours, encore que les autorités locales de Limoges aient entrepris, en vain, des démarches pour voir sa dépouille ramenée dans sa terre natale.

Mais de quoi est mort Jourdan ?

L'autopsie pratiquée par des médecins aussi célèbres que Larrey et Ribes révéla la présence d'une énorme tumeur située dans la région du coeur, de l'oesophage et de la trachée-artère, ainsi que « seize onces de sérosité purulente ». La tumeur était-elle d'origine cancéreuse ? C'est assez probable, encore que Jourdan ne semble pas en avoir particulièrement souffert. De toute manière, la science médicale, dans les

années 1830, n'aurait pas été capable de diagnostiquer ni même de soigner ou d'opérer ce type de mal. Une rumeur persistante voulut qu'en réalité le maréchal soit mort du choléra dont l'épidémie sévissait toujours. Étant donné la longueur de sa maladie, c'est peu probable, mais il n'est pas exclu que cette affection se soit attaquée à un organisme affaibli et en ait précipité la fin.

Après lui ne subsistaient plus que huit maréchaux d'Empire.

La maréchale Jeanne Jourdan allait survivre sept ans à son mari. Discrète, effacée, elle se retira à Limoges dans sa famille, après avoir vendu son hôtel de Paris. Mais elle conserva Le Coudray. Le gouvernement lui accorda une pension de douze mille francs qui lui permit de vivre décemment. Il aurait pu se montrer un peu plus généreux. Elle avait eu la douleur de voir disparaître trois de ses cinq filles dont la dernière, morte la même année que son père.

*

La ville de Limoges tit à honorer celui qu'elle tenait pour un des plus illustres de ses fils. Elle organisa, le 2 décembre 1833, une cérémonie funèbre qui eut pour cadre la cathédrale. À côté des autorités et d'une foule nombreuse malgré le mauvais temps, se firent remarquer les quelques vétérans survivants du deuxième bataillon de la Haute-Vienne qui tenaient à rappeler qu'ils avaient eu l'honneur de servir sous les ordres de Jourdan.

Par la suite, bien des années plus tard, en 1851, une plaque commémorative fut apposée sur sa maison natale. En même temps, une place de la ville fut baptisée du nom du maréchal et, en 1861, une statue en bronze due au ciseau du sculpteur Robert y fut érigée. Quoique faisant preuve d'un dynamisme certain, l'oeuvre qui représente Jourdan en tenue de général en chef de la République, l'épée à la main, potitée en direction d'un ennemi supposé pour y entraîner ses troupes, est d'une facture assez quelconque. En particulier, le visage n'est nullement ressemblant.

De la place située au centre de la ville part une artère d'importance moyenne qui porte aussi le nom de cours Jourdan. Enfin, en 1913, fut construit un ensemble de bâtiments militaires situés au nord de Limoges. Destiné à loger des unités de cavalerie, il reçut le nom de « quartier Jourdan ».

CONCLUSION

Sans présenter vraiment un cas particulier, Jourdan n'en est pas moins une figure originale parmi les maréchaux de Napoléon. Il est l'un des deux (l'autre étant Masséna) qui méritent l'appellation de « sauveur de la patrie », parce qu'ils peuvent se vanter d'avoir sauvé la France de l'invasion sous la Révolution. C'étaient là des titres de gloire dont Napoléon ne pouvait se targuer, même s'il avait fanfaronné à son retour d'Égypte et qu'il acceptait difficilement de concéder.

Très tôt, Jourdan afficha des opinions politiques tranchées et extrêmes qui le servirent jusqu'à un certain point dans sa carrière militaire naissante. Une enfance difficile, au cours de laquelle il fut privé de l'affection parentale par la force des choses, contribua à forger chez lui un caractère prudent, même circonspect et un peu méfiant vis-à-vis des hommes. Cela ne l'empêcha pas de se montrer aimable, ouvert, poli, compréhensif ; et cette antinomie n'est pas une des moindres singularités du personnage. Peut-être faut-il y voir l'origine des incertitudes et du manque de décision que manifesta Jourdan en plusieurs occasions.

À l'image de la plupart des généraux promus sous la Révolution, sa formation militaire supérieure était nulle au départ et il la forgea « sur le tas », ce qui ne l'empêcha nullement de vaincre des généraux adverses pétris de tradition et éduqués dans des écoles illustres. Parfaitement conscient de ses lacunes, il sut s'entourer d'un état-major compétent à qui il rendit toujours hommage. D'un autre côté, très tôt, il se révéla comme un remarquable organisateur, capable avec des éléments épars et variés de constituer un tout solide et sachant créer et disposer une armée dans des conditions difficiles. Il sut également d'instinct comment reprendre en main des troupes vaincues et découragées pour en faire à nouveau des unités combattantes. Il ne manquait donc pas de talents.

Ce fut lui qui donna la rive gauche du Rhin à la France. Si, en 1796, il subit une défaite, la faute en est surtout imputable à Carnot dont le plan de campagne qu'il imposa à Jourdan était mauvais. Dans l'adversité, Jourdan fit preuve d'un sang-froid et d'un sens de la manœuvre remarquables, car il mena de manière impeccable sa retraite, attirant sur

lui suffisamment de forces autrichiennes pour permettre à son camarade Moreau de se dégager d'une position aventurée et de rétrograder lui aussi. Nullement battu à Stockach en 1799, où il fut à deux doigts de remporter la victoire, seul le manque de réserves l'empêcha d'exploiter les fautes de son adversaire, et il atteignit son but qui était de l'affaiblir pour retarder la marche de ce dernier contre Masséna.

La seule erreur de Jourdan fut, à plusieurs reprises, d'accepter un commandement dans des conditions qui ne pouvaient que conduire à un échec. Mais c'était déjà chez lui ce réflexe qui lui faisait ne pas savoir refuser un poste de peur de voir, par contrecoup, compromise sa situation.

Entre Bonaparte et Jourdan, il n'y eut jamais aucun mouvement de sympathie ni même de cordialité. Le premier, chez qui la rancune était un sentiment puissant, en voulut toujours au second et, du coup, son jugement faussé alla jusqu'à mettre en doute ses capacités militaires. À Satite Hélène, il se laissa aller à confier à Las Cases : « Il était sans résolutions et imbu des plus faux principes de guerre... », ce qui montre jusqu'à quel potit pouvait aller l'erreur de jugement de l'empereur. On aurait pu lui répondre que Jourdan avait donné à la France la rive gauche du Rhin et que lui, avec tout son génie, l'avait perdue. Ce n'est qu'au moment du coup d'État de Brumaire que Jourdan avait tenu l'avenir de la France entre ses mains et avait balancé sur la conduite à tenir, ce que Bonaparte ne pouvait oublier. Si ce sincère républicain avait été se mettre à la tête de la garde du Directoire qui ne demandait qu'à le suivre, Bonaparte et ses complices auraient fini fusillés, le lendemain. Mais Jourdan était trop honnête pour sauver un régime aussi corrompu et discrédité que le Directoire ; il ne discernait aucune personnalité parmi les hommes politiques capables de prendre la tête du pays. *A priori*, ce que promettaient Sieyès et ses amis ne pouvait que le séduire. Il n'imagina pas un instant que Bonaparte puisse confisquer la république pour y substituer un pouvoir personnel. De là, sans doute, son comportement neutre à Satit-Cloud mais qui conservait quelque chose de menaçant que ne pouvait admettre le premier consul. Il craignait tellement Jourdan qu'il le porta sans hésiter sur la liste des proscrits. Et ce fut la réaction violente de certains hommes politiques et d'une partie de l'armée qui le contraignit à faire machine arrière et à en attribuer la paternité à Sieyès. Ce fut le même souci de ménager l'armée qui l'amena à faire de Jourdan un maréchal mais il le fit à petits frais. Jamais ce dernier n'eut droit à un grand commandement, pas plus qu'à un titre de noblesse ou à une de ces dotations dont la distribution tenait de l'arbitraire.

Son envoi en Espagne releva de la farce, mais une farce sinistre. On lui donna un titre ronflant mais sans aucun pouvoir. Il n'était là que pour servir de conseiller à son ami Joseph, incapable de commander une

armée et qui, au demeurant, ne se conforma pas à ses avis. Moyennant quoi, ce fut lui, Jourdan, qui servit de bouc émissaire et paya les erreurs de l'autre. Mais s'il en souffrit, il supporta l'adversité avec un tact, une constance et un stoïcisme admirables. Il fit même preuve d'une hauteur de vues et d'un patriotisme exceptionnels en offrant de servir en 1814, au moment de l'invasion de la France, alors que l'année précédente Napoléon l'avait écarté et sanctionné avec la plus incroyable des mauvaises foies.

Dans de telles conditions, on comprend mal qu'en 1815, comblé d'attentions par la Restauration, il se soit rallié à Napoléon qui, au demeurant, l'accueillit sans trop de chaleur. Pensait-il que le retour impérial pourrait durer ? Craignait-il, comme ce fut trop souvent le cas, de « manquer » ? Il est difficile de trouver une explication logique et rationnelle à sa conduite, et on peut dire qu'il avait bien mérité la froideur de Louis XVIII au début de la seconde Restauration. Il eut la chance, à la fin de sa vie, de se voir placer dans une position qui lui convenait parfaitement, sous un régime politique pour lequel il se sentait les plus grandes affinités. En cela il fut plus heureux que nombre de ses anciens camarades.

Sur un plan personnel et familial, il mena une vie exemplaire : il eut, certes, le bonheur de rencontrer une femme qui avait beaucoup de qualités ; bon mari et bon père, il aurait pu être cité comme modèle dans une période où de nombreux couples n'étaient pas des parangons de vertu. Et l'exemple venait de haut ! Un autre terrain où sa conduite fut irréprochable fut celui de l'honnêteté. Alors que nombre de maréchaux et de généraux se conduisaient en pillards dans les pays occupés, accumulant à leur profit les contributions de guerre arrachées aux populations et enlevant pour leurs collections personnelles les oeuvres d'art de toute nature, ce ne fut jamais le cas de Jourdan. Certes, il toucha quelques petits cadeaux de municipalités soucieuses de se concilier les généraux français victorieux, mais cela n'alla pas loin et n'est en rien comparable avec les fortunes d'un Soult, d'un Masséna, d'un Augereau, ou d'un Fournier Sarlovèze. Sans être riche, Jourdan était « à l'aise », puisqu'il put s'offrir sa propriété du Coudray et son hôtel de Paris. Aussi, le général Solignac exagéra lorsqu'il déclara dans son éloge funèbre que Jourdan « mourut pauvre, ne laissant à sa veuve et à ses enfants que le témoignage de son noble déstîtéressement et l'exemple de ses vertus ». Il n'est pas certain que la maréchale ait vraiment eu besoin de la pension que lui octroya le gouvernement et qui correspondait environ à la moitié de celle qu'aurait perçue son mari en prenant sa retraite.

*

Lorsque l'on cherche à dresser le bilan du caractère et de la carrière de Jourdan, disons tout de suite qu'il apparaît comme nettement positif.

Certes, il eut des défauts. Quel homme n'en présente pas ? Le plus grand fut sans doute son manque de résolution dans certaines circonstances. Il aima avoir de l'argent, souvenir de sa jeunesse impécunieuse, mais honnêtement gagné. Il y eut un peu chez lui du Monsieur Jourdain. Ce bourgeois, ancien Jacobin mais toujours ardent patriote, rêvait d'être gentilhomme. Et après tout, ses camarades ne l'étaient-ils pas devenus ? Mais, à côté de cela, combien de qualités qui rendent l'individu plus que sympathique ? Un destin ironique et cruel voulut qu'après 1797, il n'eût jamais l'occasion de mettre en valeur ses talents de chef de guerre en tant que commandant en chef. Pourtant, en Espagne, en 1809 comme en 1812, les plans de campagne qu'il élaborait furent tout à fait remarquables et auraient permis de faire capituler toute l'armée anglaise en rase campagne si les généraux avaient voulu les mettre en pratique. Mais il aurait fallu que Jourdan eût des pouvoirs que Napoléon n'aurait accordés à aucun prix, voulant se réserver la gloire des victoires. D'ailleurs, en tant que chef d'état-major général, Soult, qui lui succéda en 1809, ne fit pas mieux que lui.

Si, dans ses missions civiles, il connut des succès, ils ne furent pas d'une importance capitale et permettent de souligner ses talents d'organisateur. Il allait pouvoir les utiliser une dernière fois comme gouverneur des Invalides ; mais il est à regretter que sa mauvaise santé ne lui ait pas permis de remplir les fonctions de ministre des Affaires étrangères où il aurait excellé.

Si on fait une étude comparative des talents des maréchaux et généraux de l'Empire, Jourdan figure et de loin dans le peloton de tête. En face de quatre ou cinq véritables chefs de guerre, la grande majorité d'entre eux furent de bons divisionnaires, sans plus.

Incontestablement, Jourdan fut profondément patriote. Napoléon lui-même dut le reconnaître. Par-delà ses idées politiques qui varièrent suivant les circonstances et ses titérêts, il y eut chez lui un amour, un attachement, une symbiose avec sa patrie passant avant toutes les autres considérations. En ce sens, plus qu'un maréchal d'Empire, il fut avant tout un maréchal de France.

ANNEXES

LA CARRIÈRE DE JOURDAN

1762

- 29 avril : Naissance de Jean-Baptiste Jourdan, à Limoges.

1778

- 2 avril : Engagement dans l'armée.
- Régiment d'Auxerrois.

1779

- En Amérique.
- Juillet : Siège de Grenade.
- Septembre – octobre : *Idem*, Savannah.

1780

- Île Saint-Vincent.

1781

- Siège de Tobago.

1782

- Retour en France.
- Juillet : Congé de convalescence.
- Rétiré le 12 novembre.

1784

- Réformé.
- Retour à Limoges.

1791

- 3 octobre : S'engage, capitaine.
- 5 octobre : Colonel.
- 25 octobre : Départ de Limoges.

1792

- 6 novembre : Assiste à la bataille de Jemmapes.

1793

- 27 mai : Général de brigade.
- 30 juillet : Général de division.
- 11 septembre : Commandant en chef de l'armée des Ardennes.
- 15 au 16 octobre : Vainqueur à Wattignies.

1794

- 6 janvier : Relevé de son commandement.
- 10 mars : Rappelé ; commandant de l'armée de la Moselle.
- 26 juin : Vainqueur à Fleurus.
- 18 septembre : Vainqueur à l'Ourthe.
- 2 octobre : Vainqueur à Roër.
- 4 novembre : Prise de Maastricht.

1795

- 6 septembre : Franchit le Rhin.
- 10 septembre : Échec devant Mayence.

1796

- 5 juin : Jourdan envahit l'Allemagne.
- 7 juin : Il est battu à Wetzlar.
- Septembre : Relevé de son commandement.

1797

- 10 avril : Élu député de la Haute-Vienne.

1798

- 13 octobre : Démissionne de la députation.
- Prend le commandement de l'armée du Danube.

1799

- 25 mars : Bataille indécise de Stockach.
- 4 avril : Réélu député.

1800

- 21 janvier : Inspecteur général d'infanterie et de cavalerie.
- 24 juillet : Ambassadeur en Piémont.

1802

- 1^{er} décembre : Conseiller d'État.

1804

- 25 janvier : Général en chef de l'armée d'Italie.
- 19 août : Maréchal d'Empire.

1805

- 30 août : Relevé de son commandement.

1806

- Gouverneur de Naples.

1808

- 17 juillet : Chef d'état-major en Espagne.

1809

- 2 octobre : Rentre en France.

1811

- 28 septembre : Retour en Espagne Chef d'état-major général.

1813

- 21 juin : Défaite de Vitoria.
- Août : Jourdan à la retraite d'office.

1814

- Février : Rappelé au service, gouverneur 14^e et 15^e régions militaires.

1815

- 1^{er} janvier : Nommé comte par Louis XVIII.
- 2 juin : Pair de France (Napoléon).
- 4 juin : Gouverneur de Besançon.
- Octobre. Président du conseil de guerre qui juge Ney.

1819

– 6 mars : Pair de France (Louis XVIII).

1830

– 18 août : Gouverneur des Invalides.

1833

– 23 novembre : Mort du maréchal Jourdan.

ARTICULATION ET DÉPLOIEMENT DES ARMÉES ADVERSES EN FÉVRIER 1799

Front Nord (Allemagne)

France

Hollande : Commandant : Moreau ; Effectifs : 10 000

Rhin : Commandant : Bernadotte ; Effectifs : 5 000

Mayence : Commandant : Jourdan ; Effectifs : 45 000

Alliés

Bavière : Commandant : Archiduc Charles ; Effectifs : 78 000

Front central (Suisse)

France

Helvétie : Commandant : Masséna ; Effectifs : 30 000

Alliés

Suisse : Commandant : Hotze ; Effectifs : 26 000

Tyrol : Commandant : Bellegarde ; Effectifs : 46 000

Front Sud (Italie)

France

Italie : Commandant : Schérer ; Effectifs : 50 000

Naples : Commandant : Macdonald ; Effectifs : 30 000

Alliés

1^{re} Italie : Commandant : Kray ; Effectifs : 75 000

2^e Italie (Russes) : Commandant : Souvorov ; Effectifs : 60 000

France

Total : 170 000

Alliés

Total : 285 000

LES FORCES EN PRÉSENCE À LA BATAILLE DE STOCKACH

Français

Infanterie : 26 000

Cavalerie : 8 000

Artillerie : 2 000

Servant : 8 batteries à 6 pièces ; 2 batteries à 7 pièces, soit 62 pièces.

Total : 36 000 hommes

Autrichiens

Infanterie : 54 000

Cavalerie : 14 000

Artillerie : 4 000

Servant : 19 batteries à 6 pièces, soit 114 pièces.

Total : 72 000 hommes

BIBLIOGRAPHIE

I) Dossiers des maréchaux et généraux (château de Vincennes) :

Jourdan ; Soult ; Marmont ; Bernadotte ; Masséna ; Victor ; Souham ; Vandamme ; Dalesme ; Fririon ; Reille ; Clauzel ; Pichegru ; Moreau.

II) Mémoires :

Bigarre, général, aide de camp du roi Joseph, *Mémoires, 1775-1813*, Paris, 1893

Bonaparte Joseph, *Mémoires et correspondance*, Paris, 1853-1854

Charles, archiduc, *Principes de la stratégie*, trad. par Jomini, Paris, 1813

Chateaubriand René, vicomte de, *Mémoires d'outre-tombe*, Paris, 1937

Jourdan Jean-Baptiste, maréchal, *Mémoires de campagne de 1796 et 1799, Mémoires militaires ; Espagne*, Paris, 1899

Las Cases Emmanuel, comte de, *Le Mémorial de Satite-Hélène*, Paris, 1935

Masséna André, maréchal, *Mémoires*, Paris, 1967

Miot de Melito André, comte, *Mémoires*, Paris, 1858

Napoléon, *Correspondance*, Paris, 1858-1869

Perrin Claude-Victor, maréchal, *Mémoires*, Paris, 1847

Roederer Louis, *Mémoires*, Paris, 1854

Soult Jean de Dieu, maréchal, *Mémoires Espagne et Portugal*, Paris, 1955

Suchet Louis-Gabriel, maréchal, *Mémoires, Espagne*, Paris, 2002

Thiébault Paul, général, *Mémoires*, Paris, 1895

III) Dictionnaires historiques :

Jourquin Jacques, *Dictionnaire des maréchaux de l'Empire*, Paris, 2001

Six Georges, *Dictionnaire des généraux et amiraux de la Révolution et de l'Empire*, Paris, 1934

Tulard Jean, *Dictionnaire Napoléon*, Paris, 1987

Tulard Jean, et Fayard Fierro, *Dictionnaire de la Révolution*, Paris, 2004

IV) Ouvrages généraux :

Bainville Jacques, *Napoléon*, Paris, 1931

Bastide, de la, et Giraudeau, *Le 1^{er} et le 2^e bataillons volontaires de la Haute-Vienne*, inédit, archives de la Haute-Vienne

Beauregard Gérard de, *Les maréchaux de Napoléon*, Tours, 1929

Butler, captain, *Wellington operations in the peninsula*, London, 1903

Carré, lieutenant-colonel, *Le grand Carnot*, Paris, 1952

Castries, duc de, *Louis XVIII*, Paris, 1969

Chardigny Louis, *Les maréchaux de Napoléon*, Paris, 1946

Chastenet Jacques, *Wellington*, Paris, 1945

Clausewitz Carl von, *La campagne de 1799 en Italie et en Suisse*, trad., Paris, 1906

Daudet Ernest, *Histoire de la Restauration*, Paris, 1882

Dupont Marcel, *Murat*, Paris, 1980 ; *Napoléon et la trahison des maréchaux*, Paris, 1939

Fortescue J. W., *History of the British Army*, London, 1920

Fouques-Duparc J., *Le troisième Richelieu*, Lyon, 1940

Frey-Fournier, *Le club des Jacobins de Limoges*, Limoges, 1903

Gachot, Édouard, *Les campagnes de 1799 : Jourdan en Allemagne, Brune en Hollande*, Paris, 1905

Gaffarel Paul, *Les campagnes de la Première République*, Paris, 1914

Geoffroy de Grandmaison, *L'Espagne et Napoléon*, Paris, 1908

Girod de l'Ain Gabriel, *Bernadotte chef de guerre et chef d'État*, Paris, 1968 ; *Joseph Bonaparte*, Paris, 1970

Gotteri Nicole, *Le maréchal Soult*, Paris, 1995 ; *La campagne de Suisse de 1799*, Paris, 2003

Goubert Pierre, *Initiation à l'histoire de France*, Paris, 1984

Headley J. T., *Napoléon and his marshals*, New York, 1847

Hojer T.T., *Bernadotte*, trad., Paris, 1943

Houssaye, Henry, *1814*, Paris, 1903 ; *1815*, trois vol., Paris, 1905

Jomini Antoine, général, *Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution*, Bruxelles, 1838

La Gorce Pierre de, *La Restauration ; Louis XVIII*, Paris ; *Charles X*, Paris

Lucas-Dubreton J., *Kléber*, Paris, 1937 ; *Louis XVIII*, Paris, 1938 ; *Le maréchal Ney*, Paris, 1941 ; *Napoléon devant l'Espagne*, Paris, 1946

Mansel Philip, *Louis XVIII*, trad., Paris, 1982

Mullie Charles, *Biographie des célébrités militaires des armées de terre et de mer de 1789 à 1850*, Paris, 1852

Perez Joseph, *Histoire de l'Espagne*, Paris, 1996

Philipp, lieutenant-colonel, *Le service d'état-major pendant les guerres de l'Empire*, Paris, 1900

Rambaud Jacques, *Naples sous Joseph Bonaparte*, Paris, 1911

Reinhard M., *Le grand Carnot*, Paris, 1952

Roux, marquis de, *La Restauration*, Paris, 1930

Savant Jean, *Napoléon*, Paris, 1974 ; *Tel fut Barras*, Paris, 1955

Thiers Adolphe, *Histoire de la Révolution française*, Paris ; *Histoire du Consulat et de l'Empire*, Paris, 1854

Thiry Jean, *La 1^{re} Restauration*, Paris, 1942 ; *Wagram*, Paris, 1966 ; *Le roi de Rome*, Paris, 1968 ; *Lützen et Bautzen*, Paris, 1971

Valentin René, *Le maréchal Jourdan*, Paris, 1956 ; *Le maréchal Masséna*, Limoges, 1960

Valynseele Joseph, *Les maréchaux de l'Empire*, Paris, 1957

Villani, *Le royaume de Naples pendant la domination française*, Paris, 1972

Zurlinden, général, *Napoléon et ses maréchaux*, Paris, 1910